

L'ACCUMULATION A L'ECHELLE MONDIALE

TOME II

PAR

SAMIR AMIN

1018

EDITIONS ANTHROPOS

© Editions Anthropos, Paris et Sfan Dakar, 1970
ISBN 2-264-000 15-5

SECTION III

LES FORMATIONS SOCIALES DU CAPITALISME PERIPHERIQUE

La tendance du mode de production capitaliste à devenir exclusif lorsqu'il est fondé sur l'élargissement et l'approfondissement du marché interne s'accompagne de la tendance de la structure sociale au centre à se rapprocher du modèle pur du *Capital*, caractérisé par la polarisation des classes sociales en deux classes fondamentales : la bourgeoisie et le prolétariat. Les classes sociales constituées sur la base des modes de production anciens (propriétaires fonciers, artisans, marchands, etc.) disparaissent ou se transforment (en bourgeoisie agraire par exemple). Certes, le système social engendre de nouvelles stratifications, au fur et à mesure que d'autre part il se simplifie : « cols blancs » et « cols bleus », cadres et travailleurs non qualifiés, travailleurs nationaux et étrangers, etc. Mais ces nou-

velles stratifications se situent dans le cadre de la division essentielle bourgeoisie-prolétariat, car toutes les couches sociales nouvelles en développement sont constituées de salariés de l'entreprise capitaliste. Le lieu où se situent les stratifications nouvelles n'est donc pas l'économique, car de ce point de vue les positions des nouvelles couches sont identiques (vendeurs de leur force de travail), mais le politique ou l'idéologique. Par ailleurs la concentration de l'entreprise — les monopoles — modifie les formes dans lesquelles se manifeste la bourgeoisie. Mais la soi-disant dichotomie qui s'établit entre la propriété (dispersée) et le contrôle (qui serait passé aux mains de la « technostructure » pour employer le néologisme de Galbraith), n'est qu'un leurre. Car les « technocrates », qui prennent les décisions, les prennent dans la logique et l'intérêt du capital, lequel exerce un contrôle de plus en plus concentré, qui signifie simplement qu'objectivement la socialisation est mûre. Cependant le fait que dans le mode de production capitaliste la structure sociale soit ainsi directement façonnée par le mouvement propre de l'économie conduit à *l'idéologisation de l'économie* — c'est-à-dire à *l'économisme comme idéologie*. L'illusion se crée alors que l'économie est une force au-dessus de la société, qui ne peut la maîtriser. C'est là la source de *l'aliénation moderne* (par opposition à l'aliénation des sociétés précapitalistes qui se situe sur le terrain de l'idéologie dont la forme d'expression devient alors religion). C'est aussi la raison pour laquelle l'économie prétend occuper tout le terrain de la science sociale.

Par contre si, comme nous l'avons montré, le mode de production capitaliste introduit de l'extérieur, c'est-à-dire fondé sur le marché extérieur, ne tend pas à devenir exclu-

sif, mais seulement dominant, il s'ensuit que les formations de la périphérie ne tendront pas vers cette polarisation essentielle. A l'homogénéité grandissante des formations sociales va s'opposer l'hétérogénéité persistante de celles de la périphérie. Hétérogénéité qui ne signifie par juxtaposition (« dualisme »). Car de même que les modes de production précapitalistes sont ici intégrés dans un système, sont asservis aux fins propres du capital dominant (le paysan produit dans le cadre de son ancien mode de production, mais il produit désormais des produits exportés vers le centre), de même les structures sociales nouvelles constituent un ensemble structuré et hiérarchisé, dominé par le « grand absent » de la société coloniale : la bourgeoisie métropolitaine dominante. Il en résultera évidemment que, de même que le système économique de la périphérie ne peut pas se comprendre en soi car ses relations avec le centre sont essentielles, de même la structure sociale de la périphérie est une structure tronquée, qui ne peut être comprise que si on la met à sa véritable place : comme élément d'une structure sociale mondiale.

La forme des formations périphériques pourra donc être variée. Elle dépendra, en effet, de la nature des formations précapitalistes agressées et des formes de l'agression extérieure.

Les formations précapitalistes agressées nous paraissent appartenir à deux types essentiels : les formations orientales et africaines d'une part, les formations américaines d'autre part.

En ce qui concerne les premières nous avons déjà dit qu'elles étaient des combinaisons structurées d'une part de modes de production divers, le mode dominant étant tributaire, soit précoce (donc assis sur une communauté villa-

geoïse vivace), soit évolué (et dans ce cas évoluant vers un mode de production féodal), les modes de production marchand simple ou esclavagiste étant au service de ce mode dominant, et d'autre part de relations de commerce lointain avec d'autres formations. Nous avons dit que le type précoce simple était le type « africain », le type évolué « asiatique et arabe ». Les formations que nous appelons américaines sont différentes. Le Nouveau Monde n'était pas vide d'hommes lors de sa découverte par les Européens. Mais il a été peuplé rapidement d'émigrants venus largement avant le triomphe définitif du mode de production capitaliste au centre (c'est-à-dire avant la révolution industrielle). Les populations indigènes ont été soit refoulées ou exterminées (Amérique du Nord, Antilles, Argentine, Brésil), soit entièrement soumises aux exigences du capital mercantile européen (Amérique andine). Le capital mercantile — ancêtre du capital achevé — s'est constitué en Amérique des annexes. Il y a installé des *entreprises* d'exploitation des métaux précieux (argent essentiellement) et de production de certains produits exotiques (sucre, puis coton, etc.) Le capital mercantile européen, qui avait le *monopole* de cette exploitation, accumulait ainsi le capital argent essentiel dans la formation ultérieure du capital achevé. Les formes de cette exploitation annexe ont pu être diverses : « pseudo-féodales » (l'encomienda d'Amérique latine) ou « pseudo-esclavagiste » (l'exploitation minière), ou esclavagistes (plantations du Brésil, des Antilles et des colonies anglaises méridionales d'Amérique du nord). Elles n'en étaient pas moins au service du capitalisme européen naissant : elles produisaient d'ailleurs pour le marché, ce qui interdit de les confondre avec les modes de production féodal ou esclavagiste vrais. Par ail-

leurs, ces annexes ont développé elles-mêmes leurs propres annexes : les entreprises chargées de leur fournir la nourriture pour leur main-d'œuvre et le matériel pour leur exploitation. Ces entreprises annexes ont parfois pris l'apparence « féodale », notamment en Amérique latine avec la grande exploitation d'élevage ; mais elles ne sont nullement devenues réellement féodales, étant fonctionnellement destinées à produire pour le marché capitaliste. Elles relèvent le plus souvent du mode de production petit marchand simple, constitué sur des terres libres et dans les villes libres par les émigrants européens, particulièrement anglais en Amérique du nord : fermiers et artisans produisent ici aussi pour le marché des zones de plantations annexes du capital mercantile.

Les formes de l'agression sont également diverses. Les Amériques, l'Asie et l'Orient arabe, l'Afrique noire n'ont pas été transformés de la même manière, parce qu'ils n'ont pas été intégrés à la même étape du développement capitaliste au centre et n'ont donc pas rempli les mêmes fonctions dans le développement.

LES FORMATIONS PERIPHERIQUES AMERICAINES ET ORIENTALES.

Les Amériques ont joué un rôle essentiel dans la période mercantile. L'Amérique latine y a acquis ses structures définitives essentielles qui la marqueront jusqu'à nos jours. Ses structures essentielles seront fondées sur le capitalisme agraire latifundiaire, dont la force de travail est fournie par des paysans à statut diminué (péons et anciens esclaves).

pradore locale lorsque le monopole de la métropole se distendra. Parallèlement un petit monde urbain (artisans,

petits commerçants, fonctionnaires, domestiques, etc.) se constitue à l'image de celui de l'Europe de l'époque.

L'indépendance consacrera au début du XIX^e siècle le transfert du pouvoir aux propriétaires fonciers et à la bourgeoisie compradore créole. Les structures vont se perpétuer et se renforcer tout au long du siècle, parallèlement à l'intensification des échanges avec la métropole nouvelle, la Grande-Bretagne, qui installera sur le continent son réseau de maisons d'import-export et de banques, et saura tirer des profits supplémentaires du financement de la dette publique des Etats. L'installation des capitaux pétroliers et miniers au XX^e siècle (largement nord-américains), puis des industries de substitution d'importations, engendrera un prolétariat limité, dont les catégories supérieures paraîtront d'autant plus relativement « privilégiées » que la crise agraire se manifeste par l'appauvrissement continu de la paysannerie pauvre et la croissance du chômage rural et urbain. Parfois, en association avec le capital étranger dès le début, l'oligarchie des propriétaires fonciers et des négociants compradores, investira des capitaux (amassés dans l'agriculture et le commerce) dans la nouvelle industrie légère ou dans les activités à rentabilité élevée qui sont liées à l'urbanisation grandissante (investissements immobiliers, « tertiaire », etc.). Ce qui caractérise ce type de formation sociale c'est : 1^o) son caractère oligarchique, la « bourgeoisie » nouvelle — urbaine — étant la même classe, constituée des mêmes familles que la classe des grands propriétaires fonciers et commerçants compradores et 2^o) son développement dans le sillage du capital étranger dominant ».

En Asie et dans le monde arabe, le point de départ

sera beaucoup plus tardif. C'est dans la seconde moitié du XIX^e siècle seulement que les anciennes classes « féodales » vont se transformer en grands propriétaires capitalistes produisant pour le marché mondial. Les développements de ce type seront d'ailleurs très inégaux et ne toucheront qu'une frange, parfois très mince, de l'énorme continent ; le cas de l'Egypte, intégralement transformée en ferme à coton pour le Lancashire par ses quelques milliers de grands propriétaires, étant le cas le plus extrême. La vivacité de la communauté rurale pourra s'opposer victorieusement très longtemps, dans de nombreuses régions, au développement du capitalisme agraire, moins dans l'Inde où le pouvoir anglais donnera aux Zemindars la propriété du sol, brisant par la violence les communautés rurales, davantage en Chine et dans de nombreuses régions de l'Orient perse et ottoman, qui échapperont à la colonisation directe, l'Egypte étant l'exception extrême d'un développement latifundiaire capitaliste. Il faudra attendre la période tout à fait contemporaine, postérieure à la Seconde Guerre mondiale souvent, pour voir un petit capitalisme agraire — de paysans riches (du type koulak) — faire une sérieuse apparition, surtout lorsque des réformes agraires viendront liquider la grande propriété ou la limiter. Le caractère tardif et limité du développement du capitalisme agraire des phénomènes propres aux structures du monde urbain et à l'idéologie et la culture des classes dominantes nouvelles issues de la transformation des anciennes, ou propres aux formes de la colonisation, limiteront plus ou moins l'extension du secteur commercial comprador, soit au profit des firmes européennes soit à celui d'une bourgeoisie étrangère (Levantins par exemple). Par la suite, comme en Amérique

latine, des industries sporadiques, mises en place par le capital étranger, permettront aux oligarchies locales de s'associer aux nouvelles activités. La structure de ces formations tendra alors à se rapprocher considérablement de celle de l'Amérique latine ; le retard se rattrapant d'autant plus vite que la pénétration des formes modernes du capital étranger sera puissante².

LES FORMATIONS PERIPHERIQUES AFRICAINES.

C'est ce retard que l'Afrique noire, dernière incorporée dans le système, est en passe de rattraper. L'Afrique noire a été pendant trois siècles une annexe de l'Amérique, dont la fonction était de lui procurer sa main-d'œuvre servile. La chasse à l'homme, généralisée sur le continent, n'a pas été sans transformer les formations antérieures, avant même la colonisation. Elle a puissamment contribué à la constitution de formations de monarchies militaires superposées à des communautés villageoises solides. Elle a introduit dans certaines régions de la côte en contact direct avec les comptoirs de négriers un mode de production esclavagiste nouveau³. Par la suite, conquise à la fin du XIX^e siècle, guère mise en valeur avant la guerre de 1914-18 et médiocrement pendant l'entre-deux-guerres qui fut une période de stagnation relative du capitalisme à l'échelle mondiale, elle a subi une colonisation directe, brutale et simple, qui n'a pas permis que se constitue parmi ses populations l'équivalent des grands capitalistes agraires et des commerçants compradores des deux autres continents. Cependant, ce retard, elle le rattrape à une cadence accélérée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'idée que l'Afrique noire serait la partie la plus arriérée et la plus immobile du monde sous-développé est certaine-

ment l'un des préjugés des plus erronés : un vestige du racisme peut-être. Au contraire, l'Afrique noire est probablement la partie du tiers monde qui a subi les transformations les plus profondes au cours du demi-siècle et continue à changer sous nos yeux à des rythmes souvent exceptionnellement rapides. Ce changement est certes inégal selon les secteurs de la vie sociale et les régions, plein de contradictions. C'est que, comme nous l'avons dit, la colonisation s'est exercée en Afrique noire sur des sociétés parmi les plus primitives, les moins disposées en apparence à s'adapter aux conditions nouvelles de l'économie capitaliste dominante. La plupart de ces sociétés n'avaient guère dépassé le stade des communautés villageoises primitives et les formes étatiques étaient encore trop récentes pour que la dégradation de cette communauté ou sa domination par l'appareil étatique fussent avancées. Rien de comparable avec les grands Etats de l'Orient ou avec les Etats d'allure moderne de l'Amérique latine. Dans ces conditions, les couches dirigeantes — des chefferies tribales — étaient moins qu'ailleurs capables économiquement, politiquement et culturellement de se transformer en bourgeois nationales agraro-compradore bien insérées dans l'ensemble des relations socio-économiques nouvelles.

Ailleurs, dans le monde oriental et latino-américain, c'est généralement à partir de la grande propriété foncière et des couches supérieures de la fonction publique, éventuellement du monde marchand, que devait se constituer la nouvelle bourgeoisie nationale. La grande propriété foncière, souvent d'ailleurs confondue avec la responsabilité politique, devait, en s'adaptant à l'agriculture d'exportation, se renforcer et se transformer en propriété foncière de type bourgeois. Cette grande propriété foncière manquait

en Afrique noire. L'agriculture d'exportation y fut souvent le fait de grandes plantations européennes comme au Congo ex-belge et en ex-A.E.F. Dans d'autres régions, l'économie de traite a été le fait de millions de petits paysans organisés en communautés villageoises. Le maintien de ces relations communautaires devait ralentir les processus inévitables de différenciation qui accompagnent la commercialisation de l'agriculture. Néanmoins, dans certaines conditions, c'est dans cette petite économie paysanne que s'est constituée le plus aisément une bourgeoisie rurale. Par contre, dans certains cas, l'économie de traite a stimulé la constitution d'organisations sociales que, faute de mieux, et en raccourci, nous appelons semi-féodales, notamment dans la savane musulmane, au Sénégal, au Nigéria et au Soudan où se sont constituées, non des grandes propriétés de type bourgeois, mais des chefferies théocratiques hiérarchisées exerçant leur domination politique sur des communautés villageoises soumises au versement de redevances.

Dans les grands Etats d'Orient, à civilisation fortement urbanisée, il existait souvent, avant la colonisation, des marchands analogues à ceux de l'Europe précapitaliste, capables, par leurs connaissances techniques, leur culture et leur richesse, de s'adapter et de se transformer en bourgeoisies modernes. Rien de pareil en Afrique noire. Privés de grandes civilisations urbaines, les commerçants traditionnels apparaissaient ici davantage comme le prolongement local du grand commerce arabe. Commerçants Dioula, Sarakollé et Haoussa⁴ sont nés de ce contact, à travers le Sahara, avec le monde arabo-berbère qui sollicitait des produits de la forêt. Au Soudan oriental et sur la côte de l'océan Indien, ce furent directement des commer-

çants arabes qui ont exercé ces fonctions. Le commerce des

Guinée ou les établissements arabes de la côte Est fut le plus souvent le fait de couches nouvelles, étrangères à la société traditionnelle, de « traitants » ' souvent métis. Dans ces conditions, dans les villes créées de toutes pièces après la conquête coloniale, les fonctions commerciales nouvelles, même les plus subalternes, ont été réservées soit directement aux compagnies coloniales, soit à des communautés étrangères : Libanais, Grecs et Indiens.

Enfin, l'absence en Afrique noire de superstructures politiques solides comparables à celles de l'Orient devait également retarder l'apparition de la bourgeoisie. C'est, en effet, souvent à partir des cadres nationaux de l'administration que se sont constituées les bourgeoisies nationales modernes orientales et latino-américaines. En Afrique noire ces cadres, jusqu'à un niveau assez bas de la hiérarchie, furent directement fournis par la colonisation étrangère, dans l'administration comme dans les entreprises modernes. Cette situation fut encore aggravée là où — comme au

peuplement a permis à des « petits Blancs » de remplir seuls toutes ces fonctions au détriment de la formation d'élites modernes locales.

Le type même de colonisation directe, le pacte colonial qui l'accompagnait, l'absence de grandes villes devaient retarder également la création par le capital colonial d'industries légères comme en Orient ou en Amérique latine. Ce retard a lui-même freiné la formation de cadres techniques disponibles pour la constitution d'une bourgeoisie nationale. Il est caractéristique que les principales exceptions dans ce domaine soient précisément le Kenya et la

Rhodésie, outre l'Afrique du Sud bien entendu, c'est-à-dire des colonies de peuplement dont l'industrie légère fut créée presque exclusivement pour et par la minorité européenne. Le Congo belge constitue donc la seule exception véritable, qu'explique le statut international du bassin du Congo, qui interdisait aux Belges les privilèges du pacte colonial⁶.

Le handicap des structures rurales primitives de l'Afrique noire — l'absence de grande propriété foncière — devait se muer en avantage à l'époque contemporaine. En effet, tandis qu'en Orient et en Amérique latine, la solidité des structures de type semi-féodal constitue encore très souvent un obstacle majeur au développement capitaliste, dans de nombreuses régions de l'Afrique noire une bourgeoisie rurale de planteurs modernes s'est constituée extrêmement rapidement. Ce progrès n'a évidemment pas touché l'ensemble de l'Afrique noire, car même en dehors des zones de la savane musulmane qui, sous l'effet de la commercialisation de l'agriculture, ont évolué vers des types semi-féodaux, d'importantes régions stagnent en dehors de cette transformation.

L'étude comparée des zones dans lesquelles le développement d'une bourgeoisie rurale s'est frayé la voie nous a conduit à émettre l'hypothèse que, pour cela, quatre conditions doivent être réunies⁷.

La première de ces conditions semble être l'existence d'une société traditionnelle suffisamment hiérarchisée, de manière à ce que certaines couches de la chefferie traditionnelle disposent d'assez de pouvoir social pour s'approprier des parcelles importantes de terres claniques. C'est ainsi que les chefferies traditionnelles du Ghana, de la Nigéria méridionale, de la Côte-d'Ivoire et de l'Ouganda

ont pu créer à leur profit une économie de plantation presque inexistante chez les peuples bantous non hiérarchisés. On remarquera cependant que des hiérarchies trop marquées, plus évoluées, de type semi-féodal, comme dans la savane islamisée, n'ont pas été favorables au développement d'une bourgeoisie rurale.

La seconde condition est l'existence de densités de population moyennes, de l'ordre de dix à trente habitants au km². Des densités plus faibles rendent l'appropriation privative de terres inefficace et l'offre potentielle de main-d'œuvre salariée insuffisante.

Le mécanisme de prolétarianisation est d'ailleurs largement facilité lorsque l'appel à une main-d'œuvre étrangère à l'ethnie est possible, comme avec les Voltaïques de Côte-d'Ivoire. Dans une seconde étape, les cadets et les dépendants des familles de planteurs originaires peuvent être à leur tour prolétariés⁴. Des densités trop fortes, comme au Rwanda et sur le plateau Bamiléké au Cameroun, rendent difficile l'appropriation de terres suffisantes par les chefs de clans.

La troisième condition est l'existence de cultures riches, permettant de dégager par hectare et par travailleur un surplus suffisant dès le premier stade de la mise en valeur, caractérisé par une très faible mécanisation et, partant, par une faible productivité de l'agriculture encore largement extensive. C'est ainsi que le coton en Ouganda ou l'arachide en pays sérère⁵, d'une manière générale les cultures vivrières, productions trop pauvres, ne permettent pas ce que le café ou le cacao ont rendu possible ailleurs.

Enfin, la quatrième condition veut que l'autorité politique n'ait pas été défavorable à ce type de développement spontané. Les facilités offertes pour l'appropriation privée

du sol, la liberté du travail, le crédit agricole individuel ont joué partout un grand rôle dans la constitution de cette bourgeoisie rurale. Très caractéristique sur ce plan fut le rôle de l'abolition du travail forcé dans les colonies françaises en 1950. La revendication typiquement bourgeoise de la liberté du travail a permis aux planteurs de Côte-d'Ivoire de diriger à leur profit un flux d'immigration sans commune mesure par son intensité avec ce que fournissait le recrutement

bués aux seuls planteurs français. Elle a permis aussi d'organiser dans les campagnes une grande bataille politique en rangeant derrière les planteurs la paysannerie victime du travail forcé. A l'opposé, le paternalisme des « paysannats » belges a sans doute joué un rôle négatif et freiné les velléités de développement bourgeois dans certaines régions comme le Bas-Congo. N'est-il pas remarquable que c'est lorsq

pendance, qu'un développement bourgeois de ce genre a pu se frayer la voie¹⁰? Certes, on doit aussi signaler que, dans le Bas-Congo, une autre condition — la possibilité de faire appel à une main-d'œuvre étrangère à l'ethnie — n'a été réunie qu'après 1960, grâce aux réfugiés d'Angola. Les politiques d'apartheid et de « défense des traditions africaines » pratiquées en Afrique du Sud, en Rhodésie et en Zambie, sont aussi évidemment des obstacles aux progrès d'une bourgeoisie rurale.

En est-il de même des politiques d'encadrement rural, d'animation et de développement coopératif ? Pratiquées partout selon les mêmes formules paternalistes un peu naïves, qui procèdent sans doute du souhait utopique de voir l'ensemble des campagnes progresser sans inégalité, d'un rythme égal et soutenu, ces politiques n'ont ni empê-

ché le développement du système de plantation là où il était possible, ni suscité de transformations qualitatives sensibles ailleurs.

Il reste qu'en effet d'immenses zones demeurent encore en dehors du mouvement, parce que les conditions ne sont pas réunies qui permettent un changement : il s'agit là de l'Afrique « qui n'est pas partie », « qui ne peut pas partir »¹. C'est aussi l'Afrique rurale « sans problèmes », en ce sens qu'elle peut faire face à sa croissance démographique sans modification des structures, par une simple extension de l'économie traditionnelle de subsistance. L'insertion de cette Afrique dans le monde colonial a entraîné un développement très limité de cultures d'exportation, souvent imposées par l'administration, nécessaires au paiement des impôts. Parfois, lorsque les termes de l'échange entre ces productions d'exportation et les produits manufacturés qu'elles permettent d'acheter se sont détériorés, ou simplement lorsque la force administrative qui les imposait s'est affaiblie, on assiste à l'abandon de ces cultures au profit de l'agriculture de subsistance. Qualifier de régression cet abandon est superficiel puisque la rationalité est ici du côté des paysans et non de l'administration qui veut imposer des cultures non économiques. Le développement d'une économie urbaine parasitaire, l'inflation qu'il entraîne sont souvent à l'origine de cette détérioration des termes de l'échange, dont le recul de l'économie cotonnière au Congo Kinshasa constitue l'exemple le plus spectaculaire. Des phénomènes analogues se retrouvent ailleurs : au Mali et en Guinée par exemple.

Il y a dans l'étude comparative de ces cas matière à de nombreuses réflexions, notamment sur le rôle des structures familiales et des idéologies religieuses (animisme,

islam, christianismes d'importation et christianismes africains, etc.) dont certaines paraissent s'être adaptées plus facilement aux exigences du développement nouveau.

Dans les régions touchées par le progrès, les bouleversements sociaux ont été extrêmement radicaux et rapides. Des couches nombreuses de planteurs sont désormais sorties de la tradition, se livrent à des calculs économiques précis, adoptent des modes de vie et de consommation de style européen. Des rythmes de croissance parfois exceptionnels sont réalisés dans l'agriculture de ces régions : des taux de 7 % l'an pendant dix ou vingt ans ne sont pas ici inconnus¹². Il n'y a pas de doute que les transformations subies par ces campagnes africaines au cours des trois décennies tranchent avec l'immobilisme relatif de l'ensemble des campagnes du monde oriental. Nous sommes là plus proches de certaines zones de l'Amérique latine.

Dans ces conditions, le « taux moyen » de croissance de l'agriculture de l'Afrique noire est véritablement sans signification. Alors qu'en Orient ces taux traduisent effectivement la lenteur des progrès d'une agriculture relativement homogène dans son ensemble, en Afrique noire, ils masquent les progrès exceptionnels de régions qui passent au mode capitaliste de production. Les conclusions des organisations internationales qui, sur la foi de ces moyennes non significatives, classent l'Afrique noire en queue de liste, sont superficielles et trompeuses¹³.

Ce mode de production capitaliste qui s'installe dans certaines campagnes africaines comporte néanmoins des limites. La propriété foncière constitue, là comme ailleurs, un monopole protecteur. La possibilité d'une extension géographique du système atténue le besoin d'une intensification qui exigerait à son tour des investissements fonciers

et le développement d'une industrie locale pour lui fournir machines et engrais. Un développement ultérieur fondé sur l'agriculture vivrière commercialisée, lorsque les possibilités du marché extérieur commencent à plafonner, exigera également une intensification plus difficile.

Dans le monde oriental la bourgeoisie urbaine a généralement fait son apparition plus tôt que son homologue rurale, dont le développement a été entravé par les relations de type semi-féodal qui régissent les campagnes orientales. Par contre l'ancienneté de la civilisation urbaine a facilité la transformation rapide des marchands de type ancien en une bourgeoisie de type moderne à laquelle les marxistes chinois ont donné le nom classique de « comprador » : intermédiaires entre le monde capitaliste dominant et l'arrière-pays rural. Le plus souvent, cette bourgeoisie commerçante, en association avec les grandes fortunes foncières et la haute administration, devait par la suite coopérer avec le capital étranger dans la création d'industries.

C'est à partir de ces couches supérieures de la société et non à partir de la bourgeoisie rurale et du « tiers état » composé surtout d'artisans et de clercs, nombreux dans les grandes villes orientales, que devait se constituer le noyau essentiel de la bourgeoisie nationale. Quant aux couches du « tiers état », notamment les artisans, la concurrence de l'industrie étrangère ou locale les a prolétariées, ou les a plongées dans une régression sans retour. Le sous-emploi massif, dans les grandes villes d'Orient, provient largement de ce phénomène.

Ce modèle de constitution d'une bourgeoisie nationale est différent à la fois du modèle européen et de celui de l'Afrique noire contemporaine. En Europe les couches

bourgeoises de l'Ancien Régime n'ont souvent pas joué le rôle essentiel dans la constitution de la nouvelle bourgeoisie industrielle. Elles se sont fréquemment « féodalisées » par l'achat de terres, tandis que la nouvelle bourgeoisie rurale et les artisans fournissaient l'essentiel des effectifs des élites d'entrepreneurs du XIX^e siècle. En Orient la faiblesse extrême — sinon l'inexistence — de la bourgeoisie rurale, l'impossibilité pour l'artisanat de s'élever dans les conditions de la concurrence industrielle devaient donner à la bourgeoisie nationale un degré élevé de concentration numérique dès le départ¹⁴. La concentration de la propriété foncière, dont l'Inde et l'Egypte sont peut-être les meilleurs exemples, le passage incessant de fortunes urbaines dans les campagnes pour l'achat de terres ont accentué cette centralisation de la fortune et la fusion de la grande propriété terrienne avec la nouvelle bourgeoisie urbaine.

En Afrique noire, où l'urbanisation est récente — coloniale — et la grande propriété foncière absente, la constitution d'une bourgeoisie urbaine a été entravée plus longtemps.

Les commerçants traditionnels, comme ceux de l'Ouest africain, n'ont guère été capables, faute d'envergure financière suffisante, et probablement aussi à cause de leur culture traditionnelle rigide, de se moderniser et de s'introduire dans les circuits du commerce moderne. Leur développement est donc resté limité, le domaine de leur intervention très souvent cantonné aux échanges traditionnels (cola¹, poisson séché, etc.). Certaines de leurs activités ont d'ailleurs disparu, notamment le commerce du sel et des métaux. Cependant, dans certains secteurs un enrichissement appréciable a eu lieu, le volume des échanges

ayant augmenté considérablement. On devra citer dans cet ordre de fait les commerçants de bestiaux de la boucle du Niger, de la Nigéria et du Soudan, ceux du poisson séché du Mali, du Tchad et du golfe du Bénin. Une fraction de ces commerçants s'est parfois aventurée dans le commerce moderne des tissus et de la quincaillerie. Ils ne sont parvenus à y occuper généralement qu'une place très limitée. Pourtant l'esprit d'entreprise ne manque pas, comme en témoigne l'émigration des Sarakolés et des Haoussas vers le lointain Congo, attirés par le trafic des diamants. Mais les effectifs restent très maigres, les moyens financiers pauvres, les connaissances techniques faibles.

La conquête coloniale, on le sait, a été précédée pendant plusieurs siècles par les établissements côtiers de traite. Dans ces établissements une bourgeoisie commerçante, d'origine européenne sur la côte ouest, arabe sur la côte est, devenue rapidement métisse, aurait pu être à l'origine d'une bourgeoisie nationale commerçante. Ces hommes ont, en effet, suivi la conquête coloniale mais ils ne se sont pas installés comme traitants dans les nouveaux bourgs de l'intérieur, au centre des régions dont l'agriculture se commercialisait. Leur développement fut brusquement arrêté, parce que trop tardif, par la concurrence victorieuse des grands monopoles du commerce début du ^{xx} siècle. On devrait citer ici à titre d'exemple caractéristique les faillites de Saint-Louisiens et de Goréens⁴ à la fin du ^{xix} siècle sous les coups de la concurrence des maisons bordelaises et marseillaises. Leurs enfants sont tous passés à la fonction publique.

Le développement des relations commerciales à l'intérieur des campagnes devait lui aussi sécréter nécessairement une bourgeoisie de petits commerçants. Ici encore

la puissance des grands monopoles commerciaux leur a interdit de dépasser le stade du tout petit commerce et de s'étendre vers le commerce de gros et d'import-export. Un domaine particulier semble néanmoins destiné à la bourgeoisie commerçante locale : le commerce des produits vivriers locaux qui, jusqu'à présent, est demeuré très atomisé, souvent réservé aux femmes. Des mouvements de concentration semblent néanmoins s'opérer par endroits.

Toutes ces couches à vocation bourgeoise ont également souffert de l'absence d'une aristocratie foncière riche avec laquelle, en s'associant, elles auraient pu accélérer le rythme de leur accumulation. L'exiguïté des marchés africains a également joué un rôle négatif. Un nombre très limité de comptoirs des grandes maisons dans les « escalles »¹⁷ et de petits commerçants immigrés (Grecs, Libanais et Indiens) suffisait aux besoins du commerce.

Ce n'est que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles et récentes, lorsque, à la suite de l'indépendance, le commerce européen s'est retiré, ou que l'Etat est intervenu activement en faveur des commerçants nationaux, que ceux-ci sont parvenus à se placer sur le marché du commerce de gros et d'import-export. Le cas du Congo-Kinshasa nous paraît à cet égard particulièrement éclairant : la distribution des licences d'importation et l'inflation ont ici permis à une nouvelle bourgeoisie commerçante et riche de se développer. Celle-ci a atteint en quelques années un degré de maturité exceptionnel. Organisés dans une puissante association professionnelle — l'*Apro-deco* — les commerçants congolais représentent peut-être aujourd'hui 20 % du chiffre d'affaires du commerce de gros et d'import-export — ce qui est sans égal en Afrique

noire. Il est intéressant de remarquer que cette bourgeoisie provient de milieux modestes, sans fortune ni prestige social traditionnel, mais d'éducation moderne : commis, instituteurs, infirmiers, etc.

Le mouvement d'industrialisation en Afrique noire présente également, par rapport aux modèles oriental et latino-américain, des différences marquantes. Ce mouvement est en Afrique noire beaucoup plus récent. Le pacte colonial et l'exiguïté des marchés sont sans doute à l'origine de ce retard. C'est à partir de la Seconde Guerre mondiale seulement que ce mouvement s'est dessiné, prenant parfois des rythmes très rapides qui ont permis à des zones importantes de l'Afrique noire de rattraper leur retard par rapport à l'Orient. C'est le cas du Sénégal, du Ghana, de la Nigéria méridionale, de la Côte-d'Ivoire, du Congo-Kinshasa, du Congo-Brazzaville, du Kenya, de la Rhodésie, et du Cameroun. Mais partout, même lorsqu'elle a été postérieure à l'indépendance, l'industrialisation a été le fait presque exclusif du capital étranger. L'industrie moderne, même légère, exige trop de moyens pour rendre possible une association du capital national local, privé de la source d'accumulation que représentait en Orient la grande propriété foncière. Il en résulte qu'il n'y a pratiquement pas de petites industries africaines. Celles que les statistiques classent généralement comme telles relèvent en réalité de l'artisanat urbain (boulangeries, menuiseries, etc.) dont les possibilités d'accumulation sont très réduites. L'entreprise européenne descend très bas dans l'échelle.

Pour les mêmes raisons la bourgeoisie rurale africaine est incapable de créer elle-même une industrie moderne, comme son homologue européenne l'avait fait. Elle n'en a

ni les moyens financiers, ni les capacités techniques. Ses enfants fuient vers la fonction publique. Des échanges de capitaux entre la ville et la campagne existent néanmoins. Les parents devenus fonctionnaires placent l'argent des membres de leurs familles restés sur les plantations dans les secteurs qui n'exigent pas des capitaux trop considérables : les transports routiers, les taxis, les services, la construction immobilière. En sens inverse des fonctionnaires achètent des plantations ou des terrains destinés aux cultures maraîchères. La médiocrité des fortunes urbaines privées limite l'ampleur de ces transferts.

Le modèle africain de développement du capitalisme est donc différent des modèles orientaux et latino-américains sur le point fondamental de la place respective de la bourgeoisie rurale et de la bourgeoisie urbaine et des rapports que ces deux classes entretiennent entre elles. Tandis qu'en Orient le capitalisme

s'étend ensuite — difficilement — aux campagnes, en Afrique noire le processus inverse paraît plus courant. En Afrique noire le capitalisme rural a beaucoup de chances d'être plus profond, mieux dispersé entre des dizaines de milliers de planteurs. Par contre la grande bourgeoisie urbaine très concentrée, souvent alliée à la grande propriété foncière, commune en Orient et en Amérique latine est absente en Afrique noire.

Les tendances nouvelles au développement du capitalisme d'Etat, communes à l'ensemble du tiers-monde trouvent sans doute leur origine dans la place dominante occupée par le capital étranger et la faiblesse de la bourgeoisie nationale urbaine qui en est la contrepartie. Ces tendances risquent donc d'être plus marquées en Afrique noire

Le développement du capitalisme étranger dans les villes a en effet créé dans le tiers-monde des sociétés nationales tronquées, dans la mesure même où les classes et couches sociales dont l'existence est liée au capital étranger sont absentes. En Afrique noire ce caractère est d'autant plus marqué que l'urbanisation est récente et la prédominance du capital étranger plus exclusive.

Les villes d'Afrique noire contiennent peu de vestiges sociaux du passé comme les artisans et les petits commerçants de l'Orient. La population nationale active y est constituée presque exclusivement de fonctionnaires et d'employés. La classe ouvrière y est d'autant plus faible numériquement que l'industrie y est moderne. Les grandes masses populaires sont constituées, outre des couches inférieures du salariat public ou privé étranger, d'une masse importante de chômeurs souvent jeunes, d'origine rurale.

Le mouvement national dans ces conditions a été dirigé par la petite bourgeoisie urbaine de fonctionnaires et d'employés et la bourgeoisie de petits entrepreneurs et de planteurs là où elle existait. Les élites traditionnelles de la campagne se sont rangées généralement du côté de l'ordre colonial, qu'elles croyaient garant de la tradition, menacée dans les villes par la modernisation culturelle. Les bourgeoisies urbaines étaient, sauf exceptions rarissimes, noyées par le mouvement nationaliste petit-bourgeois.

L'indépendance a renforcé brutalement le poids spécifique dans la société nationale de la nouvelle bureaucratie d'Etat, d'autant plus que la bourgeoisie rurale, là où elle existe, reste dispersée et conserve des horizons limités, d'autant plus que la bureaucratie hérite du prestige de l'Etat, prestige traditionnel dans les sociétés non européennes, renforcé par l'expérience

du pouvoir, en apparence absolu, qu'exerçait l'administration coloniale, et par le fait enfin que la petite bourgeoisie dont elle est issue a le monopole de l'éducation moderne et de la technicité.

La bureaucratie nouvelle va tendre dans ces conditions à devenir la force sociale motrice principale. Les rapports entre cette couche sociale, d'une part, et, d'autre part, les bourgeoisies de planteurs et de la petite entreprise urbaine et le capital étranger, constituent l'essence du problème des rapports entre le pouvoir politique et la responsabilité économique.

La question se pose alors de savoir quelle sera la forme la plus probable de développement du capitalisme national africain dans ces conditions : celle du capitalisme privé ou celle du capitalisme d'Etat. L'analyse comparative de l'évolution récente des Etats africains suggère l'hypothèse de travail que ces deux formes se combinent différemment selon le stade d'évolution atteint à la fin de la colonisation.

Le développement du capitalisme dans le cadre colonial avait été fondé d'abord sur la transformation de l'agriculture de subsistance en agriculture d'exportation et sur la production minière. Le rythme de croissance du capitalisme colonial a été déterminé dans ces conditions par celui de la demande des pays développés en produits de base en provenance des colonies. A une étape ultérieure le marché local, créé par la commercialisation de l'agriculture et le développement urbain qui lui était lié, a permis la mise en place d'ensembles d'industries légères financées presque exclusivement par le capital colonial. On a démontré que sur cette base étroite les mécanismes du développement du capitalisme se bloquent à un certain niveau. Les exemples ne manquent pas pour illustrer cette analyse. Un grand

nombre d'Etats africains — le Sénégal, le Ghana, la Nigéria méridionale, le Congo-Kinshasa par exemple — ont déjà atteint ce niveau depuis dix à quinze ans. Un nouveau bond en avant exigerait à la fois un progrès de la productivité de l'agriculture vivrière commercialisée pour les villes nouvelles et la mise en place d'ensembles d'industries de base dont le débouché serait l'industrialisation elle-même, au lieu d'être directement la consommation.

Dans certains cas le capital étranger n'ayant pas épuisé les possibilités de ce type de développement au moment de l'indépendance, la nouvelle administration locale devait laisser inchangées les structures économiques héritées de la colonisation.

Mais souvent, lorsque le capital étranger a déjà épuisé les possibilités de ce type de développement, la nouvelle administration est poussée peu à peu à convoiter le secteur étranger : c'est pour elle le seul moyen d'élargir rapidement ses possibilités d'extension en se donnant une base économique. Elle tend alors à se transformer d'une bureaucratie administrative classique en une bourgeoisie d'Etat.

Dans le premier cas, parallèlement au développement du secteur étranger, une certaine place peut être faite au capital national dans la petite et moyenne entreprise. Des efforts sont parfois entrepris par l'Etat pour promouvoir ce type de développement. On pourrait démontrer que cette place est néanmoins nécessairement limitée. Le développement du capitalisme national au détriment du secteur étranger offre par contre davantage de possibilités et peut prendre différentes formes, au bénéfice du capital national privé ou de l'Etat. Les transferts de propriété de plantations étrangères au bénéfice des couches aisées de la so-

ciété urbaine, les prises de participations dans les nouvelles industries étrangères, constituent des exemples du premier type de processus, dont le Congo-Kinshasa fournit sans doute le meilleur cas d'étude. Les nationalisations de grandes entreprises étrangères, comme l'Union Minière du Haut Katanga, offrent des exemples du second type.

Cependant dans tous les cas l'Etat constitue l'instrument nécessaire pour permettre ce processus impossible par le seul jeu des forces économiques. La bourgeoisie locale de planteurs et de commerçants n'a pas les moyens financiers de « racheter » les investissements du capital étranger. Elle a besoin pour cela de l'aide de fonds publics. C'est ce glissement vers le capitalisme d'Etat qui nous paraît constituer l'essence de ce que l'on convient d'appeler « le socialisme africain ».

Certaines circonstances ont favorisé la radicalisation de l'évolution en cours, son infléchissement vers des types d'organisation dits socialistes (au sens où ils sont inspirés du modèle étatiste soviétique), d'autres au contraire vers des formes dites libérales (au sens où ces derniers s'inspirent du mode d'organisation économique de l'Occident). L'histoire du mouvement national et le rôle qui y ont joué les masses populaires urbaines, ou tout au moins les couches inférieures des petites bourgeoisies, parfois les masses rurales — qui ont été capables de rébellions importantes au Kenya, au Congo, au Cameroun, au Soudan et en Nigeria — ont leur place ici. Lorsque le blocage d'un développement de style colonial avancé est déjà ancien, et que pour cette raison les problèmes sont plus aigus, les pressions de ces masses ont pu conduire, après l'indépendance, à des attitudes plus sévères à l'égard de la bourgeoisie privée, comme cela commençait à se dessiner au

Ghana. De même, paradoxalement, lorsque cette bourgeoisie privée est inexistante, par suite d'un retard dû au développement colonial, comme au Mali ou en Guinée, le poids spécifique de l'administration dans la vie du pays peut renforcer les tendances étatistes. Au contraire un processus de développement de « style colonial » en cours, comme en Côte-d'Ivoire, au Biafra ou au Cameroun, peut renforcer les tendances « libérales » et modifier les rapports entre la bourgeoisie privée et l'administration. Cependant, d'une manière générale, la bourgeoisie d'Etat n'a jamais éliminé en Afrique la bourgeoisie privée, mais se contente de l'absorber ou de fusionner avec elle. Plus particulièrement la bourgeoisie rurale de planteurs a toujours conservé un rôle économique moteur et une position politique importante.

La place que la bourgeoisie — conçue ainsi au sens le plus large — occupe dans la vie politique actuelle de l'Afrique noire paraît déterminante. Il est caractéristique à cet égard que les grands mouvements ethniques, qui sont en train de bouleverser la carte de l'Afrique en faisant éclater les frontières artificielles héritées de la colonisation, connaissent des sorts très différents selon qu'ils touchent des ethnies transformées par le développement du capitalisme ou au contraire des ethnies maintenues en dehors de la modernisation. La bourgeoisie nationale donne au mouvement ethnique sa consistance, la cohérence de ses objectifs et un programme précis que, dans les conditions actuelles, les rébellions paysannes n'ont pas su réunir. La comparaison entre la sécession biafraise, organisée autour d'une bourgeoisie locale, et la rébellion du Soudan méridional, pays démuné d'élites bourgeoises, est à ce sujet bien éclairante. Au Congo³ les ethnies les plus touchées

par le développement du capitalisme, les Bakongo et les Baluba, ont organisé immédiatement leur province en Etat national et sont demeurées en dehors des grandes rébellions paysannes qui ont touché les zones privées d'un encadrement bourgeois : les provinces de l'Est et du Nord et le Kwilu. En Ethiopie¹⁹ l'opposition érythréenne, groupée autour de la bourgeoisie de cette province, a une cohérence que celle des paysans Galla et des nomades Somali n'a pas.

La bourgeoisie nationale poursuit avec plus ou moins de bonheur l'œuvre entreprise par le capital étranger : le développement de l'économie de plantation et de l'industrie légère. Pendant un certain temps elle peut même éventuellement s'étendre en s'appropriant graduellement les entreprises étrangères. Aller au-delà exige que soient surmontés des handicaps sérieux qui rendent incertains les progrès rapides de l'agriculture vivrière et la création de grands espaces économiques, conditions nécessaires d'un développement ultérieur.

Certes, des exemples existent qui démontrent que les transformations qui se sont opérées dans l'agriculture d'exportation sont aussi possibles dans l'agriculture vivrière commercialisée (les cas du pays Senufo en Côte-d'Ivoire et du Bas-Congo sont parmi les plus éclairants dans ce domaine) bien que, semble-t-il, plus difficilement, pour de nombreuses raisons qui seraient à analyser. Le mouvement spontané va donc dans ce sens, mais à un rythme insuffisant à l'époque contemporaine, compte tenu de l'accélération de l'urbanisation et des déséquilibres économiques qu'elle entraîne. Aller beaucoup plus vite risque d'exiger une participation active des masses rurales. Il est difficile de dire comment cette participation pourrait

être obtenue, encore qu'une analyse systématique des rébellions paysannes pourrait donner des indications précieuses dans ce domaine, mais on peut affirmer que la politique égalitariste paternaliste de style traditionnel, comme les paysannats, ou de style moderne, comme l'animation rurale et la coopération, n'ont guère plus de chances de donner de meilleurs résultats dans l'avenir que par le passé.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'exigence de grands espaces, on ne peut oublier que, créées dans le cadre de petits Etats artificiels actuels, les bourgeoisies nationales ne sortiront que difficilement des horizons limités de ces Etats. Des forces sociales qui n'ont pas un intérêt immédiat au maintien de ces formes micronationales devront néanmoins nécessairement se développer.

Les rapports d'inégalité économique structurent la hiérarchie politique internationale. L'époque n'est plus où des bourgeoisies de souches différentes pouvaient coexister, opérant chacune dans un domaine relativement indépendant. La mondialisation des problèmes risque alors de maintenir les bourgeoisies débutantes dans le statut d'appendices des forces les plus puissantes à l'échelle mondiale. Il en sera ainsi au moins tant que les pays sous-développés seront restés ce qu'ils sont : des exportateurs de produits primaires privés d'industries de base.

Certes, le développement du capitalisme en Afrique noire est encore embryonnaire dans ce sens que des vestiges du passé — notamment la survivance de certaines structures (les solidarités ethniques par exemple) — masquent encore souvent les structures nouvelles (les solidarités de classes ou de groupes définis par leur position dans le système capitaliste).

La faiblesse numérique des classes bourgeoises — encore fréquente —, la médiocrité des revenus dont elles disposent renforcent encore ce sentiment. L'insertion tardive de ces bourgeoisies nouvelles dans un monde unifié, organisé et hiérarchisé par le capitalisme, rend les perspectives encore plus incertaines. Alors qu'elles ne sont pas encore parvenues à édifier des Etats bourgeois nationaux, les bourgeoisies d'Afrique noire doivent déjà faire face à des problèmes d'une nature nouvelle : la destruction du monde rural, l'urbanisation accompagnée d'une industrialisation insuffisante, l'écart grandissant entre le rythme trop lent de la croissance économique et celui des progrès de l'éducation, les traumatismes culturels, qui traduisent, non pas les difficultés générales propres au développement du capitalisme, mais celles particulières au développement du capitalisme périphérique.

LES CARACTERES GENERAUX DES FORMATIONS PERIPHERIQUES.

Bien que différentes à l'origine les formations périphériques tendent à converger vers un modèle semblable pour l'essentiel. Cela ne doit pas étonner ; cela traduit simplement la force unificatrice, à l'échelle mondiale, grandissante du capitalisme, qui relègue au musée des vestiges du passé les particularités régionales, organisant le centre d'une part, la périphérie de l'autre dans une seule structure mondiale hiérarchisée. Le développement de l'agriculture d'exportation tend à engendrer partout à la périphérie un capitalisme agraire : plus que cela les formes latifundiaires de ce capitalisme agraire en Amérique et en Orient sont chaque jour davantage menacées par la force montante de la paysannerie riche de sorte que la forme « koulak » de ce

capitalisme rural tend à se généraliser et à prendre plus d'ampleur. L'intégration au marché mondial tend à engendrer partout des bourgeoisies compradores. Là même où, comme en Afrique noire, le vieux capital mercantile colonial a directement rempli cette fonction, ses positions se trouvent menacées par les premières générations de capitalistes nationaux qui revendiquent précisément cette fonction. Le déplacement du centre de gravité du capital étranger de ce vieux capital colonial vers les grandes unités interterritoriales minières et industrielles tend à permettre cette « nationalisation » du commerce, devenu sans importance dans les mécanismes de la domination du centre²⁰. En créant à la périphérie, dans les secteurs qui l'intéressent, des unités d'exploitation minière et de transformation industrielle à la taille des exigences de la technique moderne, le centre interdit partout le développement d'un capitalisme industriel national qui ne saurait le concurrencer. D'où la tendance, générale, du capitalisme local à être étatique.

La colonisation du peuplement européen elle-même s'est largement inscrite dans cette formation progressive d'une périphérie. On a vu qu'en Amérique latine elle a eu pour fonction la mise en place dès le départ de cette structure périphérique vers laquelle ont tendu plus tard les sociétés nationales des autres régions de ce qui allait devenir le tiers-monde. La colonisation de « Petits Blancs » comme au Maghreb ou au Kenya remplissait les mêmes fonctions du capitalisme agraire et commercial périphérique. C'est seulement dans les cas extrêmes — et exceptionnels — de l'Amérique du Nord, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande — et avec des caractères particuliers — de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie et d'Israël — que la

colonisation de peuplement s'est soldée par la création de nouvelles formations centrales.

La fonction remplie par la Nouvelle-Angleterre dans le système était dès l'origine particulière. Modèle — rarement réalisé dans l'histoire — de société fondée sur la petite production marchande, elle a remplacé l'Angleterre comme centre nouveau, d'abord partiel, à l'égard de la périphérie, constituée par les colonies esclavagistes du Sud et des Antilles. Libérée de la tutelle des monopoles du capital mercantile métropolitain elle est devenue un centre achevé avant de se hisser à la position actuelle de métropole mondiale. Il y a là le plus bel exemple que le mode de production marchand simple engendre nécessairement le capitalisme achevé (autocentré), que moins ce mode de production se heurte à l'obstacle d'autres modes de production, plus le développement capitaliste qu'il engendre doit être foudroyant. Un peu analogue a été la formation d'origine de l'Océanie blanche, fondée sur la petite production marchande. Mais celle-ci est demeurée longtemps principalement agricole, exportatrice vers l'Europe et non vers la périphérie, comme dans le cas de l'Amérique du Nord. Elle a eu pour cette raison plus de difficultés à passer au stade industriel. Mais là encore le dynamisme du mode de production marchand simple non entravé par des modes de production précapitalistes a démontré sa capacité de franchir l'étape. On peut en dire autant de l'Afrique du Sud blanche. — d'abord annexe agricole marchande simple du centre britannique. A ce stade la société blanche reste isolée du monde noir qui l'entoure et qu'elle n'exploite pas : elle le refoule, comme naguère avec les Indiens d'Amérique. Passée au stade industriel par son dynamisme propre d'économie marchande simple non entravée, la

société sud-africaine blanche trouvera à proximité sa propre périphérie potentielle. C'est là que réside à notre avis l'étonnant impérialisme conquérant de l'Afrique du Sud, qui s'est déjà annexé la Rhodésie et ne cache pas son ambition de réduire la moitié du continent au statut de sa périphérie propre. A une plus petite échelle Israël reproduit au Moyen-Orient le même phénomène ².

Toutes les formations périphériques partagent donc trois caractères essentiels communs : 1^o) la prédominance du capitalisme agraire et commercial dans le secteur national, 2^o) la constitution d'une bourgeoisie locale dans le sillage du capital étranger dominant et 3^o) la tendance à un développement bureaucratique original, propre à la périphérie contemporaine.

1. — *La prédominance du capitalisme agraire et commercial.*

La prédominance du capitalisme agraire constitue le caractère classique le plus frappant, le plus visible, des sociétés « sous-développées ». L'image classique de la classe dominante du monde sous-développé est le grand propriétaire, non le féodal, mais le « planteur » (qui produit pour l'exportation).

Cette prédominance se manifeste sous l'une des trois formes dont on a analysé le procès de la formation. La forme la plus achevée est certainement la forme latifundiaire latino-américaine, Cuba en ayant été l'exemple le plus achevé lui-même, parce que cette forme a été mise en place dès le départ avec cette fonction, sans procéder de l'évolution interne ou de la transformation de formations précapitalistes. Que cette forme latifundiaire ait utilisé du travail servile (esclaves ou péons) pendant longtemps

avant d'évoluer vers l'emploi généralisé de travail salarié vérifie une fois de plus que, lorsque le capital manque de main-d'œuvre, il n'hésite pas à recourir à l'usage de *moyens politiques* pour se créer cette main-d'œuvre". Esclavage et péonage américains comme, plus proches de nous, travail forcé sur les plantations (exemple de la Côte-d'Ivoire jusqu'en 1950) ou réduction de la paysannerie africaine dans des « réserves » insuffisantes (Afrique du Sud, Rhodésie, Kenya), constituent des moyens de cette politique.

Lorsque la formation de latifundium capitaliste procède de la transformation de formations précapitalistes, elle se heurte à la résistance des forces sociales internes d'autant plus vive que la communauté villageoise constitue le fondement de ces formations précapitalistes. Dans les meilleurs cas, ces forces complètement vaincues, on retrouve le modèle achevé (comme en Egypte par exemple). Mais très souvent l'évolution ne peut pas aller jusqu'à ce point. La constitution de formations agraires-capitalistes, intégrées au marché mondial par leur fonction essentielle, mais revêtant néanmoins des formes de type féodal, en est le résultat. Les systèmes de l'économie arachidière du pays mouride du Sénégal et des sultanats du nord de la Nigéria, celui de l'économie soudanaise, relèvent visiblement de ce procès de transformation inachevé. Les nouvelles classes dirigeantes ne s'approprient directement qu'une fraction du sol — souvent mineure. Elles continuent à bénéficier du système tributaire dont elles sont issues. Très souvent, c'est le cas dans les pays africains mentionnés, ce tribut, elles le perçoivent au nom de fonctions religieuses nouvelles, la société paysanne étant intégrée dans un système de confréries (Mouride, Tidjane, Ansar, Ashiqqa, etc.).

Cette force religieuse nouvelle n'est pas née d'une dynamique interne propre, mais du besoin de prélever un tribut plus important que par le passé. Isolée du marché mondial la classe dirigeante locale ne peut guère prélever qu'un tribut en produits de subsistance pour satisfaire sa consommation et celle de sa clientèle et de son appareil. Intégrée dans ce marché, elle peut désormais commercialiser ce tribut, et adopter des modèles de consommation « européens ». Son appétit devient illimité et elle ne peut obtenir ce prélèvement grandissant que si une force nouvelle — ici la religion — fait admettre le fait par la paysannerie.

Paradoxalement là où cette issue est fermée parce que les formations précapitalistes d'origine ne sont pas suffisamment évoluées, c'est directement la forme la plus dynamique et la plus moderne du capitalisme agraire qui se fraye la voie. Tel est le cas des formations des zones de plantations autochtones en Afrique noire où c'est le paysan riche — le koulak — qui devient directement la figure centrale des formations nouvelles, alors qu'ailleurs il faudra attendre le développement des contradictions internes du système latifundiaire intégré au marché mondial pour que des réformes agraires imposées favorisent la koulakisation (cas de l'Égypte, de l'Inde, du Mexique, etc.). Là encore il est absurde de vouloir « faire abstraction de la politique » et réduire le sens du mouvement à des termes strictement économiques. Il est intéressant de voir que là même où les conditions de transformation des formations précapitalistes intégrées au marché mondial en formations du capitalisme agraire de koulaks sont très peu favorables, c'est quand même dans cette direction que se manifeste le mouvement. On a alors des formes pauvres de microca-

pitalisme agraire sporadique, comme dans la savane du Niger ²⁴. La concentration des moyens de production modernes (matériel attelé) par le biais des coopératives et la location de ces moyens, fréquente en Afrique, traduit la puissance de cette force de l'évolution dans un sens capitaliste, bien que dans un cadre très pauvre et limité ²⁵.

La prédominance du capitalisme agraire entraîne *la crise agraire*, phénomène également général du « tiers-monde ». La croissance démographique naturelle ne trouvant pas son issue normale dans l'industrialisation, la pression sur la terre s'accroît. Par ailleurs les formes capitalistes agraires entraînent le rejet de la main-d'œuvre agricole surabondante hors de la production. Dans les systèmes précapitalistes toute la population, quel que soit l'excédant théorique de main-d'œuvre, a un droit à l'accès au sol. Au fur et à mesure du développement des formes capitalistes elle perd ce droit. Augmentation de la proportion de la paysannerie sans terre et rejet d'une fraction grandissante de celle-ci hors du circuit de la production, donc apparition du chômage, sont les conséquences de ce processus. En même temps les mécanismes de l'échange inégal appauvrissent les ruraux, malgré les progrès de la productivité de leur travail. Là se situent les raisons profondes de l'exode rural, de son accélération malgré l'insuffisance du débouché urbain.

La prédominance du capitalisme commercial d'accompagnement constitue le second aspect du problème. Le commerce comprador qui se constitue nécessairement revêt différentes formes, principalement deux. Cette fonction peut être remplie par une bourgeoisie urbaine nouvelle, procédant des milieux de l'oligarchie foncière : c'est le cas très largement en Amérique latine et dans de nombreux

pays d'Orient. Mais elle peut aussi avoir été remplie directement par le capital colonial : c'est le cas en Afrique noire. Dans ce cas la place qui a été laissée à la formation d'une bourgeoisie commerçante locale a été extrêmement réduite. On voit bien ici que le développement de la bourgeoisie locale *dépend de la politique coloniale* qui détermine les limites précises du domaine que le capital colonial veut bien lui laisser.

2. — *Les limites imposées par le capital étranger au développement du capitalisme local : le caractère dépendant du capitalisme local.*

Le contrôle du capital étranger sur les entreprises nationales est plus ou moins efficace selon que ces entreprises se situent dans le cadre de circuits ouverts sur les échanges extérieurs et partant dominés par le capital étranger ou non. L'analyse de certaines expériences historiques de développement du capitalisme national à la périphérie établit clairement la nature de ces mécanismes de domination, comme par exemple dans le cas du Sénégal dont nous avons étudié les vicissitudes du commerce national de 1820 à nos jours²⁴. Cette histoire ne prend un sens que si l'on sait distinguer clairement les concepts essentiels à l'analyse de l'accumulation : le concept de reproduction élargie et celui d'accumulation primitive. Il y a reproduction élargie lorsque le profit — revenu du capital investi — est à son tour épargné et investi en vue de l'élargissement de la capacité productive. Par contre dans la préhistoire du capital, le revenu, qui se constitue pour la première fois en capital, ne peut pas provenir du profit de l'investissement antérieur d'un capital, il doit sortir de l'exploitation de secteurs non capitalistes : c'est l'accumulation primitive.

Dans les relations entre « pays développés » et « pays sous-développés » on repère des mécanismes — contemporains donc — du type de ceux de l'accumulation primitive, qui agissent au bénéfice du capital étranger dominant et limitent par conséquent les possibilités de développement du capital local qui demeure périphérique. La politique devient alors essentielle. Le cas du Sénégal de 1820 à nos jours en est une illustration éclatante.

C'est pourquoi dans les relations entre le centre et la périphérie il ne faudra jamais oublier ce qui est fondamental : les mécanismes d'accumulation primitive au bénéfice du capital métropolitain. L'intégration au marché mondial détermine la structure de prix essentielle, celle qui caractérise les rapports entre les prix des produits d'exportation et les prix internes. Cette structure permet un transfert de valeur systématique de la périphérie vers la métropole. S'agissant d'échange inégal c'est là un mécanisme non de reproduction élargie normale, mais d'accumulation primitive. L'accumulation primitive n'a pas été seulement antérieure historiquement à la production élargie, elle demeure contemporaine et caractérise toutes les relations entre le centre et la périphérie du système mondial.

Les activités capitalistes nationales ne sont néanmoins pas absentes dans ces relations. C'est pourquoi on repère également des mécanismes de reproduction élargie au bénéfice de la bourgeoisie nationale qui a fait son apparition dans les circuits d'intégration de la périphérie au marché mondial. Ce fut le cas ici des traitants sénégalais de gomme puis d'arachides, comme des commerçants importateurs d'aujourd'hui. Mais ce circuit est dominé par le capital du centre : la marge sur laquelle l'accumulation au bénéfice de cette bourgeoisie peut être prélevée est tout entière

déterminée par les rapports de hiérarchie entre la bourgeoisie du centre et celle de la périphérie. Laisée aux seules lois économiques spontanées, cette marge tend toujours à être réduite à néant, des modifications de prix relatifs venant en transférer le bénéfice de la bourgeoisie nationale à celle du centre. Ce sont ces mécanismes qui expliquent la ruine de la bourgeoisie sénégalaise entre 1900 et 1930, comme elles expliquent la médiocrité des résultats dans les secteurs contemporains greffés sur le marché mondial (les transporteurs par exemple). Des rapports extra-économiques — politiques — entre la bourgeoisie du centre et celle de la périphérie, qui définissent les caractères propres des formations sociales du centre et de la périphérie, atténuent ou au contraire aggravent cette tendance au transfert de la capacité d'accumuler de la périphérie vers le centre. D'autres exemples — communs en Afrique — comme celui des exploitants forestiers conduisent aux mêmes conclusions⁷.

C'est seulement très accessoirement que l'on repère des mécanismes d'accumulation primitive ou de reproduction élargie normale au profit de la bourgeoisie nationale qui opère dans les secteurs qui ne dépendent que très indirectement seulement du marché extérieur, mais au contraire sont greffés principalement sur l'élargissement du marché intérieur. Ici les possibilités d'accumulation rapide sont plus grandes, infiniment moins contrôlées par le capital étranger. Telle est la situation, dans le cas du Sénégal, des chevallards par exemple. Ces mécanismes relèvent soit de l'accumulation primitive, lorsque le capital local se trouve en relation avec le secteur non capitaliste de l'économie locale, soit, sinon, de la reproduction élargie normale.

G. Arrighi a employé l'expression de « lumpen-

bourgeoisie » pour désigner cette micro-bourgeoisie qui se constitue dans le sillage du capital étranger et ne peut se développer que dans les limites étroites que lui assigne la politique du capital dominant²⁸. Cette forme misérable de capitalisme national est fréquente en Afrique, dont la bourgeoisie se recrute principalement dans les ethnies traditionnellement commerçantes (Dioula, Haoussa, Bamiléké, Baluba, Bakongo, etc.), ou dans certains pays, chez les femmes (les « market-women »). Bien que misérable et limitée étroitement par la tolérance du capital dominant, cette bourgeoisie peut être « florissante » et, dans le dénuement général, constituer une force sociale locale décisive. Tel est le cas de la Nigéria méridionale où ce type d'« entreprises africaines » est très souvent donné comme exemple de succès d'une politique de promotion de l'entreprise privée nationale.

Il est bien évident que là où la forme principale de la dépendance économique coloniale se situait sur le terrain des rapports commerciaux, là où la forme essentielle du capital étranger était celle du vieux capital colonial mercantile, même ce type de capitalisme national limité et misérable n'avait pas la possibilité de se développer. Dans les colonies françaises notamment, la médiocrité du dynamisme du capitalisme métropolitain lui-même a donné un poids spécifique extravagant à ce vieux capital mercantile de Bordeaux et de Marseille, vestiges des époques lointaines des compagnies à monopole et de la traite des esclaves. Mais bien entendu à notre époque, le centre de gravité du capital étranger dominant — même ici — se déplaçant des maisons de commerce vers la grande unité interterritoriale minière ou industrielle²⁹, ce secteur perd rapidement de son importance et doit être abandonné au capital local. La

transformation des rapports politiques consécutive à l'indépendance politique exerce aussi une influence décisive ici. L'épanouissement de cette bourgeoisie nationale est d'autant plus marquée que les liaisons multiples qu'elle entretient avec l'appareil d'Etat — relations de famille, corruption, etc. — favorisent sa constitution. Dans les cas les plus extrêmes de concentration du pouvoir local, ce sont directement les couches supérieures de la bureaucratie — qui elles-mêmes ne font qu'un avec l'oligarchie foncière — qui, ouvertement ou par personnes interposées, se constituent en néo-bourgeoisie compradore. Elles peuvent alors non seulement reprendre au commerce colonial ses fonctions, mais obtenir même une association avec le capital étranger des secteurs modernes (mines, industries et banques)³⁰.

Il reste que, même dans ces situations les plus favorables, les mécanismes mêmes de l'intégration au marché mondial — tant les mécanismes économiques (échange inégal, dépendance des structures de financement, vulnérabilité de la balance des paiements, etc.), que ceux qui relèvent de l'idéologie et de la politique — interdisent à la bourgeoisie nationale d'aller au-delà de « velléité d'autonomie »³¹.

3. — *Les tendances contemporaines au développement de bureaucraties nationales.*

C'est un lieu commun que notre monde contemporain voit se développer dans tous les domaines de la vie sociale (l'administration de l'Etat et des entreprises, la vie politique et syndicale, etc.) des appareils bureaucratiques sans commune mesure par l'extension de leur domaine et leur efficacité avec ceux du passé, du moins dans les formations

capitalistes du centre. Exigence de la « technique », disent les uns, qui ajoutent — comme Burnham et Galbraith — que ce phénomène traduit un transfert du pouvoir politique de la démocratie parlementaire à la technocratie d'Etat. La preuve que ce serait là une exigence profonde de la technique serait donnée par l'évolution en cours de la Russie et de l'Europe de l'Est, la « convergence des systèmes » en dépit du caractère de la propriété des moyens de production, ici public, là privé³². Transposé à la périphérie ce corps de théories socio-économiques appelle à y assimiler le phénomène bureaucratique avec celui qui caractérise le centre contemporain. Les exigences du développement accéléré dans le « tiers monde » ne feraient que renforcer ici cette tendance générale à notre époque.

Pourtant, bien que cette théorie satisfasse au test des faits dans leur *apparence*, mais dans leur apparence *seulement*, elle ne résiste guère à l'analyse. De surcroît ici encore elle conduit à assimiler le centre et la périphérie et donc à s'interdire de comprendre leurs fonctions spécifiques dans un même système mondial et les mécanismes réels de leur fonctionnement respectif.

Nous pensons qu'au centre le mode de production capitaliste implique la polarisation — qui est effective — de la société en deux classes, bourgeoisie et prolétariat (même si des fractions de plus en plus importantes de celui-ci — cadres de toute nature — bien que salariés, rejettent leur appartenance au prolétariat). Nous pensons aussi que dans l'exercice du pouvoir politique et de la gestion de l'économie la bourgeoisie ne peut assumer elle-même directement toutes les fonctions de direction et d'exécution qu'exige sa position. Plus la société progresse, plus ses mécanismes se compliquent et plus ce phénomène s'accroît. Ainsi s'ex-

plique la constitution de corps sociaux chargés de ces fonctions : haute administration, police et armée, technocraties des grandes sociétés, corps de politiciens de métier etc. Certains de ces corps ont perdu leur fonction traditionnelle : ainsi en est-il des politiciens de métier qui exercent — dans le cadre de la démocratie parlementaire — les fonctions de négociateurs pour le compte des différents intérêts d'un capital alors encore dispersé et concurrentiel ; et qui, avec les monopoles, ont perdu leur fonction au profit des technocraties des grandes entreprises et de l'Etat¹¹. C'est seulement dans les périodes de crise grave — comme celle dont est issu le nazisme — que la bourgeoisie perd le contrôle de ces corps, qui paraissent alors constituer une force sociale indépendante, pour un temps au moins. Nous pensons que dans les pays de l'Est le renforcement des appareils technocratiques et leur revendication de « démocratie » (limitée à cette bureaucratie) traduit une évolution vers une forme nouvelle de capitalisme d'Etat généralisé, qui se marque essentiellement par le rétablissement des mécanismes du marché et l'idéologie qui l'accompagne nécessairement (l'économisme). Rechercher les origines de cette évolution — notamment dans l'histoire russe — et discuter pour savoir si cette évolution est ou n'est pas « inévitable » (autrement dit le problème de l'avenir de la Chine après la révolution culturelle) constituent des thèmes importants mais qui ne nous intéressent pas ici.

Car, en effet, rien ne permet de transposer ces analyses à la périphérie. Les développements bureaucratiques de la périphérie doivent être interprétés, selon nous, dans le cadre qui leur est propre, c'est-à-dire celui des formations du capitalisme périphérique.

En Orient et en Amérique latine la domination du capital central a engendré, comme on l'a vu, des formations sociales comportant des classes dirigeantes locales (grands propriétaires fonciers et bourgeoisie compradore) auxquelles est échu le pouvoir politique local. Ce pouvoir, ces classes l'ont historiquement exercé dans le cadre du système mondial, c'est-à-dire au bénéfice du centre et d'elles-mêmes, dont le développement procédait d'ailleurs. Il n'en a pas été de même dans certaines régions de la périphérie, notamment en Afrique noire. Au Maghréb par exemple, la colonisation directe et le peuplement de « Petits Blancs » ont limité très étroitement la constitution de classes sociales analogues à celles de l'Orient. En Afrique noire la colonisation directe généralisée, particulièrement simple et brutale, a réduit pratiquement longtemps la population locale de vastes zones à une masse indifférenciée, les hiérarchisations traditionnelles ayant largement perdu leur sens tandis que toutes les fonctions économiques nouvelles étaient directement assumées par des étrangers.

Dans le cadre de l'indépendance politique et de la formation d'Etats nationaux dans ces conditions, l'articulation entre les bureaucraties nouvelles et les structures sociales a revêtu des formes différentes, ayant des significations différentes et ouvrant des perspectives d'évolution de leurs rapports différents. Là où les formations périphériques sont avancées, la bureaucratie nationale s'est trouvée par rapport à la structure sociale dans une position analogue en apparence à celle qu'elle occupe au centre. En apparence seulement au moins pour la raison que le système ne constitue pas un ensemble *national* véritable, c'est-à-dire cohérent et se suffisant par lui-même. Comme l'économie périphérique ne se comprend que comme l'ap-

pendice de l'économie centrale, la société périphérique est tronquée : le grand absent de cette société c'est la bourgeoisie métropolitaine dont le capital exerce les effets de domination essentiels. Du fait du développement plus faible et déséquilibré de la bourgeoisie locale le poids de la bureaucratie paraît beaucoup plus grand. D'autre part une contradiction spécifique peut se développer de ce fait. Car ou bien l'Etat remplit ses fonctions dans le cadre du système, c'est-à-dire au mieux aide à la promotion d'une bourgeoisie locale périphérique. Ou bien il prétend libérer la nation de la domination du centre par la promotion industrielle nationale — qui ne peut alors être que publique et il risque d'entrer en conflit avec les formations sociales dont il procède. Là où les formations périphériques sont peu avancées ce conflit lui-même n'apparaît pas, la bureaucratie locale étant pratiquement seule à occuper la scène.

Des phénomènes importants comme ceux du rôle des classes et couches dites « privilégiées » dans le tiers monde ne peuvent être interprétés sans faire appel à l'analyse d'ensemble de la structure. On sait que l'on va disant et répétant que les « salariés » (en général) sont « privilégiés », par comparaison avec les masses rurales. Cela n'est pas vrai dans les formations évoluées où leurs « privilèges » font pâle figure devant ceux des classes possédantes locales. Encore que les contradictions propres à la périphérie qui se soldent par un chômage rural et urbain grandissant donnent à tous les salariés qualifiés, même à très petite qualification, dont l'emploi est relativement stable, un niveau de revenu incomparable à celui — nul théoriquement — des chômeurs. Il existe cependant des systèmes de redistribution — que l'on décrie mais qui constitue

au fond la réponse nécessaire de la société à sa situation (et sont donc ici encore moins des « vestiges du passé » que des réponses à des problèmes engendrés par le développement périphérique du capitalisme) — qui échappent à la comptabilité. Par ailleurs, le poids du chômage se fait sentir sur l'organisation même des salariés, et explique, comme on l'a vu, l'échange inégal, c'est-à-dire que ces salariés bénéficient, à productivité égale, de rémunérations inférieures à celles du centre.

Le « privilège » est plus marqué dans les formations peu évoluées. Particulièrement en Afrique noire, la colonisation a été amenée, dans la phase qui a précédé l'indépendance, à favoriser certaines différenciations de rémunérations. La colonisation directe, simple et brutale devenait de moins en moins tolérable. L'urbanisation et la création d'industries exigeaient un relèvement des rémunérations des salariés de la ville, placés en contact vivant avec les modes de consommation européens. La solidarité des rapports sociaux traditionnels dans les campagnes, dont la désagrégation était encore lente, limitait d'ailleurs l'afflux de main-d'œuvre. L'ordre social exigeait une révision *en ville* des rémunérations du travail. Le déplacement du centre de gravité du capital étranger du vieux capital mercantile vers celui des grandes unités à très haute productivité rendait d'ailleurs possible — et peu coûteux — cette révision³⁴. Le cas du Congo belge, le pays le plus industrialisé en Afrique, est à ce titre très éloquent. Entre 1950 et 1958 les salaires réels dans l'industrie y ont été doublés. Soit dit en passant, ce relèvement n'a pas gêné la nouvelle industrie, il l'a au contraire incitée à se moderniser et à s'élargir³⁵. Ici alors les couches salariées deviennent relativement « privilégiées ». La colonisation pensait ainsi s'en

tirer à bon compte : à défaut de s'appuyer sur une bourgeoisie locale périphérique et dépendante, elle pensait limiter ses concessions à des couches sociales à petite qualification, évitant ainsi la constitution d'« élites » plus exigeantes. C'est alors que la structure sociale actuelle prend forme, dont les Etats indépendants vont hériter³⁶.

Cependant, l'ampleur et la distribution de ces petits privilèges ont été modifiées après l'indépendance. Ici encore le cas du Congo-Kinshasa est très éclairant et significatif. L'inflation congolaise de 1960 à 1968 s'est soldée par une modification considérable de la distribution du revenu congolais, la part du capital étranger n'ayant pas été touchée : la constitution d'un appareil bureaucratique local (et celle concomitante d'une bureaucratie, hiérarchisée certes, mais dont les couches supérieures constituent de loin aujourd'hui les couches les plus « privilégiées » du monde congolais) a été financée : 1°) par une réduction drastique du revenu réel des paysans producteurs pour l'exportation (une détérioration interne des termes de l'échange pour eux beaucoup plus forte que celle des termes de l'échange externes) et 2°) par une réduction non moins drastique des salaires réels du monde des salariés de l'industrie et du commerce, ramenés au niveau de 1950. Le groupe des économistes de l'I.R.E.S. a démontré le caractère régressif de ces transformations : le contenu d'importation plus grand de la nouvelle distribution du revenu et son caractère plus consommateur ; la double crise structurelle potentielle permanente des finances publiques et de la balance des paiements qu'elle contient, la dépendance extérieure accentuée qu'elle signifie³⁷. Nous avons montré que sans inflation des phénomènes analogues caractérisent l'évolu-

tion des pays de la zone franc, et — avec une inflation modérée — celle d'autres pays (Ghana par exemple). Le mécanisme a été alors le suivant : blocage des salaires et des prix d'achat des produits agricoles aux producteurs, ponction fiscale indirecte grandissante pour équilibrer les finances publiques, conduisant à une hausse interne des prix et à une détérioration des revenus des paysans et des salariés. Les cas les plus dramatiques se situent dans les pays où il n'y a même pas de base industrielle et agricole exportatrice suffisamment large et où une transformation du même type, recherchée par la nouvelle bureaucratie, se heurte à une impossibilité pratique de prélever un revenu sur le pays, conduisant ainsi à une dépendance externe au jour le jour et à une inflation chronique sans issue (cas du Mali). Partout la paysannerie réagit à cette détérioration de ses positions par un retrait du marché, un repli sur l'économie de subsistance, qui constitue son seul moyen économiquement rationnel de se défendre, restreignant ainsi la base sur laquelle l'Etat prélève son revenu³⁸. La signification politico-sociale des analyses de G. Arrighi et J. Saul susmentionnées risque donc d'être rapidement dépassée par ces évolutions présentes.

Mais il faut aller plus loin. On observe une tendance très profonde partout dans le tiers monde actuel à des changements politiques et sociaux qui vont dans le même sens : le renversement du pouvoir politique local des grands propriétaires et de la bourgeoisie compradore là où ils existent, l'exercice direct du pouvoir par des bureaucraties (civiles ou militaires, l'armée apparaissant souvent comme le véhicule des régimes nouveaux, étant le corps le mieux organisé, parfois le seul), la création et le développement subséquent d'un secteur économique public. Une évolu-

tion analogue apparaît même là où il n'y a pas de pouvoir ancien à renverser, par un mouvement continu interne. Des contradictions propres aux formations périphériques expliquent ce phénomène. L'industrialisation insuffisante et l'absence de la bourgeoisie étrangère donnent aux couches de style « petit-bourgeois » (fonctionnaires, employés, parfois vestiges de l'artisanat, petits commerçants, paysannerie moyenne, etc.) une importance locale essentielle. L'extension des systèmes d'éducation et le chômage grandissant engendrent une crise profonde du système. Les exigences mêmes d'une accélération de l'industrialisation pour surmonter cette crise conduisent au développement d'un secteur public, les règles de la rentabilité (qui déterminent le flux du capital étranger) et la capacité insuffisante du capital privé local réduisant le rythme nécessaire de l'industrialisation. Le renforcement consécutif de la bureaucratie d'Etat peut conduire à une généralisation du capitalisme d'Etat. Celle-ci est plus ou moins radicale, c'est-à-dire qu'elle procède à la nationalisation du capital étranger (cas de l'Egypte et, à un degré moins avancé, du Congo-Kinshasa et de la Zambie) ou non, et que le capitalisme d'Etat tolère plus ou moins un secteur privé local, auquel il s'associe (cas de la Tunisie par exemple). Cependant même dans les cas les plus extrêmes (Egypte) le capitalisme d'Etat tolère — mieux encourage — le développement du capitalisme privé dans les campagnes (la koulakisation qui suit les réformes agraires s'inscrit dans cette ligne), même s'il essaie d'organiser ce développement en le contrôlant par des systèmes de coopératives par exemple. S'il ne remet pas en question l'intégration au marché mondial mais joue seulement de contradictions secondes, en voie de dépassement d'ailleurs (marché de

l'Est contre marché de l'Ouest), ce capitalisme d'Etat doit rester fondamentalement périphérique, comme son prédécesseur « privé », et traduit seulement les voies nouvelles du développement du capitalisme à la périphérie, la transition des formes anciennes aux formes d'avenir de la spécialisation internationale entre le centre et la périphérie. Ces évolutions, que l'on ramène trop souvent rapidement aux soi-disant tendances profondes et millénaires des sociétés non européennes (le « despotisme asiatique »), sont au contraire l'expression de l'intégration du tiers monde aux évolutions qui caractérisent le monde moderne dans les conditions spécifiques de la périphérie.

RESUME DES CONCLUSIONS

1° La théorie économique s'occupe épisodiquement des problèmes de la « transition de l'économie de subsistance à l'économie monétaire ». Mais faute d'appareil conceptuel permettant l'analyse précise des différentes formations précapitalistes, la théorie courante offerte reste d'une pauvreté affligeante. Or, le modèle de la transition au capitalisme périphérique est fondamentalement différent de celui de la transition au capitalisme central. En effet, l'agression commerciale extérieure du mode de production capitaliste sur les formations précapitalistes entraîne certaines régressions décisives, comme la ruine de l'artisanat auquel ne se substitue pas une production industrielle locale. La crise agraire du « tiers-monde » contemporain est largement la conséquence de ces régressions, plutôt que la résultante de prétendus « déterminismes démographiques ». L'investissement ultérieur du capital étranger ne permet pas de corriger ces régressions à cause de l'orienta-

tion extravertie des industries créées à la périphérie par ce capital. Ces problèmes propres à la transition au capitalisme périphérique ont largement échappé à Marx, d'où son erreur de perspective en ce qui concerne « le problème colonial ».

2° La spécialisation internationale inégale se manifeste par trois ordres de distorsions dans l'orientation du développement de la périphérie. La distorsion en direction des activités exportatrices (l'extraversion), décisive, ne procède pas de « l'insuffisance du marché intérieur » (les « cercles vicieux de la pauvreté ») comme le suggère l'analyse banale, mais de la supériorité des productivités au centre dans tous les domaines, qui oblige la périphérie à se cantonner dans le rôle de fournisseur complémentaire des produits pour lesquels l'avantage naturel a un sens (les produits agricoles exotiques et les produits miniers). Lorsque, à la suite de cette distorsion, le niveau des salaires à la périphérie sera devenu inférieur, à productivité égale, à celui du centre, un développement limité d'industries autotentrées à la périphérie sera devenu possible, en même temps d'ailleurs que l'échange sera devenu inégal.

3° Cette première distorsion essentielle en entraîne une seconde : l'hypertrophie du « tertiaire » à la périphérie. Ici encore les tentatives de l'économie courante de réduire à un modèle unique l'évolution des distributions sectorielles de l'activité au centre et à la périphérie éludent les véritables problèmes. Ni l'évolution de la structure de la demande, ni celle des productivités ne rendent compte de l'hypertrophie du tertiaire à l'époque contemporaine, tant au centre qu'à la périphérie. Au centre cette hypertrophie traduit les difficultés de réalisation de la plus-value inhé-

rente au stade monopoliste avancé, tandis qu'à la périphérie elle résulte dès l'origine des limites et des contradictions propres au développement périphérique : industrialisation insuffisante et chômage grandissant, renforcement de la position de la rente foncière, etc. Frein à l'accumulation, cette hypertrophie des activités improductives — qui se manifeste notamment par celle des dépenses administratives — s'exprime dans le tiers monde contemporain par la crise quasi permanente des finances publiques des « pays sous-développés ».

4° La spécialisation internationale inégale est également à l'origine d'une distorsion à la périphérie en faveur des *branches* légères de l'activité. La théorie marginaliste courante, qui attribue au taux de l'intérêt un rôle décisif dans le « choix des techniques », propose à l'économie universitaire une série de faux problèmes procédant du soi-disant choix préférentiel des *techniques* légères dans les pays développés. Les faits, comme l'analyse théorique du mécanisme de l'investissement, contredisent la théorie courante. La véritable contradiction propre à la périphérie — orientation préférentielle vers les branches légères accompagnée du recours à des techniques modernes de production dans ces branches —, qui résulte du caractère complémentaire du développement de la périphérie, est à l'origine de problèmes particuliers qui imposeront à la périphérie des politiques de développement différentes de celles sur lesquelles s'est fondé le développement de l'Occident.

5° La théorie des effets multiplicatifs de l'investissement ne peut être étendue mécaniquement à la périphérie. La signification du multiplicateur keynésien est en effet très limitée à la situation du centre à l'étape des monopoles

avancés, caractérisée par des difficultés de réalisation du surplus. Ni la « thésaurisation », ni l'importation ne constituent à la périphérie des « fuites » qui réduiraient l'effet multiplicatif. C'est en réalité l'exportation des profits du capital étranger qui annule cet effet. Par ailleurs, la spécialisation inégale et la forte propension à importer qui en découle, et qui caractérise la périphérie, a pour effet de transférer les effets des mécanismes multiplicatifs liés au phénomène désigné sous le nom d'« accélération » de la périphérie vers le centre.

6° L'importance grandissante des profits du capital étranger — destinés à être exportés — inviterait à étudier sérieusement l'origine et la dynamique des surprofits de monopoles. Mais ici encore la théorie marginaliste offerte, en situant l'origine du monopole non dans les relations de production mais dans la forme des courbes de la demande, élude les problèmes véritables. L'analyse des stratégies des monopoles étrangers dans les pays « sous-développés » se situe dès lors sur le seul terrain de l'« étude concrète », sans préoccupation de faire avancer la théorie. Cette analyse prouve que, tant que le dogme de son intégration au marché mondial n'est pas remis en cause, la périphérie est démunie de moyens d'action économiques sur les monopoles.

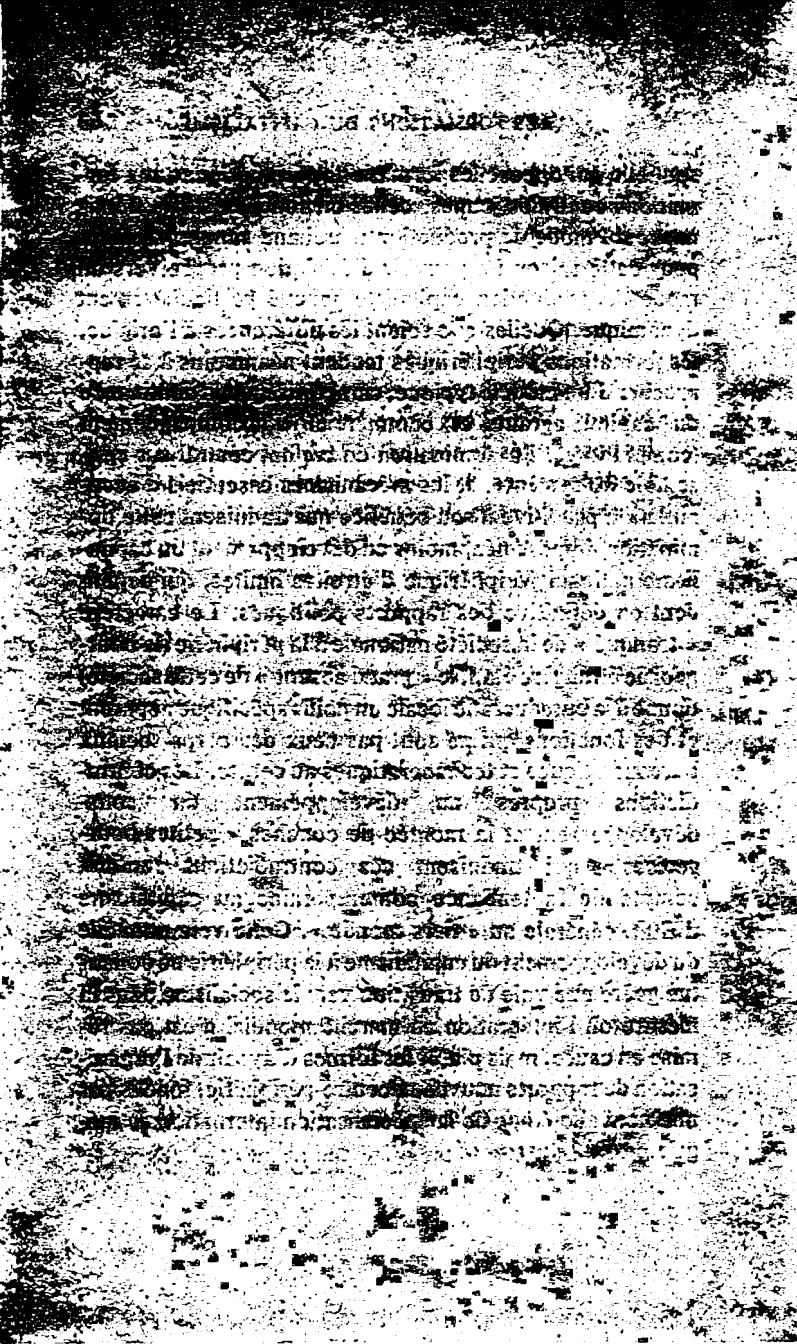
7° Le sous-développement se révèle, non par le niveau du produit par tête, mais par des caractères structurels propres qui obligent à ne pas confondre les pays sous-développés avec les pays développés considérés à un stade antérieur de leur développement. Ces caractères sont : 1°) les inégalités extrêmes qui caractérisent la distribution des productivités à la périphérie dans le système des prix qui lui est transmis du centre, qui résultent de la nature propre

des formations périphériques et y commandent largement la structure de la distribution du revenu, 2°) la désarticulation qui résulte de l'ajustement de l'orientation de la production à la périphérie conformément aux besoins du centre et qui empêche la transmission des bénéfices du progrès économique des pôles de développement à l'ensemble du corps économique et 3°) la domination économique du centre qui s'exprime dans les formes de la spécialisation internationale (les structures du commerce mondial dans lesquelles le centre façonne la périphérie selon ses besoins) et dans la dépendance des structures du financement de la croissance à la périphérie (la dynamique de l'accumulation du capital étranger).

8° L'accentuation des caractères du sous-développement au fur et à mesure de la croissance économique de la périphérie — c'est-à-dire au sens littéral, le développement du sous-développement — débouche nécessairement sur le blocage de la croissance, c'est-à-dire l'impossibilité, quel que soit le niveau du produit par tête atteint, de passer à une croissance autocentrée et autodynamique, au développement.

9° Si au centre le mode de production capitaliste tend à devenir exclusif, il n'en est pas de même à la périphérie. Il en résulte que les formations de la périphérie sont fondamentalement différentes de celles du centre. Les formes de ces formations périphériques dépendent de la nature des formations précapitalistes de départ d'une part, des formes et des époques de leur intégration au système mondial d'autre part. Dans ce cadre nous distinguons les formations américaines, orientales et asiatiques, africaines. Seul ce type d'analyse permet de comprendre la différence es-

sentielle qui oppose les formations périphériques aux formations centrales jeunes, celles-ci, fondées sur la dominance du mode de production marchand simple, recélant pour cette raison un pouvoir d'évolution propre vers un mode de production capitaliste achevé particulièrement dynamique. Quelles que soient les différences à l'origine, les formations périphériques tendent néanmoins à se rapprocher d'un modèle typique, caractérisé par la dominance du capital agraire et commercial d'accompagnement (compradore). La domination du capital central sur l'ensemble du système, et les mécanismes essentiels d'accumulation primitive à son bénéfice qui traduisent cette domination, impose néanmoins au développement du capitalisme national périphérique d'étroites limites, qui dépendent en définitive des rapports politiques. Le caractère « tronqué » de la société nationale à la périphérie (la bourgeoisie étrangère étant le « grand absent » de cette société) donne à la bureaucratie locale un poids spécifique apparent et des fonctions qui ne sont pas ceux des corps sociaux bureaucratiques et technocratiques au centre. Les contradictions propres au développement du sous-développement et la montée de couches « petites-bourgeoises » qui traduisent ces contradictions rendent compte de la tendance contemporaine au capitalisme d'Etat, générale au « tiers monde ». Cette voie nouvelle du développement du capitalisme à la périphérie ne constitue guère une voie de transition vers le socialisme dans la mesure où l'intégration au marché mondial n'est pas remise en cause, mais plutôt les formes d'avenir de l'organisation de rapports nouveaux centre-périphérie, fondés par une nouvelle étape de la spécialisation internationale inégale.



NOTES

1 Voir l'ouvrage essentiel sur ces structures et cette histoire : André G Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine* (Paris, 1968) et dans cet ouvrage la riche bibliographie des travaux latino-américains sur ces problèmes. Voir également Michel Gutelman, op. cité, chap. I.

2. Voir : Hassan Riad, *L'Egypte nassérienne*, Paris 1966. Charles Issawi (ed.), *The economic history of the Middle East 1800-1914*, Chicago Univ press, 1966.

3. Walter Rodney, *African Slavery and other forms of social oppression on the upper Guinea coast in the context of the atlantic slave-trade*, (Journ. of. Af. History, n° 3, 1966) nous rappelle que le « stockage » des esclaves chez les populations côtières a conduit à la constitution de formes nouvelles d'exploitations esclavagistes chez ces peuples. Catherine Coquery-Vidrovitch, *De la traite négrière à l'exploitation des palmistes au Dahomey : XIX^e siècle*, communication séminaire de l'A.I.A. (Freetown, 1969). K. Onwuka Dike, *Trade and politics in The Niger delta 1830-1885*, Oxford, 1956.

4. Noms des peuples commerçants de la savane ouest-africaine.

5. Noms des commerçants se livrant à la traite. Voir : O. Dike, op. cit., *Aspects of Central african history*, ed. Ranger, Londres 1968 ; *History of East Africa*, ed. R. Oliver and G. Mathew, Oxford 1963. Voir également les communications au Colloque de l'I.A.I. (Freetown, déc. 1969).

6. Voir l'ouvrage de J.-L. Lacroix, *Industrialisation au Congo*, Paris, 1967

7. S. Amin, *Le développement du capitalisme en Afrique noire*, in *En partant du Capital*, Anthropos 1968.

8. Voir notre ouvrage, *Le développement du capitalisme en Côte-d'Ivoire*, Paris, 1967.

9. Région du Sénégal qui, à la différence du pays Ouolof, a conservé des types d'organisation sociale moins hiérarchisés.

10. En six ans, de 1960 à 1966, la production vivrière commercialisée du Bas-Congo a été multipliée par quatre. A signaler que pour la première fois, à une grande échelle, le processus de développement capitaliste est fondé non sur des cultures d'exportation, mais sur des cultures vivrières stimulées par la demande de Kinshasa.

11. Selon les expressions d'Albert Meister.

12. Voir le cas de la Côte-d'Ivoire, dans notre ouvrage cité. Voir également le cas de la Gold Coast qui connut entre 1890 et 1914 un « miracle » du même type, in : R. Szeszewski, *Structural changes in the economy of Ghana 1891-1911*. Londres 1965.

13. Les exemples de ces conclusions superficielles ne manquent pas. Il suffit pour en trouver d'ouvrir presque au hasard les rapports des organisations en cause. La « révolution verte » dans certains pays d'Asie (Inde, Pakistan, Thaïlande) traduit, dans certaines zones, des progrès également très rapides de la koulakisation.

14. Cas type : l'Egypte. Voir *l'Egypte nassérienne*, de Hassan Riad, Paris 1964.

15. Stimulant faisant l'objet d'un grand commerce traditionnel.

16. Commerçants de Saint-Louis et Gorée, au Sénégal. Saint-Louis et Gorée sont parmi les plus anciens établissements européens sur la Côte d'Afrique.

17. Nom des bourgs de l'intérieur où étaient les comptoirs des maisons de commerce.

18. Voir à ce sujet les travaux remarquables de B. Verhaegen sur les *Rébellions au Congo*.

19. L'ancienne Erythrée italienne a connu un développement capitaliste qui n'a pas touché le reste de l'Empire d'Ethiopie.

20. G. Arrighi a insisté à très juste titre sur ce point. (Communication au Congrès des études africaines Montréal, oct. 1969).

21. M. Dobb (*Etudes sur le développement du capitalisme*, Paris 1969, p. 31) attire également l'attention sur cette période de transition qui en Europe a séparé la période féodale de la révolution industrielle. Cette période de transition est caractérisée par un extraordinaire développement du mode de production marchand simple.

22. M. Dobb (*Etudes sur le développement du capitalisme*, Paris 1969, pp. 33 et suiv.) insiste à juste titre sur ce fait que le capitalisme n'est pas synonyme de « laissez faire », que chaque fois que la force de travail vient à

manquer, le capitalisme fait appel à l'intervention de l'Etat pour se créer cette force de travail et se la soumettre.

23. Etude (inédiée) de Samir Amin sur les transformations des structures sociales dans le Soudan Mahdiste : observations de l'auteur sur les Mourides. Voir également le travail de recherche de Donald O'Brien sur les Mourides (à paraître).

24. Etudiés par Henri Raulin, *La dynamique des techniques agraires en Afrique tropicale du nord*, C.N.R.S., 1967. Egalement communication de H. Raulin au Congrès de Montréal (oct. 1969).

25. Delbard, *Les dynamismes sociaux au Sénégal*, I.S.E.A., Dakar, ronéoté, 1965.

26. S. Amin, *Le monde des affaires sénégalais*, Paris, 1969 ; *La bourgeoisie d'affaires sénégalaise*, L'homme et la société, 2^e trim. 1969 ; *La politique coloniale française à l'égard de la bourgeoisie commerçante sénégalaise (1820-1960)*, Colloque de l'A.I.A., 1969.

27. Voir S. Amin et C. Coquery, *Du Congo français à l'U.D.E.A.C.* 1880-1968.

28. Communication au Congrès des Etudes africaines, Montréal, oct. 1969.

29. Lorsqu'il s'agit d'industries importantes, non de simples prolongements de l'activité commerciale, comme c'est souvent le cas avec les industries légères de substitution d'importations, contrôlées d'ailleurs souvent par les maisons de commerce coloniales elles-mêmes.

30. C'est le cas du Maroc (communication d'Abdel Aziz Belal au Congrès des études africaines, Montréal, oct. 1969) et du Congo-Kinshasa (avec la nationalisation des sociétés minières du Katanga).

31. Expression de la communication de Belal. Voir aussi S. Amin, *Sous-développement et marché international* (Politique, sept. 1969).

32. R. Aron, *La lutte des classes*, Idées 1967 ; J. Burham, *L'ère des organisateurs* ; Galbraith, *The new industrial state* ; *L'ère de l'opulence*.

33. D'où le déclin du parlementarisme en Occident ; cette analyse a été faite par Edgar Faure par exemple en ce qui concerne la France.

34. Point sur lequel G. Arrighi a attiré notre attention. (Communication au Congrès de Montréal, oct. 1969.)

35. En voir la démonstration éclatante in : J.-L. Lucroix, *Industrialisation au Congo*, Mouton 1966.

36. Voir les travaux décisifs sur la portée politique et sociale de ces changements in : G. Arrighi et J. Saul, *Nationalism and Revolution in Sub-Saharan Africa* (Socialist Register, 1969) ; G. Arrighi, *International*

Corporation, Labour aristocracies and economic development in Tropical Africa (The Corporation and the Gold War, Londres 1970) ; G. Arrighi et J. Saul : *Socialism and economic development in Tropical Africa* — Journ. of Modern. Afric. Studies — n° 2 (1968) ; ainsi que les travaux de G. Arrighi sur la Rhodésie (op. cités).

37. Voir : F. Bézy, *La situation économique et sociale du Congo-Kinshasa*, Cultures et Développement, vol. 1, n° 3, 1969. *Indépendance, inflation, développement : l'économie congolaise de 1960 à 1965*. Ouvrage collectif, Ires-Kinshasa. Mouton, 1968 ; Bernard Ryelandt, *L'inflation congolaise, 1960-1968*, à paraître (Mouton) qui fait la démonstration éclatante de ce processus. Soit dit en passant Ryelandt démontre comment l'intervention du FMI (pour la création du Zaïre) a permis cette régression ; I.R.E.S. : *Lettre mensuelle*, n° 1, 1967 (sur l'Union Minière du Katanga).

38. Voir nos travaux : S. Amin et C. Coquery, *Du Congo français à l'U.D.E.A.C. 1880-1968* ; S. Amin, *Trois expériences africaines : Le Mali, le Ghana et la Guinée*. P.U.F. 1965 et, pour une mise à jour les articles *Ghana, Guinée et Mali* (Encyclopaedia Universalis, 1969-70).

CHAPITRE III

LES MECANISMES MONETAIRES A LA PERIPHERIE ET LE SYSTEME MONETAIRE MONDIAL

SOMMAIRE

Introduction :

I. — Les fonctions de la monnaie dans le mécanisme de l'accumulation.

1. - La pensée « classique ».
2. - La pensée keynésienne et contemporaine.
3. - La fonction « passive » du système bancaire.
4. - La fonction « active » du système bancaire.

II. — Les mécanismes de l'émission monétaire et du crédit à la périphérie du système.

1. - L'étalon devise étrangère :

Les mécanismes apparents de l'émission.

Les currency boards anglais.

La circulation d'une monnaie étrangère
l'exemple de Cuba.

Le système monétaire colonial français.

Le système monétaire égyptien.

La thèse des « mécanismes monétaires pervers ».

Le « coût » de la circulation monétaire.

2. La monnaie « dirigée » et l'illusion monétaire.

Les systèmes de papier monnaie dans les pays
de la périphérie au XIX^e siècle.

Les systèmes modernes de monnaie dirigée :

— L'hypothèse de la liberté des transferts.

— L'hypothèse du contrôle des changes et des transferts.

III « Le fonctionnement concret du crédit bancaire et les limites du marché financier dans les pays de la périphérie.

IV. — Les désordres monétaires et l'inflation à la périphérie du système.

1. « La transmission de la valeur de la monnaie dominante.

La transmission dans le système de l'étalon devise étrangère.

La transmission dans le système de la monnaie « dirigée ».

2. « L'inflation permanente » dans le système mondial contemporain et sa transmission à la périphérie du système.

La nature de l'inflation.

Le climat général de hausse des prix au XX^e siècle.

Les conséquences de la hausse transmise sur l'accumulation à la périphérie.

3. - La transmission à la périphérie des structures de prix du centre.

4. - Les désordres monétaires dans les « pays sous-développés ».

V. — L'histoire lointaine : l'intégration de la périphérie dans le marché mondial des métaux précieux.

VI. — L'histoire présente : la crise des liquidités internationales et les pays sous-développés.

Résumé des conclusions.



INTRODUCTION

Le domaine monétaire est un point très faible de la théorie économique courante. Car à proprement parler la théorie subjective de la valeur ne peut répondre à la question de la valeur de la monnaie, autrement que d'une manière tautologique (la valeur de la monnaie est celle des biens qu'elle permet d'acquérir !) ou en faisant appel à un subterfuge — « la liquidité » — qui masque un autre raisonnement tautologique (dire que la monnaie tire sa valeur de son caractère « liquide », c'est-à-dire de son caractère de monnaie, c'est faire appel à la « vertu dormitive »...). C'est pourquoi le marginalisme et le néomarginalisme doivent faire appel à la théorie quantitative de la monnaie.

Il n'est pas étonnant que la monnaie soit devenue le siège des illusions les plus fréquentes, notamment de l'illusion d'une « direction » de la conjoncture, des prix, de l'équilibre extérieur, etc. En même temps évidemment — c'est toujours la contrepartie de telles illusions — le véritable rôle de la monnaie dans le mécanisme de l'accumulation est éludé par une « théorie » qui fuit dans la direction de discussions byzantines et d'observations quantitatives aussi désordonnées que nombreuses.

Transposée à la situation des « pays sous-développés », la « théorie monétaire » donne alors les résultats les plus

curieux. On part en guerre violente contre de soi-disant « mécanismes monétaires pervers » qui seraient propres aux systèmes monétaires des « pays sous-développés », mais on passe sous silence les caractères particuliers véritables du système, qui d'ailleurs ne font que traduire au plan monétaire les dépendances fondamentales qui se situent à un autre niveau.

Nous essayerons précisément d'analyser ici ces mécanismes monétaires dans les « pays sous-développés » (dans les cadres institutionnels divers qui les caractérisent : étalon devise étrangère ou monnaie nationale « autonome »), après avoir rappelé la théorie de la fonction de la monnaie dans le mécanisme de l'accumulation. Nous verrons bien alors sur quelle méprise théorique repose l'illusion monétaire.

La théorie courante par contre passe complètement sous silence le fait essentiel : « l'intégration bancaire », le fait que — jusqu'à une époque récente — les fonctions du crédit bancaire ont été assurées dans les « pays sous-développés » presque uniquement par des succursales de banques étrangères. A l'intégration monétaire (étalon devise étrangère, transferts illimités et libres à taux fixe) se juxtaposait une intégration bancaire.

Les modalités de l'institution de l'étalon devise ont été variées, allant de la circulation pure et simple du billet de banque de l'économie dominante (dollar au Libéria, à Cuba et en Amérique centrale), à l'émission d'une monnaie locale confiée à une banque d'émission, les transferts étant libres et à taux fixe (système égyptien de 1916 à 1947, système colonial français et système actuel de la zone franc) en passant par le système original des Currency Boards anglais (colonies britanniques d'Afrique, d'Améri-

que centrale et du Sud-Est asiatique, colonies portugaises ayant un système très voisin). Dans ces pays à ces époques l'intégration monétaire et bancaire par les banques commerciales du pays dominant — relevant de la Banque Centrale de ces pays — se juxtapose à la circulation de billets émis en dernier ressort par cette banque centrale. Il n'y a guère plus que les pays africains de la zone franc (ex-AOF, ex-AEF, Togo, Cameroun, Madagascar), les colonies portugaises, les Antilles et quelques pays d'Amérique centrale qui seraient intégrés de cette manière dans une zone monétaire très centralisée.

Ailleurs cette intégration est devenue, ou a toujours été, imparfaite. Elle se limitait le plus souvent à l'activité des banques commerciales étrangères sur le territoire sous-développé là où l'Etat — demeuré indépendant — avait conservé le droit régalien de « battre monnaie ». En Amérique latine, presque partout du papier monnaie émis par les trésors locaux — introduit dans la circulation par le canal du budget, équilibré ou non, et parfois par l'escompte de traites dont se chargeait aussi le Trésor — constituait la seule monnaie ayant cours légal. Ici le change était fluctuant et les transferts illimités et libres, y compris évidemment pour les succursales des banques étrangères qui assuraient la fonction bancaire principale.

Avec l'indépendance des Etats du « tiers monde » sont nées un peu partout, en Asie, au Moyen Orient, en Afrique du Nord et dans les pays anglophones d'Afrique noire, en Amérique latine, des Banques Centrales chargées de mettre de l'ordre dans le système du papier monnaie là où il existait, de « contrôler » ou de « diriger » le crédit, conformément aux illusions monétaristes. A des degrés divers des systèmes de banques commerciales nationales,

publiques ou privées, ont pris la relève des succursales des grandes banques étrangères. A des degrés divers un contrôle des transferts a été organisé. Enfin le système des changes fluctuants — qui a régi les relations internationales, y compris celles entre les pays développés dans une première étape après l'abandon de l'étalon or — a été remplacé par un système mondial de changes rigides (mais révisés par des dévaluations possibles) que symbolise depuis 1945 l'organisation du Fond Monétaire International.

Ce retrait — inégalement effectué — des « pays sous-développés » de l'intégration monétaire et bancaire a-t-il modifié profondément les mécanismes de l'intégration réelle des pays sous-développés au marché capitaliste mondial ? C'est ce que l'illusion monétaire laisse entendre. Mais nous verrons qu'en fait les « moyens d'action » des autorités centrales des pays-sous-développés restent très limités. L'analyse des mécanismes monétaires et des « types d'inflation » dans ces pays démontre que la monnaie — quel que soit le système monétaire — reste fondamentalement ce qu'elle est : la forme des relations d'échange. Aussi bien tant que celles-ci demeurent fondées sur la spécialisation internationale, c'est-à-dire l'intégration au marché mondial, la monnaie reste l'instrument efficace de l'organisation du transfert de valeur de la périphérie sous-développée du système mondial vers son centre développé : la transmission de la valeur de la ou des monnaies dominantes, celle des structures de prix du centre constituent les formes de ce transfert. L'histoire lointaine — celle de l'intégration des pays devenus sous-développés au marché mondial des métaux précieux, qui a précédé leur intégration bancaire — comme l'histoire présente — celle de la crise des liquidités internationales —, par lesquelles

nous terminons cette étude, démontrent que les mécanismes de la domination réelle du centre sur la périphérie ne peuvent être surmontés par des illusions monétaires.

I. — LES FONCTIONS DE LA MONNAIE DANS LE MECANISME DE L'ACCUMULATION.

La monnaie remplit quatre fonctions essentielles : celle d'être l'instrument de mesure de la valeur, celle d'être l'instrument concret de la circulation, celle d'être l'instrument privilégié de paiement libératoire, enfin celle d'être l'instrument de réserve de la valeur. Le marginalisme insiste sur le rôle de la monnaie comme moyen de circulation à partir duquel les autres fonctions sont dérivées. La pensée keynésienne insiste sur la fonction « moyen de thésau-risation » (d'où la « préférence pour la liquidité ») la considérant comme la plus spécifique de la monnaie. Rist et Nogaro ne donnent pas la prééminence à l'une des fonctions plutôt qu'à l'autre, voulant être positivistes et empiristes. Les contemporains (Lindhal, Myrdal, Lundberg, Harrod) attribuent aux deux fonctions un rôle complémentaire, bien que secondaire, dans les mécanismes de l'accumulation, tandis que l'école de Chicago avec Milton Friedman retourne au quantitativisme. Marx occupe — avec Schumpeter ici partiellement — une place très particulière. Il est le seul à avoir ouvert la voie à une discussion véritable du rôle de la monnaie dans l'accumulation (dans la réalisation du produit) ».

1. — *La pensée classique.*

Paradoxalement la pensée économique qualifiée par

Keynes de « classique », comme la pensée keynésienne d'ailleurs, attribuent dans les mécanismes du développement économique un rôle décisif au taux de l'intérêt et un rôle très négligeable au système bancaire.

L'épargne et l'investissement sont, chez les auteurs contre lesquels Keynes s'est acharné, des données réelles de l'économie. Cependant la forme monétaire dans laquelle ces quantités s'expriment ajoute une cause nouvelle de mal ajustement aux causes réelles de déséquilibre possible. Il existe un « taux naturel » de l'intérêt réalisant l'équilibre économique. La quantité d'épargne offerte compte tenu de la « préférence pour le présent » est, à ce taux, égale à la quantité d'investissement demandé, compte tenu de la productivité du capital. Telle serait la raison réelle profonde qui rendrait l'équilibre possible entre l'offre d'épargne et la demande d'investissement.

Or, outre que cette analyse est une tautologie, puisque ni Fisher ni Böhm-Bawerk n'ont établi l'existence de la productivité du capital sur des bases autres que la « préférence pour le présent », si bien que le taux naturel de l'intérêt n'est pas plus que le taux de dépréciation du futur, le mécanisme de la détermination de l'intérêt « naturel » au point où les courbes d'offre et de demande d'épargne se couper, n'explique en réalité rien du tout. Ceci Keynes l'a très bien montré ² : lorsque la demande de capital se déplace (une innovation réclame des investissements plus grands) les revenus changent et donc aussi l'offre d'épargne ! En recourant à l'histoire pour résoudre le problème — l'offre de capital aujourd'hui est déterminée par la distribution et le volume des revenus d'hier — on escamote la difficulté logique.

Quoi qu'il en soit, les premiers marginalistes n'ont prêté

aucune attention aux conditions monétaires. Il « allait sans dire » que les conditions monétaires faisaient « tendre » le taux du marché monétaire vers le « taux naturel ». Mais on ne savait pas au juste comment. Wicksell allait inaugurer une ère nouvelle en montrant comment des processus cumulatifs dans les mécanismes bancaires permettaient aux taux monétaires de s'éloigner du taux naturel. Cette analyse reprise ultérieurement par Myrdal, Keynes et Cassel a servi à expliquer les cycles³.

Cela dit, lorsque ces processus ne fonctionnent pas, l'état « d'équilibre monétaire » (pris dans ce sens) est réalisé. Lorsque le taux de l'intérêt, déterminé immédiatement par les conditions monétaires, est égal au taux naturel, le système bancaire joue alors le rôle modeste mais techniquement parfait de « transformer l'épargne voulue en investissement voulu ». C'est le mécanisme que Robertson analyse longuement⁴ : si le public veut augmenter le volume de son épargne il tire moins vite sur ses comptes en banque. Si la banque élève le niveau de ses avances l'épargne voulue est transformée en investissement désiré. Si par contre la banque ne le fait pas, la vitesse de circulation de la monnaie ayant diminué, la quantité $M V$ de l'équation quantitative devient plus petite : les prix baissent et les comptes en banque augmentent de valeur réelle : l'épargne voulue a été gaspillée sans investissement. Mais en réalité la banque transformera toujours l'épargne en investissement parce qu'en se rendant compte que les clients tirent moins vite sur leurs comptes elle réalisera qu'ils ont « trop de monnaie » c'est-à-dire qu'ils veulent épargner davantage.

On peut se demander dans quelle mesure ce mécanisme d'ajustement de l'épargne à l'investissement est différent

du mécanisme keynésien. En réalité on a affaire à deux problèmes foncièrement différents. Keynes analyse le désajustement entre l'épargne et l'investissement dû à la préférence pour la liquidité trop forte relativement à l'efficacité marginale du capital, c'est-à-dire en d'autres termes le désajustement dû à ce que la capacité de produire est supérieure à la capacité de consommer en sorte que la rentabilité des investissements (leur « efficacité marginale ») est trop faible. Robertson étudie les mécanismes techniques par lesquels la banque transforme l'épargne en investissement. Il va sans dire que la banque peut ne pas y parvenir non pour des raisons d'incapacité technique mais pour des raisons profondes. Supposons que les clients tirent moins sur leurs comptes mais qu'également ils refusent les crédits qui leur sont proposés parce que l'investissement n'est pas rentable. Cela signifie que le niveau de l'activité a baissé puisque la monnaie tirée des ventes antérieures n'est pas relancée dans la production, ne sert pas à financer une nouvelle production. C'est pourquoi une partie du raisonnement de Robertson ne semble pas correcte : bien que la vitesse V ait baissé, et que donc la quantité $M V$ ait diminué, les prix ne baissent pas, simplement parce que le volume de la production a diminué parallèlement. C'est même cette baisse du volume de la production qui s'est traduite par la chute de V ! Cela ne signifie pas évidemment que la contraction due à l'impossibilité de vendre ne pousse pas ultérieurement les entrepreneurs à baisser les prix. Mais cette baisse ultérieure est « secondaire », elle n'est pas déterminée par la contraction monétaire.

Cette baisse ultérieure des prix peut-elle rétablir le niveau antérieur de l'activité ? Les « classiques » croyaient

que seule la baisse des salaires réels pouvait rétablir la rentabilité des investissements. Keynes le nie parce que le salaire est un coût pour l'entrepreneur certes mais aussi un revenu pour l'ouvrier. Pigou soutient alors que l'ensemble de la baisse des prix et des salaires nominaux doit rétablir cette rentabilité en donnant une valeur réelle plus grande aux épargnes antérieurement thésaurisées⁵. Mais si ces sommes ont été thésaurisées ce n'est pas volontairement. C'est parce que l'écart entre la capacité de produire et celle de consommer rend l'investissement nouveau non rentable. Tant que cet écart demeure (et si les prix et les salaires nominaux baissent en sorte que les salaires réels n'augmentent pas tout laisse présager que cet écart restera identique), quelle que soit la valeur réelle des sommes thésaurisées, l'investissement reste non rentable parce que l'entrepreneur regarde en avant non en arrière. Mais ceci est un autre problème.

Le système bancaire joue donc un rôle technique important mais il ne joue nullement le rôle économique fondamental d'un ajusteur de l'épargne et de l'investissement en faisant varier le taux de l'intérêt (rôle que lui assigne l'école suédoise). Pour cela il faudrait que ce taux commande vraiment le volume de l'épargne comme celui de l'investissement. Or, il n'en est rien. L'épargne dépend essentiellement du volume absolu et relatif des revenus de la propriété, l'investissement ne répond que peu aux variations de « *i* », il dépend essentiellement du degré de correspondance entre la capacité de produire et la capacité de consommer.

2. — *La pensée keynésienne et contemporaine*

Chez Keynes on trouve ce même paradoxe entre le rôle excessif attribué au taux de l'intérêt et le rôle passif donné

au système bancaire. Le déséquilibre entre l'épargne et l'investissement est attribué finalement à la préférence pour la liquidité qui empêche le taux de l'intérêt de baisser en deçà d'un niveau minimum. Répondant aux critiques « classiques », Keynes⁶ a clairement formulé le fonctionnement de ce mécanisme. Le taux de l'intérêt est déterminé par l'état de la préférence pour la liquidité compte tenu du volume monétaire offert par les banques (car « l'intérêt est monétaire et rien d'autre », dit textuellement Keynes). Ensuite, des forces d'équilibre déterminent des prix relatifs tels que les efficacités marginales des différents capitaux soient égales à ce taux. A partir de ce moment il n'y a plus d'écart entre « i » et l'efficacité du capital et par conséquent plus d'investissements nets. On a rejoint l'état d'équilibre de l'école suédoise où, le taux monétaire étant égal aux taux naturel, les profits sont nuls (l'état de « zero net saving » de Robinson). Mais évidemment cet équilibre peut très bien être un équilibre de sous-emploi. La raison pour laquelle il peut en être forcément ainsi est que — quel que soit le volume monétaire — le taux de l'intérêt ne peut — à cause de la préférence pour la liquidité — descendre en deçà d'un certain niveau. Le système bancaire est alors totalement impuissant ; Hicks⁷ a parfaitement montré cette impuissance.

C'est pourquoi de nombreux keynésiens condamnent la politique d'expansion monétaire qui, au-delà d'un certain point (lorsque le taux de l'intérêt a atteint son niveau minimum), ne peut qu'engendrer l'inflation, même en l'absence de plein emploi.

Toute cette analyse repose sur la notion de préférence pour la liquidité, c'est-à-dire sur la notion de propension à thésauriser. Or, une telle propension existe-t-elle vraiment

dans le mode de production capitaliste ? Et pour cela, d'abord, qu'est-ce que « le besoin de liquidités » ? D'une part c'est le besoin de monnaie pour financer les transactions courantes. Jusqu'à quel point un entrepreneur est-il prêt à payer des fonds nécessaires pour assurer sa production courante ? Evidemment jusqu'au point où les charges de ce taux réduiraient son profit à néant. Là encore l'analyse ricardienne s'avère plus réaliste que celle des marginalistes. D'autre part c'est le besoin de monnaie pour la thésaurisation. Mais dans une société capitaliste il n'y a pas — pour des raisons fondamentales — de propension à thésauriser. Une fois les épargnes-réserves nécessaires constituées, l'entrepreneur ne désire pas thésauriser. Il désire épargner pour investir. S'il thésaurise c'est parce qu'il y est obligé car tant que l'investissement rapporte il élargit son entreprise. La question n'est pas de savoir pourquoi le taux de l'intérêt ne peut pas baisser en deçà d'un niveau minimum, mais pourquoi le niveau de l'efficacité marginale du capital peut-il tomber si bas. Or, sur ce point les explications de Keynes demeurent extrêmement vagues⁶.

Et si jamais il prenait la fantaisie à un individu de thésauriser, resterait-il par là le volume de la monnaie active ? Pas du tout car les banques verraient qu'elles peuvent sans danger élever le rapport crédits-réserves préalablement abaissé par cette augmentation du volume des épargnes-réserves. L'effet nuisible de la thésaurisation sur l'emploi est détruit automatiquement par une dose supplémentaire de crédit (ce qu'a parfaitement montré Robertson cité plus haut). Si un jour cet individu venait à déthésauriser, les banques de la même façon restreindraient les crédits qu'elles accordent à l'industrie.

Mais ce qui est décevant chez Keynes c'est que le système bancaire apparaît comme impuissant non seulement au-delà d'un certain point, mais toujours. On pourrait penser que la monnaie joue un rôle passif en ce sens que son offre s'adapte au besoin de liquidités. Keynes considère que cette offre est rigide. C'est cette rigidité qui, face à une demande fluctuante, détermine les variations courantes du taux de l'intérêt. Certes, des variations de ce taux sont dues parfois à l'adaptation de la quantité de monnaie à la demande. Mais ces difficultés sont temporaires et ne peuvent expliquer le niveau moyen de ce taux sur une longue période⁹ : « là où Keynes parle d'adaptation de la demande monétaire à l'offre disponible il y a plutôt en réalité adaptation de la quantité de monnaie à la demande ». La conception « passive » de la monnaie (dans ce sens et non dans celui de Say) est à l'opposé même du quantitativisme. Par contre la rigidité de l'offre de monnaie chez Keynes, sa non-adaptabilité automatique à la demande, a fait retomber cet auteur dans le quantitativisme.

Le système bancaire ne joue donc pas dans le mécanisme de l'accumulation un rôle fondamental. Mais il ne joue pas non plus un rôle négligeable. On va voir d'ailleurs que ce rôle va bien plus loin qu'une simple adaptation automatique de la quantité de monnaie au produit « P T » de l'équation quantitativiste (niveau général des prix x niveau de l'activité économique compte tenu des habitudes de paiement).

3. — *La fonction « passive » du système bancaire.*

La première question qui se pose est de savoir comment l'adaptation de « M V » à « P T » se fait. L'épargne globale ne constitue pas une masse homogène, il faut y distin-

guer l'épargne créatrice constituée par la quantité de monnaie mise de côté par les entrepreneurs en vue d'un élargissement ultérieur de la production et l'épargne réserve constituée par les quantités de monnaie mises de côté soit par les consommateurs en vue d'une dépense future en biens de consommation finaux soit par les entrepreneurs en vue de financer toutes les dépenses productives nécessaires à assurer la production actuelle du système et son écoulement normal. Ces dernières quantités de monnaie (auxquelles on réservera le terme de liquidités bien que dans la littérature courante cette expression désigne les deux parts de l'épargne qui prennent la forme monétaire), à vrai dire, sont difficiles à distinguer pratiquement de l'épargne créatrice en attente d'investissement. C'est avec l'argent en caisse que l'entrepreneur paie les salaires, achète les matières premières et les machines qui lui permettent d'assurer sa production courante et d'élargir son entreprise. Mais la confusion dans une même caisse des deux catégories d'épargne n'est pas une raison pour nier que les « dépenses courantes » sont payées avec le revenu brut tandis que l'épargne créatrice est dégagée du revenu net une fois que la consommation finale a retiré sa part. Les débordements fréquents du marché monétaire sur le marché financier et vice-versa ne justifient pas la négation du caractère logique et utile de cette distinction. Il existe bien une quantité de monnaie minimum nécessaire au simple fonctionnement du mécanisme économique, c'est-à-dire nécessaire à la simple répartition dans le temps des dépenses et des recettes. Cette quantité de monnaie constitue une masse de liquidités d'un type particulier. Assimiler toutes les liquidités remplissant la fonction complémentaire de constitution des réserves monétaires en attente

d'investissement nouveau à « épargne globale » conduit à une impasse¹⁰.

C'est cette quantité de liquidités qui constitue un premier besoin social de monnaie. Le système bancaire — par le crédit à court terme — ajuste la quantité de monnaie en circulation à ce besoin. C'est en effet à la demande des entrepreneurs que les banques commerciales leur avancent des crédits à court terme c'est-à-dire lancent dans le circuit économique des billets de banque et de la monnaie scripturale. Ces crédits ne servent pas à autre chose qu'à financer le fonctionnement courant de l'économie, c'est-à-dire à répartir dans le temps les entrées et les sorties de fonds des entrepreneurs.

Toute la question est alors de savoir si ce besoin social de monnaie est prédéterminé c'est-à-dire, en supposant les habitudes de paiements stables (ce qui est vrai dans la courte période ; dans la longue période l'amélioration des techniques bancaires accélère justement la vitesse de circulation de la monnaie devant le besoin croissant de cet instrument), si la taille du revenu national est prédéterminée, autrement dit si le niveau de l'activité et celui des prix le sont. Si, en effet, les banques peuvent modifier par des injections ou des ponctions monétaires ces niveaux, alors dire que le système bancaire ajuste la quantité de monnaie au besoin n'a pas de sens.

Ici encore, il s'agit de savoir si fondamentalement le niveau de l'activité et celui des prix sont déterminés par la quantité de monnaie ou s'ils dépendent en définitive d'autres données économiques. Il ne s'agit pas, en effet, de nier que les facilités de crédit (baisse du taux d'escompte par exemple) agissent sur le niveau de l'activité future (en favorisant la constitution de stocks rendus plus supporta-

bles par exemple) et, via cette action, sur la quantité de monnaie nécessaire.

C'est cela que se refuse très paradoxalement à voir Keynes, pour qui l'offre de monnaie est rigide, est une « donnée indépendante », Waburton¹¹ a montré que « i » agit sur le niveau de l'activité et par là sur la demande de monnaie. Durant le cycle les banquiers, devant cette demande accrue, se contentent souvent d'augmenter le volume des crédits à court terme sans élever le taux de l'intérêt : l'offre de monnaie s'ajuste alors quasi automatiquement à la demande.

Mais est-ce à dire que c'est le taux de l'intérêt qui détermine le niveau de l'activité ? (et par conséquent que c'est la quantité de monnaie qui est la variable décisive). C'est bien ce que pense Keynes : la marge qui sépare l'intérêt de l'efficacité marginale du capital détermine le volume de l'investissement et par là celui de l'activité. Mais à bien y réfléchir, l'analyse paraît insuffisante car qu'est-ce qui détermine l'efficacité marginale du capital ? Keynes est muet sur ce point. En fait cette efficacité, qui n'est autre que la rentabilité des investissements, est liée directement au degré de correspondance entre la capacité de produire et la capacité de consommer de la société. Si jamais la capacité de produire venait à être supérieure à la capacité de consommer la rentabilité des investissements ne tarderait pas à être nulle en sorte que, quel que soit le niveau du taux de l'intérêt, il y aurait contraction de l'activité économique.

Un grand pas a été fait depuis que les théoriciens modernes se sont soumis à cette constatation de bon sens que les variations du taux de l'intérêt sont d'une amplitude trop faible comparée à celle de la rentabilité des investisse-

ments pour être décisive¹². Il y a longtemps d'ailleurs que Rist s'est insurgé contre ce manque de bons sens des économistes. Ni l'abaissement du taux d'escompte, ni l'open market ne peuvent faire plus que stimuler un essor qui a commencé pour d'autres raisons. Dans une dépression les sommes mises artificiellement en circulation retourneront vers les banques et nous n'aurons rien de plus qu'une action boursière¹³.

C'est ainsi que lorsqu'en fin de prospérité la capacité de consommer commence à s'éloigner dangereusement de la capacité de produire, la baisse de « i » ne peut éviter la crise. Cette baisse permet aux entrepreneurs de supporter le poids des stocks croissants de marchandises invendues, mais elle ne permet nullement la vente de ces stocks. Elle va contre le mouvement profond des forces réelles de l'économie. Elle permet de reculer la crise, mais non seulement elle ne l'évite pas, mais plus la période d'animation artificielle par le crédit a été longue, plus la dépression est profonde. C'est pourquoi on constate que les variations du taux de l'intérêt ne jouent pas un rôle conducteur dans le cycle. C'est pourquoi la « solution Hawtrey » reste une chimère basée sur une surestimation du rôle de la monnaie relativement aux forces réelles de l'économie. D'ailleurs les théories modernes du cycle et de la conjoncture comme celles de la « dépression chronique et du surdéveloppement » des années 40 s'attachent uniquement à l'analyse des difficultés « réelles » issues de la possibilité de divergences cycliques, conjoncturelles ou durables entre la capacité de consommation et la capacité de production.

Fondamentalement donc le niveau de l'activité dépend d'autre chose que de la qualité de monnaie. En est-il de même du niveau des prix ?

Le quantitativisme liait mécaniquement la valeur de la monnaie à sa quantité. Mais si ce lien mécanique de l'équation de Fisher a été aujourd'hui abandonné, il ne s'ensuit pas que toute trace de quantitativisme ait été déracinée de la théorie. On essaie même de sauver le quantitativisme en montrant le lien avec la théorie subjective de la valeur. Ainsi Mises¹⁴ affirme que lorsque « M » augmente cela signifie que certains revenus ont augmenté et, comme l'utilité marginale de la monnaie pour les individus baisse lorsque le revenu augmente, les prix montent. Le raisonnement est-il tellement solide ? Lorsque « M » augmente généralement la production a augmenté, car la monnaie supplémentaire est pénétrée dans l'économie par des canaux concrets. A une demande accrue s'oppose une offre accrue. D'autre part, même en l'absence d'une augmentation de la production pourquoi la monnaie supplémentaire n'irait-elle pas gonfler les stocks thésaurisés ? Pourquoi se porterait-elle automatiquement et entièrement sur le marché ?

Apparemment la théorie économique s'est dirigée dans une voie toute nouvelle : celle de l'étude de la fonction de « satisfaction du besoin de liquidité » que remplit la monnaie. La découverte de la « liquidité »¹⁵ revient à Hicks qui, en 1935, analysant le « treatise on Money » explicite les trois théories de la monnaie qu'il contient : une théorie de l'épargne et de l'investissement, une théorie wickse-lienne du taux naturel et une théorie du choix à la marge entre liquidité et profit (la liquidité ayant un prix dû au coût et au risque de l'investissement). Cependant, beaucoup plus tôt, en étudiant l'offre et la demande de monnaie on s'était approché considérablement de la théorie de la liquidité. C'est ainsi que dès 1921 Cannan, se demandant de

quoi se composait la « demande » de monnaie, rejette la demande de monnaie pour payer les transactions et ne conserve que la demande de monnaie pour la thésaurisation car cette fonction est le service spécifique que rend la monnaie (au fond l'autre « service » — celui de permettre la circulation est tout autant spécifique !). Sur ce terrain Ellis¹⁶ a essayé de sauver Fisher de la déroute. Il constate qu'à chaque niveau du taux de l'intérêt correspond un partage de la monnaie entre monnaie thésaurisée et monnaie active, partage déterminant le niveau des prix selon la formule $MV = PT$ dans laquelle M désigne alors la quantité de monnaie « active ». Ellis n'a pas fait ici autre chose que de montrer comment le keynésianisme n'était pas fondamentalement antiquantitativiste.

L'analyse de la liquidité a-t-elle éliminé radicalement le quantitativisme ? Il est permis d'en douter. Dans le modèle keynésien l'offre de monnaie et le taux de l'intérêt étant donnés, le niveau de la préférence pour la liquidité détermine la part de monnaie qui sera thésaurisée (et par différence la part de monnaie qui sera « active »). Comme le taux de l'intérêt détermine le volume de l'investissement (parce que l'efficacité marginale du capital est une variable indépendante qui ne dépend pas de la quantité de monnaie), et par là celui du revenu national, on a toutes les données du système économique à l'exception du niveau général des prix qui doit être déterminé, selon la formule quantitative, par le rapport entre le revenu national réel et la quantité de monnaie active. Keynes reste donc, si on peut dire, quantitativiste au deuxième degré. C'est pourquoi lorsque l'effet de la préférence pour la liquidité cesse de se faire sentir on retombe dans le quantitativisme pur et simple. Cette optique dans laquelle la quantité de monnaie

offerte est une donnée à laquelle s'adaptent les autres (la quantité de monnaie détermine chez Keynes à la fois le niveau du revenu national et celui des prix au lieu de déterminer ce dernier seulement comme chez les « classiques ») au lieu d'être elle-même une variable dépendant de la demande de monnaie, c'est-à-dire du niveau du revenu et des prix, a facilité la réintégration du système keynésien dans le système classique. Cette réintégration, faite par Modigliani¹⁷ dans un modèle général, encourt tous les reproches faits par Nogaro¹⁸ à la méthode « mathématique » et à la théorie quantitative. En fait, une position antiquantitativiste est incompatible avec toute théorie de l'équilibre général car il faut bien une variable indépendante dans le système ! L'école de Chicago, avec Milton Friedman, fait ce retour au quantitativisme¹⁹. Elle est amenée alors, si l'on admet le postulat quantitativiste, à orienter toute la recherche dans la seule direction que permet un empirisme qui se condamne à ne voir que les apparences : la recherche de corrélations immédiates entre la quantité de monnaie et diverses variables du système (« le revenu permanent »), l'analyse « psychologique » du « désir d'encaisse » et tous autres faux problèmes parce que problèmes mal posés.

Si donc on rejette toute forme de quantitativisme le problème de la détermination de la valeur de la monnaie reste entier. Dans ces conditions il est permis de distinguer deux cas : celui d'une monnaie convertible en or et celui d'une monnaie inconvertible.

Dans le premier cas il est certain que le coût de production de l'or joue un rôle décisif dans le mécanisme de la détermination du niveau général des prix. Marjolin²⁰, dans son étude sur les mouvements séculaires des prix, le

constate en ces termes : « la hausse des prix des marchandises dans le cas de la découverte des mines d'or au coût de production plus bas est un phénomène nécessaire. Il découle analytiquement du choix de l'or comme mesure des valeurs ».

Wicksell²¹ avait fait la même constatation lorsqu'il étudiait à la fin du XIX^e siècle la hausse des prix conséquente à la mise en exploitation de nouvelles mines en Australie. Si on imagine, en effet, une baisse de ce coût, les profits supplémentaires réalisés dans cette branche de l'activité économique attirent les capitaux. Cet afflux ne détermine pas comme à l'ordinaire une baisse du prix de la marchandise parce que l'or est acheté à prix fixe par le système bancaire. Les profits continuant à être anormalement élevés, ils constituent une masse de revenus supplémentaires qui, en se portant sur le marché des biens de consommation comme sur celui des biens de production dont l'offre n'a pas augmenté, déclenchent la hausse générale. Ce mouvement ne pourra s'arrêter que lorsque le niveau général des prix aura rendu le coût de production de l'or « normal » c'est-à-dire ne laissant à l'entrepreneur qu'une marge « normale » de profit. La production d'or se stabilisera alors à ce niveau. Cette analyse n'est pas une construction abstraite. Elle correspond à la description donnée par Paish²² des hausses générales de prix en Afrique du Sud consécutives à la mise en exploitation de mines plus riches.

Robertson²³ pense que les variations du coût de l'or ne peuvent engendrer que de très faibles variations de sa valeur car la production de l'or ne représente que 2 % du stock métallique, en sorte que la valeur de l'or est bien égale au coût marginal de production, mais qu'elle n'est

pas déterminée par lui. En fait, c'est parce que Robertson pense que la valeur de l'or provient de sa quantité (du stock et de la production nouvelle qui constituent l'offre globale d'or) qu'il peut soulever cette objection.

Si par contre la monnaie est inconvertible le garde-fou que constituait la valeur de l'or n'existe plus. Jusque-là l'expansion de crédits ne pouvait pas « dépasser » les besoins car ces crédits offerts n'étaient pas demandés par les entrepreneurs. C'est seulement sous la forme d'une distribution de pouvoir d'achat sans contrepartie réelle (émission de papier monnaie en cas de guerre par exemple) que la quantité de monnaie pouvait être augmentée. La hausse des prix (provenant du déséquilibre revenus-production et non de la quantité de monnaie) oblige à abandonner la convertibilité. Lorsque le système bancaire n'achète plus l'or à un prix fixe, l'expansion des crédits ou l'émission de pouvoir d'achat peuvent alors (dans certaines conditions structurelles que l'on examinera plus loin) être illimitées puisqu'elles entraînent le prix de l'or dans le mouvement général de hausse. La dépendance fondamentale dans laquelle l'offre de monnaie se trouvait à l'égard de la demande semble donc abolie²⁴. Elle le semble seulement parce que si la hausse générale des prix peut avoir lieu cela n'arrive, comme on le verra, que dans des conditions particulières. Toujours est-il qu'il n'y a plus de « niveau normal des prix ». C'est pourquoi Hicks et Lange²⁵ pensent que dans ce régime un écart entre l'offre et la demande de monnaie peut déclencher un mouvement général des prix.

Analysant « l'effet monétaire » Lange constate que si le prix d'un bien en surproduction baisse; si l'élasticité des prévisions est supérieure à l'unité (c'est-à-dire si le public s'attend à une baisse ultérieure) et si le système bancaire

maintient stable « l'offre de monnaie en termes réels » tous les biens seront désormais en surproduction : la baisse sera générale. Son attitude accélère la venue du phénomène. Mais le problème est de savoir pourquoi le public s'attend tantôt à la généralisation de la surproduction, tantôt non. Il y a des chances que l'expérience lui ait appris qu'il y a des situations où, pour des raisons réelles, la surproduction générale existe et des situations où cette généralisation n'a pas lieu.

Finalement on voit que le rôle du système bancaire est d'ajuster la quantité de monnaie à ce premier besoin lui-même déterminé par le niveau de l'activité et celui des prix. Il va sans dire, cependant, que, dans un régime d'inconvertibilité, un mouvement général des prix lui-même peut être déclenché par le système bancaire en accord avec les entrepreneurs : ceux-ci réclament des crédits en quantités dépassant le « besoin » mesuré par le niveau actuel de l'activité et des prix, et les banques les accordent (elles ne sont pas menacées si la Banque Centrale réescompte automatiquement ces avances, créant la quantité de billets de banque correspondant au volume de monnaie scripturale émise par les banques). Nous disons « peut » et non « doit » car un mouvement général des prix peut avoir sa source ailleurs que dans l'attitude du système bancaire qui alors adapte seulement la quantité de monnaie au niveau changeant des prix.

4. — *La fonction « active » du système bancaire.*

Le dernier cas envisagé montre bien que le système bancaire est plus puissant qu'il ne l'a semblé jusqu'ici. Il ne se borne pas à adapter la quantité de monnaie offerte au

produit « P T » de la formule quantitative. Il joue dans le mécanisme de l'accumulation un rôle plus actif.

L'accumulation capitaliste exige, en effet, une quantité accrue de monnaie non seulement parce que le produit national brut augmente mais aussi parce que, pour que la transformation de l'épargne en investissement puisse se réaliser, il faut constamment que la monnaie nouvelle soit lancée dans le circuit avant même que le produit national brut n'ait augmenté. L'investissement nouveau — au moment où il se fait — n'a pas encore de débouché, puisque tous les débouchés existants à un moment donné ne peuvent dépasser le volume de la production à ce moment. Mais il ne tardera pas à créer ce débouché nouveau en élargissant la production. Cependant, pour investir, l'entrepreneur a besoin d'être possesseur de sommes monétaires. Il semble donc qu'un débouché préalable doive lui permettre de vendre la partie de sa production dont la valeur est destinée à l'élargissement de la production, afin de « réaliser » sous forme monétaire son « épargne », son capital additionnel. Le problème semble insoluble, car l'entrepreneur ne peut pas trouver un tel débouché, puisque les débouchés existants au moment où l'entrepreneur veut vendre ne peuvent dépasser le volume de la production actuelle et qu'il faudrait que l'entrepreneur trouve aujourd'hui un débouché égal au volume de la production de demain. En réalité, il suffit qu'une quantité supplémentaire de monnaie égale à la valeur destinée à l'accumulation — qui créera demain son débouché — parvienne aujourd'hui par un moyen quelconque aux mains de l'entrepreneur.

Comme on le voit il s'agit du problème soulevé par R. Luxembourg dans l'« Accumulation du capital ». Contrai-

rement à sa thèse, et conformément à l'opinion de Marx lui-même, le seul problème n'est pas celui du débouché — que l'investissement créera —, mais celui de l'augmentation préalable du volume monétaire.

Cette quantité de monnaie nouvelle parvient à l'entrepreneur soit grâce à la production de l'or, soit grâce au système bancaire. L'analyse des canaux de pénétration de cet or supplémentaire a été faite il y a un siècle par Marx²⁶. On n'y reviendra pas. Disons seulement que la production d'or nouveau permet une vente particulière : le producteur d'or achète avec ses profits qui ont la forme métallique, des produits aux autres entrepreneurs soit pour sa consommation soit pour élargir son industrie. Les entrepreneurs peuvent ainsi vendre leur « surproduit » (dans lequel est cristallisée leur épargne réelle) et réaliser sous forme monétaire la valeur destinée à l'élargissement de leur industrie. Ils peuvent avec cet argent acheter des moyens de production et embaucher des ouvriers. Le débouché existait potentiellement mais il fallait un mécanisme monétaire particulier qui permette à l'entrepreneur d'obtenir aujourd'hui sous forme monétaire le bénéfice du débouché qui allait être créé par cet investissement rendu possible par cette technique monétaire.

Aujourd'hui c'est par le canal du crédit que la quantité de monnaie supplémentaire est créée *ex-nihilo* par les banques. Schumpeter²⁷ a parfaitement montré comment cette monnaie mise à la disposition des entrepreneurs permettait l'élargissement de la production. Evidemment les banquiers prétendent ne pas disposer d'un pouvoir si puissant. Ils prétendent que les banques étudient la comptabilité des entreprises qu'elles financent de façon à ce que celles-ci n'immobilisent pas à long terme les crédits à court terme

qui leur sont accordés²⁴. C'est vrai mais cela ne change rien à l'affaire car l'élargissement de la production nécessite des investissements à long terme (achat de machines) et des investissements supplémentaires à court terme (achat de matières premières, versements de salaires supplémentaires). L'entrepreneur fait valoir ce dernier besoin pour emprunter les sommes qui dans la réalité économique (et non comptable) serviront à financer l'élargissement de la production. Dans la mesure où l'investissement nouveau crée son débouché l'entrepreneur peut rembourser le prêt bancaire avec intérêt. Le produit national est alors augmenté et le « besoin monétaire », dans le premier sens retenu dans cette étude, également.

Mais même ce service rendu par le système bancaire, qui en ce sens n'est pas « passif », n'est pas « fondamental ». Ce n'est, en effet, que lorsque l'investissement crée son débouché que l'avance peut être remboursée. Des raisons réelles profondes peuvent faire qu'il n'en soit pas ainsi et dans ce cas l'émission de monnaie ne résoud pas le problème de l'absence de débouché à la production supplémentaire.

Cependant, si « secondaire » pour l'équilibre général que puisse paraître ce double rôle du système bancaire il n'en est pas moins décisif pour permettre l'accumulation. Sans une quantité de monnaie s'adaptant continuellement aux liquidités nécessaires aucune accumulation n'est possible. Sans la concentration des épargnes, sans la mobilisation des épargnes réserves et leur mise au service de l'investissement, ce développement est considérablement gêné. Il s'agit de savoir si dans les économies sous-développées le système bancaire remplit correctement ces deux tâches complémentaires.

II. — LES MECANISMES DE L'EMISSION MONETAIRE ET DU CREDIT A LA PERIPHERIE DU SYSTEME

Dans la littérature actuelle sur les pays sous-développés on trouve, avec une fréquence toujours accrue, l'affirmation que leur système monétaire et bancaire serait défectueux. L'émission dans ces pays ne serait pas conforme au « besoin » défini précédemment comme le second membre de l'équation quantitative (« P T »), l'émission monétaire serait automatiquement déterminée par la balance extérieure (réduite dans la suite de cet exposé pour plus de clarté à la balance commerciale). Aussi l'émission serait-elle trop abondante est excédentaire, ce qui engendrerait une inflation locale, trop faible en période de dépression (la balance étant déficitaire) ce qui retarderait la reprise.

Nous rejetons catégoriquement cette affirmation comme procédant d'une optique quantitativiste. Nous rejetons la prétendue amplification des oscillations par un mécanisme monétaire « pervers ». Nous montrerons que, s'il est vrai que les désordres de la balance engendrent automatiquement des mouvements dans l'émission, la politique du crédit des banques commerciales peut et même doit contrebalancer ces mouvements lorsqu'ils dépassent les limites fixées par le « besoin monétaire ».

Nous montrerons donc que le système monétaire des pays sous-développés remplit son rôle tout aussi bien que dans les pays développés, qu'il ajuste la circulation au besoin local, qu'il est « passif » (et « actif » au sens défini ci-dessus : il permet l'accumulation du capital là où elle est possible). Cette fonction fondamentale, le système de l'étalon devise d'une monnaie la remplit tout aussi parfaitement que le système d'une monnaie nationale « dirigée »

1. - L'ETALON DEVISE ETRANGERE : LES MECANISMES APPARENTS DE L'EMISSION.

Les Currency Boards anglais²⁰.

Les systèmes d'étalon devise étrangère sont nombreux. L'essence du mécanisme est cependant partout la même : un organisme accepte de changer à taux fixe et en quantités illimitées la monnaie locale contre la devise dominante et vice versa. La monnaie locale ne constitue plus une monnaie différente de la devise dominante. C'est cette devise qui circule en réalité sous un nom différent dans l'économie sous-développée.

Pour la clarté de l'exposé choisissons le « Currency Board » anglais. C'est un organisme public doté de réserves (du sterling) et chargé de faire le change en quantités illimitées et à taux fixe. Ces réserves sont placées par le Currency Board en valeurs sterling à court terme (bons du Trésor britannique)²⁰. Le produit de ces placements revient au gouvernement de la colonie, comme la faible commission de 1/2 à 1 % payée pour l'opération de change, commission qui n'a en rien l'aspect d'un taux de change déterminé sur le marché. Chaque fois qu'un individu (ou une banque) désire de la monnaie locale il verse du sterling à Londres tandis que le Board lui remet des billets locaux sur place. La réserve (l'actif du Board) augmente, le passif (la circulation locale) également. Ainsi donc les deux postes, actif et passif, évoluent parallèlement²¹. Si les deux postes ne sont pas rigoureusement égaux c'est parce que la valeur des Bons du Trésor qui constituent la réserve du Board fluctue sur le marché.

Le premier Currency Board est certainement entré en fonctionnement le jour où, à la fin du siècle dernier, le gouvernement britannique décida de suspendre la frappe

libre de la roupie d'argent, de fournir désormais ces roupies contre du sterling à Londres et vice versa en quantités illimitées et à taux fixe.

Dans les colonies d'Afrique occidentale anglaise circulaient depuis la conquête (1886) des pièces d'argent à cours légal, frappées là-bas contre du sterling déposé à Londres. L'augmentation des importations d'argent par le gouvernement colonial (passant de 550 livres en 1885 à 1 259 450 en 1910)³² reflète la pénétration de la monnaie dans l'économie locale. Lorsque fut créé le Currency Board en 1912 il ne changera rien à la situation sauf qu'il décida désormais d'imprimer le billet de banque sterling non plus « sur de l'argent », mais sur du papier. Par la suite le système fut étendu aux autres colonies.

Le coût de création du système pour l'économie locale fut souvent lourd, les Currency Boards ayant été dotés de l'or trouvé dans le pays et transféré à Londres (cas de l'Irak, Palestine et Transjordanie). Il en sera de même *mutatis mutandis* pour l'Egypte où la National Bank qui émettait depuis 1898 des billets couverts par de l'or à 50 % et des bons du Trésor britannique pour le reste, et qui jouait le rôle de Currency Board (change rigide et illimité) prit l'habitude de ne conserver en Egypte que la couverture légale or, exportant tout ce qui la dépassait même momentanément. En 1916 les six millions d'or qui représentaient la couverture furent transférés à Londres et l'émission désormais inconvertible fut couverte par des bons du Trésor anglais. Ici le coût de création du système fut très lourd. Avec cet or un système autonome aurait pu être créé. Lorsque'il fut décidé de le créer après la Seconde Guerre mondiale l'Egypte fut obligée de payer la création d'une couverture or à sa monnaie, la Grande-Bretagne se refu-

sant bien entendu à faire l'opération inverse, c'est-à-dire à reconvertir en métal jaune les bons du Trésor autrefois échangés contre de l'or. Il en fut de même dans les pays qui n'avaient pas de stocks d'or (colonies d'Afrique). Le Currency Board était alors doté au départ d'une réserve sterling payée par la colonie elle-même. Cette réserve était bien entendu inférieure à la circulation locale. Elle fut augmentée régulièrement, la colonie versant chaque année au Fonds de Réserve une fraction de son revenu pour se constituer une réserve à 100 % de la circulation³³. Dans ce sens la circulation fut en fait équivalente à une circulation 100 % or, c'est-à-dire payée en valeurs réelles (exportations) jusqu'au jour où toute la circulation fut couverte par la réserve (la chose peut reprendre si le Board décide d'augmenter la réserve au-delà de la circulation). Il n'en est plus de même lorsque le Board se contente de faire l'échange sans augmenter unilatéralement ses réserves.

La circulation d'une monnaie étrangère : l'exemple de Cuba.

On a choisi pour l'exposé précédent le système des Currency Boards anglais parce que ici la fonction bancaire et la fonction de change à taux rigide et en quantité illimitée sont attribuées à deux organismes différents ce qui rend les choses plus claires. Dans la réalité il peut ne même pas y avoir d'organisme de change, les banknotes de la monnaie dominante ayant cours légal dans la colonie (Madagascar jusqu'en 1925, Cuba où circulait le dollar U.S., le Libéria, etc.). Au contraire, une banque commerciale qui peut même jouir du privilège d'une émission locale peut être chargée de l'opération de change (Egypte de 1916 à 1947, Union Française³⁴).

A Cuba le dollar U.S. avait cours légal. A côté de cette monnaie fondamentale circulait des pesos émis par le Trésor, ayant également cours légal, librement convertibles en dollars en quantité illimitée mais sans que le taux du change ne soit rigidement fixé. Le peso pénétrait dans l'économie par le canal du budget même équilibré (l'Etat payait ses créanciers en pesos). Aussi grâce à la modération de l'émission le taux de change fut toujours voisin de 1. Le peso qui circulait comme monnaie d'appoint (le dollar restait la monnaie fondamentale des échanges capitalistes internes et externes) avait tendance à être légèrement sous-évalué par rapport au dollar. Il lui est arrivé néanmoins de valoir davantage, lorsque le besoin interne de monnaie d'appoint était très intense³⁵.

Le système monétaire colonial français³⁶

La France a octroyé très tôt dans ses colonies le privilège d'une émission locale à des banques originales, privées, faisant fonction à la fois de banque d'émission et de banque commerciale : dès 1848 dans les vieilles colonies, dès 1851 en Algérie (Banque d'Algérie devenue en 1885 d'Algérie et Tunisie), dès 1875 en Indochine (Banque du même nom), dès 1901 en A.O.F. (ancienne Banque du Sénégal de 1848 devenue Banque de l'A.O.F.), Madagascar où circulent les billets de la Banque de France jusqu'en 1925 est la seule exception.

Primitivement il s'agissait de véritables petits systèmes copiés sur celui de la métropole : ces banques étaient dotées de réserves or et chargées de réescompter les traites des banques commerciales. Mais le déséquilibre des forces n'a pas tardé à se manifester entre, d'une part les succursa-

les coloniales des grandes banques commerciales à fonds quasi illimités (possibilité de tirer sur les fonds de la métropole en l'absence d'un contrôle des transferts et malgré l'indépendance des taux de change des monnaies coloniales) et d'autre part les banques d'émission à couverture or limitée. Ce déséquilibre n'aurait certes pas mené à la ruine des banques d'émission. En cas de boom les banques commerciales pouvaient se passer du réescompte que leur refuseraient les banques d'émission, dont la couverture or s'avérerait insuffisante, en important des fonds de la métropole. Ces importations en pesant sur la demande de monnaie locale l'auraient appréciée jusqu'au gold point d'entrée. L'or aurait afflué vers la colonie et la réserve or des banques aurait augmenté. L'abandon de l'étalon or a évité le fonctionnement de ce mécanisme. Désormais l'encaisse des banques d'émission est constituée par des disponibilités en francs. « A l'ancienne conception de l'encaisse tend à se substituer une nouvelle, celle du quantum des disponibilités en francs suffisant pour assurer les transferts »⁷. Car il y a bien ici un danger pour les banques d'émission qui, étant des organismes autonomes et non des succursales d'un organisme français, disposent de quantités limitées de francs. Obligées de changer des francs métropolitains en francs coloniaux à taux fixe et en quantités illimitées, l'encaisse de ces banques peut s'avérer insuffisante si la politique des banques commerciales, tout à fait indépendantes, est trop expansive. C'est donc plutôt une caricature du système français auquel on a affaire ici.

Il est vrai que le Trésor assure le transfert en échange de cette obligation si la banque n'a pas suffisamment de francs. Ce qui a conduit les banques d'émission à devenir des organismes semi-publics soumis au Trésor en atten-

dant leur nationalisation (Banque d'Algérie : 1946, création de la CCFOM pour l'A.E.F. et les vieilles colonies dès 1944 en remplacement des vieilles banques privées. Institution d'Emission d'A.O.F. prenant la place en 1955 de la Banque de l'A.O.F.). Libérés de leur fonction commerciale ces Instituts sont des succursales communes de la Banque de France et du Trésor. Le remplacement de ces instituts d'émission après les indépendances par les Banques Centrales (des Etats de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique Equatoriale, du Cameroun, de Madagascar) n'a apporté aucune modification au mécanisme économique décrit.

Le fonctionnement du système est parfaitement analogue à celui d'un quelconque Currency Board à cela près qu'une banque commerciale qui a besoin de liquidité peut soit les importer de son siège central à Paris soit réescompter auprès de la banque locale d'émission. Le « contrôle du crédit » par cette dernière est donc parfaitement illusoire puisque en cas de refus de réescompter on peut toujours s'adresser au siège central ! C'est donc finalement la Banque de France et elle seule qui contrôle les émissions de crédit des banques commerciales tant dans la métropole que dans les colonies puis les pays d'Outre-Mer associés.

Le système monétaire égyptien³⁸.

Il existait en Egypte lors de la conquête anglaise une frappe libre de l'or. Parallèlement circulaient dans le pays des pièces d'or turques, françaises et anglaises. La première mesure décidée par l'Angleterre fut la sous-évaluation en 1885 de la livre sterling (qui fut fixée à 97,5 piastres égyptiennes alors qu'en poids d'or fin elle en valait 98,4). Ainsi la pièce d'or sterling a chassé les autres mon-

naies de la circulation. L'étalon de la monnaie égyptienne ne fut plus l'or, mais l'or-sterling. Le pays qui importait chaque année l'or destiné au financement de la récolte du coton pour le réexporter ensuite, donna désormais la préférence aux banques anglaises.

En 1898 fut fondée la National Bank of Egypt ayant le privilège d'une émission couverte à 50 % par de l'or et pour le reste par des valeurs sterling. En 1914 fut décrété le cours légal et forcé des banknotes, de plus la Banque fut autorisée à émettre contre augmentation de sa couverture or (qui devait toujours être de 50 %) à Londres et non plus au Caire. La National Bank vendait et achetait de l'or à Londres selon les besoins de l'émission. La monnaie égyptienne avait cessé d'être indépendante. Le banknote inconvertible en or en Egypte était devenu convertible en sterling : contre des livres égyptiennes la National Bank fournissait à Londres des livres anglaises à taux fixe et en quantités illimitées ; ce sterling la National Bank se le procurait en vendant à Londres son or. Lorsqu'en 1916 le gouvernement britannique refusa de vendre de l'or à la National Bank celle-ci décidant d'acheter des valeurs sterling à la place, l'Egypte se soumettait à l'étalon sterling. La National Bank assurait donc à la fois les fonctions d'émission, celles d'une banque commerciale et celles d'un Currency Board.

Les banques commerciales étrangères en Egypte n'étaient nullement soumises à un quelconque contrôle de la National Bank. Lorsqu'elles manquaient de banknotes en Egypte il leur suffisait de verser à la National Bank à Londres du sterling pour en obtenir sur place.

Le contrôle des changes établi en 1939 entre l'Egypte et les pays hors de la zone sterling (liberté des échanges dans

la zone) a renforcé la position du sterling. A partir de ce jour deux problèmes nouveaux se sont posés à l'Egypte : celui du déblocage des avoirs sterling qui s'accumulaient, celui de la convertibilité de ces avoirs dans d'autres devises. Lorsqu'en 1945 l'Egypte adhère au F.M.I. elle reste membre de la zone sterling. Néanmoins elle acquiert le droit de fixer librement la parité de son change, le droit de ne pas dévaluer si la Grande-Bretagne le fait. Mais alors l'Egypte s'orientait nettement vers l'indépendance monétaire.

La thèse des « mécanismes monétaires pervers ».

Elle se résume tout entière dans les trois propositions suivantes³⁹ :

1° La quantité de monnaie en circulation dans un pays soumis au régime de l'étalon devise étrangère est déterminée par l'état de la balance extérieure. En effet, aucun banknote n'est émis dans le pays sans que son équivalent dans la devise étrangère dominante ne soit déposé. C'est donc rigoureusement le solde de la balance extérieure qui détermine cette émission. On pourrait poser la question suivante : de quels postes est faite cette balance ? On verra que la réponse à cette question détruit totalement cette pseudo-détermination de l'émission par la balance. Les partisans de cette théorie s'en tiennent toutefois à cette affirmation vague. Ils ajoutent que l'usage du chèque étant peu répandu cette émission constitue dans les pays sous-développés l'essentiel des disponibilités monétaires. Dans cet esprit d'ailleurs de toute façon dans la courte période le rapport entre la circulation fiduciaire (billets) et la circulation scripturale (dépôts) ne saurait qu'être fixe (il dépend des habitudes de paiement lentes à se modifier), en conséquence un brusque développement de l'usage du

chèque pour pallier le défaut de billets ne saurait avoir lieu, et finalement le volume global des disponibilités monétaires dépend de l'état de la balance extérieure.

2° L'excès ou l'insuffisance de la monnaie agit sur le niveau général des prix. Sans adopter même un point de vue quantitativiste mécaniste on affirme que la pression s'exerce sur les prix dans ce sens.

3° Or, en période de prospérité la balance est favorable, l'afflux monétaire exagère la hausse des prix, en période de dépression c'est le mécanisme contraire qui fait sentir ses effets.

Les faits présentés brutalement semblent confirmer pleinement ce point de vue. Alexandre Chabert montre sur l'exemple du Salvador, où 80 % des ressources monétaires totales sont d'origine externe (cette composante est mesurée par les actifs nets en or et en devises) que, lorsque les exportations augmentent la masse monétaire augmente aussi (ainsi de 1940 à 1945), tandis qu'elle diminue dans le cas d'un fléchissement des exportations (1945-47). Le mouvement de la masse monétaire d'origine interne ne compense pas celui de la composante externe. Le phénomène est général. C'est vrai, comme le montrent les exemples de Cuba, de l'Egypte et de l'Irak, pays soumis à l'étalon devise étrangère, où par conséquent toute la circulation monétaire (billets) ne peut varier que sous l'influence de la balance des comptes et où on constate que le mouvement de la monnaie d'origine locale (dépôts) n'a pas compensé celui de cette circulation d'origine externe, puisque le volume des disponibilités monétaires (la somme des deux) a varié comme celui de la circulation, et ce tant année par année que sur l'ensemble de la période 1937-1951. C'est vrai également pour les autres pays où la circu-

lation monétaire est d'origine mixte (interne et externe) ces pays ne faisant pas partie d'un système monétaire étranger (la monnaie y est « indépendante » : Mexique, Brésil, Argentine, Turquie, etc.). Ainsi pendant la guerre ces pays accumulent les avoirs en devises étrangères en même temps que leur circulation globale se gonfle.

L'auteur se livre ensuite à une étude minutieuse des coefficients de corrélation et de dépendance entre les indices de la circulation monétaire par habitant et ceux des prix de gros pour quinze pays latino-américains, quatre pays du Moyen-Orient (Iran, Irak, Turquie, Egypte) et deux pays développés (Etats-Unis et Grande-Bretagne) pour la période 1937-53. La corrélation qu'il découvre est nettement meilleure pour les pays sous-développés que pour les deux pays développés malgré un certain nombre d'exceptions (notamment pour la période 1937-41 pour les pays d'Amérique latine, pour la période 1946-52 en Turquie). Ajoutons que pour nombre de pays sous-développés on relève une concordance mois par mois entre l'émission qui se gonfle saisonnièrement et les prix qui suivent le mouvement bien qu'avec une amplitude beaucoup plus faible (Salvador, Mexique, Brésil). Enfin l'antériorité du mouvement de la circulation sur celui des prix paraît établie par l'amélioration du coefficient de corrélation avec décalage, la circulation précédant les prix. Par contre pour les Etats-Unis les meilleurs coefficients sont ceux des séries où les prix de gros précèdent la circulation. De plus on ne peut attribuer le mouvement des prix à celui du change, les pourcentages de hausse ayant été inférieurs à ceux de la circulation monétaire ou des prix (Bolivie : augmentation du change : 200 %, prix et circulation : 1 000 %). Parfois même l'influence du change a été plutôt un facteur de stabilisation

des prix intérieurs, les produits importés ayant renchéri moins que les produits nationaux, comme le montre l'exemple du Venezuela. Ajoutons pour terminer que les variations cycliques de la circulation monétaire et des prix après élimination du trend calculé sur la période 1937-52 manifestent une remarquable concordance dans les pays sous-développés. En revanche, cette même variation cyclique n'apparaît pas dans le cas des Etats-Unis.

Cette thèse des « mécanismes pervers » de l'émission est fondamentalement erronée. Il n'est pas vrai que la circulation monétaire soit déterminée dans les pays d'émission par la balance extérieure.

Supposons, en effet, que la balance (réduite pour plus de simplicité à la balance commerciale) soit positive : un importateur local obtient à l'étranger des devises. Il les porte au Currency Board qui lui fournit des billets locaux qu'il dépose dans une banque commerciale (étrangère). L'encaisse de cette banque ayant augmenté celle-ci peut accorder à l'économie locale davantage de crédits (le coefficient de liquidité, c'est-à-dire le rapport entre avoirs liquides et mobilisables et les exigibilités à vue ou à court terme, a augmenté). Nous disons peut car il est évident que la banque peut offrir du crédit et personne n'en demander. Toujours est-il que si des avances sont requises et que la banque consente à les accorder, de façon à ramener le coefficient de liquidité à son niveau antérieur, le volume des disponibilités monétaires aura augmenté plus que celui du solde de la balance.

Ainsi donc le volume des disponibilités dépendrait à la fois du solde de la balance et des besoins de l'économie, le solde de la balance constituant un plafond que l'on ne peut dépasser. Il y aurait, en effet, à un moment donné un

rapport fixe entre l'usage de monnaie fiduciaire et celle de monnaie scripturale déterminant un coefficient de liquidité rigide. Quand même les producteurs locaux demanderaient-ils à la banque de leur consentir davantage de crédits que celle-ci ne pourrait pas les accorder. C'est là précisément que se trouve l'erreur dans ce raisonnement.

Si un producteur local vient réclamer du crédit à la banque et qu'il désire un certain volume accordé sous forme d'avances à découvert sur son compte et le reste sous forme de banknotes, il suffira à notre banque étrangère de faire remettre à Londres par son siège central du sterling au Currency Board pour disposer sur place de banknotes. Une banque ne peut manquer de monnaie locale si elle ne manque pas de sterling à Londres.

On a déjà vu des cas où un tel mécanisme a fonctionné ⁴⁰. En Rhodésie du Sud de 1946 à 1951 la balance extérieure est déficitaire. D'un côté donc de la monnaie locale est portée au board pour être changée en sterling en paiement du déficit. Mais d'un autre côté les banques changeaient du sterling (à elles) contre des banknotes rhodésiens pour financer un gonflement important de leurs crédits locaux. On dira alors que le déficit de la balance est comblé par un afflux de crédits étrangers à court terme. La phrase est à rejeter pour son ambiguïté, elle laisse entendre que cet afflux de crédits est induit par le déséquilibre de la balance et qu'il lui est forcément égal.

Or il n'en est rien. Il vaut mieux distinguer clairement la balance des comptes réels, composée des exportations et de l'afflux du capital destiné à l'investissement à long terme à l'actif, des importations et du reflux des profits des investissements étrangers au passif, de la balance des mouvements de capitaux bancaires (importation et expor-

tation de sterling par les banques pour elles-mêmes non en tant que représentants d'un client)"

La balance des comptes réels est ce qu'elle est. Nous pensons qu'il y a une tendance à l'équilibre à long terme de cette balance par l'effet revenu (un déficit constitue un transfert de pouvoir d'achat) mais que le déficit ne se résorbe pas forcément automatiquement. D'autant plus que le change est rigide et illimité. Dans le cas de monnaies indépendantes, à cet effet revenu s'ajoute un effet change (le déséquilibre entraîne la dévaluation qui agit sur la balance selon les élasticités dans un sens favorable ou pervers) qui contribue parfois au rééquilibrage à court terme (non à long terme où la dévaluation entraîne la hausse des prix qui en annule l'effet).

Quant à la balance des mouvements de capitaux bancaires, elle est parfaitement autonome et non induite par celle des comptes réels. Si bien que, bien que la balance des comptes réels agisse sur la circulation automatiquement, cette action n'a aucune importance car elle peut être contrebalancée ou non par le mouvement des capitaux bancaires qui reste déterminé par le seul besoin monétaire de l'économie et n'est limité par rien d'autre.

Ainsi s'explique-t-on que le volume des disponibilités monétaires et même celui de la circulation aient pu augmenter alors que la balance des comptes était déficitaire. Il n'y a aucune preuve que les importations et les exportations de monnaie aient été induites par les comptes extérieurs, affirme I. Greaves après une étude de l'expérience des Antilles anglaises. Quand la banque change du sterling en monnaie locale c'est parce qu'elle a besoin de cette monnaie pour faire face au besoin des déposants, quand elle change de la monnaie locale en sterling ce n'est

pas parce qu'elle manque de devises mais parce que ses encaisses locales excèdent les besoins de l'économie. Ainsi s'explique-t-on que de 1912 à 1950 le Currency Board d'Afrique occidentale ait émis pour 115,28 millions de livres contre paiement de sterling à Londres tandis qu'il n'avait transféré que 55,88 millions de livres de monnaie africaine en sterling.

Quant à l'explication quantitativiste elle ne résiste pas à la critique. D'une part comme on l'a vu ce n'est pas la balance extérieure qui détermine le volume de la circulation monétaire mais le besoin de l'économie, d'autre part ce n'est pas le volume de la circulation qui détermine le niveau des prix mais exactement l'inverse, ici, comme ailleurs.

Les données relatives à l'Egypte de 1920 à 1940 (balance du commerce, circulation monétaire et indices des prix)⁴² montrent que conformément au schéma théorique la balance extérieure a tendance à être meilleure en période de prospérité qu'en période de dépression. En prospérité les exportations croissent d'abord plus vite que les importations (le solde augmente de 1922 à 1924) puis plus lentement en sorte que le solde a pu devenir négatif dès 1926. Le mouvement est inverse en période de dépression. Les autres éléments de la balance des comptes réels (entrée de capitaux à long terme, sortie de bénéfices et éléments stables extraéconomiques : services, tourisme, armée britannique) sur lesquels on n'a aucune donnée accentuent probablement le mouvement (entrée de capitaux pendant la prospérité, arrêt du mouvement pendant la dépression).

D'autre part il y a une concordance évidente entre le mouvement du solde de la balance et celui de l'émission (qui augmente quand le solde est positif, diminue quand il

est négatif). Bien que le coefficient de corrélation calculé brutalement soit faible on peut accepter l'hypothèse d'une corrélation forte à cause de l'intervention des éléments de la balance des comptes réels autre que l'échange des marchandises. Ces éléments en accentuant le mouvement des soldes l'amènent à la taille de celui de la circulation (alors qu'ici les variations de circulation sont inférieures à celles du solde commercial).

Doit-on en conclure à l'exactitude de la thèse quantitative ? Pas du tout. La prospérité se traduit par la hausse des prix en Egypte comme ailleurs. D'autre part, la prospérité améliore la balance extérieure, mais ce n'est pas cette balance qui est la cause du mouvement des prix. Celui-ci est tout à fait normal. Ajoutons que non seulement le prix du coton s'améliore sur le marché extérieur et que parallèlement celui des importations s'élève (conséquence de la situation de prospérité chez les fournisseurs de l'Egypte) ce qui tend à élever le niveau général des prix en Egypte mais encore la solidarité générale des prix d'une part et la transmission automatique des fluctuations de la valeur de la monnaie dominante due à l'élément psychologique (la monnaie égyptienne c'est le sterling) d'autre part accentuent le mouvement général. Les prix étant plus élevés le besoin de monnaie s'accroît, la circulation se gonfle. Il y a bien concordance des deux mouvements mais l'antériorité logique revient aux prix.

Cependant, il reste vrai que les oscillations des prix sont plus fortes en Egypte qu'en Grande-Bretagne. Doit-on attribuer ce fait à l'effort quantitatif pervers de la balance extérieure ? Absolument pas. Le prix du coton, matière première, oscille plus amplement que celui des produits manufacturés britanniques, voilà la cause de cette particu-

larité. D'autre part, sur l'ensemble de la période 1922-38 le trend général est à la baisse ; mais cette baisse est plus prononcée en Egypte qu'en Grande-Bretagne. Nous attribuons ce phénomène au comportement général des prix dans les économies fortement monopolisées (Grande-Bretagne) relativement aux prix dans les économies faiblement monopolisées (Egypte). De toute façon ce trend plus accentué ne saurait être attribué à la balance extérieure qui est déséquilibrée sur l'ensemble de la période.

Enfin il reste la pseudo-antériorité de la circulation sur les prix que Chabert a découvert pour la plupart des pays sous-développés entre 1937 et 1953. Il n'y a là qu'une illusion. Cette période est en gros une période de prospérité. Or la tendance de la circulation à augmenter plus vite que les prix s'explique facilement. D'une part le revenu national réel s'accroît et avec lui le besoin monétaire à prix constant. D'autre part la thésaurisation des pays sous-développés en monnaies « modernes » (billets et dépôts) oblige le système à un besoin accru de monnaie. Enfin et surtout la vitesse de circulation de la monnaie décroît avec le développement comme le montre longuement Chabert lui-même⁴¹. Dans ces conditions il est normal que le volume monétaire s'accroisse plus vite que le niveau des prix. En calculant la corrélation qui existe entre l'augmentation des prix et celle de la circulation avec un décalage de cette dernière vers le passé on trouve une proportionnalité plus grande les deux phénomènes ce qui donne l'illusion de la causalité monétaire. Ajoutons que pendant la guerre le mouvement ayant été parallèle à l'accumulation des devises fortes dans les pays sous-développés par suite de l'impossibilité d'importer, l'illusion d'un lien mécanique balance extérieure-circulation-prix est alors parfaite.

Il reste que le parallélisme prix-circulation est bien plus évident dans les pays sous-développés que dans les pays développés. Mais nous serons tentés d'attribuer cette différence de situation au fait que dans les premiers le mécanisme de l'émission est automatique de telle sorte que la circulation s'adapte au besoin directement tandis que dans les deuxièmes la « direction du crédit » par la Banque Centrale, c'est-à-dire les multiples manipulations monétaires auxquelles se livre l'Etat, masque le lien entre la circulation et le besoin. On verra plus loin le sens et la portée de cette absence de direction du crédit dans les pays sous-développés.

Dans le cas de la circulation d'une monnaie étrangère (l'exemple de Cuba autrefois par exemple) les phénomènes monétaires ne sont pas différents. Il y a une corrélation apparente entre la balance extérieure, le volume des disponibilités monétaires et celui des crédits bancaires. Mais on observe sur cet exemple que l'amélioration de la balance extérieure entre 1931 et 1936 n'a pas engendré le gonflement de la circulation qui reste liée (comme le volume des crédits bancaires) à la situation économique générale. Ce qui montre bel et bien l'indépendance de la balance des comptes réels et de celle des capitaux bancaires. Enfin à Cuba la balance positive de l'ensemble des comptes extérieurs réels et des comptes bancaires a fait dire à Wallich que la circulation monétaire a été payée en termes réels.

Le « coût » de la circulation monétaire.

La confusion de la balance des comptes réels avec la balance des capitaux bancaires dans une balance des paiements unique a fait dire à de nombreux économistes que le

système de l'étalon devise étrangère revenait à un système de circulation or à 100 %. On affirme qu'à long terme si l'usage du chèque ne se répand pas assez vite pour compenser le besoin accru de billets il faudra « payer » en exportations réelles l'afflux nécessaire des billets étrangers.

A partir du moment où l'on distingue les deux balances, à partir du moment où l'on accepte que c'est seulement la balance des comptes réels qui tend vers l'équilibre (par suite du transfert de revenu), alors la théorie du coût trop élevé de l'étalon devise étrangère s'effondre.

Néanmoins dans la mesure où la colonie a « acheté » au départ sa circulation monétaire par transfert d'or à Londres ou par constitution d'une réserve dont fut doté le Currency Board à l'aide de prélèvements sur le budget local (qui sont une ponction réelle sur l'économie), alors on peut dire que le coût de création du système est extrêmement élevé.

D'autre part la balance des comptes réels tend à l'équilibre. Si cette balance est équilibrée et que la colonie importe de la monnaie pour faire face à ses besoins accrus de liquidités, l'ensemble de la balance des comptes réels et des comptes bancaires est excédentaire (d'une quantité égale à l'importation des fonds bancaires).

On a eu alors l'impression que c'était le système de l'étalon devise qui impliquait la nécessité d'exporter plus qu'on importait pour « payer » l'importation de moyens monétaires.

2. — LA MONNAIE « DIRIGEE » ET L'ILLUSION MONETAIRE

Les critiques du système de l'étalon devise étrangère qui

se font de plus en plus sévères peuvent être groupées autour de trois pôles :

1^o L'étalon devise étrangère transmet automatiquement les fluctuations des valeurs de la monnaie dominante. A vrai dire il n'y a même pas ici de transmission car c'est la monnaie du pays dominant elle-même qui circule ici. On verra quelles sont les raisons et les conséquences de cette transmission et si le système des « monnaies dirigées » parvient à éviter le mal.

2^o L'étalon étranger renforce l'intégration économique dans la zone économique dominée par le pays développé⁴. Tout d'abord parce que la liberté des mouvements économiques (absence de contrôle des changes) favorise la pénétration du capital étranger, la sortie des bénéfices et l'échange commercial. Ceci est fondamental. Ensuite parce que le pays dominé n'a aucune liberté de pratiquer une politique commerciale indépendante. Il est démuné de toute ressource en devises étrangères qui alimentent un pool situé à l'étranger et dont la gestion ne lui revient pas. C'est ainsi que le Portugal possède une monnaie forte grâce à l'excédent de la balance de ses colonies avec les Etats-Unis. Ces ressources en dollars profitent au Portugal seul, pas à ses colonies. Tant que la monnaie dominante est librement convertible en monnaies étrangères le système est encore supportable. Mais le jour où la convertibilité de cette monnaie est suspendue le système devient véritablement intolérable. C'est ainsi que l'Egypte a accumulé pendant la guerre 415 millions de livres sterling non seulement inconvertibles mais encore bloqués à Londres. L'ensemble de l'Inde, de la Birmanie et du Moyen-Orient 1 732 millions, les Dominions 384 et les autres pays de la zone sterling 607 millions ! A chaque étape de l'histoire colo-

niale il y a ainsi des territoires qui alimentent la métropole. Après la guerre ce fut le Ghana qui, avec la Nigéria et la Malaisie, grâce aux réserves des Marketing Boards, ont soutenu la livre dans sa résistance aux assauts du dollar⁴⁵.

Il est vrai qu'il existe des cas, comme celui des colonies françaises depuis 1945, où la balance est souvent déficitaire à l'égard de l'ensemble des devises étrangères. Dans ce cas c'est la métropole qui fournit les devises nécessaires à la colonie. Mais en échange celle-ci doit donner à celle-là une préférence pour ses importations, préférence qui d'ailleurs lui est imposée par la réglementation unique du contrôle des changes et l'interdiction de négocier avec l'étranger, interdiction juridique et économique (absence de volant de devises étrangères gérées par les colonies).

3° L'étalon devise étrangère empêche toute « direction du crédit » conforme aux besoins locaux. C'est la critique la plus fréquemment faite au système. C'est pourtant la plus faible.

L'affirmation que l'émission est liée mécaniquement à la situation de la balance extérieure est absolument fausse comme on l'a vu. On verra qu'au contraire l'acquisition de la véritable indépendance monétaire (autonomie et contrôle des changes) risque fort dans un pays sous-développé de rendre cette affirmation précisément exacte, c'est-à-dire de faire de la balance extérieure le déterminant ultime de l'émission locale !

En fait, dans le système de l'étalon devise étrangère, l'émission locale est contrôlée tout autant que l'émission dans la métropole par la banque centrale de cette métropole. « Contrôle du crédit » dont les économistes ont d'ailleurs tendance à exagérer l'importance. D'une façon générale en montrant que la circulation s'adaptait au besoin, on

a rejeté la possibilité de diriger véritablement l'émission. Néanmoins on verra plus loin comment, avec l'inconvertibilité d'une part et le développement des monopoles de l'autre, la possibilité d'une émission inflationniste (avec l'accord de la banque centrale) est devenue une réalité. Dans ce sens la « direction du crédit » (freiner ou accepter cette émission) a acquis un sens, bien que négatif (impossibilité d'émettre si le système économique ne le tolère pas, possibilité seulement de freiner une émission voulue par les producteurs). C'est acquérir cette possibilité à l'échelle locale, ou plus exactement se libérer de la nécessité de suivre la politique du pays dominant, qui est devenu le contenu de la doctrine nouvelle.

La doctrine — fortement inspirée par les organismes internationaux — a suggéré trois axes le long desquels les principales réformes ont été réalisées au cours des vingt dernières années : 1^o) l'élargissement du marché monétaire et financier embryonnaire, 2^o) l'abandon de l'étalon devise étrangère au profit d'un système souple évitant la rigidité du change, 3^o) la création d'instituts d'émission centraux dotés de réserves autonomes en or et en devises.

En fait on verra que tous ces efforts n'ont pas permis d'acquérir cette liberté dans la direction du crédit (dans ce sens d'une libération de la puissance des banques commerciales étrangères) sauf dans l'hypothèse d'un contrôle des transferts et *a fortiori* d'une nationalisation des banques. Mais dans ce cas on est alors véritablement « sorti de l'intégration internationale monétaire ». Mais même dans ce cas extrême, on verra que le nouveau système ne libère pas l'économie locale de la transmission des fluctuations de la valeur de la monnaie dominante. Par contre le système nouveau introduit de nombreux troubles dans l'éco-

nomie locale. En l'absence d'un contrôle des transferts l'émission reste indépendante de la situation de la balance extérieure. Mais le change, qui n'est plus rigide, devient cause de désordre : en cas de déséquilibre de la balance extérieure, déséquilibre d'origine économique (déséquilibre dans la balance des comptes réels) ou monétaire (exportation de fonds à la suite d'une crise rendant les liquidités excessives), le change se déprécie. Dans l'hypothèse d'un contrôle des changes alors la détermination de l'émission par la balance extérieure devient une réalité !

Tout ceci a entraîné les pays qui se sont engagés sur la route de l'indépendance monétaire à aller toujours plus loin. Avant la dernière guerre le système de l'étalon devise étrangère régnait sur deux continents sous-développés : l'Afrique et l'Asie (Chine exceptée) et sur une partie de l'Amérique latine (Caraïbes). Après la guerre le mouvement de création de systèmes monétaires locaux a pris son départ en Asie. Aujourd'hui presque toute l'Asie, le monde arabe et les pays anglophones d'Afrique jouissent d'une indépendance monétaire plus ou moins réelle. L'Afrique francophone reste pratiquement seule soumise à l'étalon devise étrangère classique. En Asie et au Moyen-Orient certains pays sont allés jusqu'au bout du mouvement. Ils ont établi des Banques Centrales dotées d'une réserve autonome en or et devises. Ils ont établi le contrôle des changes. L'Egypte est l'exemple type de ces pays. D'autres sont allés moins loin. Ils ont adopté un régime plus souple. Ils continuent parfois à alimenter un « pool des devises à l'étranger ». Parallèlement ils ont créé des systèmes centraux, décidé de fixer librement le taux de leur change et pour rendre cette liberté réelle, décidé de conserver chez eux au moins une partie de leurs avoirs en

devises et en or (Inde, Pakistan, Ceylan, etc.). Quant à l'Amérique du Sud (comme la Chine autrefois) elle n'avait jamais connu l'étalon devise étrangère. Un système de papier monnaie local a fonctionné durant tout le XIX^e siècle. L'acquisition de l'indépendance monétaire s'est ici traduite par celle d'un système central de contrôle de l'émission (c'est-à-dire par le remplacement du papier monnaie par une monnaie fiduciaire inconvertible) et parfois par l'établissement du contrôle des changes.

L'exposé bref du système ancien permettra de voir que même dans l'hypothèse ancienne du papier monnaie, la simple existence de banques étrangères permettait à l'émission de s'ajuster au besoin.

Les systèmes de papier monnaie dans les pays de la périphérie au XIX^e siècle.

Le système de l'étalon devise étrangère, qui est le système typique des pays sous-développés, n'a pas été introduit sans longs tâtonnements. Il est vrai qu'on était souvent arrivé à inventer le système sans en faire la théorie : ainsi pendant longtemps dans les Antilles circulaient des bons de caisse inconvertibles (en or) mais convertibles en traites sur la métropole. Le change fluctuait avec l'état de la balance parce que aucun organisme n'assurait l'échange à taux rigide et en quantités illimitées*.

En général durant tout le XIX^e siècle les colonies, les pays d'Orient et d'Amérique latine, firent usage de pièces d'or ou d'argent le plus souvent (Chine, Japon, Indes néerlandaises, Indes, Empire Perse, Amérique latine, Brésil excepté). Ce n'est que peu à peu que le système de l'étalon devise étrangère fut introduit : en 1898 dans l'Inde, en 1903 aux Philippines, en 1904 dans les Etablissements des

Détroits, au Siam, à Cuba, au Mexique. Un étalon change d'or direct (sans passer par l'intermédiaire d'une pièce d'or d'un pays défini comme ce fut le cas pour l'Inde à partir de 1898) fut introduit en Argentine en 1899 lorsque la « Caisse de Conversion » s'engagea à échanger de l'or contre de la monnaie locale et vice versa. Le même système fut créé au Brésil un peu plus tard. Reste la Chine qui a continué à utiliser ses pièces d'argent et ses lingots du même métal. Quant à l'Amérique latine, elle a été tout au long du XIX^e siècle le terrain de prédilection du papier monnaie, circulant parallèlement aux pièces d'argent faisant plus ou moins prime suivant l'émission. Le Mexique est passé tardivement de cette situation où le change fluctuait comme le prix de l'argent à l'étalon devise étrangère. Les autres Etats ont répugné à se résoudre à cela et ce n'est qu'au XX^e siècle qu'ils ont enfin stabilisé leur monnaie en créant des systèmes centraux de type moderne (monnaie de crédit inconvertible). L'expérience de l'Amérique latine où circulait du papier monnaie émis par le Trésor vaut la peine qu'on s'y arrête.

Inutile de décrire les tares internes du régime. La monnaie, introduite ici dans l'économie non par le canal des crédits bancaires et du crédit commercial (traites) mais par le canal du budget, peut être surabondante. Dans le cas d'un déficit du budget des revenus monétaires sont créés *ex-nihilo* sans contrepartie réelle, les prix s'élèvent, le change extérieur s'effondre. Mais supposons ici l'équilibre du budget, ce qui ne fut pas le cas historique de l'Amérique et de la Chine.

Un simple déséquilibre de la balance extérieure entraîne la chute du change. Celle-ci entraîne l'inflation des prix par le canal du prix des importations. Si le déséquilibre de la

balance extérieure est tendanciel et permanent comme c'est le cas pour les pays sous-développés en l'absence de contrôle des changes, alors l'histoire devient une série infinie de dévaluations, de hausse des prix, de nouvelles dévaluations.

Supposons maintenant que la balance des comptes extérieurs réels soit, comme le budget, en équilibre. La circulation monétaire peut se trouver néanmoins insuffisante. La monnaie est, nous l'avons dit, introduite par le seul canal des dépenses étatiques. Un commerçant manquant provisoirement de liquidités s'adresse aux banques commerciales étrangères. Celles-ci pour répondre à l'appel de notre commerçant ont besoin d'une nouvelle quantité de papier monnaie local qui a cours légal dans le pays. Elles importent des fonds qui leur appartiennent. Elles se portent acheteuses de monnaie locale sur le marché des changes. Cette opération tend à évaluer le change. Ce qui entraîne à son tour la baisse des prix. Dans ce cas la quantité de monnaie s'ajuste bien au besoin mais au prix de désordres continus dans le niveau du change et des prix. La solution dans ces pays, c'est le remplacement du papier monnaie par de la monnaie fiduciaire, c'est-à-dire la création d'une Banque Centrale ayant le privilège de l'émission capable de répondre au besoin monétaire grandissant du pays. Et comme ici aussi la banque rencontre dans ses concurrentes étrangères une force plus puissante qu'elle, il faudra en venir au contrôle des transferts.

L'exposé fait ici n'est pas inventé de toutes pièces. L'histoire de l'Amérique latine (Brésil par exemple)⁴⁷ est fidèlement conforme au schéma.

Les systèmes modernes de monnaie dirigée :

Des systèmes monétaires indépendants se créent au-

jourd'hui de plus en plus en Amérique latine à partir du système antérieur du papier monnaie, en Asie, au Moyen-Orient et dans les pays anglophones d'Afrique à partir du système antérieur de l'étalon devise étrangère. Seule l'Afrique francophone reste en dehors du mouvement.

La liberté de fixer le taux de change ne signifie pas que celui-ci cesse d'être déterminé par la couverture et par l'état de la balance extérieure. Si la couverture de l'émission reste constituée de devises étrangères la transmission des fluctuations de la valeur de la monnaie étrangère se perpétue. Pour éliminer cette situation il faut couvrir l'émission locale par de l'or. Encore verrons-nous que le mouvement des prix dans les centres développés finit toujours par s'étendre à la périphérie. Quant à la balance extérieure elle agit par le canal du change sur le marché, libre, officiel ou noir. Seul le contrôle des changes peut, en imposant au pays l'équilibre de sa balance, maintenir la bonne tenue de sa monnaie.

Bien que l'on ait nourri beaucoup d'illusions sur la création d'un marché financier et monétaire local tant pour favoriser la mobilisation des capitaux nationaux que pour permettre à la Banque Centrale de « diriger le crédit » par une politique monétaire, les résultats ont été jusqu'ici extrêmement décevants.

La création d'une Banque Centrale⁴⁸ est incontestablement la pièce maîtresse du système nouveau. Voyons donc dans quelle mesure l'adaptation de l'émission au besoin, qui, nous l'avons vu, était parfaite dans le système de l'étalon devise étrangère, est modifiée par la création d'une Banque Centrale. Techniquement l'émission est analogue au modèle des pays développés, soit que la réserve de la

Banque Centrale doit constituer un pourcentage minimum de l'émission (Egypte, Inde, Pakistan, Indonésie), soit que le volume des billets de banque émis au-delà d'un certain maximum doit être intégralement couvert (Birmanie). Parfois même les règles de l'émission sont extrêmement libérales (Ceylan, Thaïlande, Philippines). La nature de la couverture (or ou devises) a une grande importance pour savoir si la valeur de la monnaie de l'économie dominante se transmet automatiquement à l'économie sous-développée ou non. Pour le moment nous aborderons le seul problème de savoir si la Banque Centrale locale peut ou non « diriger le crédit ». Pour cela il faut examiner successivement l'hypothèse de la liberté des transferts et celle de leur contrôle.

a) *L'hypothèse de la liberté des transferts.*

Dans ce cas la banque centrale n'a pas d'influence sur la politique des banques commerciales étrangères.

La direction du crédit implique dans les relations entre la banque centrale et les banques commerciales un rapport de force favorable aux autorités centrales. Or il n'en est rien dans les pays sous-développés. En face des banques d'émission disposant des réserves en devises plus ou moins chétives se dressent les succursales de grandes banques américaines ou européennes disposant de fonds quasi illimités. Bien que les lois qui ont établi les Banques Centrales donnent à celles-ci le droit de fixer le pourcentage entre les réserves et les engagements des autres banques, la liberté de pratiquer l'Open Market, etc., l'émission échappe en fait à cette direction centrale ⁹.

C'est qu'il faut savoir que les banques commerciales dans les pays sous-développés se passent du réescompte auprès de la banque d'émission. S'il en est également ainsi en Grande-Bretagne pour les raisons historico-techniques (ce qui n'empêche nullement les banques de dépendre de la Banque d'Angleterre) dans les pays sous-développés la raison est profondément différente : ici les banques commerciales ne recourent pas aux services de l'autorité centrale simplement parce qu'elles sont plus riches que leur supérieure juridique indigène ! En cas de besoin les banques étrangères tirent sur leur siège des avances qu'elles remboursent à l'échéance. Cette disparité de force financière, outre qu'elle rend impossible la direction de l'émission par la banque centrale, a pour effet secondaire une regrettable « haute préférence pour la liquidité ». En effet, dans la mesure où les banques de nationalité locale ne disposent pas de crédits ouverts au centre comme leurs concurrentes étrangères, elles sont obligées de conserver une encaisse qui dans les pays développés semblerait très exagérée. L'histoire de Cuba vient montrer que lorsque les banques locales, ne jouissant pas de crédits ouverts dans les pays développés, se permettent d'accorder des crédits à leurs clients dans la même proportion relativement aux réserves qu'elles détiennent que les banques étrangères, elles ne tardent pas en cas de crise à être dans une situation qui les conduit à la faillite ³⁰.

Cette haute préférence pour la liquidité se traduit par un niveau élevé des encaisses et des soldes auprès de la banque centrale par rapport à l'ensemble des engagements. Elle est très néfaste à la mobilisation des épargnes locales qui se portent dans les banques indigènes. Elle opère dans le secteur capitaliste c'est-à-dire dans le secteur de l'éco-

nomie où précisément aucune raison ne vient la motiver. La thésaurisation « féodale » qui caractérise les économies sous-développées opère dans un secteur où l'épargne n'est pas par nature destinée à l'investissement. Dans ces conditions elle n'a point d'effets « déflationnistes » et elle s'apparente plus à une consommation de luxe qu'à la fâcheuse préférence pour la liquidité keynésienne. Ici au contraire on a à faire face à une véritable « haute préférence pour la liquidité » de type keynésien.

Pour les mêmes raisons si la banque centrale modifie le pourcentage entre les réserves et les engagements des banques commerciales celles-ci ne sont nullement obligées de restreindre le volume des crédits : elles peuvent importer de la métropole les fonds nécessaires pour élever le niveau des réserves. Enfin l'Open Market lui-même est impossible dans des pays où le marché des bons du Trésor est quasi inexistant.

Ainsi dans cette hypothèse la banque centrale ne dirige rien du tout, les banques commerciales étrangères restent maîtresses des destinées monétaires du pays. Remarquons toutefois que le volume des disponibilités monétaires reste adapté à celui des besoins locaux tout comme dans le système de l'étalon devise étrangère.

L'indépendance monétaire n'a rien apporté de plus de ce point de vue. Par contre elle a introduit un germe de désordres graves. Dans le nouveau système, en effet, le change a une réalité. Un déséquilibre de la balance entraîne son affaiblissement et la hausse des prix. Comme dans le système de l'Amérique latine au XIX^e siècle ce déséquilibre peut provenir de la politique bancaire. En supposant que la banque centrale refuse le réescompte pour limiter le crédit et que les banques commerciales étrangères décident de ne

point se soumettre en important des liquidités de leur siège central qu'arrivé-t-il ? Une grave pression s'exerce brutalement sur le change qui s'apprécie entraînant derrière lui la baisse des prix. Le désordre risque d'être permanent.

Une lutte violente en cas de désaccord sur la politique générale risque donc d'opposer les autorités centrales aux banques commerciales étrangères. Dans cette lutte les autorités gouvernementales disposent il est vrai d'un moyen efficace de pression : le contrôle éventuel des transferts. Tous les moyens par lesquels les banques étrangères peuvent tourner la réglementation du crédit par la banque centrale peuvent en effet être neutralisés par un contrôle des transferts. Mais il s'agit alors d'une véritable « sortie » du pays sous-développé du marché international des capitaux. En effet comment distinguer les capitaux qui entrent « pour s'investir » des capitaux que les banques importent pour alimenter le système économique en liquidités « nécessitées par le développement » ? De ce dilemme Wallich est parfaitement conscient. Malgré les avantages du contrôle des changes sur le terrain monétaire il le repousse parce que ce contrôle isole le pays du marché international des capitaux¹¹.

Supposons néanmoins qu'un office des changes soit assez habile pour détecter ces importations de liquidités par les banques étrangères. Dans ce cas la banque centrale peut bien « commander » aux banques commerciales, les obliger à recourir à ses services. Mais à quel prix ?

b) L'hypothèse du contrôle des changes et des transferts.

La banque centrale peut maintenant commander aux banques étrangères, leur interdire d'importer des liquidités. Cet avantage est néanmoins acheté à un prix très

lourd : 1°) parce que maintenant les fluctuations de la balance agissent directement sur l'émission, 2°) parce que maintenant la couverture or et devises de la monnaie est payée en exportations réelles, 3°) parce que maintenant les banques commerciales étrangères font payer à l'économie un service qu'elles ne peuvent plus rendre : garantir leurs avances par une monnaie forte étrangère.

Le crédit et les fluctuations de la balance extérieure :

Un déficit (ou un excédent) de la balance des paiements se traduit par une sortie (ou une entrée) de devises. Ces mouvements pourront déterminer des fluctuations du niveau général des prix dans les pays sous-développés (par le canal des changes). Ces fluctuations entraînent à leur tour des variations du besoin quantitatif de monnaie. Mais plus nuisible encore est le fait que ces fluctuations du volume des réserves qui constituent la « couverture » de l'émission locale obligent les banques à régler le volume des crédits en fonction des vicissitudes d'une balance des paiements dont l'état au demeurant ne dépend pas des pays sous-développés mais de la situation économique des pays développés.

On a déjà rencontré l'affirmation que les fluctuations cycliques étaient dans les pays sous-développés intensifiées par des modifications perverses de la quantité de monnaie. On a rejeté ces affirmations quantitativistes. Néanmoins, sans admettre aucunement ces schémas inspirés du quantitativisme, on doit reconnaître que les réponses du système bancaire local à l'état de la balance des paiements risquent d'aggraver la situation difficile des paiements externes.

C'est ainsi qu'un déficit de la balance entraînant un

appauvrissement du système local en devises, les banques peuvent (mais non « doivent ») être amenées, si l'hémorragie est trop forte, à restreindre le volume des crédits accordés à toute l'économie en général et aux activités travaillant pour l'exportation en particulier. Ces activités risquent d'être obligées de restreindre le volume de leur production ce qui aggrave le déficit extérieur. A l'inverse un excédent dans la balance extérieure n'apporte aucun avantage à l'économie locale. Non seulement les banques peuvent se trouver dans une situation telle qu'un supplément de crédits n'étant pas requis par les producteurs locaux (notamment parce que le volume des exportations déjà considérable ne peut être augmenté) l'excédant des devises est stérilisé, mais encore dans le cas où une injection de crédits aurait effectivement lieu, il est possible que la tendance à la hausse des prix qu'elle entraîne (jointe d'ailleurs à d'autres effets tels que l'excès de demande qui se porte sur le marché local dû à l'aisance dans laquelle se trouve le pays à la suite d'une bonne campagne d'exportation) empêche le volume des exportations de grandir, ou même réduise ce volume, ce qui fera perdre rapidement au pays sa situation favorable dans ses rapports avec l'extérieur.

Quoi qu'il en soit cette dépendance monétaire entraîne dans les mécanismes de l'émission locale des déséquilibres permanents : l'accumulation prend une allure de moins en moins régulière pour devenir de plus en plus saccadée au gré des hasards de la balance extérieure.

Le coût de la couverture de la monnaie:

Il faut également dire que l'indépendance monétaire implique pour les systèmes sous-développés un coût réel

lourd. Les devises étrangères qui constituent la couverture de la monnaie locale sont obtenues par un excédent réel des exportations sur les importations puisque l'office des changes équilibre l'ensemble de la balance des comptes réels et des comptes bancaires afin de conserver sa tenue à la devise locale. Le régime est donc équivalent à un système dans lequel la couverture de la circulation serait constituée par de l'or. Ce coût supplémentaire, ces faux frais de l'économie, se traduit incontestablement par une contraction équivalente du volume de l'épargne. Il est vrai que le coût est moins lourd qu'il ne pourrait sembler l'être : la devise ne constitue jamais que la couverture de l'émission locale et encore partiellement seulement.

Mais c'est seulement dans le cas d'une monnaie indépendante que ce coût réel existe. Dans le cas de l'étalon devise étrangère il n'en était pas de même.

Cette situation n'est pas particulière aux pays sous-développés. Dans les pays développés également la circulation est couverte en partie par de l'or et des devises. Il s'agit là de faux frais du système de production. Dans ces pays aussi la politique de la banque centrale peut être gênée par l'évolution de la balance extérieure.

Une différence de quantité sépare néanmoins les pays sous-développés des pays développés. Les fluctuations cycliques de la balance, la sensibilité des échanges extérieurs à la conjoncture est beaucoup plus grande dans les pays sous-développés que dans les pays industriels en sorte que le coût du système est plus lourd dans un cas que dans l'autre.

Le prix du service bancaire:

Dans ces conditions le service rendu par le système

bancaire étranger à l'activité économique locale justifie-t-il son coût ? Cette question soulève, en effet, un grave problème qui est celui du « coût réel » du système bancaire pour l'économie. Les intérêts, payés par « le reste du système économique » au système bancaire pour le service que constitue le prêt à court terme destiné à permettre le fonctionnement normal de l'économie, constituent un transfert de revenu dont l'explication doit être recherchée dans l'histoire. Si tous les entrepreneurs au XIX^e siècle avaient disposé d'un stock initial d'or égal au volume des « liquidités nécessaires », si la production d'or nouveau avait suivi le rythme de la croissance économique, le crédit à court terme n'aurait peut-être pas connu le développement qui le caractérise. Mais l'or circulait en quantités de plus en plus insuffisantes bien qu'il constituât la seule monnaie acceptable pour la société d'alors. Les banques ont su utiliser cette situation pour émettre de la monnaie fiduciaire : billet convertible ou monnaie scripturale, contre le paiement d'un intérêt. Elles encouraient alors, il est vrai, le risque que comportait la convertibilité puisque à tout moment l'entrepreneur pouvait réclamer des pièces métalliques. On peut prétendre valablement que lorsque la convertibilité fut abandonnée ce risque a disparu. Il est vrai que les banques commerciales encourent toujours un risque puisque le bénéficiaire de crédits peut toujours demander des billets de banque. Dans la mesure où la banque centrale ne fournit pas automatiquement ces billets aux banques commerciales celles-ci encourent un risque. Mais si ces banques adaptent leur politique aux volontés de l'organisme central qui s'engage à accorder son aide aux banques commerciales, celles-ci n'encourent plus aucun risque. Mais, cependant, même dans ce cas la banque

centrale fait payer à l'économie ces quantités de monnaie nouvelle. L'intérêt n'apparaît plus comme la contrepartie d'un risque. La banque centrale est devenue un service public fournissant à l'économie les instruments de paiement. L'intérêt n'est plus la rémunération de ce service mais un moyen commode de limiter la demande monétaire (ce qui explique peut-être l'effort théorique de Keynes pour justifier sur ce terrain le rôle de l'intérêt). Il existe d'ailleurs d'autres moyens de limiter cette offre de monnaie⁵² : le contrôle quantitatif et qualitatif du crédit a multiplié ces techniques. Dans une économie socialiste planifiée les autorités bancaires limitent strictement les avances aux entreprises aux quantités déterminées par le plan. Comme les entreprises n'ont pas le droit de se faire du crédit entre elles, cet organisme contrôle l'émission monétaire encore bien mieux qu'en Occident. Evidemment le plan ayant déterminé le volume de la production, les prix et la répartition des entrées et des sorties des entreprises étant bien connus, le volume des « crédits » à accorder est connu à l'avance. Il n'y a nullement besoin de recourir à un taux d'intérêt pour limiter la demande d'argent. On n'a pas ici à discuter pour savoir laquelle des deux méthodes est la meilleure. De toute façon le paiement d'un intérêt par les emprunteurs de crédits bancaires n'appauvrit en rien l'économie puisqu'il passe des mains des uns où il aurait constitué du profit supplémentaire (chez les entrepreneurs) pour aller dans celles des autres où il va constituer le même revenu (le profit des banquiers) bien qu'il agisse sur le rythme et l'orientation du développement.

Il n'en est pas du tout de même dans les pays sous-développés où ce paiement représente une perte réelle pour l'économie locale. Considérons l'exemple égyptien

jusqu'à la nationalisation des banques étrangères en 1957, les banques prélèvent chaque année une fraction de la valeur de la récolte du coton pour un service de prêt à court terme qu'une émission de papier local pourrait tout aussi bien rendre. Avant 1914 chaque année une dizaine de millions de livres étaient importées par les banques pour financer la campagne. Le risque que couraient les banques si faible qu'il fût du moins était-il compensé par la mise à la disposition de l'économie de pièces d'or. Après 1914 un simple jeu d'écritures entre les banques étrangères en Egypte et leur siège à Londres traduit ce mouvement de capitaux à court terme. Là encore le coût de l'opération en intérêts pour l'économie égyptienne peut se justifier par la mise à la disposition du pays d'une devise qui constitue une garantie solide pour les emprunteurs. Mais aujourd'hui, avec le contrôle des changes, ce sont les dépôts locaux et non plus des capitaux étrangers qui financent cette campagne annuelle. Le supplément nécessaire (car ces dépôts sont insuffisants) est obtenu par l'émission pure et simple de papier et de monnaie scripturale « locale ». Pourtant les intérêts payés par les cotonniers pour ce service rendu par l'économie locale à elle-même sont exportés parce qu'ils constituent les profits de banques juridiquement étrangères bien qu'en l'occurrence leur caractère étranger ne donne aucune garantie supplémentaire. Si les cotonniers devenaient incapables de rembourser leurs emprunts (en cas de mévente du coton par exemple) les épargnants égyptiens dont l'épargne a été ainsi avancée n'auraient aucune garantie de plus que si les banques en situation d'illiquidité étaient égyptiennes puisque le contrôle des changes en Europe pourrait interdire aux succursales d'Egypte l'importation de capitaux. D'ailleurs la récolte étant en réalité

financée non par l'épargne locale mais simplement par une émission locale, aucun danger de cette sorte n'existe pour les épargnants indigènes. En cas de mévente du coton la Banque Centrale renflouera les producteurs par une émission supplémentaire. C'est l'ensemble du système économique qui fait les frais de l'opération inflationniste. L'étranger n'apporte donc ici aucune garantie supplémentaire. Cela suffirait à justifier la nationalisation des banques étrangères. Quelques années plus tard la même argumentation justifiait la nationalisation des banques en Tanzanie.

Doit-on dans ces conditions penser que la création d'un système bancaire central indépendant a été négative pour les pays sous-développés ? Le système antérieur, celui de l'étalon devise étrangère, remplissait parfaitement son rôle, il fournissait à l'économie locale autant de liquidités qui lui étaient nécessaires, et ceci pour un prix modique. Le système par ailleurs garantissait la stabilité monétaire, l'usage d'une monnaie mondialement appréciée, la possibilité d'un déséquilibre de la balance extérieure. Le système qui le remplace introduit de multiples motifs de trouble dans le mécanisme économique, l'instabilité du change et des prix et par-dessus le marché coûte cher, implique que la couverture de l'émission soit payée en termes réels. Enfin, il rend illusoire la garantie des banques étrangères et ainsi inutile leur service et chers leurs prêts. Tout ceci pour obtenir un illusoire contrôle du crédit !

Pourtant, l'indépendance monétaire est une nécessité. Elle conditionne le contrôle des relations avec l'étranger nécessaires pour défendre l'industrie locale (les droits de douanes ne suffisent pas toujours — le système du contingentement est parfois meilleur), contrôler et diriger l'afflux des capitaux étrangers, limiter la sortie des bénéfices,

contrôler et diriger la politique des banques commerciales étrangères, etc. Quant aux vices de ce système ils sont à vrai dire liés au sous-développement, non au système lui-même. Car précisément un contrôle efficace des relations avec l'étranger est nécessaire pour des raisons réelles et non monétaires. Ainsi donc l'indépendance monétaire est une condition nécessaire, mais non suffisante, d'une politique de développement.

III. — LE FONCTIONNEMENT CONCRET DU CREDIT BANCAIRE ET LES LIMITES DU MARCHE FINANCIER DANS LES PAYS DE LA PERIPHERIE.

Le reproche adressé au système monétaire des pays sous-développés de fournir à l'économie tour à tour trop ou trop peu de monnaie n'est donc pas fondé. Le système monétaire et bancaire, fût-il étranger, fournit à l'économie autant de monnaie qu'elle en a « besoin ». Mais au « besoin » de qui répond l'activité des banques commerciales étrangères ?

C'est un fait bien connu que les banques dans les pays sous-développés ne « financent » pas tous les secteurs de l'activité économique. Il ne s'agit pas ici de savoir pourquoi le système bancaire dans ces pays ne finance pas le « développement » parce que ce n'est pas le rôle des banques de financer l'investissement nouveau (sauf dans la mesure secondaire examinée ci-dessus sous le titre du rôle « actif » du système bancaire dans le mécanisme de l'accumulation). Il s'agit de savoir pourquoi les banques commerciales dans ces pays ne fournissent même pas à tous les secteurs de l'activité les liquidités nécessaires au simple fonctionnement courant.

Evidemment, il faut écarter de la discussion un certain nombre de faux problèmes ou de problèmes mal posés. Ainsi les réticences des grandes banques commerciales à l'égard des formules de financement de la « modernisation » de l'artisanat, de la petite entreprise ou de l'agriculture, s'expliquent aisément. Ces secteurs ont besoin en réalité de crédits particuliers, à moyen terme et à des conditions de faveur, moins pour assurer l'accélération de la rotation de leurs fonds — ce qui est le rôle par excellence du crédit bancaire — que pour leur permettre de se moderniser, si cette modernisation est possible c'est-à-dire si les conditions de la concurrence de la grande industrie moderne locale ou des importations ne les condamnent pas à une disparition nécessaire. De la même manière les appels adressés aux banques pour commanditer des affaires nouvelles sont mal fondés car c'est là la responsabilité d'un fonds de promotion. Encore doit-on savoir que ce partage des responsabilités qui exclut les banques commerciales de ce domaine est celui de la tradition orthodoxe française et anglaise. Ailleurs, en Allemagne, en Italie, aux Etats-Unis, au Japon, les banques ont rempli ce rôle à l'égard du capitalisme national.

Les banques en réalité remplissent correctement leur rôle à l'égard de ce qui existe, c'est-à-dire du capitalisme périphérique, fondé sur l'extension du marché extérieur. Ce capitalisme périphérique est tantôt étranger, tantôt national. Il est vrai que dans certains cas le système bancaire paraît être exclusivement au service du secteur étranger ; mais cela ne constitue pas une règle absolue du comportement des banques dans les pays sous-développés. C'est même plutôt une exception, qui trouve son explication dans la stratégie globale — économique et politique — du

capital étranger dominant". Aussi est-il caractéristique que les secteurs du capitalisme national non périphérique — de ce capitalisme autonome fondé sur le marché intérieur — aient presque toujours trouvé des difficultés à se développer, entre autres à cause de cette « abstention » des banques. Dans ce cas les secteurs qui ont pu se développer relativement plus aisément sont ceux dont l'accumulation primitive pouvait être financée directement par l'économie primaire³⁴.

Nous appelons « inertie » ce cantonnement de l'activité du crédit à court terme dans les pays sous-développés au secteur des opérations courantes de la production exportatrice³⁵.

Ce cantonnement particulier s'explique par le fait que les secteurs semi-capitalistes de l'activité n'ont pas en réalité « besoin » de financement bancaire³⁶. Considérons par exemple l'agriculture indigène. Ce secteur de l'activité fonctionne selon le mode ancien. Il dispose d'une certaine quantité de liquidités généralement suffisante pour étaler correctement les dépenses et les recettes sur l'année. Aussi, lorsqu'un manque de liquidités se fait sentir chez un paysan ce n'est pas parce que son activité se développe trop vite, c'est au contraire parce qu'il est engagé sur le chemin de la ruine. Le paysan recourt alors aux services d'un usurier. Les banques ne désirent pas remplir cette fonction car tel n'est pas leur rôle : elles n'ont que faire de l'aide aux paysans sur le bord de la ruine. C'est éventuellement la tâche des coopératives agricoles de crédit d'aider les petits producteurs à soutenir la concurrence victorieuse des producteurs les plus puissants. Le rôle des banques n'est pas de prêter aux entreprises menacées de ruine, mais

aux entreprises en développement.

Il en est de même de l'artisanat indigène. Celui-ci n'avait pas besoin autrefois d'appels à l'extérieur pour fonctionner. Il possédait son propre fonds de roulement. Quand un artisan a besoin d'argent c'est le signe que sa situation économique est mauvaise, qu'il n'a pas pu vendre son produit, comme de coutume, qu'il est en voie d'être ruiné par l'industrie nouvelle. Dans ces conditions pourquoi une banque qui évite le risque et a pour fonction d'alimenter en liquidités croissantes les producteurs dont l'activité en développement continu est la preuve d'une santé économique bonne viendrait-elle au secours d'un artisan en voie de faillite ? L'usurier, qui accélère cette faillite, liquide aux enchères les biens de l'artisan, remplit mieux cette fonction sociale que le banquier qui fuit de tels ennuis.

C'est pourquoi pour venir en aide à l'agriculture et à l'artisanat, pour atténuer le monopole des usuriers, devant la carence des banques, ce sont les gouvernements qui ont été tenus de prendre l'initiative de créer des organismes coopératifs. Mais une coopérative ne peut pas venir en aide durablement aux artisans sans que ceux-ci ne modernisent leur production pour pouvoir soutenir la concurrence de l'industrie. Très rapidement les coopératives de crédit ont été amenées à financer la modernisation de ces activités par des crédits à long ou à moyen terme. Finalement elles facilitent la désintégration accélérée de ces activités de type ancien en favorisant les éléments les plus dynamiques. Il existe d'ailleurs quelques cas exceptionnels où des banques étrangères se sont spécialisées dans ces opérations. On peut citer la Dawson's Bank en Birmanie qui finançait le développement de l'agriculture indigène. Elle accélérerait la liquidation du type ancien de l'agriculture au

profit d'une agriculture nouvelle. Mais le cas est extrêmement rare et les banques étrangères se cantonnent presque toujours dans le financement des sphères capitalistes de l'économie, laissant à d'autres organismes la tâche de désintégrer l'économie de subsistance locale.

C'est qu'en effet les banques dans les pays sous-développés ont une histoire, étroitement liée à celle de la mise en place du capitalisme périphérique dans ces pays. Les banques européennes ont créé des succursales dans ces pays lorsque le commerce international a pris une grande ampleur et dans l'intention de faciliter les opérations de ce commerce. Historiquement, d'ailleurs, la plupart des banques étrangères se sont établies dans les « comptoirs coloniaux » (les ports en général) pour les opérations en devises. Parallèlement à ces activités en liaison étroite avec l'exportation certaines institutions financières ont financé les emprunts d'Etat. Ainsi en Egypte les banques se sont installées afin de servir d'intermédiaires entre les grandes maisons européennes et le Khédivé Ismaïl.

Mais très généralement le commerce étranger est la grande préoccupation des banques. A partir de là peu à peu le champ des opérations de ces institutions s'est élargi : peu à peu elles ont financé les secteurs liés au commerce international. Ainsi en Egypte outre la vente du coton elles ont financé les chemins de fer à voie étroite (transport de coton). En dehors de ces activités liées au commerce extérieur les banques n'ont, il est vrai, jamais cessé de financer certains services publics entretenant ainsi une tradition très vieille. Elles ont ainsi facilité aux gouvernements locaux la création de services publics essentiels et la modernisation de l'infrastructure nécessaire au dévelop-

pement des échanges extérieurs. Ces opérations étaient il est vrai, à l'époque, à la fois très rentables et bien liées aux relations extérieures : les entrepreneurs qui obtenaient la concession de ces services publics étaient des étrangers. Leur monopole leur permettait de dégager de l'opération des profits substantiels qu'il réexportaient par l'intermédiaire de ces banques.

Finalement cette « inertie » du système bancaire constitue un moyen puissant d'orientation du développement du capitalisme périphérique conformément aux besoins du centre. L'exemple de l'Egypte vient encore confirmer cette analyse. Chaque année le volume de monnaie se gonfle de masses considérables au moment de la récolte du coton. Au moment de la récolte du blé ou du maïs on n'assiste à rien de semblable. La vente du coton peut s'étaler sur autant de mois qu'il faudra, le système bancaire est là pour prêter les fonds qui permettront cette attente. Les exportateurs peuvent ainsi chercher à conquérir de nouveaux débouchés : la croissance de l'économie cotonnière jouit d'une grande faveur. Par contre le blé doit se vendre « vite », selon la tradition. Le producteur voudrait-il chercher à élargir cette production, si jamais il trouvait des difficultés à vendre aussi vite qu'auparavant le supplément de production, le système bancaire ne le soutiendrait pas, il aurait à se débattre avec des difficultés insurmontables de « soudure », Wallich pense qu'il en serait ainsi à Cuba si les agriculteurs désiraient élargir la production de riz ou de maïs. Nous avons vu dans le cas du Sénégal, pour la commercialisation de la noix de cola, un problème analogue³⁷.

L'« inertie » des banques a pour conséquence le « gaspillage » d'une partie parfois importante de l'épargne du

pays. Les banques reçoivent en dépôts des sommes importantes malgré tout provenant du secteur capitaliste étranger et des autres activités du pays. Il ne s'agit pas là seulement de liquidités mais également de l'épargne monétaire et même de la thésaurisation de l'ensemble du pays. Au lieu de mobiliser ces ressources pour le développement à long terme, ce qui pourrait être fait, mais n'est pas rentable, les banques préfèrent exporter cette épargne ou l'utiliser localement pour financer les dépenses d'Etat.

Il en résulte que l'on observe très souvent — surtout à l'époque coloniale — un degré élevé de liquidité du système bancaire dans les pays sous-développés. Nous avons donné de nombreux exemples de ce fait banal qui traduit le déséquilibre entre des sources de dépôts grandissantes et des possibilités d'emplois locaux rentables limitées⁵⁸. C'est ce déséquilibre, particulièrement marqué lorsque le développement du capitalisme périphérique a renforcé un capitalisme agraire de latifundistes dont l'épargne thésaurisée prend des formes modernes et une ampleur considérable⁵⁹, qui explique les taux d'intérêt anormalement bas pratiqués dans de nombreux pays sous-développés. L'accumulation de l'épargne sous la forme de dépôts bancaires à vue est donc due à la forte préférence pour la liquidité du système bancaire et non des individus. La faiblesse relative des concours à l'économie locale (qui se traduit par la haute liquidité du système) rend les bénéfices des banques trop petits pour qu'elles puissent attirer les dépôts par une politique de taux d'intérêt élevés. Les banques n'ont que faire de ces dépôts surabondants. Elles paient toujours un intérêt très faible (de 0,5 à 1,5 % en Egypte) quelle que soit la durée du dépôt. Aussi les épargnants conservent-ils souvent leur épargne sous forme de dépôts à vue.

On peut imaginer la perte que constitue, pour l'économie sous-développée, l'absence d'un système permettant l'emploi productif de ces sommes. Leur investissement au fur et à mesure de leur formation aurait laissé derrière lui un potentiel productif réel qui n'aurait pas subi la dépréciation qu'a subie la valeur de la monnaie.

Le retrait continu de monnaie fiduciaire et scripturale de la circulation par les thésaurisateurs dans les pays sous-développés constitue par ailleurs une force déflationniste puissante. La thésaurisation des pays sous-développés dans sa forme traditionnelle : l'accumulation d'or, doit être assimilée par ses effets à une consommation de luxe. La forme « moderne » de cette thésaurisation de nature précapitaliste apparaît par contre comme ayant des effets déflationnistes. Non pas au sens keynésien car cette thésaurisation n'est pas forcée dans ce sens qu'elle ne provient pas de l'insuffisante rentabilité des investissements, mais bel et bien volontaire. Mais cette thésaurisation constitue une ponction sur le pouvoir d'achat qui ne se porte pas sur la demande, rendant la rentabilité des investissements plus précaire.

Evidemment, une thésaurisation de ce genre peut n'avoir aucune influence sur les prix si les banques lancent dans le circuit une masse supplémentaire de crédits qui lui est égale. C'est même normalement ce qui devrait avoir lieu comme l'a montré Robertson : la vitesse de circulation des dépôts diminuant les banques se rendent compte qu'elles peuvent élever le niveau de leurs avances. Elles créent un pouvoir d'achat supplémentaire qui compense sur le marché de la demande la ponction faite par les épargnants. Les prix restent stables. C'est ainsi que l'épargne des uns peut financer l'investissement des autres. La

rigidité des institutions juridiques qui interdisent aux banques commerciales de faire à la fois le court et le long terme, rigidité compréhensive en Europe où les dépôts, dans ces banques ne sont généralement pas des dépôts d'épargne, aurait du être surmontée par la perspective de profits importants et la grande sécurité de l'opération. Il ne s'agissait pas en effet d'immobiliser dans le long terme des épargnes à court terme (ce que les Allemands ont osé faire), mais seulement d'employer à des investissements productifs des épargnes destinées à être conservées longtemps par leurs propriétaires. L'explication de cette attitude doit être recherchée dans les données réelles du système : l'industrialisation du pays n'est pas rentable par suite de la concurrence étrangère. Par ailleurs les banques très liées aux grandes entreprises étrangères dans le pays ne désirent pas leur faire concurrence.

Dans ces conditions l'effet déflationniste de cette forme d'épargne est certain. Supposons que cet effet soit compensé par une politique active des banques, quelle serait alors la signification sociale de cette accumulation d'épargne monétaire ? Un certain pouvoir d'achat potentiel s'accumule dans les mains de cette catégorie sociale. Potentiel que chacun de ses membres peut utiliser à volonté et qui renforce son pouvoir. Néanmoins l'ensemble de ces fonds ne saurait être utilisé d'un coup par tous les thésaurisateurs en même temps car cela déterminerait l'illiquidité et la faillite du système bancaire. A supposer que les autorités centrales couvrent les banques par un réescompte massif le résultat final de l'opération serait une inflation générale des prix (par suite de l'augmentation brutale de la demande sans contrepartie réelle dans l'offre) qui en annulerait l'effet.

Par ailleurs, l'ensemble du secteur étranger lui-même fait assez faiblement appel à ces fonds d'origine locale. La plupart des entreprises industrielles qui fonctionnent dans les pays sous-développés sont des filiales de monopoles extrêmement puissants. Ces monopoles disposent eux-mêmes dans les métropoles de banques d'affaires. Leurs ressources financières sont inépuisables : recours au public dans lequel on lance de grands emprunts, mobilisation des dépôts d'épargnants européens. Sans doute les grands monopoles n'investissent à long terme dans leurs filiales d'Outre-Mer que des fonds qu'ils peuvent se procurer eux-mêmes. Il leur répugne de faire appel à des banques étrangères à leur réseau, ce qui introduirait dans l'affaire une puissance nouvelle, peut-être rivale. Mais dans le cas même où ces entreprises étrangères ont besoin de fonds à court terme elles ne font pas appel aux banques installées sur place. La maison mère envoie des fonds en faisant appel à son propre réseau bancaire qui, si besoin est, crée purement et simplement la quantité de monnaie nécessaire à financer le déficit temporaire de la filiale d'Outre-Mer. Ainsi les intérêts de ces crédits à court terme ne tombent pas dans des mains étrangères au complexe de firmes constituant le monopole.

Ces exemples d'un tel comportement ne manquent pas⁶⁰. Citons l'exemple de la United Africa Cy qui n'a rien emprunté, même à court terme, aux banques d'Afrique occidentale anglaise. Même attitude des producteurs de cuivre en Zambie, de l'A.I.-O.C. en Iran.

Si les banques étrangères s'intéressent très peu au placement local des ressources monétaires, c'est parce qu'elles peuvent toujours, du moins en l'absence d'un contrôle des changes, exporter ces liquidités vers les marchés fi-

nanciers des pays développés. Les exemples de cette exportation massive d'épargne locale, facilitée par la centralisation, vers les marchés financiers développés ne manquent pas. On peut citer dans ce sens l'exemple de la Banque Royale du Canada qui draine vers les marchés financiers nord-américains les dépôts des épargnants haïtiens. On peut également citer l'exemple de Cuba. Evidemment, on ne peut pas dire que l'épargne exportée aurait été automatiquement utilisée dans le pays. Wallich croit constater, après l'étude d'Aliènes sur la question, que cette exportation n'est pas de la nature d'un mouvement autonome de capitaux mais au contraire de la nature d'un mouvement induit causé par la balance extérieure et la situation économique générale. Nous ne pensons pas qu'il en soit ainsi et affirmons que cette exportation constitue l'une des forces autonomes qui déterminent la balance. En période de prospérité l'accumulation de l'épargne dans l'économie sous-développée est si importante que les banques disposent de fonds importants à exporter. En période de dépression la déthésaurisation amenuise ces fonds. La concordance entre la situation économique générale et le solde de la balance commerciale donne l'impression qu'il s'agit d'un mouvement induit. Partout on constate la même tendance à garder à l'étranger — outre l'épargne locale — jusqu'aux disponibilités temporaires⁶¹.

Les banques étrangères ont une tradition double en pays sous-développés : elles peuvent être des « Foreign Exchange Banks », ou servir d'intermédiaire entre les prêteurs étrangers et les gouvernements locaux.

Pendant longtemps les pays sous-développés, qui étaient devenus des colonies, ont cessé de faire appel à ces intermédiaires, émettant leur emprunts directement sur le

marché métropolitain. D'un autre côté les banques plaçaient leurs liquidités en bons métropolitains c'est-à-dire se faisaient prêteurs de l'Etat métropolitain. On peut citer l'exemple de l'Union Française³² ou celui de l'Egypte³³. Mais la tendance est très fortement marquée dans la plupart des pays sous-développés actuels à l'emploi de ces avoirs disponibles pour le financement des dépenses administratives courantes³⁴.

Ainsi, tandis que dans les pays développés les institutions financières ont facilité la transformation de l'épargne réserve placée dans ces organismes en investissements à long terme; dans les pays sous-développés tout contribue à l'utilisation des fonds épargnés, jusques et y compris les sommes que l'épargnant désirerait placer à long terme, soit pour financer l'économie à court terme (dans la mesure où cette épargne déposée dans les banques est utilisée pour financer les opérations du commerce extérieur) soit même pour financer les dépenses d'Etat dont beaucoup — improductives pour l'économie — sont seulement productives d'intérêts pour les porteurs de Bons d'Etat. Le mécanisme « transformateur » fonctionne ici à rebours.

Ainsi donc les banques commerciales étrangères n'ont pas toujours rempli ni le rôle traditionnel de banques fournissant des liquidités à tous les secteurs de l'économie, ni à plus forte raison celui des banques d'affaires finançant l'industrialisation du pays.

Or, les tentatives de certaines banques privées locales de remplir ces fonctions ont presque toujours échoué. L'expérience de Cuba pendant la Première Guerre mondiale est particulièrement caractéristique, comme celle plus récente de la Nigéria, l'effort de la Banque Misr en Egypte étant presque une exception³⁵.

Les efforts contemporains de nombreux Etats pour créer un marché monétaire et financier, la promotion par l'Etat d'institutions financières publiques ou semi-publiques — bourses des valeurs, caisses d'épargne, crédit hypothécaire et industriel ⁴⁶ — n'ont donné que de très maigres résultats. On connaît les conséquences fâcheuses des expériences de l'Inde, du Mexique et du Chili où la création de bourses de valeurs dans un climat de fièvre spéculative a ruiné les épargnants qu'elle a ainsi découragés. Ailleurs les bourses de valeurs prospères (en Rhodésie du Sud par exemple) ne sont guère que des succursales des bourses métropolitaines où les étrangers échangent entre eux les actions des sociétés étrangères. La raison finale de ces échecs se situe dans la situation réelle de l'économie sous-développée. La création d'institutions financières peut bien favoriser la mobilisation des capitaux, leur centralisation. Ces fonds restent inutilisés si l'industrie locale hésite à se créer par suite de la concurrence étrangère.

IV. — LES DESORDRES MONETAIRES ET L'INFLATION A LA PERIPHERIE DU SYSTEME.

Les critiques de l'étalon devise étrangère non seulement accusaient le système de n'être pas susceptible de « direction » conforme au besoin local, mais encore affirmaient qu'il favorisait la transmission automatique des fluctuations de la valeur de la monnaie dominante. Nous examinerons dans quelle mesure « l'indépendance monétaire » libre dans les pays sous-développés de ce lien avec l'économie dominante. L'importance du sujet provient de ce que le monde développé contemporain vit dans une atmosphère permanente d'inflation ⁴⁷. Bien entendu à cette

« inflation transmise » peuvent se surajouter des désordres monétaires d'origine interne.

1. — LA TRANSMISSION DE LA VALEUR DE LA MONNAIE DOMINANTE.

La transmission dans le système de l'étalon devise étrangère :

Il est certain que « lorsque les produits s'échangent librement et que les masses monétaires ne font qu'un en pratique, le niveau des prix tend forcément à être le même partout ; s'il ne l'est pas, les écarts sont imputables à des causes structurelles (coût des transports, de la main-d'œuvre ou de l'énergie par exemple) sur lesquelles les manipulations monétaires sont sans effet »⁶⁶

On trouve un bon exemple de cette transmission automatique des fluctuations de la valeur de la monnaie dominante dans l'évolution parallèle des prix en France et dans les pays d'Outre-Mer de la zone franc. De même entre 1914 et 1939 les fluctuations des prix en Grande-Bretagne, en Egypte et en Inde sont parallèles⁶⁷ : encore que leur ampleur soit parfois différente. Ce qui confirme l'existence de forces locales autonomes qui agissent malgré tout sur les prix. Rendant la baisse plus profonde (et la hausse moins grande) chez les partenaires sous-développés on a relevé la force déflationniste de la thésaurisation et l'absence de monopoles dans la production. Ce sont ces conditions locales — le déséquilibre entre l'offre et la demande en est la traduction — qui, jointes au mécanisme de la transmission signalé ci-dessus, expliquent les formes particulières de l'inflation de la Seconde Guerre mondiale dans le Moyen-Orient⁷⁰. La Grande-Bretagne payait ses créan-

ciers orientaux à leur compte bloqué à Londres. En échange de quoi les Banques Centrales non seulement acquéraient le droit d'émettre pour une somme équivalente mais encore payaient effectivement le créancier local des Anglais. La hausse des prix provenait du pouvoir d'achat distribué localement en quantité supérieure à l'offre puisque, le compte étant bloqué à Londres, les Etats orientaux ne pouvaient importer pour une somme équivalente. C'est à cause de ce déséquilibre entre l'offre et la demande, et non par suite d'un prétendu mécanisme quantitatif dû à l'émission monétaire supplémentaire, que les prix ont monté. Non seulement le quantum des importations aurait dû — si les conditions avaient été normales — s'élever, mais encore il s'est effondré. Ce qui explique finalement que la hausse ait été d'autant plus forte que l'offre locale était inélastique (Irak) et que la dépense militaire locale était grande (Egypte relativement au Soudan). Il reste que l'intervention de l'élément psychologique constitué par l'évolution des prix dans l'économie dominante est prouvée par la hausse très forte des prix en Syrie et au Liban où pourtant le déséquilibre entre l'offre et la demande créé par les dépenses des armées n'avait pas été plus élevé qu'ailleurs.

Cet élément psychologique n'a joué qu'un rôle secondaire pour ce qui est des pays de la zone sterling, les prix n'ayant augmenté en Grande-Bretagne que de 30 % pendant la guerre. Ici c'est le déséquilibre offre-demande (l'excès de la demande) qui a été décisif.

Par contre dans les colonies françaises⁷¹ l'élément psychologique a eu un rôle beaucoup plus important. Les exemples de Syrie-Liban le prouvent encore que le déséquilibre offre-demande ait aggravé la hausse (qui a été de

l'ordre de 600 % contre 490 % en France entre 1938 et 1945). En Afrique du Nord et en Afrique noire on relève également les résultats du jeu combiné des deux éléments psychologique et réel (déséquilibre local offre-demande). Après 1943 l'évolution des prix est parallèle à celle de la métropole.

La transmission dans le système de la « monnaie dirigée » :

L'action directe de la valeur de la monnaie dominante sur la valeur de la monnaie dominée n'avait pas besoin d'être démontrée dans le cas de l'étalon devise étrangère puisque la monnaie indigène ici n'existe pas, qu'elle n'est autre que la devise étrangère elle-même. Mais dans le cas où le change illimité et rigide a été aboli, dans le cas d'une monnaie dirigée couverte par des devises étrangères, cette influence à sens unique reste néanmoins fondamentalement la même : si la valeur de l'ensemble des devises étrangères se trouve réduite, la « couverture » de la monnaie locale ayant une valeur moindre, cette monnaie elle-même ne tarde pas à perdre sa valeur initiale parce que la monnaie tient sa valeur en grande partie de la confiance du public.

Ce n'est pas seulement parce que les importations deviennent plus chères que la monnaie locale se dévalue. On pourrait très bien concevoir que la hausse des prix internes se localise dans le secteur « international », le secteur « domestique » restant hors d'atteinte. C'est ce qui se passe généralement dans les relations entre pays développés lorsque les taux de change sont réajustés. Il y a là une situation apparemment paradoxale : dans les pays développés où tous les secteurs de l'activité « se tiennent », la

hausse des prix peut se cantonner dans un seul secteur tandis que dans les pays sous-développés où coexistent deux secteurs qui ne s'interpénètrent pas, où l'économie ne forme pas un tout intégré, la hausse des prix dans le secteur capitaliste lié au marché international se transmet intégralement au secteur indigène autonome en apparence.

Peut-être doit-on chercher l'explication de ce phénomène dans l'analyse du comportement à l'égard de la monnaie. Il existe des catégories dont le comportement est « neutre » : ces gens essaient d'adapter leur revenu nominal au niveau des prix. Ils « suivent » le mouvement. D'autres au contraire, et ce sont les catégories économiquement dominantes, sont continuellement en train de scruter l'avenir pour savoir quelle sera la valeur de la monnaie. Disposant de réserves monétaires destinées à un usage futur, ce qui n'est pas le lot des catégories les plus pauvres, ces hommes pensent à la valeur future de la monnaie, et, comme il entre dans la détermination de cette valeur une grande part fiduciaire, en influencent sérieusement l'évolution. Prenons par exemple un pays sous-développé. Ici l'individu qui dispose d'un gros revenu est souvent le propriétaire foncier. Il songe à la dépense et il sait qu'il doit acheter les produits de luxe qui lui conviennent à l'étranger. La valeur de la monnaie est pour lui la valeur de la monnaie étrangère. A l'opposé, dans un pays développé, l'individu qui dispose d'un gros revenu est l'entrepreneur. Il songe à l'investissement et il sait que la plupart de ses dépenses productives : achat de machines, paiement de salaires, se feront sur place. La dévaluation de la monnaie à l'étranger ne dévalue la monnaie locale dans son esprit que dans la stricte mesure où le commerce extérieur alimente le marché intérieur de son pays.

Un exemple illustrant très bien cette thèse est donné par Wallich ⁷². A Cuba toutes les tentatives de « chasser » le dollar en élargissant l'émission de pesos avaient échoué car le peso circulait dans des zones limitées. Une émission de pesos allant au-delà des besoins de ces zones ne chasse pas le dollar mais aboutit à la dévaluation des pesos. Dans la sphère des relations avec l'extérieur le dollar est toujours recherché. Wallich formule d'une façon très heureuse l'idée que le peso circule là où la monnaie est essentiellement un moyen de circulation ; là où l'usage de la monnaie comme « réserve de valeur » est répandu le dollar règne. L'existence de deux circulations parallèles détermine des variations du change interne entre les deux monnaies. Si le peso a joui à certains moments d'une légère prime ce n'est pas parce que sa valeur future était considérée comme devant être plus grande que celle du dollar c'est pour une raison secondaire et pratique : l'absence de monnaie d'appoint et de petites coupures en dollars.

Déjà Condillac avait consacré un chapitre de son *Essai sur la nature du commerce en général* à l'étude des mécanismes par lesquels les goûts de la classe dirigeante déterminaient tous les prix et les volumes de production des différents produits. On a depuis exagérément attribué ce rôle au comportement de la classe ouvrière (l'inflation « salariale »). Flamant a décelé en fait dans l'inflation française d'après guerre des cycles infernaux liant les profits de spéculation aux prix ⁷³.

Un très bon exemple de cette dépendance est donné par la dévaluation de la livre égyptienne en 1949. Depuis 1947 l'Egypte était sortie de la zone sterling. Néanmoins la couverture de la monnaie égyptienne étant à l'époque encore constituée pour l'essentiel de sterling, l'Egypte fut

obligée de suivre la Grande-Bretagne dans sa dévaluation. Ceci afin d'éviter que les relations entre l'Egypte et la Grande-Bretagne, pays dominant, ne se détériorent (hausse en monnaie anglaise du prix des exportations égyptiennes) et au prix de difficultés accrues dans les relations entre l'Egypte et les autres pays. A cause également du lien économique entre les deux pays créé par les balances sterling qui, faute de dévaluation égyptienne, perdaient encore de leur valeur. Mais surtout parce que les avoirs sterlings gageaient la monnaie égyptienne. F. Moursi a eu l'expression heureuse d'« étalon sterling souple » pour qualifier cette situation dans laquelle se trouvait l'Egypte juridiquement libre de fixer son taux de change mais économiquement encore obligée de suivre le sterling. Le Maghreb se trouve aujourd'hui dans cette situation à l'égard de la France ; comme de nombreux pays du Commonwealth à l'égard de la Grande-Bretagne.

L'indépendance monétaire n'affranchit pas les pays sous-développés des vicissitudes des monnaies dominantes. Il existe, en effet, une possibilité curieuse d'influence de la valeur de la monnaie dominante par le canal de la balance extérieure. Supposons que la monnaie émise dans le pays sous-développé, indépendante, soit couverte à 75 % par de l'or (75 millions) à 25 % par des devises (25 millions) : il circule dans le pays 100 millions. Supposons la balance extérieure équilibrée. Survient une inflation des prix dans les économies dominantes. Les exportations de notre pays sous-développé augmentent ; un solde positif apparaît à la balance, solde payé en devises étrangères. On pourrait croire que la monnaie locale aura tendance à être surévaluée. Il n'en est rien, au contraire et très paradoxalement. En effet, l'augmentation du revenu national

consécutif à cette situation exige une émission supplémentaire. Cette émission est cette fois couverte non plus par de l'or dont le stock n'a pas varié, mais par des devises dont le stock augmente. Il circule maintenant 200 millions dans le pays, 75 millions couverts par de l'or, 125 par des devises. L'excédent de la balance étant payé dans une monnaie qui se dégrade, une cause psychologique de hausse interne des prix est introduite dans l'économie sous-développée.

La valeur de la monnaie étrangère entraîne dans sa chute la monnaie locale. Le solde positif de la balance, sans cesse annulé par une dévaluation de la monnaie locale, se trouve perpétuellement reposé dans des conditions semblables à celles du point de départ parce que entre-temps une nouvelle hausse des prix a eu lieu au centre du système. Ce qui aggrave encore la situation c'est que lorsque cette hausse vient à s'arrêter momentanément au centre (période de stabilisation) les pays sous-développés perdent brutalement leur « avance » : les exportations baissent et une tendance à la baisse de la valeur de la devise locale se fait sentir (parce que si la devise étrangère est toujours acceptée dans les pays sous-développés en cas d'excédent de la balance, la devise locale n'est pas automatiquement acceptée à l'étranger en cas de déficit). Or, une dévaluation dans les conditions des économies sous-développées n'a guère de chances de permettre le rétablissement de l'équilibre des relations extérieures. Les élasticités prix des exportations sont fortes, celles des importations faibles, et par conséquent un effet pervers est probable.

Ces cas ne constituent pas de constructions abstraites. Ils correspondent aux difficultés considérables qu'ont éprouvées les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine lorsque vers 1925 comme vers 1948 les économies euro-

péennes ont retrouvé une stabilité relative. Après une période euphorique, qui se soldait en général pour les pays sous-développés par l'accumulation de créances chaque jour dépréciées, est venue une période de difficultés de vente et de pression à la baisse du change de ces pays.

Cette transmission disparaît-elle lorsque la couverture devises et valeurs étrangères est remplacée par une couverture or et valeurs nationales ? A ce moment la séparation des deux monnaies, celle du pays dominant et celle du pays dominé, est totale, « l'indépendance monétaire » complète⁷⁴. Opération coûteuse car la grande sensibilité de la balance extérieure des pays sous-développés à la conjoncture internationale, leur grande dépendance à l'égard du commerce extérieur leur imposent une couverture or proportionnellement beaucoup plus forte que dans les pays développés. L'or seul est monnaie internationale, les bons du Trésor local n'ont pas cette vertu. Une couverture trop forte en cette matière n'aurait pas la confiance des exportateurs du pays pauvre, de ces éléments économiques les plus dynamiques.

C'est bien finalement dans cette voie de l'acquisition d'une couverture or que les pays sous-développés s'engagent quand ils le peuvent. Mais ils ne le peuvent pas toujours. Cela leur paraît également souvent inutile et une couverture de réserves internationales composite, constituée en partie d'or et en partie de devises clés (dollars et livres sterling) ou même de devises fortes des pays développés (marks, francs suisses, etc.), peut être aussi efficace⁷⁵.

Ce raisonnement des autorités monétaires des pays sous-développés est fondé. Car l'expérience montre, qu'en effet, le mécanisme de domination qui donne à la

valeur de la monnaie du centre développé dominant un pouvoir décisif dans l'appréciation de la valeur de la monnaie de la périphérie sous-développée persiste, même dans l'hypothèse où la couverture serait intégralement or. La dévaluation de la monnaie dominante — celle avec laquelle les classes dirigeantes locales se procureront les produits qu'elles désirent — oblige à dévaluer la monnaie locale. Les dévaluations consécutives à celle de la livre sterling en 1967 le prouvent une fois de plus.

Ainsi donc sur ce plan également l'illusion monétaire doit être dissipée. Les structures monétaires ne constituent pas l'essentiel du sous-développement. Aussi, quelles que soient ces structures, la valeur de la monnaie à la périphérie du système ne peut être que celle des monnaies dominantes du centre. D'ailleurs, ce n'est pas seulement le mouvement du niveau général des prix qui se transmet ainsi du centre à la périphérie, c'est en réalité la structure fondamentale des prix relatifs qui se transmet, comme on le verra plus loin.

2. — L'« INFLATION PERMANENTE » DANS LE SYSTEME MONDIAL CONTEMPORAIN ET SA TRANSMISSION A LA PERIPHERIE DU SYSTEME.

La nature de l'inflation ».

Le quantitativisme doit affirmer que seule l'augmentation du volume monétaire peut déterminer une hausse générale des prix. Les faits historiques examinés hâtivement semblent justifier le quantitativisme bien que la baisse du coût réel de production de l'or due à la découverte de mines plus riches explique fort correctement les grands mouvements de prix du XIX^e siècle. Après 1914 Aftalion montrera

que le taux de change peut également déterminer des mouvements généraux des prix. Les études ultérieures devaient toutes souligner qu'une hausse générale pouvait trouver sa cause dans la rigidité de l'offre due à un quelconque « goulot d'étranglement » face à une demande monétaire globale en expansion.

Une telle situation est fréquente en temps de guerre, de préparation à la guerre ou de reconstruction lorsque la production de biens de consommation est limitée (ou fonctionne dans des conditions de coûts croissants) tandis que des revenus sans contrepartie réelle sont distribués largement par l'Etat. Enfin, on est allé, après les expériences des années 1944-48, soutenir que la simple lutte à laquelle les groupes sociaux se livrent sur le marché pour le partage du revenu national peut, dans certaines conditions, lorsque les mécanismes de la concurrence fonctionnent mal, créer un climat de hausse générale. Dans tous les exemples l'expansion monétaire suivait — et non précédait — la hausse des prix.

Dans ces conditions, peut-être par souci de sembler rompre avec la théorie quantitative, on est venu à oublier le seul cas qui autrefois avait occupé les économistes : le cas où l'émission monétaire dépassant le volume des besoins engorgeait les canaux de la circulation et déterminait une hausse des prix. Aujourd'hui les économistes qualifient « d'inflation » toute hausse un tant soit peu générale des prix. On ne voit pas beaucoup l'intérêt d'une telle innovation dans le langage. L'expression de hausse des prix est à la fois claire et capable de rendre des nuances comme hausse inégale et générale ou hausse partielle des prix, etc. que le seul terme d'inflation cache trop souvent. La hausse inflationniste des prix sera utilisée pour désigner unique-

ment une hausse générale déterminée par des « causes monétaires ». L'inflation désigne l'engorgement des canaux de la circulation par une émission disproportionnée aux besoins de liquidités. L'inflation peut conduire à la hausse, elle peut n'y pas conduire si le supplément de monnaie lancée dans le circuit économique permet une animation plus grande de l'activité économique, auquel cas la quantité de liquidités requise par le fonctionnement du système économique ne tarde pas à s'élever. Mais le fait que la monnaie ait permis cette animation plus grande ne signifie pas qu'elle en soit la cause. Ceci est le cas normal en période de prospérité, assimilée pour cette raison à tort à une « inflation » par des économistes qui ont adopté la terminologie critiquée plus haut. La différence essentielle entre l'inflation véritable, où l'animation n'est pas plus grande, et la prospérité, où quantité de monnaie et niveau de l'activité grandissent parallèlement, disparaît dans cette terminologie. L'inflation peut ne pas conduire à la hausse des prix si les quantités de monnaie en excédent ne se portent pas sur le marché mais sont absorbées par la thésaurisation.

Dans ces conditions on peut voir qu'une inflation véritable est impossible dans le cadre de la convertibilité. Il peut bien y avoir des hausses générales de prix notamment par suite d'une baisse dans le coût relatif de production de l'or ou bien par suite d'une hausse dans le coût réel de production de l'ensemble des biens (en cas de guerre et de pénurie par exemple); on ne peut pas concevoir qu'il y ait engorgement des canaux de la circulation. En effet, les crédits sont accordés par le système bancaire à la demande du public. Ces crédits servent ou bien à financer la production courante ou bien à financer un investissement nouveau.

Dans ce dernier cas ou bien cet investissement crée son débouché, et l'emprunteur peut rembourser le banquier (et dans ce cas il n'y a pas de hausse des prix car la production est accrue dans la même proportion que le revenu distribué), ou bien il ne crée pas et il y a crise. Dans la mesure où la banque ne veut pas suspendre la convertibilité elle évitera de financer au-delà d'une certaine limite l'investissement, parce qu'elle sait que pour des raisons réelles de déséquilibre entre la production et la consommation l'investissement nouveau au-delà d'un certain taux ne peut plus créer son propre débouché, même si l'emprunteur était éventuellement prêt à s'engager à payer un taux d'intérêt élevé. C'est pourquoi la doctrine de Hawtrey d'inflation continue nécessite l'abandon de l'étalon or.

Quant à l'or il ne saurait pas plus engorger les canaux de la circulation. Si le rythme de production de l'or nouveau est élevé cela signifie ou bien que la Banque Centrale, qui achète cet or à prix fixe, voit ses réserves augmenter sans que pour cela ses crédits n'augmentent ou bien que les thésaurisateurs achètent cet or pour satisfaire leur besoin. De toutes façons l'or est lancé dans le circuit par des producteurs qui le vendent, non par l'Etat qui réglerait son « émission » comme celle du papier monnaie.

Il n'y a donc pas dans ce cas de problème d'inflation ni dans les pays développés, ni dans les pays sous-développés. Cependant, il existe des mouvements généraux de prix (notamment au cours du cycle) dont la transmission méritera d'être étudiée (mais ceci constitue un autre problème). Il n'en est plus de même lorsque la convertibilité est supprimée.

Le climat général de hausse des prix au XX^e siècle⁷⁷.

Si on envisage le problème de la transmission de l'inflation et de la hausse générale des prix des pays développés aux pays sous-développés, c'est parce que l'histoire montre le rôle dominant des premiers dans la détermination du climat général à l'échelle mondiale. Il existe bien des mouvements généraux de prix particuliers à tel ou tel pays développé ou sous-développé. Ces mouvements généraux déterminés par des causes particulières locales ont certainement une influence sur les relations extérieures du pays atteint par ces troubles. Mais à côté de ces problèmes particuliers il existe un grand problème du XX^e siècle, général à tous les pays sous-développés : celui des effets sur l'accumulation dans ces pays de l'atmosphère de hausse continue dans laquelle baigne le monde entier contemporain.

Or, cette atmosphère dans laquelle « le système économique ne fonctionne plus qu'à la hausse » trouve sa source sans aucun doute possible dans l'ensemble des pays développés.

Fondamentalement ce sont les modifications substantielles des conditions de la concurrence qui ont radicalement changé l'allure du mouvement général. Au XIX^e siècle, dans la mesure où la concurrence constituait la loi et le monopole l'exception rarissime (cantonnée le plus souvent dans les services publics au surplus contrôlés par l'Etat), un entrepreneur ne pouvait pas élever ses prix car il aurait perdu toute sa clientèle. Dans ces conditions les banques ne pouvaient pas émettre « trop de crédit » parce que d'une part les entrepreneurs n'envisageant pas de hausse des prix n'avaient pas besoin de liquidités supplémentaires et que d'autre part, soucieuse de sauvegarder la convertibi-

lité, la Banque Centrale empêchait les banques commerciales d'accorder des crédits au-delà du besoin de liquidités. La convertibilité ne pouvait donc être suspendue que dans les cas très exceptionnels de guerre, lorsque l'Etat émettait du pouvoir d'achat en papier monnaie sans équivalent réel.

Plus que cela la concurrence, en généralisant les nouvelles techniques, déterminait une baisse des coûts réels qui devait se traduire par une tendance séculaire à la baisse. Cette tendance nettement marquée est contrebalancée par des poussées de hausse générale de durée généralement plus courte expliquées elles-mêmes par des baisses brutales du coût de production de l'or.

Si on examine la courbe brute des prix de gros de 1800 à 1900 aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne ou en France, on ne distingue aucun « cycle long » que Kondratieff a fait ressortir par d'habiles manipulations statistiques. Cela ne signifie nullement que certaines périodes ayant été plus fréquemment coupées de guerres, une certaine tendance à la hausse, due notamment à la hausse des coûts réels qu'une telle situation engendre généralement, est venue contrebalancer la tendance générale à la baisse qui constitue la toile de fond de tout ce siècle. A d'autres époques une vague puissante d'innovations a pu au contraire accélérer le mouvement de baisse. C'est par une explication historique que l'on doit dans chaque cas du XIX^e siècle expliquer les périodes de hausse, non par une explication quantitativiste générale.

Au XX^e siècle les conditions sont changées : les monopoles dominent les branches essentielles de la production. Or, les monopoles ne sont pas obligés de baisser leurs prix. La concurrence se fait autrement⁷⁸. Dans certaines situations ils peuvent facilement les augmenter. On a souvent

mis au compte de la rigidité des salaires nominaux le climat de hausse dans lequel baignent les économies capitalistes depuis 1914. En réalité si les syndicats aujourd'hui consacrent leurs efforts à maintenir ce niveau fixe c'est parce que l'expérience a prouvé que le niveau général des prix ne baissait plus. Au XIX^e siècle, malgré l'opposition des syndicats, les salaires nominaux ont été abaissés souvent. C'est que la baisse des prix venait parfois s'ajouter à la force patronale pour permettre une telle réduction. La lutte des groupes sociaux pour le repartage du revenu global — lutte qui a existé aussi bien au XIX^e qu'au XX^e siècle — a pris la forme d'une lutte pour l'augmentation du revenu monétaire parce qu'elle se déroule dans un climat de hausse générale qui rend cette augmentation plus facile. Au XIX^e siècle d'autres moyens étaient plus efficaces, notamment les réductions de salaires nominaux, les modifications des prix relatifs par la politique fiscale ou douanière. C'est pourquoi il faut considérer le changement qui s'est opéré à la fin du XIX^e siècle dans les conditions de la concurrence comme fondamental sur ce plan.

Chamberlin critique la théorie classique du mécanisme des prix et construit un modèle de détermination du prix qu'il considère plus réaliste et qui se situe entre la concurrence et le monopole ; chaque producteur jouit en effet d'un certain « monopole » dans la mesure où son produit porte un nom de fabrique, s'adresse à une clientèle habituée à se fournir chez lui, etc., mais en même temps il subit la concurrence des produits de substitution plus ou moins semblables, si bien que le volume de ses ventes dépend de son prix mais dans une mesure moindre que chez un vrai monopoleur. Cette analyse élégante semble bien peu réaliste. Ces vérités se situent au niveau du com-

merce de détail ; mais si les savonnettes Lux peuvent être remplacées par les savonnettes Palmolive il en va très différemment de l'acier, par exemple, dont on ne voit pas la concurrence de quel produit de substitution il aurait à affronter dans la civilisation de 1970. Or, personne ne peut « entrer » dans la production de l'acier sans une masse considérable de capitaux que seul l'appui du système bancaire peut vous procurer. C'est là semble-t-il la cause fondamentale du monopole. La concurrence est reléguée dans les sphères de l'activité ou « l'entrée » dans la production n'exige pas une somme de capitaux obligeant à passer par ces intermédiaires tout-puissants que sont devenues les banques.

C'est donc la résistance des prix à la baisse dans les conditions nouvelles de structure qui a rendu, après la Première Guerre mondiale, le retour à l'étalon or, sinon impossible tout au moins difficile. La première vague de difficultés devait emporter définitivement avec elle la convertibilité or.

Désormais aucune barrière n'arrête plus la hausse des prix. Est-ce à dire que cette hausse va être continue ? Non car si les entrepreneurs désirent élever le niveau des prix ils doivent faire appel aux banques pour que celles-ci élèvent le niveau des crédits qu'elles leur consentent. La convertibilité étant supprimée la Banque Centrale peut accepter ou refuser¹ de faire cette politique. Dans ce sens restreint la direction de la monnaie et du crédit est devenue une réalité inconnue au siècle dernier. Il est d'ailleurs remarquable que cette expression était inconnue dans la pensée théorique du siècle libéral tandis que les plus libéraux des économistes modernes, Hayek par exemple, considèrent que la « monnaie neutre » est le résultat d'une politique moné-

taire difficile à exécuter. C'est pourquoi bien que nous soutenions la théorie fondamentale que la quantité de monnaie joue un rôle passif dans l'économie en ce sens qu'elle s'ajuste au besoin, on a pu parler de l'impossibilité des banques centrales des pays sous-développés de « diriger » le crédit, c'est-à-dire de refuser de faire la politique désirée par les établissements relevant des monopoles étrangers lorsque les banques commerciales étrangères à qui ces entreprises font appel leur fournissent les crédits désirés, ou même en la seule absence de contrôle rigoureux des transferts.

Mais dans le cas où la banque centrale pratique une politique conforme aux désirs des entrepreneurs la hausse des prix sera-t-elle continue ? En réalité on doit se demander pourquoi les monopoles ne désirent pas élever indéfiniment le niveau des prix ? pourquoi depuis 1914 la hausse n'est pas continue ? pourquoi des périodes de stabilisation des prix succèdent à des périodes de hausse forte (en dehors bien sûr des périodes où la hausse doit être attribuée non au comportement des entrepreneurs mais à des causes réelles : élévation des coûts de production, disproportion entre les revenus monétaires distribués et la production, engendrée notamment par la guerre) ?

M. Niebyl donne une explication très éclairante de ce phénomène⁷⁹ : « Si les revenus réels montrent une tendance à dépasser le point qui procure le profit le plus élevé à l'industrie des hausses de prix interviennent dans le dessein de réaliser la diminution de la production qui accompagne traditionnellement les pratiques monopolistiques ». Ces pratiques étaient impossibles au XIX^e siècle. Il existe donc un niveau du revenu réel des ouvriers assurant la vente d'une certaine production à un certain prix rendant

maximum le profit. Au siècle dernier un tel niveau n'existait pas : le salaire constituait une donnée comme le prix sur laquelle l'entrepreneur isolé de ses concurrents ne pouvait rien. Aujourd'hui il n'en est pas de même : le monopoleur essaie d'agir sur les deux données autrefois indépendantes. Dans la mesure où les ouvriers refusent de voir leur revenu réel diminué pour être ajusté à ce niveau « l'inflation salariale » est inévitable. Mais à qui attribuer la responsabilité de la hausse des prix ? Aux ouvriers qui refusent l'ajustement des salaires au niveau le plus convenable aux entrepreneurs ? Ou aux entrepreneurs qui refusent d'ajuster leurs profits au niveau des salaires accepté par les ouvriers ? Secondairement le climat général de guerre dans lequel vit notre siècle, la cassure du monde en systèmes économiques et monétaires isolés (cassure rendue possible entre autres par l'abandon de l'étalon or) ont ajouté à cette cause structurelle des causes historiques de hausse de prix. Il va de soi que monopoles, décisions monétaires relatives à la convertibilité, guerres mondiales relèvent de la responsabilité des grandes puissances, non des pays sous-développés. C'est pourquoi la responsabilité du climat général de hausse du XX^e siècle a été attribuée à ces pays seuls.

Ajoutons, pour que les choses soient claires, que cette tendance inflationniste continue n'est pas contrebalancée par la « tendance déflationniste » permanente du XX^e siècle : le déséquilibre entre l'épargne et l'investissement en faveur du premier (c'est-à-dire entre l'offre et la demande), entre la capacité de produire et celle de consommer. Cette réalité que nous ne nions pas, liée au « surdéveloppement » des économies « mûres » se situe sur le terrain de l'équilibre réel tandis que l'inflation se situe sur celui de

l'équilibre monétaire. La généralisation de l'emploi du terme « inflation » aboutit ici aussi à des confusions à éviter.

Les conséquences de la « hausse transmise » sur l'accumulation à la périphérie :

Le développement du capitalisme en Europe et aux Etats-Unis s'est donc fait dans un climat de stabilité monétaire et de baisse des prix (la baisse étant elle-même engendrée par le développement qui se traduit par la réduction continue des coûts réels). Dans les pays sous-développés le développement contemporain du capitalisme périphérique se fait dans un climat de hausse et avec des structures de prix qui ne sont pas dues fondamentalement aux conditions internes du développement mais transmises de l'extérieur.

Dans les pays actuellement développés cette hausse continue favorise l'accumulation. En réduisant d'une façon régulière la valeur des sommes thésaurisées sous forme monétaire elle favorise l'investissement puisque celui-ci est un moyen sinon de « gagner » tout au moins de ne rien « perdre ».

Il est vrai que la thésaurisation peut également se porter sur l'achat de valeurs « réelles », c'est-à-dire de valeurs dont la production exige une dépense réelle de forces productives : or, bijoux, etc. Dans ce cas cette thésaurisation devenant l'analogue de la consommation de luxe n'a pas d'effet néfaste sur l'emploi bien qu'elle en ait sur le rythme du développement qu'elle freine.

Dans les pays sous-développés qui ne souffrent pas de « surdéveloppement », « l'inflation » (en fait il faudrait dire la hausse continue qu'elle soit inflationniste, c'est-à-

dire due à des causes monétaires ou non, lorsque cette hausse n'est pas déterminée par des nécessités internes du mécanisme économique mais qu'elle est transmise de l'extérieur) gêne le mécanisme de l'accumulation⁹⁰.

Tout d'abord, l'orientation de l'épargne vers la thésaurisation de valeurs réelles qu'elle détermine élève le niveau de la consommation au détriment de celui de l'investissement. D'autre part la hausse continue permet le transfert de revenu vers les éléments économiquement les plus puissants, au premier rang desquels se rangent les grandes entreprises étrangères. La hausse permet ainsi aux bénéfices réexportés des monopoles étrangers de mordre sur la part des profits du secteur national plus faible. Elle freine donc la formation d'une épargne locale. Aussi dire que l'inflation, en permettant l'amenuisement du coût d'emprunt des capitaux étrangers (les intérêts étant calculés sur la valeur nominale de ces emprunts), favorise le développement, est inexact car la hausse ne fait que réduire la part des intérêts payés pour les emprunts de l'Etat et les obligations, non la part beaucoup plus importante des profits réexportés. Ce transfert n'est pas du tout un mécanisme « théorique ». L'africanisation de certains secteurs de l'activité (les transports routiers, l'exploitation forestière, la construction, etc.) dans la plupart des pays d'Afrique noire où elle a eu lieu au cours des vingt dernières années a été accompagnée d'une extraordinaire dégradation de la rentabilité de ces activités, au profit de celles qui, en amont et en aval, sont contrôlées par le capital étranger. Cette dégradation a été largement facilitée par la hausse des prix. hausse inégale entre les différents secteurs⁹¹.

Les autres éléments puissants dans une économie sous-développée sont souvent les propriétaires fonciers. Ils

orientent le supplément de revenu tiré de l'inflation vers l'importation de luxe. Ce dernier fait vérifié maintes fois sur l'exemple latino-américain conduit Spiegel à affirmer que l'inflation agit peu sur le rythme de l'accumulation.

On a souvent soutenu que « l'inflation » favorisait l'épargne forcée au détriment de l'épargne libre. Ce n'est vrai que lorsque l'Etat, promoteur de « l'inflation », utilise le pouvoir d'achat qu'il crée dans l'investissement productif. Mais ce cas reste exceptionnel, limité aux périodes de « reconstruction » car c'est généralement en période de guerre que l'Etat recourt à l'émission de papier monnaie sans contrepartie réelle et dans ce cas le supplément monétaire ne sert pas à l'investissement productif mais au financement des dépenses de guerre. Aussi, dans le cas le plus général, ce qu'on peut dire, c'est que la hausse des prix est une forme de redistribution du revenu. Il s'agit de savoir qui gagne et qui perd dans cette redistribution pour savoir si en définitive la propension à épargner est augmentée. Or, on vient de voir que dans les conditions d'une économie sous-développée les catégories gagnantes sont probablement les entreprises étrangères et les propriétaires fonciers ; pour cela en définitive l'épargne locale est diminuée par la hausse des prix.

Tout cela n'est cependant pas l'essentiel. Dans la hausse générale les rapports salaires-profits se comportent très différemment dans les pays développés d'une part et les pays sous-développés d'autre part. Dans les premiers, très grossièrement les salaires suivent la hausse et les gains de productivité dus au progrès technique sont ainsi sans cesse repartagés. En longue période l'expérience prouve que la part des salaires demeure sensiblement constante⁸². Par contre dans les pays sous-développés les salaires suivent

beaucoup plus mal, pour des raisons structurelles profondes, et en premier lieu à cause du poids de l'offre excédentaire de main-d'œuvre provenant de la désagrégation des milieux ruraux précapitalistes. Dans le meilleur des cas les salaires réels parviennent à être maintenus constants, malgré l'amélioration de la productivité. Ce qui est vrai des salaires est ici également vrai des revenus du travail de la paysannerie productrice de produits marchands, notamment d'exportation. L'expérience des quinze dernières années le prouve avec un grand luxe de détails. A productivité égale, les rémunérations du travail deviennent de plus en plus inégales. Un transfert massif de revenu de la périphérie vers le centre, que signifie cette détérioration des termes de l'échange, constitue l'essentiel du phénomène⁸³. Ce transfert accélère l'accumulation au centre et la freine à la périphérie.

3. — LA TRANSMISSION A LA PERIPHERIE DES STRUCTURES DE PRIX DU CENTRE.

Nous n'aborderons ici ce problème que pour mémoire⁸⁴. La question de la structure des prix ne relève pas, en effet, de la théorie monétaire à proprement parler, bien que cette structure s'exprime évidemment en termes monétaires.

Dans le mode de production capitaliste les prix d'équilibre qui assurent l'adaptation de l'offre à la demande sont les prix de production au sens marxiste. Ces prix supposent une rémunération du travail égale d'une branche à l'autre (marché unique de la main-d'œuvre) et un taux équivalent de profit du capital (péréquation du taux de profit). Il en résulte que si la même fraction du profit doit être épargnée en vue de la reproduction élargie dans toutes les

branches (disons pour simplifier si tout le profit est réinvesti, faisant abstraction de la consommation des capitalistes), la structure de la croissance — la répartition de l'investissement entre les différentes branches — est déterminée par la structure des prix. En l'absence d'un marché des capitaux assurant la circulation des capitaux d'une branche à l'autre, il n'y aurait aucune garantie de cohérence entre la structure de la croissance et celle de la demande, modifiée dans ses proportions par cette croissance même. La circulation du capital est donc une loi nécessaire du fonctionnement du mode de production capitaliste. Mais cette circulation se heurte à un obstacle permanent : la propriété du capital. Les entreprises et les branches appelées à connaître une croissance plus forte par suite de l'évolution de la demande craignent — si elles doivent, pour financer leurs investissements, faire appel à des capitaux extérieurs dans une trop large proportion — de perdre le contrôle des affaires. Elles cherchent donc à inclure dans leur prix une marge qui permette un volume d'autofinancement adéquat. Les conditions de la concurrence autorisent plus ou moins cette opération. Un système de prix rationnel du point de vue de la croissance impliquerait — en l'absence de consommation des capitalistes — une structure de prix telle que chaque branche puisse financer sa propre croissance — conformément à la demande — sans appel à des capitaux extérieurs, donc des taux de profit différents, ou, alternativement, un taux de profit égal et une circulation parfaite des capitaux. Le système des prix effectifs dans les pays capitalistes n'est ni l'un, ni l'autre, se situant entre les deux ; et les marges d'autofinancement sont très variables, dépendant d'éléments nombreux, y compris le degré de monopolisation de la

branche, etc. Ce système n'a donc rien de rationnel, la propriété privée du capital constituant l'obstacle réel à toute rationalité. Ajoutons à cela les déformations que la taxation indirecte inégale apporte au système des prix.

La productivité est mesurée dans ce système de prix : on dira qu'une entreprise ou une branche ont une productivité plus élevée que d'autres si elles assurent — pour des rémunérations égales du travail — un taux de profit plus élevé, ce qui est la tendance effective si la branche doit avoir une croissance plus forte pour faire face à la modification des proportions de la demande.

Or, la structure des prix du centre se transmet largement à la périphérie pour les mêmes raisons fondamentales qui nous ont fait comprendre les mécanismes de transmission de la valeur de la monnaie dominante : mécanismes psychologiques en liaison avec les modèles de consommation, « compétition » des produits importés avec des produits locaux plus ou moins substituables, etc.

Cette transmission de la structure des prix du centre détermine à la périphérie des inégalités de productivité d'une branche à l'autre, qui expriment le degré inégal de modernisation — de pénétration du mode de production capitaliste. Ces inégalités de productivité se traduisent souvent par des taux de profit inégaux, mais également très fréquemment par des rémunérations inégales du travail, surtout lorsqu'il s'agit de secteurs qui ne relèvent pas du mode de production capitaliste (comme la production rurale l'est souvent). Cette structure de prix n'a absolument rien de rationnel du point de vue des exigences d'une croissance organisée en vue de la liquidation du retard historique — inégal d'un secteur à l'autre — qui caractérise la périphérie. Les besoins de cette croissance — sa réparti-

tion sectorielle — devraient être différents de ceux du centre. A ce titre donc le système des prix transmis est doublement irrationnel.

4. — LES DESORDRES MONETAIRES DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES.

Nous devons à Eli Löbel une analyse systématique des désordres monétaires dans le monde sous-développé contemporain⁴⁵. L'auteur précise que l'analyse des désordres monétaires doit se situer essentiellement dans le court terme (à long terme un équilibre s'établit toujours) et dans une ambiance structurelle précise (celle des pays sous-développés) caractérisée par des élasticités de réponse de la production locale à la demande relativement réduites, des réserves extérieures faibles et des possibilités réduites d'aide extérieure « non affectée », une faible efficacité d'éventuelles mesures de contrôle sévère, particulièrement en Afrique (frontières perméables, administrations peu expérimentées et politiquement « liées », etc.). Il distingue trois types de désordres : les deux premiers types (augmentation disproportionnée de la consommation publique ou privée et tensions liées à l'industrialisation) ont leur origine à l'intérieur de l'économie et se répercutent éventuellement sur la balance extérieure, tandis que dans le troisième cas le déséquilibre au contraire trouve son origine dans la balance extérieure.

L'augmentation de la consommation publique ou privée à un rythme dépassant le taux de croissance de l'économie productive, ses manifestations, soit le déficit budgétaire, soit l'augmentation disproportionnée des crédits à la

consommation ou des crédits destinés à couvrir des déficits structurels d'entreprises, constitue l'exemple le plus banal de déséquilibre d'origine interne. Dans ce cas une dévaluation peut s'imposer ; elle aura des effets comparables à un relèvement de la ponction fiscale et une réduction subséquente de la demande, bien que moins sélectifs.

Certaines tensions peuvent entraîner une « spirale » des prix sans pour autant que l'offre et la demande globales ne soient déséquilibrées. On se situe ici dans l'hypothèse d'un budget équilibré, d'une politique de crédit « neutre » (les liquidités créées ne dépassent pas les accroissements d'encaisse désirés), d'une politique salariale également « neutre » (les salaires augmentent comme la productivité) et d'absence de difficultés de la balance des paiements. Néanmoins une politique d'industrialisation accélérée peut entraîner une « tension inflationniste », si la production de biens de consommation (notamment alimentaires) se développe moins vite que l'emploi industriel, ce qui risque d'amener une hausse des prix des produits agricoles, qui entraîne celle des salaires puis de tous les prix, le déficit ultérieur des finances publiques que détermine l'augmentation des rémunérations et le retard des recettes, des tensions sur la balance extérieure parce que la hausse des prix limite les possibilités d'exportation, et finit par se répercuter dans le domaine monétaire. Il n'y a pratiquement pas moyen d'éviter des tensions de ce genre, qui accompagnent nécessairement un développement accéléré, mais on peut seulement les contenir par des réajustements permanents (des structures financières de l'Etat, etc.). Il est évident qu'ici la dévaluation aggravera le malaise.

De la même manière une politique d'industrialisation

fondée sur la « substitution d'importations », même dans l'hypothèse où les disponibilités en produits agricoles suivraient l'emploi industriel, peut avoir les mêmes effets si les industries naissantes produisent à des coûts supérieurs aux prix des produits d'importation qu'elles remplacent. Par contre ici, une dévaluation peut s'imposer, car elle a le même effet qu'une protection pour les industries naissantes. Mais elle devra être sélective (taux de changes multiples) si on veut éviter qu'elles n'entraîne une hausse général des prix intérieurs.

L'analyse des déséquilibres ayant leur origine dans la balance des paiements extérieurs part du cas le plus simple, mais aussi sans doute, le plus fondamental : le déversement d'une inflation extérieure à travers une monnaie pilote, qui est la situation des pays intégrés dans des zones monétaires ou même qui, ne l'étant pas, ont un commerce extérieur essentiellement bilatéral. Ici la rigidité du système ne permet que peu d'ajustement. Sur le plan mondial on trouve une analogie dans le déversement de l'inflation des pays dont la monnaie nationale est monnaie de réserve pour les autres sur le reste du monde.

La chute du prix des exportations détermine — en dehors même de toute action éventuelle sur le change si elle entraîne un déséquilibre de la balance extérieure — une contraction nécessaire des importations qui n'est pas toujours parallèle à celle du revenu des exportateurs, et partant des déséquilibres sectoriels entre l'offre et la demande de divers produits et des « spirales » de hausses conséquentes analogues aux précédentes. L'essentiel ici est plutôt de combattre des mouvements spéculatifs éventuels en essayant de maintenir à un niveau satisfaisant les approvisionnements clés ; mais cela n'est pas toujours possible.

Mais la hausse des prix à l'exportation n'a pas d'effets symétriques inverses. Ici au contraire il y a tendance à l'alignement des prix internes sur les prix extérieurs et une « spirale » de hausse continue est possible si les revenus excédentaires se heurtent à une faible élasticité de l'offre. C'est ainsi que cette situation, qui offre théoriquement la possibilité d'une accumulation accélérée, rend très souvent impossible de concrétiser cette accumulation supplémentaire potentielle.

Ainsi donc les conditions structurelles de sous-développement réduisent-elles considérablement la capacité de « maîtriser » les relations extérieures et de les mettre au service d'une politique de développement. L'analyse des expériences contemporaines faite par Eli Löbel rejoint nos conclusions.

Ajoutons-y que l'accès à l'indépendance monétaire comporte désormais le risque qu'en cas de déséquilibre de la balance extérieure le change ne se déprécie. La chute du change dans les conditions du sous-développement, même si elle parvient très provisoirement à rééquilibrer la balance extérieure (ce qui est très peu probable à cause des élasticités prix perverses), ne peut à la longue résoudre le problème à cause de la hausse des prix qu'elle détermine et qui en annule les effets provisoires. S'il y a quelque cause réelle au déséquilibre chronique de la balance extérieure, tandis que dans l'hypothèse d'un étalon devise étrangère le temps suffisant pour que l'effet revenu épuise ses effets de rééquilibrage de la balance était accordé à l'économie sous-développée, dans l'hypothèse de l'indépendance monétaire on se trouve engagé dans une chaîne sans fin de dévaluations et de hausses des prix.

L'hypothèse n'est pas gratuite. Elle correspond à l'his-

toire monétaire de l'Amérique latine au XIX^e siècle comme le montre l'exemple du Brésil pour l'ensemble de la période 1840-1945⁸⁶. Dans ce cas on remarquera au passage l'évolution parallèle (jusqu'en 1940) de la circulation monétaire et de la valeur globale des exportations. Ce qui prouve que la monnaie est étroitement liée à l'activité exportatrice, circule peu ailleurs dans l'économie.

L'histoire du sous-développement est ainsi celle des « occasions théoriques d'accumulation ratées ». Si au cours de la Seconde Guerre mondiale, la hausse des prix a eu lieu malgré l'accumulation de devises et d'or, ce qui fut le cas général de l'Amérique latine et du Moyen-Orient la hausse a eu lieu par insuffisance de l'offre : difficultés matérielles d'importation. Jusqu'à cette date c'est le déséquilibre permanent de la balance extérieure (la balance commerciale est positive mais le poids des profits, à réexporter compte tenu des importations de capitaux nouveaux est extrêmement lourd) qui déprécie le change, ce qui entraîne la hausse des prix conformément à notre schéma. Cette hausse a été accentuée il est vrai par le déficit fréquent du budget et l'émission inflationniste de papier monnaie. La cause du déficit réside dans la croissance des nécessités d'une administration moderne plus rapide que celle du revenu (comme le montre l'exemple historique du Brésil). Ce cas du Brésil n'est pas unique. Dans l'expérience du Pérou et de la Chine entre 1920 et 1938 la hausse, très forte, l'était moins que dans les pays développés si l'on tenait compte de la détérioration continue du change (plus exactement que la baisse était plus profonde sur la période 1930-38)⁸⁷.

Ainsi donc un déséquilibre général entre l'offre et la demande est possible avec un système monétaire « indé-

pendant » pour les mêmes raisons que dans les pays à étalon devise étrangère. Le cas du Brésil pendant la Seconde Guerre est typique : la balance extérieure est positive et néanmoins les prix s'élèvent. Le change demeure stable, l'étranger payant son déficit dans sa devise qui s'accumule, mais le déséquilibre entre la demande et l'offre, restreinte par suite des difficultés de l'importation, détermine la hausse. Hausse qui est due à ce déséquilibre réel plus qu'au fait que les devises qui s'accumulent se déprécient, bien que ce dernier élément psychologique ait participé à la responsabilité de la hausse. Remarquons que la stabilité du change dans cette situation traduit une réalité d'importance : les économies dominantes peuvent payer leur déficit avec les économies dominées dans leurs devises. Cette possibilité, due à ce que le pays pauvre accepte toujours cette monnaie étrangère qui est un pouvoir d'achat international, empêche le change des pays riches de se déprécier. Par contre les pays pauvres qui doivent payer leur déficit en or (leur monnaie n'est pas acceptée) subissent la dépréciation de leur change plus fréquemment.

Toujours est-il que dans le cas examiné ci-dessus (Amérique latine pendant la guerre) la hausse des prix a eu lieu non seulement sans dépréciation du change, mais malgré la stabilité de ce change qui a joué un rôle stabilisateur, la hausse des prix dans les pays dominants (et partant celle des importations des pays sous-développés) ayant été inférieure à celle des prix domestiques.

Après la guerre, à ce mécanisme fondamental qui persiste s'ajoute parfois le mécanisme inverse (difficultés de la balance des paiements créant un déséquilibre interne offre-demande) ayant néanmoins des effets analogues : la

hausse des prix²⁸. De plus s'ajoutent souvent avec l'indépendance monétaire les deux causes traditionnelles de hausse : l'inflation par le budget et par la politique du crédit de la Banque Centrale.

A l'époque de l'étalon devise étrangère un déficit budgétaire était impossible, la Banque Centrale (ou le Currency Board) n'apportant pas de concours à l'Etat local. Au XIX^e siècle en Amérique latine, quand il a eu lieu, le déficit a été payé par une émission de papier monnaie par le Trésor. Ce papier monnaie avait cours légal. Mais dans les colonies françaises ou anglaises ceci n'était pas possible. Le déficit, s'il a lieu, est payé par une subvention du Trésor métropolitain, ce qui cause une inflation dans l'ensemble de la zone monétaire, non dans la colonie seule. Cette inflation, étant donnée la modestie des budgets coloniaux, ne peut être que très faible. Avec l'acquisition de l'indépendance monétaire cette possibilité de recourir à la banque d'émission devient une cause grave d'inflation²⁹. A cette cause, s'ajoute enfin, la possibilité nouvelle de la Banque Centrale qui « dirige le crédit » de financer des demandes de crédits inflationnistes suivant le modèle des pays développés actuels³⁰.

L'effort contemporain de certains pays sous-développés de se dégager de cette dépendance par le développement d'accords bilatéraux ne doit pas faire illusion. La plupart de ces accords organisent des relations nouvelles entre le monde sous-développé et une partie du monde développé — les pays de l'Est — et traduisent seulement l'entrée de ces pays de l'Est sur le marché mondial. Les accords entre pays sous-développés ne portent encore que sur des volumes d'opérations insignifiants. Ici encore la dépendance traduit l'asymétrie et l'inégalité réelle. Elle ne peut être

évitée, ou même simplement réduite, par des moyens monétaires et l'organisation des échanges extérieurs tant que les problèmes réels ne sont pas résolus. Les monnaies des pays sous-développés ne peuvent en aucun cas devenir des moyens de paiement internationaux".

Dans ces conditions il faut éviter de confondre « l'inflation de développement » qui a été effectivement pratiquée par certains pays à certaines époques de « l'inflation sans développement », qui constitue l'expérience des pays sous-développés.

Les expériences inflationnistes, dans le tiers monde, pratiquement limitées à l'Amérique latine jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, sont devenues au cours des vingt dernières années chose commune. Certaines de ces expériences, notamment en Afrique celle du Congo-Kinshasa de 1960 à 1968, et en Asie celle de l'Indonésie, ont été bien étudiées. L'inflation congolaise, comme l'a montré d'une manière très lumineuse Ryelandt ⁷ résulte de l'accès brutal au pouvoir d'une nouvelle classe sociale — la bureaucratie d'Etat — qui cherchait à s'approprier une fraction du revenu national, mais ne pouvait ni entamer sérieusement la part du capital étranger (à cause de l'orientation extravertie d'une partie des activités de ce capital — les industries extractives du Katanga — ou même, en ce qui concerne les ensembles industriels autocentrés de Kinshasa, parce que les entreprises étrangères étaient assez puissantes pour avoir les moyens de s'adapter à l'inflation), ni ponctionner directement les masses paysannes (qui résistaient soit par la rébellion ouverte, soit par la grève « passive » de la production pour l'exportation). Avec l'aide des Etats-Unis et du F.M.I. un équilibre a été rétabli au terme de huit années d'inflation, caractérisé par

des modifications très sensibles des prix relatifs et des revenus réels congolais par rapport à ce qu'ils étaient en 1960, qui traduisent un transfert de revenu des paysans et des petits salariés (notamment la classe ouvrière dont les salaires réels ont été réduits de moitié) au profit de la nouvelle classe. Cet « équilibre » est qualifié à juste titre par Ryelandt de régressif car il a un contenu davantage orienté vers la consommation (des nouvelles couches privilégiées), de sorte que l'équilibre des finances publiques comme l'équilibre de la balance des paiements sur lesquels il se fonde, sont extrêmement fragiles.

La plupart des inflations du tiers monde actuel sont de ce type. Ainsi par exemple celle de l'Indonésie de Soekarno⁷¹, celle du Mali⁷² ou celle de nombreux pays d'Amérique latine⁷³. Dans certains cas s'est juxtaposé à ce type d'inflation un processus d'inflation de crédits en relation avec une industrialisation désordonnée d'une efficacité médiocre, pour les mêmes raisons sociales de prédominance de la bureaucratie nouvelle⁷⁴.

Ce sont ces processus d'ajustement particuliers qui ont été à l'origine de la thèse structuraliste concernant l'inflation⁷⁵. Mais il importe de savoir que les mêmes résultats peuvent être obtenus sans inflation. Ainsi dans les anciennes colonies françaises d'Afrique noire, où le système monétaire interdit toute inflation budgétaire, le relèvement progressif de la ponction fiscale sous la forme d'impôts indirects a réduit les revenus réels des producteurs agricoles et des salariés urbains au bénéfice des mêmes couches sociales que dans les cas étudiés précédemment. Les équilibres nouveaux ont le même caractère régressif qu'au Congo-Kinshasa ou ailleurs. Dans les cas du Mali et du Ghana d'ailleurs, les régimes issus de la chute des précé-

dents n'ont, de ce point de vue, rien modifié, étant l'expression d'un pouvoir qui s'appuie sur les mêmes couches bureaucratiques.

L'expérience du Japon⁹⁰:

Pour s'industrialiser le Japon a effectivement eu recours à l'inflation notamment en 1877-94-1904 et 1914. De 1868 à 1873 l'inflation a été occasionnée par le déficit budgétaire destiné au financement de l'industrie naissante. Bien que le système central bancaire japonais n'ait pris sa forme moderne qu'ultérieurement (la Banque du Japon qui dès sa création fut une véritable Banque Centrale ne date que de 1882), le Japon de 1860 à 1880 n'a pas été intégré dans le marché financier international : l'appel aux capitaux étrangers a été très faible. L'inflation de 1868-73 est donc purement « nationale » en ce sens qu'elle n'a pas été transmise de l'étranger, qui d'ailleurs à l'époque vivait dans une atmosphère de stabilité monétaire. Quant à celles de 1894-1904 et 1914 elles le sont encore davantage, le capitalisme japonais s'étant renforcé entre-temps. L'aide de l'Etat aux vieilles familles de commerçants, qui vers 1870 se sont transformés en industriels, s'est faite sous forme d'avances à fonds perdus. Ces avances ont pesé sur le marché, déterminé la hausse des prix et permis ainsi le transfert de pouvoir d'achat de la masse paysanne à la bourgeoisie nouvelle qui a payé à l'étranger avec ce pouvoir d'achat ses importations de machines.

L'engorgement des canaux de la circulation par un excès de monnaie de 1877 à 1894 a favorisé le développement du Japon. Cette inflation de crédits, voulue, a permis la réalisation de l'investissement avant que l'épargne réelle ne soit dégagée de la production. L'émission monétaire tou-

jours en avance entraînait certes une hausse secondaire des prix mais essentiellement elle permettait l'élévation du niveau de l'activité. Une partie du pouvoir d'achat créé par l'Etat pour le compte des entrepreneurs s'est portée sur le marché extérieur. Il fallait, en effet, importer massivement des machines. Ces importations ont été payées en liquidant les stocks nationaux d'or et d'argent. Dans le cas japonais l'excédent des importations sur les exportations était dû à une brutale augmentation des importations de biens d'investissement. Il n'était pas dû à une augmentation de l'importation des biens de luxe consécutive à un transfert de revenu favorable aux classes riches comme dans le cas des pays sous-développés subissant la transmission d'une hausse des prix qui est extérieure au mécanisme de l'économie. Ce n'était donc pas la demande extérieure en général qui avait augmenté c'était la demande de biens d'investissement seule dont le niveau s'était élevé.

Les difficultés de la balance extérieure sont donc la conséquence de l'accélération de la croissance par l'inflation interne et non la cause de la hausse des prix.

Les expériences du monde sous-développé:

Est-ce à dire que toute inflation « nationale », c'est-à-dire non transmise par le canal involontaire des paiements extérieurs, soit favorable au développement ?

Okyar critique sur la base de l'expérience turque la politique keynésienne du déficit budgétaire systématique qui prétend que cette création d'une demande nouvelle est capable de favoriser le développement « bloqué ». Dans la période 1933 à 1940 le développement turc a été financé par le budget sans déficit et sans inflation : l'investissement a été de 9 % du revenu national annuellement. A partir de

1940 le déficit du budget a créé l'inflation. L'investissement n'a atteint que 4 % du revenu annuel qui a baissé de 1940 à 1948. tandis qu'il avait cru régulièrement de 1933 à 1940. L'exemple à vrai dire est très peu convaincant car la période de guerre a empêché l'utilisation productrice du déficit budgétaire : les dépenses publiques courantes, de 15 % dans la période de 1933-40, ont été de 22 % de 1943 à 1948. Okyar prouve bien que le mécanisme keynésien n'a pas joué car ce n'était pas l'absence de demande qui bloquait la croissance (sans quoi les dépenses improductives de l'Etat pendant la guerre auraient favorisé le développement en créant des phénomènes multiplicatifs) mais il ne prouve nullement que toute inflation voulue ne peut être dirigée vers l'investissement productif (cas du Japon) sous prétexte qu'on peut diriger également l'investissement d'Etat, sans déficit budgétaire".

Très différent de ces schémas est celui de l'inflation et de la hausse des prix dans les pays sous-développés au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ici la hausse, interne par son origine, est néanmoins en relation étroite avec la balance des paiements. Mais elle s'est faite dans une situation particulière de guerre telle qu'une partie de ses effets négatifs sur l'accumulation n'a pu se concrétiser.

En effet si la demande des pays européens et des Etats-Unis s'est accrue pendant la guerre comme dans une quelconque période de prospérité et si la nécessité d'exporter des produits manufacturés pour ces pays s'est affaiblie durant cette période (de même d'ailleurs que la possibilité) cela a entraîné une amélioration des termes de l'échange pour les pays d'Outre-Mer qui a favorisé l'accumulation locale. D'autre part une bonne partie de ce surplus de revenu qui se traduisait par l'amélioration de la balance des

paiements aurait dû en temps normal se dépenser en importations de luxe. Ce surplus de revenu est allé constituer alors en partie une épargne « forcée » qui ne devait pas tarder à s'investir localement, d'autant plus que l'absence de concurrence étrangère et le déficit brutal des importations favorisaient la création d'industries locales. Il est vrai que des forces contraires ont gêné ce développement notamment la baisse de la productivité de l'agriculture (impossibilité d'importer des engrais) et la difficulté de faire venir des machines d'Europe et d'Amérique. Aussi, une partie de ce surplus de revenu s'est portée sur le marché local des « biens de luxe », (construction de villas de luxe, etc.) où elle a déclenché la hausse des prix. Cette consommation effrénée de produits de luxe a par ailleurs favorisé les investissements en « Milk-bars » qui ont servi de pôle de développement à la dépense locale de luxe. Une partie du déficit de la balance des pays alliés a été payée en liquidant les réserves or et surtout en remettant en des mains locales les investissements étrangers, en commençant par les moins rentables bien sûr. En cela la guerre a contribué à la formation de capitaux locaux ne serait-ce que par ce transfert de propriété dont la conséquence allait être que les bénéfices réalisés ultérieurement ne seraient plus réexportés. Plus tard le déficit de la balance européenne a été payé soit en monnaie se dépréciant, soit en « dettes de guerre » (créances sterling par exemple) se dépréciant également au rythme de l'inflation européenne. Cette inflation européenne s'est ainsi transmise localement, aggravée par les dépenses des armées étrangères.

En définitive, le bilan, malgré les conditions particulièrement favorables au développement local, est plutôt maigre. L'inflation s'est traduite par un investissement brut

élevé, mais en même temps la guerre a impliqué un tel gaspillage de capitaux (non-remplacement du matériel usagé notamment dans les chemins de fer, routes, ports, etc.) qu'il est très difficile de savoir si en définitive l'investissement net a été positif. Finalement ce type d'inflation semble avoir été négatif. Ce qui a joué un rôle positif ce n'est pas l'inflation en elle-même, mais la disparition momentanée de la concurrence étrangère.

Ces derniers exemples montrent bien combien le climat général de hausse dans lequel baigne le monde depuis 1914 a pu être néfaste à l'accumulation dans les pays sous-développés. Même dans les conditions favorables de la Seconde Guerre mondiale le développement a été freiné plus qu'il n'a été favorisé par la transmission extérieure des hausses de prix. En revanche, l'exemple japonais montre qu'une inflation interne dirigée peut favoriser le développement. L'exemple de l'inflation montre donc clairement le danger qu'il y a de confondre les mécanismes du développement dans un cadre national des mécanismes du développement dans le cadre de l'intégration internationale. Les mêmes phénomènes qui dans un cas contribuent à accélérer l'accumulation des capitaux dans l'autre cas contribuent à freiner cette accumulation.

V. — L'HISTOIRE LOINTAINE : L'INTEGRATION DE LA PERIPHERIE DANS LE MARCHE MONDIAL DES METAUX PRECIEUX.

Certaines économies précapitalistes ignoraient l'usage de la monnaie (ainsi dans certaines régions d'Afrique) ou bien étaient encore attardées au stade de l'apparition de la

monnaie (usage de coquillages, dents d'animaux, etc). Ici le commerçant européen (après le commerçant arabe ou indien le plus souvent) a introduit la monnaie métallique. En achetant aux indigènes les produits d'exportation ce commerçant des comptoirs introduit dans le système économique des dollars de Marie-Thérèse ou des piastres mexicaines. En leur vendant les produits d'importation il retire ces pièces de la circulation locale. Ainsi s'explique-t-on qu'en Amérique du Nord, aux Antilles, où les colons européens se sont installés pauvres, le « séjour » des métaux ait été en général de très courte durée. Il a fallu périodiquement parer au besoin de monnaie par l'émission de signes monétaires en papier. Néanmoins il s'agit là d'un problème second. Ces colonies restaient dans la zone de circulation essentielle des métaux, c'est-à-dire que les prix étaient déterminés par le rapport du coût de production de la marchandise à celle du métal.

C'est qu'en effet ce métal a une « valeur intrinsèque ». Evidemment la conception subjectiviste de la valeur a conduit à l'affirmation que « l'utilité » de la monnaie provenant... de son usage monétaire, l'or tenait alors déjà sa valeur de cet usage et que partant « la valeur intrinsèque » du métal était chimérique. Si l'on veut aller jusqu'au bout dans cette voie, il faut nier que ce système basé sur l'or soit foncièrement différent d'un système basé sur du papier monnaie qui n'a pas plus de « valeur intrinsèque » bien qu'il ait une valeur (le billet représente un certain pouvoir d'achat). Pourtant on doit évidemment distinguer les deux systèmes : les pièces métalliques sont introduites dans le circuit économique par les producteurs d'or. Pour ces entrepreneurs la production de l'or est une activité lucrative et tant qu'un écart entre le prix de l'or et son coût de

production permet de dégager un profit équivalent à celui que les autres entrepreneurs retirent de leur production, de l'or nouveau est introduit dans l'économie. Mais l'extraction de l'or comporte un coût réel en travail et en capital. La « production » du papier en revanche ne « coûte » rien. Par contre le papier est introduit dans le circuit par des canaux très différents de ceux qu'empruntait l'or : par le canal des émissions d'Etat destinées à couvrir les besoins gouvernementaux, ou par le canal du crédit à court terme.

Pour Ricardo, que l'on accuse à tort d'être l'inventeur du quantitatifisme, l'or était une marchandise dont la valeur était mesurée par la quantité de travail cristallisée dans sa production. Cependant, la quantité de monnaie nécessaire étant déterminée par le niveau des prix, celui de l'activité et les habitudes de paiement, la présence dans les circuits économiques d'une quantité d'or différente de cette grandeur entraînait une variation du prix de l'or au-dessus ou au-dessous de sa valeur tout comme la surproduction ou la sous-production d'une marchandise quelconque déterminait des variations de son prix autour de sa valeur. Marx critiquera Ricardo en lui reprochant d'avoir oublié la thésaurisation qui absorbe le supplément d'or et d'avoir par là, en confondant la quantité de monnaie totale avec la quantité de monnaie en circulation, ouvert la voie au quantitatifisme. De toute façon le quantitatifisme brutal est postérieur à Ricardo. Il date de Walras. C'est en effet la construction économique nouvelle reposant sur la théorie subjective de la valeur qui devait conduire au quantitatifisme. En considérant que l'utilité de l'or vient précisément de sa fonction monétaire on est tombé dans un cercle vicieux dont on est sorti par le quantitatifisme brutal. Quoi

qu'il en soit, même dans une optique marginaliste modérée (comme celle de Nogaro), le système monétaire composé de pièces d'or apparaît comme très différent des systèmes monétaires utilisant le papier. En effet, si, dans la courte période, l'utilité détermine directement le prix d'une marchandise, dans la longue période le volume de la production de cette marchandise se fixe à un niveau où le prix déterminé par l'utilité ne laisse plus à l'entrepreneur qu'une marge de « profits normaux » au-delà du coût de la production. Or, la production de l'or comporte incontestablement un tel coût, celle du papier ne le comporte pas. Les mécanismes de pénétration de la monnaie dans l'économie ne présentent en conséquence aucune analogie.

Dans ces conditions on peut très bien comprendre que l'utilisation du même métal dans deux régions du globe n'impliquait pas forcément l'appartenance de ces deux régions à un même « système monétaire ». Effectivement, d'un point du globe à l'autre, le coût réel de production de l'or pouvait varier. On peut alors appeler « zone monétaire » la région géographique dans laquelle l'unité de coût de production de l'or est sensiblement réalisée. Si, d'une façon plus générale, on définit l'espace économique comme la région géographique au sein de laquelle les conditions économiques générales sont homogènes : les prix des marchandises comme les taux de rémunération des facteurs de la production¹⁰⁰, on est amené à constater que jusqu'à une époque relativement récente les « zones monétaires » coïncidaient d'assez près avec les « zones économiques ». Les sociétés précapitalistes constituent en général des entités — d'ailleurs non seulement économiques mais également politiques et sociales — repliées sur elles-mêmes. L'inexistence de mouvements migratoi-

res (sauf évidemment par la conquête, ce qui constitue un autre problème), la rareté relative des relations avec l'extérieur, ont eu pour effet la division du monde en régions économiques et monétaires hétérogènes. Le développement du capitalisme sur la base nationale en Europe a également permis la coexistence de régions économiquement hétérogènes au XIX^e siècle, bien qu'un marché « européen » unique de l'or (dont les réserves se trouvaient d'ailleurs hors d'Europe : en Amérique puis plus tard en Afrique et en Australie) existât depuis environ deux siècles. On sait que le niveau général des prix, par exemple, n'a jamais été le même dans tous les Etats européens. Mais déjà à cette époque la dépendance dans laquelle certains pays extra-européens se trouvaient à l'égard d'Etats européens avait créé des régions économiques d'un type nouveau, composées de la métropole et de ses colonies, dans lesquelles certaines conditions, notamment les conditions monétaires, étaient homogénéisées tandis que d'autres demeuraient hétérogènes.

Le développement ultérieur de l'exportation des capitaux a donné à ce type nouveau d'espace économique encore davantage d'importance, de caractère, en a fait ressortir plus clairement les limites.

On commence alors à voir ce que pourraient avoir signifié dans ces conditions les premières formes de « l'intégration monétaire » des pays sous-développés. Les économies précapitalistes d'Outre-Mer possédaient leur stock de métal. Leur intégration au marché international n'a rien changé à ce fait (sauf par pillage, bien entendu, en cas de conquête). Mais le contact établi entre les deux sociétés jusque-là isolées a pu déterminer une modification de la valeur de l'or : soit que cette valeur ait baissé dans les pays

européens à la suite de la découverte de mines où l'extraction était plus facile (ce qui s'est passé au XVI^e siècle : il n'y a nullement besoin de faire appel au quantitativisme pour expliquer la hausse générale des prix de l'époque), soit que l'inverse se soit produit : c'est ainsi que l'argent, relativement meilleur marché en Europe, a modifié certaines conditions générales, notamment dans les pays d'Extrême-Orient.

Dans l'analyse de l'échange international, Ricardo parlait de l'hypothèse de salaires-or égaux et d'une dispersion des prix-or homothétique de celle des coûts réels pour aboutir à l'identité des prix-or. L'hypothèse des salaires-or égaux provenait de ce que Ricardo avait préalablement supposé l'intégration parfaite des deux pays dans un seul marché de l'or. Cette hypothèse ne répond pas seulement à un besoin logique, il en fut effectivement ainsi lorsque deux zones monétaires indépendantes entrèrent en contact : l'Europe et l'Amérique du XVI^e siècle, l'Inde et l'Angleterre du XVIII^e siècle, etc.

Il y a donc là un phénomène spécifiquement monétaire : la modification de la valeur de la monnaie à la suite de l'intégration des deux économies dans une sphère d'échange plus large, qui se juxtapose aux phénomènes purement économiques : la modification des conditions économiques à la suite de l'établissement de relations commerciales entre les deux systèmes.

L'Inde ¹⁰¹ constitue un bel exemple du phénomène. La monnaie, la roupie d'argent, perd peu à peu sa valeur au XIX^e siècle. Sa valeur en pence diminue de 35 % de 1850 à 1900. Il en est résulté une hausse des prix (indice 90 en 1861, indice 116 en 1900) qui fait contraste avec la baisse des prix anglais (indices 135 et 105 aux mêmes dates). On

sait que la dégradation de la roupie a été arrêtée, à la fin du siècle, par l'invention du système du Sterling Exchange Standard : la suspension de la frappe libre de la roupie, l'échange à taux fixe et en quantités illimitées de roupies contre du Sterling et vice versa (la roupie est devenue un « billet de la Banque d'Angleterre imprimé sur de l'argent »).

Il est résulté de cette baisse du prix de l'argent de graves pertes pour l'Inde : le gouvernement de ce pays avait à transférer en Grande-Bretagne chaque année vers 1880 environ 16 millions de livres (intérêts de la dette publique, entretien de l'armée, etc.). Il émettait des traites qu'il vendait à Londres et qui faisaient concurrence à l'envoi d'argent. Le prix de ces traites s'accordait donc avec le cours de l'argent sur le marché. Chaque année le gouvernement indien perdait environ 25 % du montant de ces traites et il dut créer des impôts nouveaux pour compenser ce transfert de revenus vers l'Angleterre. Autre effet négatif du même genre : la détérioration des termes de l'échange pendant 30 ans (de 1870 à 1898), provenant de ce chef. Ainsi les 100 kilos de blé indien étaient vendus 19,22 francs en 1886 au lieu de 23,05 francs, par suite de la détérioration du prix de l'argent. Tous les pays où circulait l'argent, c'est-à-dire non seulement l'Extrême-Orient mais encore l'Amérique latine, la Perse, etc., ont beaucoup souffert de la dévaluation du métal blanc.

Il est vrai que les pays développés monométallistes argent ou bimétallistes ont également souffert de ce chef. Mais ces pays, témoins l'Allemagne, la Hollande, la Scandinavie, l'Autriche-Hongrie, la Russie, etc., ont pu facilement passer à la fin du siècle au monométallisme or direct (Allemagne, Hollande, Scandinavie) ou à l'étalon change

or (Russie : 1894 ; Autriche : 1891). Seuls les plus pauvres comme l'Espagne ont dû passer au papier monnaie. Les pays sous-développés par contre n'ont pas réussi, sauf l'Argentine, à en faire autant. Ils sont tous finalement passés à l'étalon devise étrangère sauf lorsque, comme l'Amérique latine, ils ont conservé le régime du papier monnaie très répandu depuis le début du XIX^e siècle.

Il serait intéressant alors de se demander quels ont été les effets généraux de ces modifications de la valeur de la monnaie métallique dans les économies capitalistes périphériques en voie de construction. L'étude de ces effets ne peut guère être menée en termes suffisamment généraux pour constituer une théorie. Il faut regarder de près chaque cas historique, la nature des régimes économiques mis en présence, la politique suivie par le conquérant ¹⁰². L'intérêt historique incontestable de telles études ne retiendra pas plus longtemps parce que l'intégration bancaire des pays sous-développés est venue très tôt se superposer à l'intégration commerciale de ces pays. Cette intégration bancaire est devenue alors la forme essentielle de l'intégration monétaire.

VI. — L'HISTOIRE PRESENTE : LA CRISE DES LIQUIDITES INTERNATIONALES ET LES PAYS SOUS-DEVELOPPES.

Nous reprenons à Eli Löbel ¹⁰³ les termes mêmes — qui sont extrêmement clairs — dans lesquels il analyse la crise actuelle des liquidités internationales.

Tableau 1
Réserves mondiales : accroissement, 1951-65

| | Réserve à la fin de | | Accrois- sement 1951-1965 | Accrois- sement en pourcentage par an |
|---|----------------------|------|---------------------------------|--|
| | 1951 | 1965 | | |
| | Milliards de \$ E.U. | | | |
| Or | 33,9 | 41,9 | 8,0 | 1,5 |
| Position de réserve au FMI | 1,7 | 5,4 | 3,7 | 8,6 |
| Monnaies | 13,7 | 22,9 | 9,2 | 3,7 |
| dont : | | | | |
| Créances sur les Etats-Unis ¹⁰⁴ | 4,2 | 14,8 | 10,6 | 9,4 |
| Créances sur le Royaume-Uni ¹⁰⁵ | 8,2 | 6,7 | - 1,5 | - 1,5 |
| Divers | 1,3 | 1,4 | 0,1 | 0,5 |
| Total ¹⁰⁶ | 49,3 | 70,2 | 20,9 | 2,6 |

Source : Rapport annuel 1966 FMI, tableau in Löbel, art. cité.

« Au cours des quinze dernières années, on constate un accroissement plus lent des liquidités internationales — ou réserves mondiales — que du volume des échanges internationaux. Nous citerons à cet égard le Rapport Annuel 1966 du Fonds Monétaire International :

« Les réserves mondiales — définies ici comme étant les réserves de tous les pays autres que ceux du bloc soviétique et la Chine populaire — peuvent être estimées à près de 48 milliards de dollars à la fin de 1951, et aux environs de 70 milliards de dollars à la fin de 1965 (Tableau 1). Elles ont augmenté pendant cette période à un taux annuel de 2,6 pour cent, mais étant donné que les échanges internationaux se sont développés à un taux annuel d'environ 6 pour

cent, si on les exprime en pourcentage des importations annuelles, les réserves sont tombées au cours de cette même période de 67 à 43 pour cent (Tableau 2). »

« Le mouvement s'est accentué au cours des dernières années : la croissance du commerce mondial se situait autour de 10 % et de 5 %, respectivement au cours des années 1966 et 1967, tandis que les réserves mondiales n'ont progressé en moyenne que de 1,5 % par an pendant cette période (selon le Rapport Annuel du F.M.I., 1968). »

Tableau 2

Réserves des pays exprimées en pourcentage des importations (1951-1965)

| | 1951 | 1960 | 1965 |
|---|-----------|-----------|-----------|
| A. - PAYS DEVELOPPES | 73 | 60 | 43 |
| GROUPE DES DIX (Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Canada, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Suède) | | | |
| AUTRES PAYS DEVELOPPES | 46 | 44 | 41 |
| TOTAL PAYS DEVELOPPES | 68 | 57 | 43 |
| B. - PAYS MOINS DEVELOPPES | | | |
| Principaux exportateurs de pétrole | 60 | 49 | 64 |
| Pays dont les réserves initiales sont élevées | 118 | 41 | 22 |
| AUTRES PAYS MOINS DEVELOPPES | 41 | 44 | 42 |
| TOTAL PAYS MOINS DEVELOPPES | 64 | 44 | 42 |
| TOTAL GENERAL | 87 | 55 | 43 |
| TOTAL GENERAL ETATS-UNIS EXCLUS | 39 | 44 | 39 |

Source : Rapport annuel 1966, FMI, tableau in Löbel, art. cité.

« 2° Une telle tendance peut paraître inquiétante à première vue. On s'accorde toutefois de souligner que rien ne permet d'affirmer que le niveau actuel des réserves mondiales soit insuffisant. En effet, on peut soutenir que la structure du commerce international était particulièrement déséquilibrée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et qu'elle est devenue beaucoup plus équilibrée à l'heure actuelle, de sorte que les soldes à régler diminuent, nécessitant des réserves plus réduites. Le Professeur Triffin avait calculé que « les réserves monétaires, essentiellement composées d'or en 1913, ne couvraient que 37 % des importations mondiales » ¹⁰⁷. Le rapport réserves/importations, en comprenant dans le numérateur les positions de réserve au F.M.I. est encore supérieur en 1965 à celui de 1913 (voir tableau 2). »

« 3° On ne devrait pas, en outre, considérer uniquement *le stock* des liquidités internationales mais aussi *sa vitesse de circulation*. Or, cet aspect de la question a été négligé jusqu'ici, bien que des analyses très poussées existent dans ce domaine sur le plan monétaire interne ¹⁰⁸. »

« 4° Il s'avère également que des mécanismes d'ajustement ont fait apparition ces dernières années, qui peuvent agir dans le sens d'une réduction du niveau global des réserves nécessaires. On citera à cet égard le rapport annuel du F.M.I., mentionné ci-dessus :

« Il n'est pas impossible que les améliorations qui sont susceptibles d'être apportées au processus international d'ajustement seront telles qu'elles permettront de réduire le niveau général des réserves nécessaires par rapport aux échanges et, par conséquent, de maintenir pendant un certain temps le taux d'accroissement des besoins de réserves à un niveau relativement bas. Cette question a fait

récemment l'objet d'une série d'entretiens au sein de l'O.C.D.E. ; et le Fonds lui-même, dans ses rapports avec ses membres, continue d'encourager à chaque fois qu'il en a l'occasion une telle amélioration. L'élargissement et la prorogation *des accords bilatéraux de troc de devises (swap arrangements)* peuvent accroître la confiance dans la stabilité de la monnaie et prévenir les mouvements spéculatifs, à condition toutefois que l'on ne multiplie pas les instruments de cette sorte jusqu'au point où ils auraient pour effet de retarder indûment les ajustements nécessaires. Le financement des déficits au moyen de tels accords peut en même temps réduire dans une certaine mesure les besoins de réserves ».

« Toutefois, et ceci nous semble essentiel, de tels mécanismes ont fonctionné essentiellement, sinon exclusivement entre les pays industrialisés. On reviendra plus loin sur ce point. »

« 5° La crise du système des paiements internationaux ne réside donc pas dans une insuffisance mondiale des liquidités internationales, tout au moins en ce qui concerne les pays industrialisés. »

« Il s'agit bien plus de sa répartition, notamment du cas particulier des monnaies de réserves, en premier lieu du dollar. Les chiffres sont connus. En 1951, les réserves or des Etats-Unis se chiffraient à 24,3 milliards en dollars unités de compte, tandis qu'en 1965, elles ne sont plus que de 14,7 milliards. En face de ces réserves diminuées on trouve un endettement des Etats-Unis envers le reste du monde qui n'a cessé de croître de 8,3 milliards de dollars en 1951 à 25,2 en 1965. Ce dernier chiffre se répartit entre environ 14,8 milliards d'endettement, envers les autorités publiques étrangères ; le reste, soit environ 10,4 milliards,

étant constitué par un endettement envers les banques commerciales étrangères, les particuliers et divers autres organismes. La presque totalité de cette dette extérieure des Etats-Unis, soit 24,1 milliards, est à court terme, contre 1,1 milliard de dette à long terme. Par contre les créances des Etats-Unis sur l'extérieur se chiffrent à 12,2 milliards dont 7,7 à court terme et à 4,5 à long terme. Le tableau ci-joint résume la situation extérieure des Etats-Unis (en milliards de dollars) :

| Réserve Or | 1951 | | 1965 | |
|---------------------------|------|-----|------|------|
| | 24,3 | | 14,7 | |
| Dettes envers l'extérieur | 8,3 | | 25,2 | |
| dont court terme | | 7,7 | | 24,1 |
| long terme | | 0,6 | | 1,1 |
| Créances sur l'extérieur | 1,4 | | 12,2 | |
| dont court terme | | 1,0 | | 7,7 |
| long terme | | 0,4 | | 4,5 |

« 6° La crise internationale réside donc pour l'essentiel dans cette confrontation entre les réserves or des Etats-Unis, d'un montant de 14,7 milliards, trop faibles pour couvrir les dettes envers l'extérieur, que l'on considère les chiffres bruts — soit 25,2 milliards de dettes ou seulement 24,1 pour la partie à court terme, ou encore les chiffres nets — soit 13,0 milliards pour l'ensemble de la dette nette ou 16,4 milliards pour la dette nette à court terme. »

« Par le biais du système monétaire mondial on est donc parvenu à cette situation paradoxale que l'ensemble du monde prête aux Etats-Unis des sommes considérables, essentiellement à court terme. Cette situation qui a résulté

de la position de force de l'économie américaine à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, est maintenant d'autant plus l'objet de critiques possibles que cette position de force, demeurée intacte sur le plan économique, est sérieusement ébranlée sur le plan financier et monétaire par la faiblesse des réserves or des Etats-Unis en face de leurs engagements ; d'où la crise. »

« 7^o Peu importe à cet égard que la détérioration des finances extérieures des Etats-Unis ne résulte pas d'un déficit de la balance commerciale ou de l'ensemble de la balance des biens et services — elles sont excédentaires toutes les deux. La détérioration a en effet son origine dans les mouvements de capitaux, y compris les capitaux publics. Ce qui importe c'est qu'une partie de ces capitaux est reprise par le système monétaire mondial. Si, comme il est couramment admis, les investissements privés des Etats-Unis à l'étranger rapportent un profit évalué entre 10 à 15 % par an, tandis que les dettes à court terme contractées par les Etats-Unis à travers le système monétaire ne leur coûtent que 3 à 4 % l'an environ, on illustre un des aspects du paradoxe monétaire mondial, à l'avantage des Etats-Unis et corrélativement au détriment du reste du monde. »

« Mais si l'on peut affirmer qu'il ne semble pas exister un véritable problème de pénurie de liquidités internationales pour l'ensemble du monde, il en va autrement pour les pays sous-développés. »

S'agissant des pays africains, E. Löbel écrit : « En prenant les statistiques des vingt-huit pays africains pour lesquels on dispose d'une série comparable à partir de 1960, on s'aperçoit que leurs réserves extérieures ont diminué de 2,9 milliards de dollars unités de compte en 1960 à 2,2 milliards en 1965. Il s'agit là des réserves extérieures

brutes, c'est-à-dire, avant déduction des dettes à court terme, ces réserves brutes comprenant l'or, les devises et les droits de tirage automatique sur le F.M.I. (appelés « positions de réserve » au F.M.I. qui sont égales pour les pays africains à la « tranchée d'or » au F.M.I., c'est-à-dire à leur souscription en or auprès de cet organisme). »

« Or, les importations de ces pays ont fortement progressé pendant les cinq dernières années de 4,0 milliards de dollars en 1960 à 5,9 milliards en 1965. Le mouvement en sens inverse, des liquidités internationales et des importations, a fait baisser le rapport entre les premières et les secondes de 72 % en 1960 à 37 % en 1965. »

En ce qui concerne les pays d'Asie, les réserves brutes ainsi définies de douze Etats non pétroliers¹¹⁰ pour lesquels on dispose de statistiques comparables depuis 1948, sont tombés de 5,4 milliards de dollars en 1948 à 3,7 en 1951 et 3,6 en 1966 ; tandis que les importations de ces pays passaient de 4,4 à 5,1 puis 9,5 milliards respectivement pour chacune de ces trois dates. L'Asie, qui disposait après la guerre de réserves considérables, notamment des créances Sterling de l'Inde (plus de 1,2 milliards de livres pour l'Inde et le Pakistan), a vu ces réserves fondre, brutalement de 1948 à 1951 (le rapport des réserves aux importations est tombé de 122 % à 73 %), plus lentement mais néanmoins régulièrement après (le rapport est de 38 % en 1966). Les réserves de grands pays comme l'Inde et le Pakistan ne couvrent guère plus d'un trimestre d'importations. Les réserves des petits Etats se sont mieux comportées, notamment celles de la Thaïlande qui ont augmenté de 0,7 milliard de dollars en 1948 et 1966. Les réserves des pays pétroliers du Moyen-Orient ont fortement augmenté : celles de l'Iran et de l'Irak de 0,3 milliard de dollars en 1951 à

0,7 en 1966 ; tandis que celles du Koweït (réserves du Currency Board et du gouvernement) passaient à 1,1 milliard en 1966 et celle de l'Arabie (Saudi Arabia Monetary Agency) à 0,8.

En ce qui concerne l'Amérique latine, nos calculs basés sur seize pays pour lesquels on dispose de statistiques comparables montrent que le rapport réserves sur importations, voisin de 50 % en 1948 (les réserves sont de 2,5 mlds de dollars, les importations de 5,0) le demeure jusqu'en 1953. A cette date les importations sont passées à 5.9 mlds, les réserves à 2,8, le Mexique ayant presque seul apporté cette amélioration des réserves. Mais à partir de 1953 la situation va se détériorer régulièrement. En 1962 les réserves ne sont plus que de 2,3 mlds, les importations de 7,9 mlds (le rapport réserves-importations inférieur à 30 %). Il est vrai que de 1962 à 1967 la situation semble être améliorée car si les importations sont passées à 9,5 mlds, les réserves sont passées à 3,1 mlds. Cette amélioration provient en réalité presque intégralement de deux sources : l'augmentation des réserves du Venezuela, gros producteur pétrolier comme on le sait (augmentation de 254 millions de dollars en cinq ans), et surtout l'augmentation brutale de celles de l'Argentine (qui sont passées de 132 millions de dollars en 1966 à 625 en 1967) consécutive à la politique de déflation de ce pays. Ces deux pays exclus, le rapport réserves-importations a continué à se dégrader et est passé de 30 % en 1962 à 23 % en 1967 (réserves : 1,6 mlds — importations 5,1 mlds).

La prise en considération des réserves nettes au lieu des réserves brutes donne des résultats analogues. S'agissant de l'Afrique, E. Löbel écrit :

« Il est intéressant d'examiner également l'évolution des

réerves extérieures nettes des pays africains. Pour obtenir celle-ci, on déduira des liquidités internationales, qui, sauf, pour la partie or, sont des créances à vue de ces pays sur le reste du monde (quand on détient la devise d'un pays étranger on a une créance sur celui-ci), les engagements extérieurs à vue des pays africains. Rappelons qu'il ne s'agit pas de la dette à long terme, mais seulement des dettes à court terme exigibles en principe à tout moment. Ces engagements extérieurs à vue comprennent les soldes débiteurs des accords bilatéraux (compte Clearing), quand ce dernier montant était disponible. Ils étaient d'environ 0,5 milliard de dollars en 1960 et ont progressé jusqu'à 0,8 milliard en 1965. Ainsi les avoirs extérieurs nets qui se chiffraient à 2,4 (2,9 — 0,5) milliards en 1960, sont tombés à 1,4 (2,2 — 0,8) milliard en 1965. Et le rapport réserves extérieures nettes sur importations a diminué de 60 % en 1960 à 23 % en 1965. »

Il en est de même pour l'Asie et l'Amérique latine, les réserves nettes représentant deux tiers environ des réserves brutes.

Poursuivant son analyse, E. Löbel écrit :

« On a coutume de prendre également en considération les réserves conditionnelles, qui sont en quelque sorte des liquidités internationales à la disposition du pays, à la condition que ce dernier se plie aux règles édictées par celui qui accorde les disponibilités en question. Le type même de ces liquidités internationales conditionnelles sont les droits de tirage sur le F.M.I... les tranches de crédit qui sont à la disposition des pays africains, qui se chiffraient à 0,2 milliard en 1960, sont passés à 0,6 milliard en 1965. Leur augmentation est le résultat de l'entrée massive des Etats africains au F.M.I. Les fluctuations enregistrées

pour un certain nombre d'Etats (Ghana, Mali, Somalie, Soudan, Tunisie et R.A.U.) sont le résultat de l'utilisation par ces Etats des crédits conditionnels accordés par le F.M.I. Ils sont conditionnels car le F.M.I. n'accorde le crédit qu'à la condition que l'Etat bénéficiaire mette en œuvre des mesures destinées à rétablir l'équilibre de ses finances extérieures. En incorporant ces liquidités conditionnelles aux autres liquidités et en les rapportant toujours au volume des importations, on obtient des pourcentages plus forts que ceux indiqués plus haut, à savoir 78 % en 1960 et 47 % en 1965.

« Il existe d'autres liquidités conditionnelles que celles qu'on vient d'indiquer. Les pays francophones qui bénéficient pour leurs monnaies nationales de la garantie illimitée de la France (Afrique de l'Ouest : B.C.E.A.O., Afrique équatoriale : B.C.E.A.E.C., Madagascar) ont, du fait de cette garantie, des réserves conditionnelles égales à la richesse de la France. Ceci est hypothétique et non chiffrable. Il reste que pour ce groupe de pays africains la notion des liquidités internationales n'a pas le même sens que pour les autres, à cause de leurs liens monétaires particuliers avec la France. On peut même dire que leurs réserves extérieures effectives, détenues pour la presque totalité en francs français, sont conditionnelles. En effet, en contrepartie de sa garantie, la France a pu s'assurer que les pays bénéficiaires pratiquent une politique de crédit telle que leurs instituts d'émission n'avaient pas besoin de recourir aux facilités de crédits automatiques que la France est tenue d'accorder du fait de la garantie. Rappelons que dans le cadre des instituts d'émission de l'Afrique équatoriale et de Madagascar, la composition paritaire du Conseil d'Administration donne aux représentants de la France la pos-

sibilité d'empêcher, le cas échéant, une chute relative des réserves extérieures jugée trop brutale. Le Conseil d'Administration de la B.C.E.A.O., institut d'émission pour l'Afrique de l'Ouest, est composé en majorité de représentants des Etats africains membres. Les sauvegardes de la France sont de caractère statutaire et de type classique : hausse du taux d'escompte et limitation des plafonds de crédit en cas de chute relative des réserves extérieures. Toutefois, en toute dernière instance, si les Etats africains s'avisait de déroger à ces règles statutaires ils ne peuvent le faire qu'avec l'accord des administrateurs français.

« S'il est donc impossible d'inclure dans les réserves extérieures des pays africains ce type de facilités extérieures très spéciales, on devrait, en revanche prendre en considération les réserves extérieures conditionnelles résultat d'accords bilatéraux. Ces réserves sont conditionnelles dans le sens que, le plus souvent, elles ne peuvent servir pour des achats de biens, et accessoirement de services, que dans le pays avec lequel l'accord est signé. En outre, la liste des biens pouvant être réglés par ces comptes bilatéraux comporte souvent des restrictions. Dans la mesure où des compensations triangulaires ou multilatérales sont prévues, ou simplement pratiquées dans les faits, les réserves extérieures en question deviennent moins « conditionnelles » dans le sens que nous donnons ici à ce terme. Il reste que de même que les accords bilatéraux de troc de devises (Swap arrangements) entre Banques Centrales des pays développés, peuvent servir au « financement des déficits » et réduire dans une certaine mesure les « besoins de réserves » les accords de paiement avec crédits réciproques, jouent un rôle semblable.

« Les chiffres concernant ces accords ne sont pas, mal-

heureusement, publiés de façon continue, comparable et exhaustive. »

E. Löbel a néanmoins fait une récapitulation des accords de paiements bilatéraux en Afrique. La majorité de ces accords — qui intéressent particulièrement la R.A.U., le Mali, la Guinée, le Ghana et le Maroc — ont été conclus avec les pays de l'Est, mais quelques-uns ont été signés entre pays africains. Il en est de même en ce qui concerne les accords bilatéraux conclus par des pays asiatiques, très nombreux (Inde, pays arabes, etc.) et quelques pays d'Amérique latine (en dehors de Cuba bien entendu).

« Les accords bilatéraux avec facilités de paiements ont certainement contribué à réorienter le commerce extérieur des pays signataires dans le sens d'une plus grande diversification quant aux partenaires. Cependant, l'accroissement des importations en provenance du bloc bilatéral est certainement dû en grande partie à l'aide à long terme accordée par celui-ci aux pays africains. Or, les chiffres (cités ici) couvrent seulement les crédits commerciaux réciproques, ce qui est bien dans la logique d'une étude sur les liquidités internationales. En outre, de nombreux accords de commerce et de paiements bilatéraux prévoient que certains biens et services particulièrement « appréciés » sur les marchés mondiaux seront exclus des comptes bilatéraux. Enfin, il est pratique courante que même si les transactions passent en principe par un compte bilatéral avec marge de crédit, une partie du paiement doit être effectuée à la conclusion de la transaction et en devises convertibles. Ces deux dernières clauses jouent en général davantage en faveur des pays africains ».

« En réalité, les données statistiques qui nous intéressent le plus dans l'optique de l'étude de l'impact monétaire

du réseau des paiements bilatéraux, sont :

a) les montants des marges de crédit réciproques que les partenaires s'accordent, et qui constituent en quelque sorte des liquidités internationales « conditionnelles » ;

b) le mouvement réel des comptes bilatéraux, qui permet de déceler en faveur de qui le système a joué, et de répondre à la question si ce sont les pays africains qui ont prêté par le mécanisme bilatéral au reste du monde (essentiellement aux pays développés) ou l'inverse, puisque nous étudions ici les questions monétaires, la question essentielle est, en effet, de savoir qui prête à qui, à quelles conditions et par quel mécanisme. »

Ces observations, qui sont valables pour tous les pays sous-développés, conduisent à une série de conclusions également valables pour les pays asiatiques et latino-américains :

« Le mécanisme des accords de paiement bilatéraux tend à obliger les partenaires non africains, et en premier lieu les pays développés, à consentir des crédits commerciaux automatiques aux pays africains. »

« Tout ceci démontre qu'il est extrêmement difficile de se prononcer sur le point de savoir s'il existe un problème de réserves extérieures pour les pays africains, malgré la baisse du rapport liquidités internationales sur importations de 72 % en 1960 à 37 % en 1965. Les modalités de règlement des transactions internationales ont beaucoup évolué, ces dernières années sur et pour le continent africain. La composition des transactions internationales des pays a également évolué, notamment en ce qui concerne les importations. En toute rigueur, pour juger de l'insuffisance des liquidités internationales, même dans le cadre d'un pays pleinement intégré dans le système monétaire

mondial, il faudrait comparer celles-ci uniquement aux importations que le pays africain en question doit régler sur fonds propres (principalement, biens de consommation privée et publique et biens intermédiaires). Or, la part de l'équipement importé et financé sur ressources extérieures a très certainement augmenté ces dernières années. Une étude détaillée des statistiques du commerce extérieur et des sources de financement est nécessaire. Encore faut-il savoir dans quelle mesure les statistiques officielles comprennent ces importations de biens d'équipement financés par l'extérieur. Enfin, comme facteur aggravant, il faudrait prendre en considération les charges de la dette extérieure à long terme, ce qui est contrepartie du financement extérieur¹². »

« On peut néanmoins avancer en conclusion de cette partie de notre exposé¹³ :

« Le système monétaire international contient, de par sa nature, cette particularité que les pays africains prêtent en permanence des fonds aux pays développés du fait qu'ils détiennent la majeure partie de leurs réserves en devises étrangères, principalement la livre sterling, le franc français et le dollar. Et, pour ce qui nous intéresse ici, il importe peu de savoir si, par ailleurs, l'aide extérieure a contribué ou non à alimenter ces réserves. De même que sur le plan mondial, l'ensemble du monde faisant partie du système monétaire international prête à travers celui-ci aux plus puissants — les Etats-Unis en premier lieu — de même, sur le plan africain, le continent tout entier prête aux pays développés, en premier lieu aux anciennes puissances colonisatrices. On a déjà vu que le montant de ce prêt se chiffrait à 2,9 milliards en 1960 et à 2,2 milliards de dollars (unité de compte) en 1965.

« Dans le cadre du système monétaire international, et pour autant que les pays africains en font partie, ce qui est le cas, il existe un problème de liquidités internationales pour l'Afrique, étant donné que le rapport réserves extérieures sur importations a dangereusement fléchi ces dernières années..

« A la différence de ce qui se passe sur le plan mondial, où l'on assiste davantage à une crise de confiance dans les monnaies de réserves, en termes plus politiques : opposition à l'imposition d'une monnaie de réserve internationale émise sur un plan national — les Etats-Unis — le problème de l'Afrique se manifeste moins au niveau de la composition des réserves extérieures qu'à celui de leur montant. Tandis que sur le plan mondial c'est le pays qui emprunte à court terme par le système monétaire international (les Etats-Unis) qui souffre d'un déficit de sa balance extérieure ; sur le plan africain le déficit des balances extérieures se situe du côté africain, c'est-à-dire du côté des pays prêteurs.

« Pour continuer l'analogie, et toute proportion gardée, dans les relations Afrique - Monde développé, la nature du problème est assimilable à celle de l'immédiat après-guerre quand les pays prêteurs à travers le système monétaire international — l'ensemble du monde développé — étaient aussi ceux qui avaient un déficit envers celui à qui on prêtait (les Etats-Unis, en premier lieu).

« Malgré la tendance récente à un fléchissement très marqué des réserves extérieures, leur niveau global reste encore suffisamment élevé, soit 37 % pour l'Afrique, prise dans son ensemble. Cependant, du fait de la répartition très inégale de ces réserves entre les pays africains, certains de ceux-ci disposent de « sur-réserves » prêtées exclusive-

ment aux pays développés, à travers le système monétaire international. Ceci est le cas de la Lybie, de l'Ethiopie et dans une moindre mesure, du groupe de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). D'autres, comme la R.A.U., le Ghana, la Tunisie et le Mali, connaissent de sérieux problèmes toujours dans l'optique d'un système monétaire international, sans pouvoir faire appel aux facilités existantes ailleurs en Afrique, ou ne pouvant le faire que dans une faible mesure. Les unions monétaires (Afrique de l'Ouest, Afrique équatoriale) comme les accords de paiement inter-africains, instituent une certaine solidarité africaine.

« Le système de crédits commerciaux réciproques, à travers un réseau d'accords de paiements bilatéraux, est en revanche favorable aux pays africains, sur le plan purement monétaire, le seul qui nous intéresse ici, dans le sens qu'il a tendance à entraîner une situation où le monde développé prête à l'Afrique. Le système, bien qu'essentiellement bilatéral, peut être multilatérisé dans une large mesure par l'intermédiaire de chambres de compensation. »

RESUME DES CONCLUSIONS.

1° La théorie monétaire est le domaine de prédilection d'une « science économique » qui — parce qu'elle est frappée du vice majeur d'« économie » — ne s'attaque qu'à de faux problèmes. Car la monnaie occulte les relations essentielles — les rapports de production (dont l'analyse scientifique exige le dépassement de la « science économique » dans une science sociale totale) — pour mettre en avant les relations superficielles — les relations d'échange. C'est pourquoi toutes les théories monétaires non

marxistes, anciennes et contemporaines, sont en dernière analyse fondées sur le postulat faux du quantitativisme : les « raffinements » de l'analyse keynésienne de la liquidité et des neomarginalistes de Chicago n'ont pas fait sortir la théorie monétaire de ce cadre essentiel faux. En réalité, le système bancaire n'exerce qu'une fonction « passive » d'ajustement de la quantité de monnaie au besoin. S'il exerce aussi une fonction « active » dans le mécanisme de l'accumulation (dans le procès de réalisation de la plus-value), cette fonction n'est pas soupçonnée par la théorie monétaire courante.

2° Etendue aux « économies sous-développées », la théorie monétaire a cru y découvrir des « mécanismes monétaires pervers » particuliers qui feraient dépendre l'offre de monnaie de l'équilibre extérieur et introduiraient dans ces économies des troubles spécifiques. En fait, il nous est apparu que les mécanismes monétaires à la périphérie du système n'étaient pas différents — malgré les apparences — de ce qu'ils sont au centre : l'étalon « devise étrangère » ne remplit pas ces fonctions monétaires plus mal que la « monnaie nationale dirigée ». La création d'une monnaie nationale n'octroie pas aux autorités locales un pouvoir de direction effective tant que l'appartenance au marché mondial n'est pas remise en cause : même le contrôle des changes et des transferts n'évite pas la transmission à la périphérie des fluctuations de la valeur des monnaies dominantes du centre, ni n'évite la transmission à la périphérie de la structure des prix du centre. La monnaie constitue ici la forme apparente d'une relation de domination essentielle, mais elle n'en est pas le responsable.

3° Le « problème monétaire » est donc situé ailleurs :

dans le fonctionnement concret du système bancaire de la périphérie. Celui-ci est tout entier au service du développement du capitalisme périphérique, étranger ou national, privé ou public, c'est-à-dire qu'il est là pour faciliter l'extension d'un capitalisme fondé en dernière analyse sur le marché extérieur qui est l'essentiel du « sous-développement ». La théorie courante ne s'intéresse pratiquement pas à ce vrai problème.

4° Le système monétaire mondial est un instrument au service de la loi de l'accumulation à l'échelle mondiale : il a pour fonction de faciliter la centralisation des moyens d'accumulation au bénéfice du centre du système (dans les « pays développés ») et au détriment de la périphérie (dans les « pays sous-développés »). Il en fut ainsi dès l'origine, à l'époque lointaine du capitalisme mercantile et de l'intégration de la périphérie en formation dans le marché mondial des métaux précieux, comme à notre époque contemporaine, ce que révèle l'étude de la « crise des liquidités internationales » du point de vue du tiers monde.

NOTES

1. Viner, *Studies in the theory of international trade*, Londres 1937 ; Milton Friedman, *Studies in the quantity theory of money*, Chicago 1956 ; Mises, *Theory of money and credit*, New York 1934 ; Robertson, *Money*, Camb. ec. Handbooks 1947 ; Rist., *Qu'est-ce que la monnaie ?* (Withers trad. Paris 1920, préface de Rist) ; Nogaro, *La monnaie et les systèmes monétaires*, première édition 1924 ; Marx, *Critique de l'économie politique*, et le *Capital*, livre I ; Schumpeter, *Théorie de l'évolution économique*, Paris 1935 ; Lindhal, *Etudes sur la théorie de la monnaie et du capital*, Paris 1949 ; Myrdal, *L'équilibre monétaire*, trad. Paris 1950 ; Harrod, *Economic essays*, Londres 1952 ; Keynes, *A treatise on money* et *The general theory* ; Hicks, *Value and capital*, trad. Paris 1956.

Pour un exposé d'ensemble des théories monétaires, voir : J. Marchal et J. Lecaillon, *Les flux monétaires* (Paris, 1966) et P. Llau, *La détermination des taux d'intérêt* (Paris, 1962), qui contiennent également des bibliographies très complètes.

2. Keynes, *The general theory...*, Londres, pp. 178-185.

3. Wicksell, *Interest and prices*, Londres 1936 ; Myrdal, *L'équilibre monétaire*, Paris 1950 ; Keynes, *A treatise on money* ; Cassel, *The rate of interest, the bank rate and the stabilisation of prices*. (Quart. J. of Ec. 1928).

4. Robertson, *Money*, pp. 84-107.

5. Don Patinkin, *Price flexibility and full employment* (AER 1948) ; Courtin, *L'intérêt* (cours Paris 1949-1950).

6. Keynes, *The theory of the rate of interest*, Read. in the theory of income distrib., p. 418.

7. Hicks, *Mr Keynes and the classics*, *Econometrica*, 1937.

8 Keynes, *The General Theory*, pp. 135 à 164.

9 Robertson, *Mr Keynes and the rate of interest (Essays in monetary theory)*, 1940 ; H Denis, *La monnaie*, Paris 1951.

10. A laquelle aboutit Gruson, *Esquisse d'une théorie général de l'équilibre économique* (Paris 1949), assimilant finalement épargne et quantité de monnaie et critiqué à juste titre sur ce point par Courtin (cours cité).

11 Waburton, *The misplaced emphasis in contemporary business fluctuation theory*, (*Read. in the theory of money*, p. 284).

12 Harrod, *Towards a dynamic economics*, p. 119.

13 Rist, *Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie*, pp. 215 - 218 et 404 - 21, Paris 1938.

14 Mises, *Theory of money and credit*.

15 Hicks, *A suggestion for simplifying the theory of money*. (*Economica* 1935) , Cannan, *The application of the theoretical apparatus of supply and demand to units of currency* (*Ec. Jour.* 1921).

16. Ellis, *Some fundamentals in the theory of velocity* (*Quart. J of Ec.* 1938).

17 Modigliani, *Liquidity preference and the theory of interest and money*, (*Econometrica* 1944).

18. Nogaro, *La méthode de l'économie politique*, pp. 196-245.

19 Milton Friedman, op. cités..

20. Marjolin, *Prix, monnaie et production*, p. 129, Paris 1941.

21 Wicksell, *Interest and prices*, p. 33 (Londres, 1936).

22. Paish, *Causes of a change in gold supply* (*Economica* nov. 1938).

23 Robertson, *Money*, pp. 82-84.

24. H. Denis, *La monnaie*.

25 Hicks, *Value and capital ; Lange, Price flexibility and equilibrium*, Bloomington 1944.

26. Marx, *Le Capital*, Livre II ch. 21 (l'accumulation et la reproduction élargie).

27 Schumpeter, *Théorie de l'évolution économique*.

28. Ferronnière, *Les opérations de banque*, pp. 150 à 170, Paris 1954.

29. United Africa Cy Ltd : *The West African currency board* (*Sta. and Ec. Rev.* sept. 1951). Dates de créations des autres currency boards : Afrique Orientale 1919 - Chypre : 1928 - Maurice, Seychelles, Antilles - 1930 - Rodhésie, Malaisie : 1938 - Afrique Centrale : 1950.

30. Voir les statistiques dans : Newlyn and Rowan, *Money and banking in british colonial Africa*, Londres 1953, pp. 51 (Afrique Occidentale) 64 et

71 (autres colonies africaines), I. Greaves : *Colonial monetary conditions*, pp. 16 - 17 - 18 (Malaisie et Antilles anglaises).

31 Statistique dans Newlyn and Rowan op. cit. p. 50 l'actif représente un pourcentage du passif variant entre 97,2 et 109,4 entre 1923 et 1950.

32. Newlyn and Rowan, op. cit. p. 27

33 Ainsi de 1919 à 1942 l'Afrique orientale a peu à peu constitué sa réserve qui ne représentait en 1925 que 43,6 % de la circulation (27,9 en 1930) et qui a finalement atteint le chiffre de 86,0 % en 1943 (Newlyn and Rowan, op. cit. p. 59).

34. The Banker, *Monetary systems of the colonies* (juillet 1948 à février 1949) ; Clauson, *The british colonial currency system* (Ec Jour. avril 1944) ; Malkani, *Post War currency system in India* (Ind. J. Ec. janvier 1946) ; Mikesell, *Financial problems of the Middle East* (J Pol. Ec. juin 1945) ; Muhlenfeld, *The Netherlands West Indies ; A financial and economic survey*. (The Banker déc. 1943) ; Shannon, *Evolution of the colonial sterling exchange standard* (IMF Staff papers av. 1951) ; Shannon, *The modern colonial sterling exchange standard* (IMF Staff papers, av. 1952) ; Vinelli, *The currency and exchange system of Honduras* (IMF Staff papers av. 1952) ; Vinelli, *The currency and exchange system of Honduras* (IMF Staff papers av. 1951).

35. Wallich, *Monetary problems of an export economy*, Cambridge 1950, notamment pp. 38 - 76 - 330.

36. Bloch Lainé, *La zone franc*, Paris 1956.

37 Bloch Lainé, op. cit. p. 70.

38. F. Moursi, *Iqtisadiat al nouqoud*, pp. 184 et 185, Le Caire 1952.

39. Voir : Brown, *Economic problems of a tropical dependency*, Londres 1948 ; Exter, *Report on the establishment of a central Bank in Ceylon* (Ceylon Govt 1948) ; Frankel, *The situation in South Africa 1929-32* (Ec. J mars 1933) ; Shency, *The currency, banking and exchange system of Thailand* (IMF Staff papers sep. 1950) ; Wallich, *Underdeveloped countries and the international monetary mechanism* (Money, trade and ec. growth. In Honor of Williams, New York, 1951) ; Wallich, *Monetary problems of an export economy*, Cambridge 1950, pp. 40-45 ; et A. Chabert, *Structure économique et théorie monétaire*, à qui nous empruntons toutes les statistiques qui suivent (Paris, 1956).

40. Newlyn and Rowan, op. cit. pp. 169-176.

41 Cette distinction est rarement faite. En ont souligné l'importance : I. Greaves, *The sterling balances of colonial territories* (Ec J Sept. 1950)

Wightman, *The sterling area* (Banca Nation. Lavoro Q.R. avril-juin, 1951) ; Newlyn, *Money in an african context*, Oxford 1968.

42. Chiffres des *Annuaire statistiques égyptiens* et de l'*Annuaire de la SDN* (pour la Grande-Bretagne).¹ Voir Samir Amin, thèse p. 407.

43. Chabert, op. cit. pp. 136 - 139. Voir aussi pour l'économie américaine (1800-1945) ; Waburton, *The secular trend in monetary velocity* (Quart. Jour. of Ec. fév. 1949) ; Hansen, *Monetary theory and fiscal policy*, New York 1949.

44. Bloch Lainé, op. cit. p. 35 - 261 - 276 - 382 ; Niveau, *L'organisation de la zone sterling et le rôle international de la livre* (Eco. ap. janvier-mars 1953). Les chiffres sont empruntés à l'ouvrage de Bloch Lainé (pp. 488-489) et au numéro cité d'Economie Appliquée (p. 189).

45. Bob Fitch and Mary Oppenheimer, *Ghana, end of an illusion* (Monthly Review n° 3 - 1966) pp. 36 et suivantes.

46. Nogaro, *La monnaie et les systèmes monétaires*, Paris 1945, p. 153.

47. Spiegel, *Brazil : sporadic industrialization and chronic inflation*, pp. 42 et suivantes.

48. The Banker, *Ceylon's central banking experiment* (juillet 1950) , Macrae, *Experiment in central banking ; A study of San Domingo's new bank* (The banker oct. 1948) ; Mikesell, *Sterling area currencies of the Middle East* (Middle East Journr. av. 1948) ; Newlyn and Rowan, op. cit. chap. XIII ; Plumptre, *Central banking in the british dominions*, Toronto 1940 ; Raj, *The monetary system of Egypt*, Londres 1935 ; Rosenberg, *Banking in a dependant economy : New Zealand and Eire compared* (The banker oct. 1947) ; Sayers (édit.), *Banking in the british commonwealth*, Oxford 1952 ; Sen, *Central banking in undeveloped money markets*, Calcutta 1952 ; Triffin, *Monetary development in Latin America* (Fed. Res. Bull. Juin 1945).

49. Ici encore on devra éviter d'assimiler les rapports entre les banques commerciales étrangères et la banque centrale à la périphérie à ceux que les banques étrangères entretiennent avec les banques centrales au centre. L'extension du réseau des banques américaines en Europe (les « seules banques véritablement européennes » selon l'expression imagée de Kindleberger in *European economic, integration and the development of a single financial center for long term capital*, *Weltwirtschaftliches Archiv* 1963) pose des problèmes d'une autre nature.

50. Wallich, op. cit. p. 52-68.

51. Wallich, op. cit. pp. 256-259.

52. Voir le numéro spécial de la Revue Economique, *Distribution et*

contrôle du crédit (1951) ; Bettelheim, *Problèmes théoriques et pratiques de la planification*, Paris 1951.

53. C'est le cas par exemple dans les pays africains de la zone franc. L'histoire de la bourgeoisie sénégalaise — périphérique — qui a joué un rôle historique important dans une première étape de la colonisation avant d'être liquidée par cette même colonisation, en est un exemple (voir Samir Amin, *Le monde des affaires sénégalais*, Paris 1969, pp. 11 à 29 et 172 à 179). Les politiques de « discrimination » dans la distribution du crédit sont évidemment en liaison étroite avec cette histoire.

54. Voir l'exemple au Sénégal des chevillards comparativement aux commerçants généraux et aux traitants, que nous avons étudié : Samir Amin, op. cit. pp. 97 et suivantes.

55. Les faits dans ce domaine abondent et sont banals. Voir dans notre ouvrage cité le cas du Sénégal pp. 97 et suivantes. Nous en avons donné (Samir Amin, thèse chap. VIII, pp. 429 et suivantes) de nombreux exemples : ex. AOF, Algérie, colonies britanniques d'Afrique, Cuba, Egypte, Asie du Sud, etc. Pour une description du système bancaire et parfois une statistique de son fonctionnement voir : Baster, *The imperial bank*, Londres 1929 ; Muranjan, *Modern banking in India*, Bombay 1952 ; Mireaux, *L'organisation du crédit dans les territoires d'Outre-Mer*, Paris 1954 ; Newlyn, *The colonial banks in Banking in the british commonwealth*, Oxford 1952 ; Forté, *Les banques en Egypte*, Paris 1938 ; O.N.U. *On the establishment of certain small loan banks by government, with special reference to the experience in Indonesia* (Ec. Bull. E.C.A.F.E. deuxième trimestre 1951) ; Rowan, *The native banking boom in Nigeria* (The Banker oct. 1951) ; *Banking in Nigeria* (Ban. naz. Lav. Rev. Trim. juil. sept. 1952) , *Banking adaptation in the Gold Coast* (S Af. J. Ec. déc. 1952) , Sayers (édit.), *Banking in the british commonwealth*, Oxford 1952 ; Tamagna, *Banking and Finance in China*, New York 1952 ; Bloch Lainé, op. cit. pp. 242 - 241 - 234 (pour l'Union Française) ; Newlyn and Rowan, op. cit. pp. 79 88 (pour les colonies anglaises) ; Wallich, op. cit. p. 173 (Cuba) , Issawi, op. cit. p. 217 (Egypte) ; O.N.U., *De la mobilisation des capitaux nationaux en Asie du Sud-Est* ; Booker, *Debt in Africa* (Afr. af. av. 1949).

56. Chalmers, *History of currency in the british colonies*, Londres 1893 , Crouchley, *The investment of foreign capital in egyptian companies and public debt*, Londres 1936 ; Colon Torrès, *Agricultural credit in the Carribean* (Carribean Ec. R. déc. 1952) ; Dantzala, *Agricultural credit in India* (Pacif. Af. déc. 1952) ; F.A.O. *Agricultural credit in India* (Pacif. Af. déc. 1952) ;

F.A.O. *Agricultural credit for small farmers* ; Wallich, op. cit. p. 175.

57. Samir Amin, op. cit. pp. 91 et suiv.

58. Voir Samir Amin, thèse pp. 435 et suiv. : exemples des colonies britanniques d'Afrique, de l'Egypte, de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est. Sources statistiques empruntées à : Newlyn and Rowan, op. cit. p. 84-87-92 (Afrique anglaise) ; Wallich, op. cit. p. 187 (Cuba) ; Issawi, op. cit. p. 220 (Egypte) ; S.D.N., *Mémoire sur les banques commerciales* 1913-29, p. 57 ; Jayawardena, *The problem of liquidity in an underdeveloped economy* (Ceyl. ec. 2nd Q. 1952) ; Newlyn and Rowan, op. cit. p. 79 ; Fouad Moursi, op. cit. p. 258 ; Samir Amin, thèse de statistiques citée

59. C'est le cas par exemple de l'Egypte, pour laquelle nous avons tenté de mesurer le volume — très considérable — de la « thésaurisation » du revenu des grands propriétaires fonciers (thèse de statistiques citée).

60. I. Greaves, op. cit. p. 58 ; Newlyn and Rowan, op. cit. pp. 80-90-92

61. Nous en donnons quelques exemples dans notre thèse (pp. 445-446). Sources : O.N.U., *Mission to Haïti* ; Wallich, op. cit. pp. 191-192 (Cuba) ; Spiegel, op. cit. p. 151 (Brésil) ; Hazlewood, *Sterling balances and the colonial currency system* (Ec. J. déc. 1952) ; Mars, *The monetary and banking system and loan market of Nigeria (in Mining, commerce and finance in Nigeria, Londres 1948)* ; Samir Amin, thèse de statistiques citée.

62. Bloch Lainé, op. cit. p. 216.

63. Issawi, op. cit. pp. 222 à 226.

64. Voir par exemple dans notre thèse les exemples asiatiques in O.N.U., *De la mobilisation des capitaux nationaux en Asie du Sud-Est et en Extrême-Orient*.

65. Wallich, op. cit. p. 56 ; Newlyn and Rowan, op. cit. pp. 102 à 113 ; Issawi, op. cit. p. 217.

66. Newlyn and Rowan, op. cit. pp. 148 et 124 ; Issawi, op. cit. pp. 216 et 221 ; James, *L'organisation du crédit en Egypte* (Eg. cont. 1939) ; ONU, *De la mobilisation des capitaux nationaux en Asie du Sud-Est et en Extrême-Orient. The economic development of the Middle East 1945 to 1954*, p. 41.

67. Qualifiée d'inflation « rampante ». Voir par exemple : P. Biacabe, *Analyses contemporaines de l'inflation*, Paris 1962 et A. Bienaymé, *Croissance et monnaie en plein emploi*, Paris 1964 ; bibliographies complètes dans ces deux ouvrages.

68. Bloch Lainé, op. cit. p. 39.

69. Voir Samir Amin, thèse p. 453.

70. Z. Nasr, *Essai sur la notion d'inflation*, Paris 1949 ; O.N.U., *The economic development of the Middle East. to 1954*, p. 20.

71. H. Rurand, *Essai sur la conjoncture de l'Afrique noire*, Paris 1957, pp. 53 - 70.

72. Wallich, *op. cit.* pp. 87 - 88 et 139 - 145.

73. Flamant, *Théorie de l'inflation ; Essai d'application des concepts keynésiens*, Paris 1952.

74. Sing, *Monetary standard in India* (Ind. Ec. J. juil. 1953) ; Triffin, *Monetary development in Latin America* (Fed. Res. Bull, juin 1945).

75. O.N.U., *The economic development of the Middle East*, p. 17 ; Iversen, *Monetary policy in Irak*, Bagdad 1954 ; F.M.I., *Rapports annuels* (dernières années).

76. Aftalion, *Monnaie, prix et change*, Paris 1935 ; Bresciani - Turoni, *The economics of inflation*, Londres 1937 ; Revue Economique, *Les problèmes monétaires contemporains*, 1950 ; Aujac, *L'inflation conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux* (E. Ap. 1950) ; Mikhaïlevski, *Le système inflationniste de financement des guerres* (Quest. d'Eco. 1952) ; Breguel : *La croissance du fardeau fiscal et l'inflation dans les pays capitalistes*. (Quest. d'Eco. 1953) ; Bibliographies in Biacabe et Bienaymé, *op. cités*.

77. Kondratieff, *The long waves in economic life* (Rev. of Ec. Sta. 1935) ; Nogaro, *La monnaie et les systèmes monétaires*, Paris 1924 ; Akerman, *Discontinuities of employment cycles* (Nordisk Tidskrift 1948) ; *Structural limits in economic development* (The Economist 1949) ; Marjolin, *Monnaie, prix et production*, Paris 1941 ; Lescure, *Hausse et baisse des prix de longue durée*, Paris 1933 ; Chamberlin, *Théorie de la concurrence monopolistique*, trad. Paris 1953 ; K. Niebyl, *What rights should the holder of money have* (AER mai 1947). La relation qui existe entre la structure monopoliste et la hausse continue des prix a fait l'objet de deux études ; Ismail Abdallah, *Monnaie et structure économique*, Le Caire 1952 ; Wilff, *Liaison entre prix et monnaie* (R.E. Po. 1934). Un exemple concret de fonctionnement du système à la hausse est donné par : Barret, *L'évolution du capitalisme japonais*, tome 3 p. 117 et suiv. Enfin parmi les études relatives à la flexibilité des prix en régime de monopole citons : Backman, *Price flexibility and inflexibility*, New York 1940 ; Burns, *The organization of industry and the theory of prices*, (J. of. Pol. Ec. 1937) ; Dunlop, *Price flexibility and the degree of monopoly* (Q.J. of. Ec. 1936) ; Hall and Hitch, *Price theory and business behaviour*, Oxford Ec. Pap. 1939 ; Humphrey, *The nature and meaning of rigid prices 1890 - 1933* (J. of. P. Ec. 1937) ;

Robinson, *Imperfect competition and falling supply price* (Ec. jour, 1932) ; *The economics of imperfect determination*, Londres 1942 ; Wallace, *Monopoly prices and depression* (explorations... in honor of Taussig. New York 1936) ; Wodd, *Dr Tucker's reasons for price rigidity* (AER 1938).

78. Voir par exemple Paul Baran et Paul Sweezy, *Le capitalisme monopoliste..*

79. K. Niebyl, cité par H. Denis, *La monnaie*.

80. Bernstein and Patel, *Inflation in relation to economic development*. (IMF Staff papers 1952) ; Bronfenbrenner, *The high cost of economic development* (Land. Ec. mai 1953) ; Horsefield, *Inflation in Latin America* (IMF Staff papers sep. 1950) ; Mendershaussen, *The pattern of overseas economic development in World War II an its significance* (Ec. Internaz août 1951) ; O.N.U., *Courants inflationnistes et déflationnistes actuels*. 1947.II.5 ; *Les courants inflationnistes et déflationnistes en 1946-48, 1949 II A 1* ; *Report of the UN mission to Chile 1949-50, 1951 II B 6* ; Pazos, *Economic development and financial stability* (IMF Staff papers oct. 1953) ; Prest, *War economics of primary producing countries*, Camb. 1948 ; Rao, *Deficit financing, capital formation and price behaviour in an underdeveloped economy* (Ind. Ec. R. fév. 1953) ; S.D.N., *L'inflation, son évolution* ; Spiegel, op. cit. p. 45 ; Scheffer, *La banca nei paesi sottosviluppati* (Bancaria 1955).

81. Voir dans notre ouvrage (Samir Amin, *Le monde des affaires sénégalais*, Paris 1969), l'exemple des transports (pp. 118 et suiv.).

82. Voir les études importantes sur ce sujet dans *Income and Wealth* (Kuznets et autres).

83. A. Emmanuel : *L'échange inégal*, Paris 1969. Voir également notre étude sur ce thème (chapitre I).

84. Voir chapitre II.

85. Cours professé à l'IDEP par Eli Löbel en 1966. Doc. ronéoté. Nous suivons ici de très près cet exposé systématique.

86. Spiegel, op. cit. pp. 43 - 49 - 65 ; Samir Amin, thèse p. 460.

87. Voir aussi l'exemple du rial iranien valant 8,4 cents en 1928, 1,8 en 1954 ; et celle du peso mexicain : le dollar valait 0,964 pesos en 1823, 0,954 en 1870, 2,062 en 1900 et 5,181 en 1939.

88. Nous avons étudié cette expérience en détail dans notre thèse pp. 459 et suiv. Sources : Chabert, op. cit. pp. 152-220-221.

89. Exemples nombreux. Voir par exemple : O.N.U., *The economic*

development of the Middle East 1945-54. Ce type d'inflation se retrouve dans les expériences africaines (Mali, Guinée, Ghana, Egypte, etc.).

90. Grove, *The role of the banking system in the chilean inflation* (IMF Staff pap. sep. 1951) ; Schloss, *Banking without a Central Bank* (The Banker av. 1948). Nous avons étudié le cas de l'Egypte : Samir Amin, *L'évolution des structures de financement du développement économique en Egypte de 1952 à 1967, in studies in the economic history of the Middle East*, London School of oriental and African Studies, Londres 1970.

91. Expériences nombreuses, entre autres en Egypte. Voir : O.N.U., *The economic development of the Middle East 1945 to 1954*.

92. B. Ryelandt, *L'inflation en pays sous-développés. Origines, mécanismes de propagation et effets réels des pressions inflatoires et des opérations de stabilisation au Congo, 1960-1969*, thèse Kinshasa 1969.

93. H. O. Schmitt, *Monetary policy and social conflict in Indonesia*, Berkeley, 1969.

94. Samir Amin, *Trois expériences africaines de développement le Mali, la Guinée et le Ghana*, Paris, 1965.

95. Etudiées par l'école structuraliste latino-américaine. Voir : D. Félix, *Structural imbalances, social conflict and inflation* (Ec. Dev. and Cult. Change, janv. 1960) ; Celso Furtado, *The economic growth of Brazil : a survey from colonial to modern times*. Berkeley, 1963 ; Dudley Seers, *A theory of inflation and growth in under-developed economies*, Oxf. Ec. papers 1962 ; D. Lambert, *Les inflations sud-américaines*, Paris, 1959 ; A. Pinto, A. Ferrer, O. Sunkel, etc.

96. Cas étudié par Celso Furtado en ce qui concerne le Brésil. Voir également Samir Amin, art. cité, pour le partage des responsabilités de l'inflation égyptienne.

97. Voir aussi : A. Nicolai, *Comportement économique et structures sociales*, Paris, 1960.

98. Barret, op. cit. tome 1 p. 17-23 ; tome 3 pp. 18-60 ; Allen, *A short economic history of modern Japan*, Londres 1963.

99. Okyar, *La théorie keynésienne et les pays sous-développés* (E. Ap. 1951) ; voir aussi : Mendershausen, article cité.

100. J. Dobretsberger, *Théorie des territoires économiques* (E.A. 1950) Perroux, *Les espaces économiques* (E.A. 1950).

101. Anstey, *The economic development of India*, p. 412 ; Jathar et Beri *Elements of Indian Economics*, p. 129 ; O. Haupt, *L'histoire monétaire de notre temps*, Paris 1886, p. 254 et p. 261. Voir aussi dans cet ouvrage les effets de la dévaluation de l'argent à Java (pp. 236-237).

102. Voir par exemple les études de Fouad Sultan (*La monnaie égyptienne*, 1914) et d'A. Awad (*L'évolution de la monnaie en Egypte et l'avenir de la livre égyptienne*, 1942). Voir aussi : Blowers and MacLeod, *Currency unification in Libya* (IMF Staff papers nov. 1952) ; Malhotra, *History and problems of India currency 1835-1949*, Simla 1949 ; Mikesell, *Monetary problems of Saudi Arabia* (Mid. East J. avril 1947) ; Young, *Saudi Arabian currency and finance* (Mid. East J. été 1953).

103. Eli Löbel, *Liquidités internationales et éléments d'une politique monétaire de l'Afrique*. Le Mois en Afrique, mai 1969.

104. Ces créances comprennent les engagements liquides à court terme envers les banques centrales et les gouvernements ; les avoirs officiels étrangers de valeurs négociables du Gouvernement des Etats-Unis ; et les avoirs officiels étrangers de valeurs à long terme non négociables du Gouvernement des Etats-Unis pour ceux des pays qui, croit-on, font figurer de tels avoirs dans leurs réserves.

105. Ces créances comprennent les engagements envers les autorités monétaires centrales étrangères, y compris l'assistance que s'accordent mutuellement les banques centrales.

106. Pays du bloc soviétique et Chine populaire exclus.

107. Robert Triffin, *L'or et la crise du dollar*, P.U.F. 1958.

108. Voir pour des études récentes et une bibliographie : *A demand for money : an international comparison*, prepared by J. O. Adekunle, approved by G. S. Dorrance, Research and statistics department, I.F.M. 1965. *Essai d'interprétation de la demande de monnaie*, Ministère des Finances et des Affaires Economiques, S.E.E.F. Paris 1965.

109. Algérie, Tunisie, Maroc, Lybie, Egypte, Soudan, treize Etats membres de la zone franc, Mali, Ghana, Nigéria, Ethiopie, Somalie, Congo Kinshasa, trois Etats de l'Afrique de l'Est ex-britannique.

110. Birmanie, Ceylan, Corée (Sud), Inde, Jordanie, Malaysia, Pakistan, Philippines, Syrie Taïwan, Thaïlande et Turquie. Nous avons fait ces calculs à partir des chiffres du F.M.I.

111. Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, République Dominicaine, Equateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Pérou, Salvador, Uruguay, Venezuela.

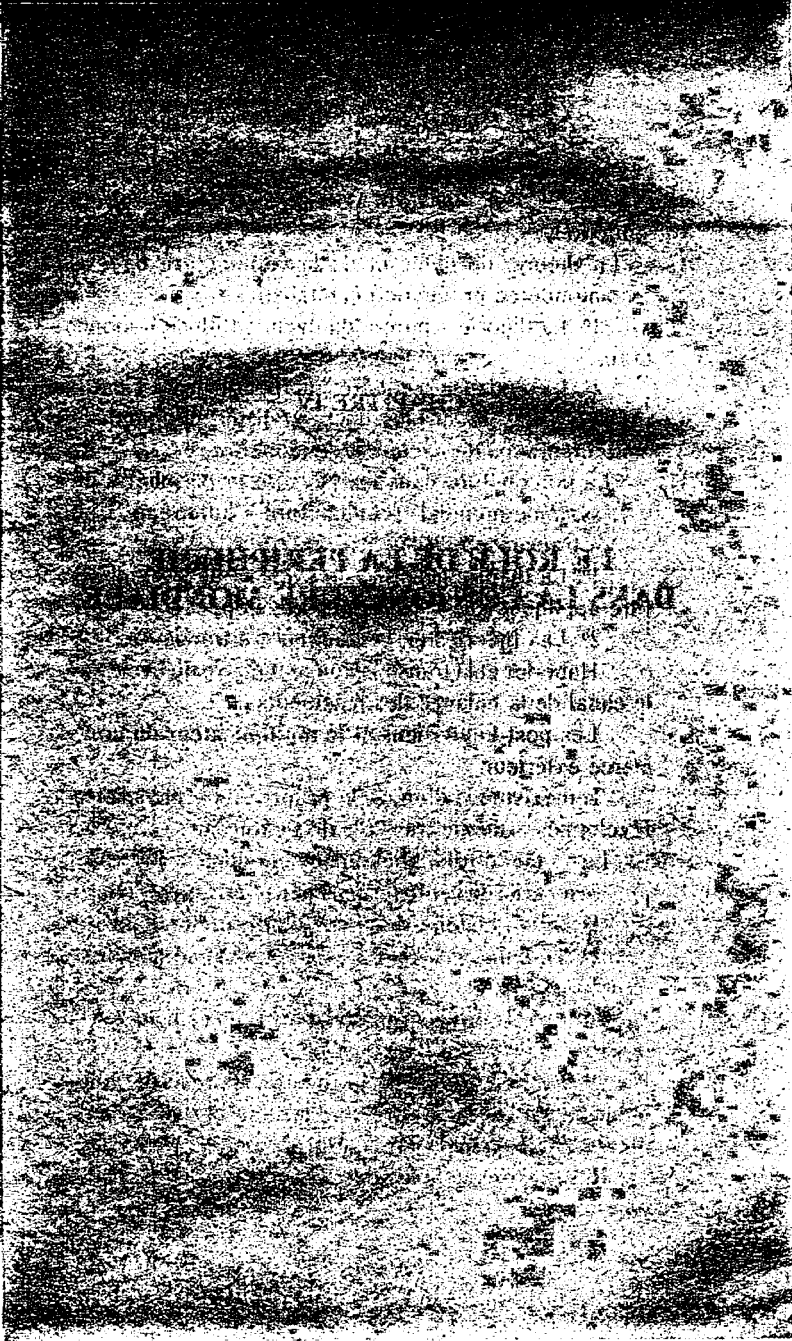
112. La dette extérieure publique à long terme des pays africains est évaluée à la fin 1965 à 5,0 milliards de dollars, unités de compte (voir B.I.R.D. Rapport Annuel 1965 à 1966). Ce chiffre ne comprenant pas la

R.A.U. incluse dans le Moyen-Orient, il faudrait ajouter un minimum de 1,0 milliard de dollars, étant donné que la dette extérieure de ce pays à la fin de 1962 s'élevait déjà à 968 millions de dollars (voir *Economic Growth and External Debt* by Dragoslav Abramovic & Associates, B.I.R.D. 1964).

113. Celui de Löbel, art. cité.

CHAPITRE IV

LE ROLE DE LA PERIPHERIE DANS LA CONJONCTURE MONDIALE



SOMMAIRE

Introduction :

I. — La théorie du cycle et de la conjoncture dans le monde de production capitaliste.

1° La théorie « pure » du cycle : l'illusion monétaire.

2° La tendance séculaire : la théorie de la « maturité » et celle du surplus du capitalisme monopoliste contemporain : du cycle à la conjoncture.

II. — La conjoncture dans les pays de la périphérie du système mondial : conjoncture « autonome » ou « transmise » ?

1° La théorie générale du cycle et de la conjoncture appliquée aux « pays sous-développés ».

2° Les théories de la conjoncture transmise.

Haberler et la transmission monétaire du cycle par le canal de la balance des paiements.

Les post-keynésiens et le multiplicateur du commerce extérieur.

L'inexistence d'un cycle propre aux « pays sous-développés » même transmis de l'extérieur.

III. — La conjoncture, phénomène mondial : les rôles respectifs du centre et de la périphérie du système.

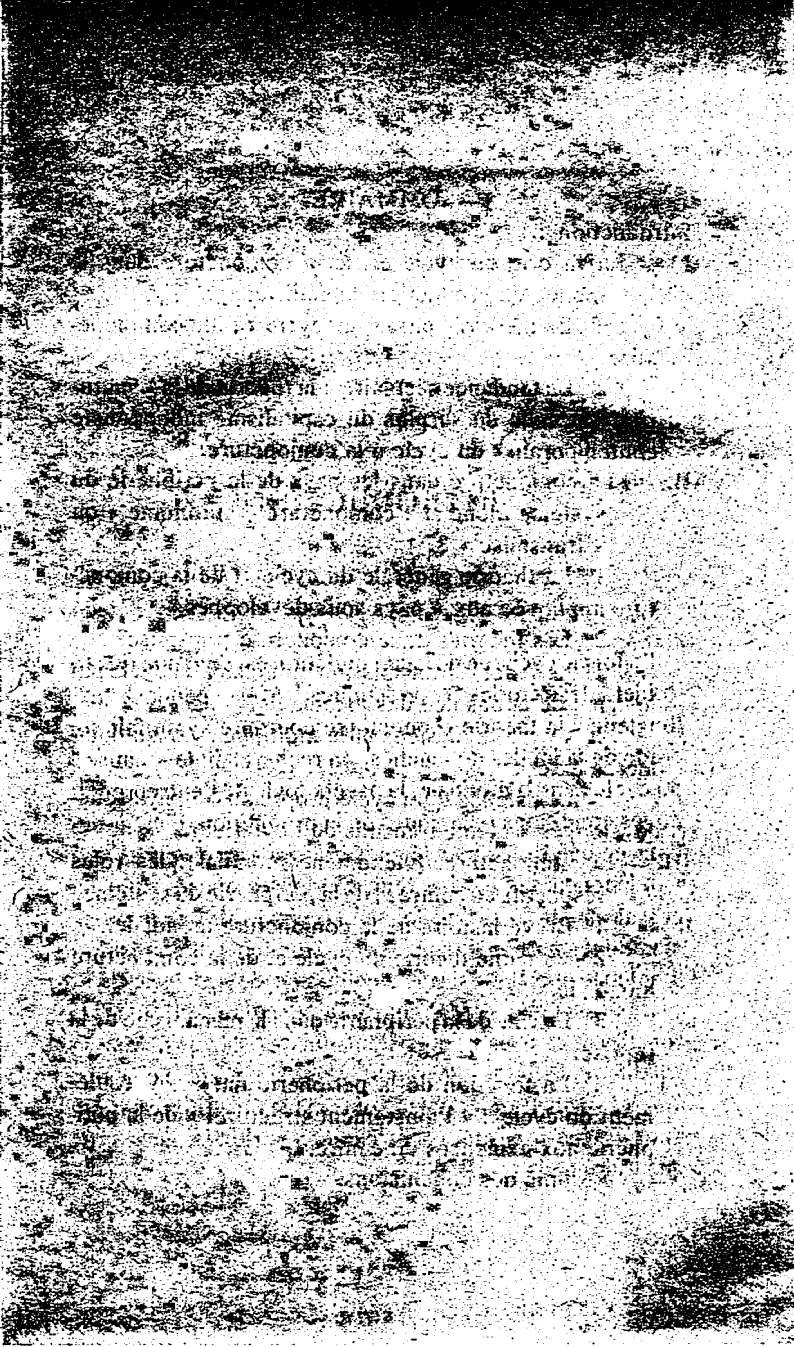
1° Brève histoire de la conjoncture mondiale.

2° Vers une théorie du cycle et de la conjoncture mondiale.

3° Le rôle de la périphérie dans le mécanisme de la reprise.

4° La fonction de la périphérie dans le déroulement du cycle : « l'ajustement structurel » de la périphérie aux exigences du centre.

Résumé des conclusions.



INTRODUCTION

La forme cyclique de l'accumulation est devenue très tôt l'objet des études économiques. Mais pendant très longtemps la théorie économique courante ayant fait son credo de la loi des débouchés, on recherchait la « cause » du cycle dans la monnaie, la psychologie de l'entrepreneur ou les conditions techniques de la production, c'est-à-dire dans ce que l'on a appelé les variables « extérieures » ou « indépendantes ». Une telle vision des choses était nécessairement superficielle. On ne pénétrait pas le mécanisme même de la dynamique économique. Il en résultait d'ailleurs une floraison inaccoutumée de « théories » du cycle. Il est vrai que Malthus, Simondi puis et surtout Marx constituaient trois impressionnantes exceptions. Mais la validité de la loi des débouchés était si peu mise en cause que les analyses marxistes sont restées incomprises, mal interprétées et rejetées sans examen véritable par la critique marginaliste.

Or, Wicksell devait, à la fin du siècle dernier, remettre en cause le dogme des débouchés. En étudiant les causes des mouvements généraux des prix et en cherchant à établir tant les raisons qui permettent à l'offre et à la demande globale d'être inégales que les mécanismes dont le fonctionnement assure le réajustement de ces deux quantités globales déséquilibrées, Wicksell remettait en cause la loi des débouchés. Myrdal dès 1930, Keynes en 1928 déjà, mais surtout en 1936, devaient poursuivre cette remise en cause. Dès lors l'étude du cycle pouvait s'élever au-dessus des banalités « psychologiques » et « monétaires » pour s'attacher à l'étude plus profonde des mécanismes qui ajustent l'épargne dégagée du revenu global à l'investissement exigé par la croissance économique.

Aujourd'hui il va de soi que le cycle se manifeste par un déséquilibre entre l'épargne et l'investissement, ce qui n'est qu'une forme du déséquilibre plus général entre la capacité de production et la capacité de consommation de la société. L'ironie du sort a voulu que la théorie renouvée du cycle, qui allait d'ailleurs retrouver certaines analyses de Marx, ait été élaborée pendant et après la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire précisément à partir du moment où le mécanisme de l'accumulation perdait sa forme cyclique. La monopolisation des économies capitalistes et l'intervention de l'Etat, rendue possible — même nécessaire — par cette monopolisation, qui caractérise le capitalisme contemporain, ont supprimé la forme cyclique régulière propre au siècle qui s'étend de 1825 à 1940. Les fluctuations de la conjoncture ont pris la place du cycle spontané. En même temps, comme les politiques d'Etat se situent dans les sphères monétaires et financières, la théorie de la conjoncture constitue un appauvrissement par

rapport à celle du cycle : on retombe dans les illusions monétaristes et le pragmatisme empirique des « politiques du revenu ».

Les thèses des années 40 — inspirées de Keynes — sur la « stagnation », le « surdéveloppement », la « maturité » vont dans le même sens que la théorie du cycle ou de la conjoncture : elles s'attachent à l'analyse du déséquilibre possible entre l'épargne et l'investissement.

La crise de 1929 avait été si violente que toutes les théories purement monétaires, psychologiques ou technologiques — tant du cycle que de la tendance séculaire — devaient faire faillite. Les théories ultérieures de la croissance se fixaient pour objectif d'approfondir l'analyse des mécanismes dynamiques par lesquels la production, l'épargne, l'investissement s'équilibrent le long d'une ligne séculaire plus ou moins ascendante. L'essor du capitalisme occidental après la Seconde Guerre mondiale a fait oublier ces théories de la maturité, encore une fois en retard d'une époque. L'étude théorique des problèmes de l'équilibre dynamique de croissance à notre époque, qui n'est pas seulement celle des monopoles et de l'intervention de l'Etat, mais aussi celle d'une révolution technique et scientifique profonde et de grandes modifications des rapports politiques qui ont caractérisé les quarante dernières années commence seulement.

Dans tous ces cas les recherches théoriques ont pour cadre de raisonnement le mode de production capitaliste.

L'étude des formes spécifiques du cycle et de la conjoncture dans les économies périphériques intégrées au marché mondial est venue plus tard. Cette étude a donc acquis un retard incontestable qui en rend la formulation encore souvent très superficielle. L'analyse du « cycle » et de la

conjoncture dans les pays « sous-développés » est encore souvent plus proche des anciennes théories monétaires et psychologiques que des théories modernes de la dynamique de la croissance.

De son côté l'étude des mécanismes monétaires internationaux progressait tant à la suite des efforts théoriques nouveaux issus de la critique du quantitativisme que de l'observation des situations particulières engendrées, au lendemain de l'abandon de l'étalon universel, par les désordres monétaires des années 30. Comme la question des relations économiques avec l'extérieur est particulièrement importante pour les pays de la périphérie, on a été ainsi un peu conduit à penser le cycle et la conjoncture dans ces pays en fonction uniquement des fluctuations de la balance des comptes. Le rôle déterminant des pays développés du centre dans ces fluctuations, et, corrélativement le rôle passif des économies « sous-développées », satisfaisaient suffisamment, du moins en apparence, les esprits pour que l'on renonce à une analyse spécifique des mécanismes internes de la dynamique de l'accumulation dans les pays de la périphérie. Aussi parle-t-on du cycle dans les pays « sous-développés » comme d'un phénomène « transmis » de l'extérieur par le mouvement de la balance des paiements. Doit-on parler ici de cycle — ou de conjoncture — fussent-ils « transmis », ou de fluctuations simultanées de l'offre et de la demande ?

Enfin, toute cette problématique laisse de côté l'aspect essentiel des choses en ce qui concerne la périphérie. Car il existe un cycle international, c'est-à-dire un cycle de l'économie capitaliste dans son ensemble. Les pays de la périphérie ont leur place dans ce mouvement d'ensemble,

comme ils ont la leur dans le mécanisme de l'accumulation à l'échelle mondiale.

Nous étudierons d'abord la théorie du cycle et de la conjoncture dans le mode de production capitaliste, puis celle du cycle et de la conjoncture à l'échelle mondiale et des rôles respectifs du centre et de la périphérie dans cette conjoncture.

h
ii

I. — LA THEORIE DU CYCLE ET DE LA CONJONCTURE DANS LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE.

Le développement du capitalisme ne s'est pas déroulé le long d'une ligne ascendante continue et régulière sans fluctuations. La croissance a au contraire pris l'allure d'une suite de fluctuations cycliques le long d'une tendance générale montante. La possibilité pour un investissement de créer son débouché explique le trend ascendant. La régularité relative du déséquilibre entre les quantités globales, Production et Consommation, ou Epargne et Investissement, rend compte de l'allure sinusoïdale du mouvement.

La possibilité d'une croissance continue dans une économie capitaliste sans débouché « extérieur » — c'est-à-dire extérieur au mode de production capitaliste — a été démontrée par Marx puis par Lénine, contre Rosa Luxembourg. L'épargne dégagée du revenu d'une première période peut très bien s'investir et créer ainsi son débouché durant une deuxième période, en approfondissant sans

« étendre » le marché capitaliste. La « loi des débouchés » garde dans ce sens sa validité. Validité toute relative d'ailleurs puisque la forme capitaliste du développement implique la dissociation dans le temps de l'acte d'épargne et de l'acte d'investissement. Le crédit, l'avantage momentané que constitue la conquête de nouveaux débouchés externes facilitent l'opération fondamentale : l'investissement réel de l'épargne monétaire. L'épargne réelle dégagée du revenu au cours de la période précédente doit, en effet, avant de s'investir, revêtir la forme monétaire. La production d'or au XIX^e siècle, le système bancaire aujourd'hui permettent le déroulement de cette opération préalable.

L'affirmation essentielle de la « loi des débouchés », à savoir que l'investissement de l'épargne qui a réussi à revêtir la forme monétaire par laquelle elle doit nécessairement passer se réalise automatiquement grâce au marché financier, reste profondément erronée. L'investissement peut créer son débouché, mais il peut également ne pas parvenir à le créer. Le propre de la théorie du cycle est justement d'établir les conditions dans lesquelles l'investissement ne réussit plus à créer son propre débouché.

La monnaie donne au système économique une souplesse incontestable. Elle lui donne également la possibilité de se détraquer par un déséquilibre entre l'offre et la demande globales. La monnaie, en permettant la séparation dans le temps de l'acte d'épargne et de l'acte d'investissement, crée la possibilité des crises. En est-elle pour cela le responsable final ? S'il en était ainsi il faudrait expliquer pourquoi ce déséquilibre est périodique et non pas chronique, pourquoi il est périodiquement surmonté, pourquoi surtout le phénomène cyclique est propre au seul

mode de production capitaliste, non à l'économie marchande simple.

Dans la mesure où l'accumulation est inhérente au mode de production capitaliste, par opposition aux modes de production précapitalistes, le problème du cycle apparaît comme un problème particulier du capitalisme. C'est pourquoi dans les économies précapitalistes où l'usage de la monnaie est pourtant répandu, où la « préférence pour la liquidité », plus exactement la préférence pour la thésaurisation, constitue un motif intense d'épargne, il n'y a cependant pas plus de cycle économique que de croissance « endogène ». En fait on assiste bien dans ces modes de production à une croissance lente liée au développement démographique et au progrès technique, mais cette croissance se réalise dans un cadre où le fonctionnement des mécanismes économiques est profondément différent de celui qui caractérise le capitalisme. Dans ces économies il n'y a pas de dichotomie épargne - investissement, l'investissement se fait en même temps que l'épargne. Motif d'épargne et motif d'investissement restent confondus. Les catégories « épargne » et « investissement » sont d'ailleurs propres au mode de production capitaliste. C'est pourquoi le cycle demeure un phénomène inconnu de tous les modes de production précapitalistes.

Si donc le cycle est « monétaire » dans le mode de production capitaliste, il l'est tout autant, et pas davantage, que tous les autres phénomènes économiques. C'est pourquoi toutes les théories du cycle basées fondamentalement sur l'étude des mécanismes du crédit n'abordent le problème que très superficiellement. Ceci parce que la monnaie ne joue pas un rôle « actif » dans l'échange : le débouché doit exister, la monnaie seule ne saurait le créer.

Tout ce qu'elle peut faire c'est faciliter une transition dans le temps. C'est pourquoi toutes les théories modernes ont fini par se ranger à l'opinion que le cycle était la forme spécifique du développement par laquelle le déséquilibre régulier entre l'épargne et l'investissement est régulièrement surmonté, conception qui était celle de l'analyse de Marx.

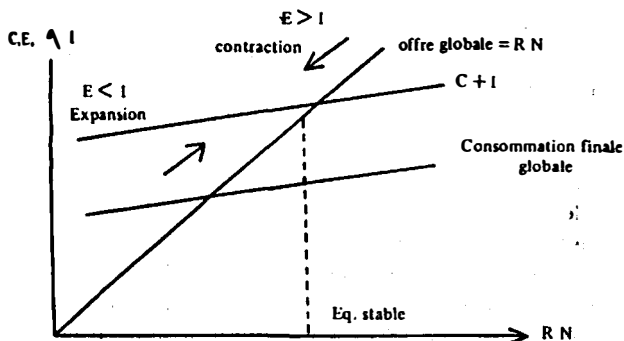
Mais comme le cycle se greffe sur une tendance plus générale de longue durée l'analyse des déséquilibres réguliers de l'offre et de la demande globales doit être complétée par l'analyse des tendances séculaires à l'équilibre ou au déséquilibre de l'épargne et de l'investissement. Or dans cette analyse une place plus active a été donnée par la théorie post-keynésienne à la monnaie.

1. — *La « théorie pure » du cycle : l'illusion monétaire*¹

L'analyse keynésienne a été qualifiée de métastatique par Lufftala. Dans la « Théorie Générale » le volume de l'investissement détermine — par le canal du multiplicateur — le niveau du revenu national. Le volume de cet investissement dépend lui-même de deux variables indépendantes : le taux de l'intérêt d'une part et l'efficacité marginale du capital d'autre part. Il n'y a pas de réaction du revenu sur l'investissement, ou plus exactement l'investissement est seulement proportionnel au revenu, non à son accroissement. Le résultat est que l'équilibre, qui s'établit au niveau du revenu national auquel l'épargne et l'investissement sont égaux, est un équilibre stable.

Klein a schématisé l'analyse keynésienne de la « Théorie Générale » dans une série de figures équivalentes dont la plus caractéristique est sans doute la figure ci-dessous :

FIGURE 1



A vrai dire la « Théorie Générale » contient bien une ébauche de théorie du cycle. La chute brutale de l'efficacité marginale du capital s'accompagne d'une hausse du taux de l'intérêt parce qu'elle conduit à une augmentation de la préférence pour la liquidité. L'investissement s'effondre brutalement et avec lui la demande globale : le revenu national se contracte jusqu'au point où l'épargne dégagée de ce revenu cesse de dépasser l'investissement diminué. Mais au fond cette analyse keynésienne n'a pas fait progresser la théorie du cycle parce que la chute brutale de l'efficacité du capital demeure inexpliquée.

Keynes se tourne vers la psychologie humaine qui implique l'impossibilité de prévisions du rendement futur des capitaux indéfiniment optimistes. Mais il est évident que si aucune raison objective ne venait affaiblir le niveau de ce rendement à un certain moment du développement, les prévisions resteraient toujours conformes à cet état de chose réel. Tout au plus des causes « historiques » accidentelles pourraient-elles de temps à autre aboutir à une

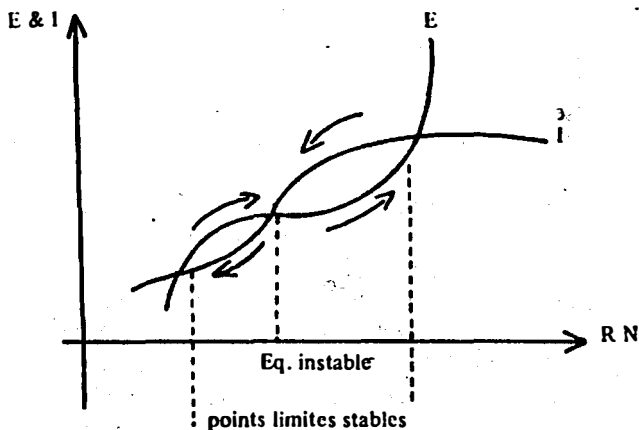
crise psychologique et en conséquence à une contraction du revenu global. Mais la régularité du cycle exige une explication dont les racines s'enfoncent profondément dans le mécanisme de la dynamique économique lui-même, non pas une explication « externe » du phénomène.

On pourrait alors établir un pont entre cette conception keynésienne et les théories de Lescure et d'Aftalion : l'accroissement de la production au cours de la prospérité entraîne la baisse générale des prix (parce que les besoins sont de mieux en mieux satisfaits) tandis que les coûts de production augmentent en vertu de la loi des rendements décroissants. Il resterait évidemment à expliquer comment les prix peuvent baisser lorsque la production augmente, si les revenus s'accroissent en même temps, et à concilier la thèse des rendements décroissants avec le progrès technique lié à l'essor industriel. Il semble bien qu'au contraire la pleine utilisation de la capacité de production en période de prospérité permette la baisse des coûts. Le recours aux variables « du dehors » psychologiques ou technologiques ne permet donc pas de donner à l'analyse que l'on trouve dans la « Théorie Générale » une allure véritablement dynamique « du dedans ».

C'est en abandonnant l'hypothèse keynésienne des valeurs stables des propensions à épargner et à investir que Kaldor a donné à l'analyse keynésienne une portée cyclique véritable. Le schéma de Kaldor suppose que la propension à investir est faible tant lorsque le niveau du revenu national est bas (à cause de la capacité de production inutilisée) que lorsqu'il est haut (à cause des coûts croissants de construction en période de plein emploi). En revanche la propension à épargner sera forte tant pour des

niveaux élevés que pour des niveaux très bas du revenu. La description du cycle est alors clairement exprimée par le schéma dessiné ci-dessous :

FIGURE II



Mais, outre que Kaldor ne donne pas les raisons pour lesquelles la propension à épargner est forte lorsque le revenu global est d'un volume faible (on devrait logiquement supposer que cette propension s'élève régulièrement avec le revenu), il reste à expliquer comment l'évolution des coûts de construction peut constituer la cause du retournement. Tant que de la main-d'œuvre reste inoccupée la possibilité de construire de nouveaux équipements existe. Qu'on ne prétende pas que cette construction exige, outre la main-d'œuvre, des matières premières, des machines, de l'énergie, etc, car précisément l'utilisation de cette main-d'œuvre devrait permettre la production de

tous ces biens nécessités par le développement. Le recours à ce facteur externe, « le plein emploi », peut bien expliquer pourquoi la vitesse du développement ne peut être accélérée indéfiniment, il n'explique pas le retournement dans les cas historiques où le plein emploi était loin d'être réalisé au moment où la crise a éclaté.

Kalecki donne une description keynésienne tout aussi parfaite du cycle : le revenu détermine d'abord l'investissement et à son tour l'investissement détermine le revenu. Mais, au fur et à mesure que le niveau de l'investissement global s'élève, la valeur de la propension à investir diminue. Le cycle est alors inévitable. Là aussi il faudrait expliquer par des raisons économiques endogènes la relation décroissante qui relie la propension à investir à l'investissement global. Malheureusement c'est à une raison psychologique exogène que Angell a fait appel : le décalage entre les anticipations (forme de la propension à investir) et l'investissement est dû à ce que les anticipations sont fonction non pas de l'investissement lui-même mais de sa vitesse. Mais pourquoi donc en est-il ainsi ?

Harrod est peut-être l'auteur qui a le mieux analysé jusqu'ici l'enchaînement de tous les facteurs qui lient le revenu national à l'investissement et vice versa. Sa description paraît très complète. Le déséquilibre dans la croissance économique provient de l'antinomie fondamentale entre l'épargne effective, qui dépend essentiellement du niveau du revenu réel, et l'épargne désirable, qui dépend essentiellement du taux d'accroissement du revenu réel.

La croissance équilibrée que traduit une valeur stable de « G » exige en effet la stabilité du rapport entre l'investissement ex post et l'accroissement du revenu national qu'il entraîne. L'équation ci-dessous révèle que si la propension

moyenne à épargner s est constante, la croissance G ne sera régulière que si la valeur du coefficient C demeure stable. Dans cette équation :

$$GC = \frac{\Delta Y}{Y} \frac{I}{\Delta Y} = \frac{I}{Y} = \frac{S}{Y} = s$$

G représente le taux de croissance, C , le « capital coefficient » (le rapport entre l'investissement et le revenu dont il permet la distribution) Y le revenu, ΔY l'accroissement du revenu, I l'investissement, S l'épargne et s la propension moyenne à épargner.

Or, justement, la valeur du coefficient C — qui mesure le résultat combiné des phénomènes de multiplication et d'accélération — ne peut être constante parce que l'accélération (appelée par Harrod « the relation ») exige des investissements nouveaux plus que proportionnels à l'augmentation de la demande finale, et parce qu'à son tour le multiplicateur fait que l'augmentation du volume de l'investissement entraîne une augmentation plus que proportionnelle du revenu national. Dans le « Trade Cycle » Harrod a construit concrètement un modèle de cycle en faisant jouer ainsi le multiplicateur et l'accélérateur : un investissement initial engendre une augmentation du revenu national qui lui-même détermine un investissement secondaire (accélération). Le boom continue jusqu'à ce que le multiplicateur ait diminué de grandeur suffisamment pour annuler l'action accélératrice de la « relation ». C'est bien ce qui arrive durant la prospérité car la propension à consommer diminue au fur et à mesure que le revenu augmente puisque la part des profits s'accroît dans ce revenu plus vite que celle des salaires.

Harrod est ainsi l'auteur qui s'est le plus rapproché de Marx. On ne trouve pas dans « le Capital » de chapitre spécial rassemblant tous les éléments d'une théorie du cycle, néanmoins Marx en a dégagé le mouvement essentiel par une étude des phénomènes appelés aujourd'hui « multiplicateur » et « accélérateur ». Dans le fameux chapitre 21 du deuxième livre qui a fait couler tant d'encre, Marx montrait la possibilité pour l'investissement — par l'élargissement et l'approfondissement du capitalisme — de créer son propre débouché. Mais dans le même chapitre il analysait les mécanismes par lesquels ce que l'on appelle aujourd'hui la « propension à épargner » était liée au revenu global. Au fur et à mesure que le revenu augmente la part des profits, revenu destiné par essence à l'épargne et à l'investissement, augmente relativement. Ce phénomène correspond parfaitement à la décroissance du multiplicateur chez Harrod. Le multiplicateur n'est, en effet, rien d'autre que le rapport entre l'investissement et la partie du revenu dont la distribution lui est liée qui est dépensée (donc tout le revenu moins le revenu épargné). Lorsque le volume du revenu national augmente la part des profits s'élevant plus vite que celle des salaires, la taille de la dépense engendrée par un investissement donné décroît.

Le rapport $\frac{\Delta Y}{I}$ décline donc.

Si Marx estimait que cette décroissance du multiplicateur (chez Marx ceci est exprimé sous la forme d'un déséquilibre entre les revenus dépensés, source de la demande finale, et la production offerte, source de cette distribution de revenu) ne bloquait pas le développement dès le départ, c'est parce qu'il avait préalablement analysé ce que l'on a appelé depuis l'accélérateur.

Etudiant le remplacement du capital fixe il avait suggéré qu'une augmentation de la demande finale pouvait, dans certaines conditions (celles qui se trouvent réunies précisément à la fin de la dépression), engendrer un investissement brutal qui à son tour déclenche, par le canal de la distribution du revenu qu'il entraîne, de nouvelles possibilités d'investissement de capital fixe. Mais Marx contestait immédiatement que ce phénomène de remplacement du capital fixe, l'analogie de l'accélérateur, doive son existence aux exigences techniques de la production : la nécessité de construire une machine qui durera longtemps pour répondre à une augmentation même provisoire de la production finale. Il attribuait ce phénomène aux lois les plus essentielles du mode de production capitaliste. Une augmentation, même faible, de la demande, due à l'ouverture d'un nouveau marché (marché intérieur dans le cas d'une demande liée au progrès technique ou marché extérieur) à la fin de la dépression, restitue sa rentabilité à la perspective d'un investissement en capital fixe. Toute l'épargne thésaurisée s'y porte alors brutalement. La production nouvelle engendre une distribution de revenu qui rend effectivement rentable cet investissement.

Marx pensait que dans une économie planifiée ces servitudes de la technique se traduiraient par des fluctuations du volant des stocks mais qu'en aucune façon elles ne détermineraient le niveau de l'investissement, libéré de la dépendance dans laquelle il se trouve à l'égard de la rentabilité immédiate.

L'analyse de Marx est en réalité plus complexe du fait que, parallèlement à l'analyse de l'antimonie « multiplicateur-accélérateur », elle s'attache au problème second des fluctuations cycliques du salaire, et du fait qu'elle se

greffe sur la théorie de la baisse tendancielle du taux du profit. Durant la prospérité le volume du chômage diminue, le salaire réel s'élève, on fait alors appel à un usage plus intensif des machines. Durant la dépression un mouvement inverse a lieu. Ces deux mécanismes accentuent à la fois la durée de la dépression et celle de la prospérité. Dobb attache à ce phénomène étudié dans le livre I du *Capital* une importance qui à notre avis trahit la pensée de Marx. Par ailleurs la baisse tendancielle du taux du profit se révèle à travers le cycle. Au début de la prospérité les « contre-tendances » l'emportent sur la tendance générale. A la fin de cette période les contre-tendances s'essouffent : l'augmentation du taux de la plus-value qui masque l'effet de celui de la composition organique s'arrête. Le taux du profit s'effondre. Mais si cette loi se révèle à travers le cycle, elle n'en est pas la cause qui réside dans le jeu combiné de l'accélérateur et du multiplicateur ; c'est-à-dire dans le jeu combiné de l'évolution de la capacité de consommer qui ne croît pas comme la capacité de produire (à cause de la part croissante du profit destiné à l'épargne) et de la perspective immédiate de rentabilité qui guide l'investissement et qui, grâce à l'accélérateur, retarde l'effet néfaste de la décroissance du multiplicateur.

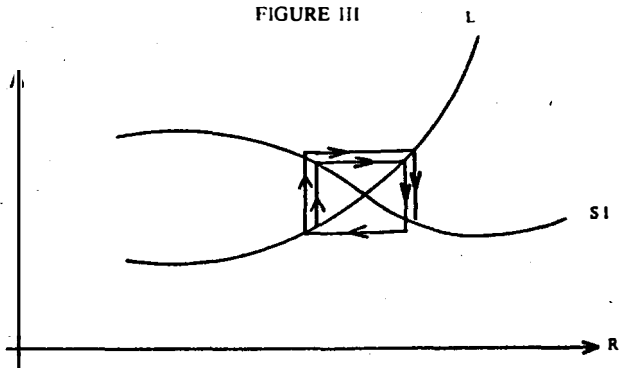
Les formulations marxistes les plus proches de celle-ci sont celles de Léon Sartre, Duret et P. Sweezy.

Si Harrod est parvenu dans son étude du cycle à cette description qui semble parfaitement correcte, c'est parce qu'il s'est séparé de l'analyse keynésienne sur un point essentiel. Harrod a lié directement la propension à investir au revenu sans passer par le double intermédiaire de l'efficacité marginale du capital et du taux de l'intérêt. Il a ainsi pris pour base de départ de sa construction la seule anti-

nomie entre la capacité de production (liée à l'épargne dégagée de la production antérieure) et la capacité de consommation (liée à la distribution que la production engendre). Il laisse complètement de côté l'intérêt, jugé par lui — avec beaucoup de bon sens — inapte à influencer sérieusement l'investissement. Il laisse également de côté les phénomènes psychologiques considérés, avec également beaucoup de bon sens, comme des variables dépendantes et non pas des variables indépendantes.

Hicks, post-keynésien comme Harrod, mais en même temps beaucoup plus attaché au taux de l'intérêt traditionnel, a essayé d'établir un pont entre l'analyse harrodienne fondée sur le mécanisme qui relie la propension à investir au revenu global et l'analyse keynésienne fondée sur l'antinomie intérêt-efficacité marginale du capital.

FIGURE III



Abordant l'aspect monétaire du cycle, Hicks conduit son raisonnement en termes keynésiens : une baisse du niveau de l'intérêt (si l'efficacité marginale du capital demeure stable) entraîne une augmentation de l'investisse-

ment et par là du revenu. Mais une augmentation du revenu accroît le volume de la monnaie requise pour les transactions. Si l'offre de monnaie demeure fixe et si la préférence pour la liquidité reste la même, l'accroissement de la demande de monnaie pour les transactions entraîne à son tour une élévation du niveau de l'intérêt. Le développement dans le temps de ces mécanismes schématisés par les deux courbes de liquidité (L) et de l'égalité Epargne-Investissement (S I) n'est autre que le cycle.

N'est-on pas retombé ici dans l'utopie de Hawtrey ? Une injection suffisante de monnaie, parallèlement à l'accroissement du revenu, permettrait — compte tenu du niveau stable de la préférence pour la liquidité — de satisfaire le besoin croissant de monnaie pour les transactions sans élévation du taux de l'intérêt. La prospérité serait continue, à moins évidemment que l'efficacité du capital ne s'effondre, ce qu'il faudrait alors expliquer, comme Harrod et Marx l'ont fait, uniquement par un déséquilibre entre la capacité de production et la capacité de consommation.

Evidemment Hicks se situe dans l'« hypothèse keynésienne », c'est-à-dire que l'on a atteint le point où, quelle que soit l'injection monétaire, le taux de l'intérêt est déjà situé à un niveau si bas qu'il ne peut plus baisser davantage. Aucune mesure monétaire ne peut alors éviter la crise. On pourrait reprocher à cette analyse son incapacité de rendre compte du cycle dans le cas le plus général : celui du XIX^e siècle, lorsque le taux moyen de l'intérêt se situait à un niveau plus élevé qu'aujourd'hui. On pourrait lui reprocher également son caractère « statique ». Cette analyse pourrait à la rigueur expliquer une stagnation permanente, non le cycle. On pourrait toujours se retourner

vers l'efficacité marginale du capital : le cycle serait alors engendré par le mouvement indépendant de cette variable — le niveau de l'intérêt demeurant situé d'une façon relativement stable à son degré le plus bas durant tout le processus. On retomberait ici sur la difficulté même à partir de laquelle on est parti : l'origine du mouvement « psychologique » sinusoïdal ?

2. — *La tendance séculaire : La théorie de la « maturité »¹ et celle du surplus du capitalisme monopoliste contemporain ; du cycle à la conjoncture.*

Pendant un siècle le cycle a constitué donc la forme nécessaire que revêtait le développement du capitalisme. Le déséquilibre cyclique entre l'investissement et l'épargne est exigé par le mécanisme même de la croissance, par le fonctionnement même de l'accumulation de l'épargne qui, périodiquement, devient trop abondante relativement aux possibilités d'investissement. Le résultat même du développement cyclique constitue la croissance. Il n'y a pas superposition de deux phénomènes de nature différente, le cycle d'une part et la tendance séculaire d'autre part. La construction d'un modèle cyclique « pur » dans laquelle la situation d'arrivée serait exactement la même que celle de départ est une vue de l'esprit. Le point de départ du mouvement — l'investissement brutal en capital fixe — est impossible à saisir en dehors du progrès technique.

A défaut d'ouverture d'un débouché extérieur, seule la mise en œuvre de techniques nouvelles permet l'élargissement du marché. La conquête d'un débouché extérieur ne résoud pas le déséquilibre entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale. Elle le résoud partiellement pour l'éco-

nomie qui « s'ouvre » ce débouché. Mais partiellement car tôt ou tard il faudra bien importer. C'est pourquoi cette solution reste analogue à celle du crédit. Elle demeure un moyen provisoire et ne constitue pas le mode essentiel d'élargissement du marché.

Pour expliquer la reprise mondiale il reste seulement le recours à l'analyse des effets de la mise en application de techniques nouvelles. Cette forme d'élargissement du marché est donc absolument nécessaire. Elle est possible parce qu'en période de dépression le marasme général constitue un motif intense d'améliorations techniques. L'entreprise qui parvient à améliorer sa technique retrouve la rentabilité perdue. La méthode nouvelle se généralise et, comme le progrès se manifeste très généralement par l'usage plus intense de machines, une demande nouvelle apparaît au sein du système. La production se remet en marche grâce à l'investissement brutal exigé par la construction des machines nouvelles. Le développement qui suit épouse alors la forme cyclique, mais au terme du mouvement le revenu national se situe à un niveau supérieur à celui du point de départ. Quelque chose de nouveau a eu lieu : une technique nouvelle s'est généralisée. En conséquence le volume de la production a augmenté. Le marché capitaliste s'élargit constamment précisément par ce moyen. *Le cycle s'inscrit donc obligatoirement le long d'un trend ascendant.* Un capitalisme « stationnaire » est une pure vue de l'esprit. La tendance de longue durée de son côté n'a aucune réalité indépendante du cycle. Elle est seulement une abstraction utile dégagée par la statistique et l'analyse théorique.

Cependant, indépendamment du mécanisme du déséquilibre cyclique entre l'épargne et l'investissement, il existe

des causes réelles qui tendent à rendre ces deux quantités globales plus ou moins facilement « ajustables » dans la longue période. En ce sens la tendance séculaire garde une réalité autonome. Mais cette réalité ne se révèle pas en dehors du cycle. Que le déséquilibre entre l'épargne et l'investissement vienne à être chronique, cela se traduit, durant le cycle, par une période de dépression plus longue, par une période de prospérité plus courte. Qu'au contraire l'équilibre soit plus facile à réaliser — pour les raisons réelles dont l'existence a été mentionnée ici — cela se traduit au contraire durant le cycle par une dépression plus courte, une prospérité plus longue.

Quelles sont donc ces raisons réelles qui rendent l'équilibre entre l'épargne et l'investissement plus ou moins facile ?

On a beaucoup parlé, dans les années qui ont suivi la Grande Crise, de « stagnation chronique », de « maturité » du capitalisme, de « surdéveloppement ». Keynes découvrait alors la possibilité d'un sous-emploi chronique. En fait l'analyse de la maturité dans une optique keynésienne se situe finalement sur le terrain monétaire. On a déjà critiqué le quantitativisme qui reste le fondement de la pensée keynésienne. On ne peut donc accepter la thèse du blocage de la croissance par des raisons purement monétaires. Mais quand même accepterait-on la thèse qui veut qu'en deçà d'un certain niveau du taux de l'intérêt aucune injection supplémentaire de monnaie ne peut faire baisser ce taux, il reste à savoir pourquoi le niveau de l'efficacité marginale du capital est capable de s'être aussi singulièrement abaissée de façon à devenir comparable aux taux les plus faibles de l'intérêt. Affirmer, avec Keynes, que la faiblesse de cette efficacité marginale provient de ce que

les investissements passés pèsent lourdement sur les prévisions de rentabilité qui deviennent chroniquement pessimistes, n'est-ce pas éluder la difficulté ?

Dans ces conditions doit-on reconnaître qu'après Ricardo et Marx l'étude du devenir du capitalisme a été abandonnée sans retour ? Ricardo avait cru pouvoir prophétiser « une ère stationnaire » sur la base des rendements décroissants jouant à l'échelle de l'histoire.

Toute conception d'un état stationnaire est totalement étrangère au marxisme. La loi de la baisse tendancielle du taux du profit signifie seulement que la contradiction entre la capacité de produire et celle de consommer doit nécessairement s'aggraver sans cesse, s'approfondir.

La raison finale de tout déséquilibre global demeure la contradiction entre le partage du revenu entre le salaire et le profit d'une part (et par là le partage du revenu entre la consommation et l'épargne) et le partage de la production entre la production des biens d'équipement et celle de biens de consommation d'autre part. Un certain volume de la production finale nécessite un volume donné de la production intermédiaire. Cette dernière quantité n'est autre, sous un angle particulier, que le volume de l'investissement exigé pour produire le volume des biens finaux voulu. Harrod, en abandonnant les analyses monétaires du taux de l'intérêt et les analyses psychologiques de l'efficacité marginale du capital pour s'attacher directement au « capital coefficient » d'une part, ce rapport mesurant l'intensité en capital de la production, c'est-à-dire précisément le rapport entre la production de biens d'équipement et celle de biens finaux, et au partage du revenu global entre la consommation et l'épargne d'autre part, se rapproche singulièrement des analyses de Marx.

La force relative de la tendance séculaire au déséquilibre entre l'offre et la demande globales agit profondément sur le cycle. La superposition de la théorie « pure » du cycle (l'analyse du multiplicateur et de l'accélérateur) à la théorie de la tendance séculaire au déséquilibre entre l'épargne et l'investissement montre bien ces effets. L'équation harrodiennne traduisant l'égalité de l'épargne effective, proportionnelle au revenu, et de l'épargne désirée, proportionnelle à l'accroissement du revenu, soit : $c(R_t - R_{t-1}) = s R_t$, dans laquelle R_t représente le revenu au temps t et R_{t-1} le revenu au temps $t - 1$, le premier membre l'épargne désirée, le deuxième l'épargne effective, s la propension à épargner et c un coefficient mesurant les effets du tandem multiplicateur-accélérateur, peut être exprimée sous la forme différentielle $c \frac{dR}{dt} = sR$. Son intégration donne $R = R_0 e^{\frac{s}{c} t}$.

Ce qui montre que le revenu croît alors selon une progression géométrique.

Dans la mesure où la tendance cyclique au déséquilibre entre les deux quantités épargne effective et épargne désirée (investissement) est aggravée par une tendance séculaire au déséquilibre, la raison de cette progression exponentielle est plus faible.

Il semble bien que ce soit là ce qui s'est passé effectivement. Au XIX^e siècle la jeunesse du capitalisme, les immenses possibilités qu'offrait la désintégration des économies précapitalistes se traduisaient par une tendance favorable à l'ajustement de l'épargne et de l'investissement. Les dépressions étaient alors moins profondes et moins longues que celle des années 30 ne le fût.

Mais voilà qu'au moment même où la théorie de la « ma-

turité » prévoyait la « fin du capitalisme », la « stagnation permanente », au moment même où une version simplifiée du marxisme reprenait, sous le thème de la « crise générale du capitalisme », une vision apocalyptique étrangère au marxisme, le rythme de la croissance du capitalisme occidental s'accélérait et de plus l'allure cyclique de la croissance disparaissait.

L'analyse marxiste en voie de renouvellement constitue la seule réponse à cette évolution. Nous avons déjà vu comment Baran et Sweezy analysaient en termes nouveaux la « loi de la hausse du surplus » et les formes de l'absorption de ce surplus. En même temps d'ailleurs la théorie du capitalisme monopoliste explique la disparition du cycle. Le cycle, en effet, ne s'explique pas autrement que par l'incapacité du capitalisme de « planifier » l'investissement. Or, le capitalisme monopoliste le peut dans un certain sens et dans certaines limites, avec le concours actif de l'Etat. Dès lors que le capitalisme échappe aux effets incontrôlés de l'accélération il n'y a plus de cycle, mais seulement une conjoncture suivie et surveillée, l'action de l'Etat et des monopoles (celui-là au service de ceux-ci) en atténuant les fluctuations.

On pourrait se demander pour quelles raisons le cycle sous sa forme classique disparaît pour laisser la place à des oscillations conjoncturelles rapprochées, irrégulières et de moindre amplitude à partir de la Seconde Guerre mondiale seulement, alors que les monopoles se constituent à la fin du siècle dernier, pourquoi la crise des années 30 a été la plus violente de l'histoire du capitalisme, alors que les monopoles étaient déjà constitués, si le capitalisme des monopoles peut — mieux que le capitalisme concurrentiel — « planifier » l'investissement. La réponse, croyons-

nous, doit être recherchée en direction du fonctionnement du système international. Les monopoles peuvent, en effet, « planifier » l'investissement jusqu'à un certain point à condition, comme nous l'avons vu, que le système monétaire s'y prête, ce qui suppose que la convertibilité-or soit abandonnée³ et que les autorités monétaires, comme toute la politique économique de l'Etat, agissent dans cette direction. L'« économie concertée » — la planification occidentale — ne traduit pas autre chose que la prise de conscience de cette possibilité nouvelle. Or, non seulement cette prise de conscience a été, comme toute prise de conscience, en retard sur la réalité, mais encore et surtout le cadre dans lequel elle peut s'exercer est national. Le système international est demeuré, longtemps après la constitution des monopoles, régi par des « mécanismes automatiques ». Au plan international donc, aucune « concertation » n'est possible. L'effort déployé par la Grande-Bretagne (et la France), après la guerre de 1914-18, pour rétablir l'étalon or dans les relations extérieures, alors qu'au plan interne il était définitivement abandonné, traduit ce hiatus entre l'ordre interne et l'ordre international. Rendait pratiquement impossible toute politique intérieure concertée, les automatismes internationaux sont à notre avis largement à l'origine de la gravité exceptionnelle de la crise des années 30. Les monopoles, qui rendent possible une politique économique nationale conjoncturelle, font aussi que le cycle doit être aggravé si cette politique n'est pas pratiquée. Keynes l'avait parfaitement compris. Le maintien des contrôles extérieurs dans l'après-Seconde Guerre permettra pour la première fois des politiques économiques nationales efficaces ; et c'est à cette époque que remonte par exemple la « planification

concertée française »⁴. La prospérité ultérieure et le marché commun, la libéralisation des relations extérieures, qui ont accompagné cette prospérité, menacent sérieusement l'efficacité de ces politiques. C'est la raison pour laquelle la question d'un ordre international est à nouveau à l'ordre du jour. Or, l'« ordre » mis en place après la guerre, symbolisé par le F.M.I., n'en est pas un : car il reste fondé sur la confiance dans des mécanismes automatiques. Cette « confiance » fait le jeu du plus puissant : les Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle, à notre avis, une politique économique mondiale est presque impossible. Cette faille dans le système traduit une contradiction nouvelle venue désormais à maturité entre les exigences de l'ordre économique, qui ne peut plus être obtenu par la vertu de la seule politique économique nationale (parce que le capitalisme a désormais une dimension mondiale essentielle), et le caractère, encore national, des institutions et des structures. Si cette contradiction n'est pas surmontée on ne doit pas exclure la possibilité d'« accidents conjoncturels » d'une gravité extrême.

II. — LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA PERIPHERIE DU SYSTEME MONDIAL : CONJONCTURE « AUTONOME » OU « TRANSMISE ».

La théorie économique courante ne connaît pas le concept de formation sociale : elle assimile les pays sous-développés aux pays développés considérés à un stade antérieur de leur développement. Au départ donc la théorie courante va simplement appliquer à ces « pays capitalistes

jeunes » (« en voie de développement ») les schémas élaborés pour le mode de production capitaliste, qui ont une vocation explicative générale.

A quels résultats conduisent les considérations générales sur la conjoncture et la tendance séculaire appliquées aux économies « sous-développées » ? Si l'on considère les pays sous-développés comme des pays où l'économie capitaliste est « jeune », où l'épargne paraît toujours insuffisante eu égard aux possibilités, on doit en conclure que les crises doivent être moins graves dans ces pays que dans les économies développées. L'idée que les pays développés sont caractérisés par un excès chronique de l'épargne, compensé par l'exportation du capital, tandis que les pays sous-développés sont caractérisés par une insuffisance chronique de l'épargne qui permet l'importation continue de capital, est banale et fréquente, bien qu'elle n'ait strictement aucun sens.

Assimilant les pays sous-développés à des économies capitalistes jeunes analogues aux économies européennes du XIX^e siècle, on devrait logiquement en conclure que le revenu national doit y croître à taux croissants et que par conséquent la consommation, comme l'ont très bien démontré Harrod et Sweezy, doit dans ce cas se développer à une allure qui garantit un taux croissant d'investissement.

Effectivement les fluctuations semblent moins accusées dans *l'ensemble* des pays sous-développés que dans les pays développés, tout au moins au XX^e siècle (il s'agit ici des fluctuations du revenu global réel, non du revenu monétaire). Ce qui n'exclut pas qu'elles puissent avoir été plus marquées dans *certain*s pays sous-développés, comme on le verra. Mais en revanche la croissance de ce revenu réel est lente et non pas rapide, plus lente dans

l'ensemble que dans les pays développés. D'autre part si l'ampleur des fluctuations conjoncturelles est, dans les différents pays développés, comparable, la dispersion dans les pays sous-développés est de ce point de vue très grande. On constate que les fluctuations sont d'autant plus violentes que le pays est bien intégré au marché international. Dans ce cas elles peuvent être aussi violentes que dans les pays « les plus développés ». Ce fait contredit totalement la théorie qui prétend appliquer mécaniquement aux pays sous-développés le schéma élaboré sur la base de l'étude des économies capitalistes.

1. — *La théorie générale du cycle et de la conjoncture appliquée aux « pays sous-développés ».*

La théorie générale du cycle et de la conjoncture esquissée aboutissait à la conclusion que les fluctuations sont d'autant plus violentes que la tendance séculaire de l'épargne à être supérieure à l'investissement est elle-même plus prononcée. Dans les économies capitalistes jeunes « en développement », les oscillations du cycle étaient donc peu profondes. Dans les pays économiquement mûrs elles le deviennent de plus en plus. Les faits semblent confirmer la validité de cette hypothèse.

Mais lorsque l'on considère les choses dans les pays sous-développés, il semble à première vue que les observations que l'on puisse faire infirment la thèse théorique élaborée sur le modèle européen. En effet, on assiste ici à des oscillations cycliques qui tendent à devenir plus profondes que dans les pays développés. Déjà au XIX^e siècle les colonies les plus avancées, c'est-à-dire les mieux intégrées au marché international, paraissent souffrir davantage durant

les périodes de dépression que les pays européens. Dans les années 30 certains Etats asiatiques, africains et latino-américains ont une fois de plus éprouvé des difficultés au moins aussi sérieuses que celles qui ont secoué les pays capitalistes. Or, on ne saurait attribuer ici la profondeur du mal au « surdéveloppement » comme dans les économies avancées.

Pourtant on a essayé de rendre compte de la gravité des fluctuations dans les économies sous-développées à partir des généralités théoriques qu'on a prétendu être valables partout⁴. Keynes remarquait que lorsque la propension à consommer est forte, le mécanisme du multiplicateur est tel que des faibles variations de l'investissement engendrent de très fortes fluctuations du revenu et de l'emploi. Dans les économies sous-développées où l'épargne est relativement faible, la courbe sinusoïdale doit donc normalement présenter une amplitude plus prononcée que dans les économies développées qui jouissent d'une stabilité plus grande (bien que le niveau moyen de l'emploi puisse y être moins élevé).

Cette thèse, très populaire dans la littérature post-keynésienne, parce qu'elle semble rendre compte d'un fait, prête cependant le flanc à une critique décisive. Le mécanisme keynésien du multiplicateur n'a pas de signification générale. Il n'est valide que dans les économies mûres — là où l'épargne est chroniquement supérieure à l'investissement — et où par conséquent la thésaurisation forcée (qui ne peut d'ailleurs pas être stérilisée par une politique monétaire adéquate) entraîne, relativement aux possibilités de développement, une certaine stagnation. Dans ce cas et dans ce cas seulement le calcul de la valeur du multiplicateur a un sens. Il permet alors de comparer entre

eux les « pays surdéveloppés ». Ceux qui, parmi ces pays, ont atteint un degré de maturité relativement plus avancé (où donc la propension à consommer est la plus faible) jouissent d'une stabilité plus grande (parce que la valeur du multiplicateur est plus faible) à un niveau moyen de l'activité situé plus bas : la stagnation est quasi chronique. Mais lorsque le volume de l'épargne ne tend pas à être chroniquement supérieur à celui de l'investissement, l'analyse keynésienne perd sa validité. Le problème est qualitativement différent. Calculer la valeur du multiplicateur n'a, dans ces conditions, aucun sens puisque — quel que soit le niveau de l'épargne sur la durée moyenne d'un cycle — l'investissement lui est égal. La loi des débouchés — sur cette durée moyenne — reprend sa validité : ici c'est l'offre qui limite la demande et non l'inverse. Le niveau de la propension moyenne à consommer est donc incapable de rendre compte du degré de stabilité relative de ces économies.

Une observation plus attentive des faits conduit d'ailleurs au rejet de cette application mécaniste du schéma keynésien aux pays sous-développés. En effet, au XIX^e siècle, en Europe, la propension à consommer était plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui dans ces mêmes pays. Pourtant la dépression y était moins accusée qu'elle ne le fut en 1930. C'est que la gravité des fluctuations dépend non de la valeur de l'épargne (autrement dit de la taille de la propension à consommer) mais de sa taille relativement à l'investissement rentable qui dépend lui-même du niveau des profits.

Le rejet ultérieur de l'application du même schéma théorique aux pays développés et aux pays sous-développés a conduit la théorie économique à adopter une attitude nou-

velle. On affirme qu'un cycle indépendant n'existe pas dans les économies sous-développées. Ces économies « dualistes » seraient caractérisées dit-on par la juxtaposition de deux secteurs de nature économique différente. Le secteur indigène connaît peu l'usage de la monnaie. Il est constitué par une économie de besoin qui ignore tout du développement capitaliste se traduisant par l'investissement d'une épargne antérieurement accumulée, il ignore tout de la forme cyclique de ce développement. De son côté le secteur capitaliste est constitué par une série d'entreprises le plus souvent étrangères, non intégrées les unes les autres, chacune étant directement liée à l'économie capitaliste dominante. Dans cette économie de profit d'un type très particulier les fluctuations ne sont pas engendrées par le fonctionnement des mécanismes de la dynamique interne du développement, mais sont en réalité transmises par les fluctuations de la demande externe. Le rythme du développement des entreprises capitalistes de ces pays est lui-même dicté par l'allure du cycle dans les pays dominants beaucoup plus que par les exigences internes de l'accumulation dans l'économie où se trouve localisée géographiquement la firme étrangère. En fait, le soi-disant dualisme des pays sous-développés n'est pas constitué par la juxtaposition pure et simple de deux secteurs qui s'ignorent : une extension géographique du pays capitaliste qui possède quelques entreprises sur un terrain étranger. Le plus souvent une économie locale originale existe : une agriculture exportatrice tire son revenu de la demande étrangère. A son tour ce revenu né de la demande étrangère se porte sur le marché des importations et sur le marché local. Par ce canal un mouvement interne peut avoir lieu. Le cycle de la demande étrangère devrait ainsi engendrer

dans l'économie sous-développée un cycle propre, bien que transmis, non autonome.

2. — *Les théories de la conjoncture transmise.*

Haberler et la transmission monétaire du cycle par le canal de la balance des paiements.

Haberler soutient trois propositions, en fondant ses distinctions sur les systèmes monétaires des partenaires mis en présence⁶.

Premièrement dans le cas où les deux pays A et B mis en contact sont soumis au régime de l'étalon or, la transmission des fluctuations d'un pays à l'autre est parfaitement symétrique. Cette transmission atténue l'intensité des fluctuations dans le pays originaire en étendant la surface sur laquelle le cycle exerce ses effets. En période de prospérité dans le pays A ses importations se développent plus rapidement que ses exportations. Ce pays doit faire face à une hémorragie d'or qui atténue les tendances inflationnistes chez lui tandis qu'elle les renforce dans le pays B.

Deuxièmement, si au contraire le pays B a adopté le système de l'étalon devise étrangère, la propagation du cycle ne s'effectue plus de pays dominé à pays dominant mais elle est renforcée en sens inverse. En période de prospérité dans le pays dominé monétairement, ce pays paie le déficit de sa balance des paiements dans la devise du pays A. Le volume des crédits n'exerce pas d'influence stimulante dans ce pays dominant parce que aucun transfert d'or — monnaie finale — n'a eu lieu. En revanche, le développement naturel de la prospérité dans l'économie dominante n'est pas freiné par une hémorragie d'or tandis qu'au contraire l'afflux de devises dans le pays dominé se traduit par une augmentation réelle des crédits dans cette économie.

Troisièmement, dans le cas où les deux pays connaîtraient l'usage de monnaies dirigées indépendantes les fluctuations cycliques ne se transmettent plus. Un boom dans l'une des deux économies en contact entraîne un déséquilibre dans la balance des comptes qui, ne pouvant être réajustée par une sortie d'or ou de devises, doit l'être par une modification du change. Ce réajustement réduit les importations excessives au niveau des exportations possibles.

C'est là assurément une analyse étroitement monétariste.

Au XIX^e siècle colonies et métropoles usent de la même monnaie métallique. Pourtant le sens de la transmission du mouvement cyclique semble être toujours le même : de la métropole vers les colonies. En revanche, l'intensité des fluctuations n'est pas toujours plus grande dans le pays originaire que dans le pays dominé de ce point de vue. Cependant, l'adoption au XX^e siècle de l'étalon devise étrangère par la plupart des pays sous-développés rendrait bien compte, dans l'optique de Haberler, de l'aggravation récente des oscillations économiques dans le pays monétairement dominé.

A vrai dire la méthode du rapporteur de la S.D.N. relève d'un quantitativisme mécaniste sans valeur scientifique. Dans cette analyse les fluctuations du volume des crédits sont liées mécaniquement au volume des réserves finales du système monétaire : or ou devises. Tout se passe comme si le rapport volume de la monnaie en circulation-volume des réserves en monnaie finale était rigide. Or, il n'en est rien, ce rapport subit lui-même une oscillation cyclique.

Les post-keynésiens et le multiplicateur du commerce extérieur.

Bien que cette optique mécaniste ait été généralement abandonnée, la tendance à voir dans le cycle économique des pays peu développés un phénomène original, proprement cyclique bien qu'ayant sa source à l'étranger, un phénomène extérieur transmis par la balance des comptes, demeure encore vivace⁷. La thèse de Haberler s'exprime alors non indirectement par le biais du quantitativisme monétaire, mais directement. On prétend alors que les fluctuations se transmettent, non plus par le canal du flux de l'or et des devises qu'elles engendrent, mais directement par le canal des mouvements de marchandises. Les oscillations cycliques dans les pays dominants se traduisent, en effet, par un mouvement réel des exportations et des importations. La prospérité chez les uns, en entraînant des importations plus volumineuses que les exportations, favorise directement le développement chez les autres des tendances « inflationnistes » caractéristiques de l'euphorie économique. Le déficit de la balance n'est réglé que par des crédits étrangers. Aucun mouvement d'or ou de devises n'est nécessaire. Aucune modification du change n'intervient. Dans ces conditions le mécanisme quantitativiste n'entre pas en fonctionnement.

Cette optique nouvelle a eu, grâce à la forme élaborée que lui a donnée la théorie du multiplicateur du commerce extérieur, une grande vogue. L'étude de C. Clark sur le cycle australien est caractéristique de ce point de vue. La théorie du multiplicateur du commerce extérieur affirme qu'un solde positif de la balance commerciale (un surplus d'exportation) joue le même rôle qu'un investissement : il

déclenche un processus de croissance induite. Ainsi le déficit de la balance des pays développés en période de prospérité, c'est-à-dire l'excédent de celle des pays sous-développés, induirait dans ces pays des phénomènes de croissance « secondaire ». Inversement en période de dépression le solde négatif de la balance des pays sous-développés entraîne une dépression induite. Il y a un véritable cycle des pays sous-développés : un cycle transmis dans ce sens que sa source est le cycle étranger, mais un cycle véritable, la balance commerciale jouant exactement le même rôle que l'investissement ailleurs.

Cependant, la théorie du multiplicateur du commerce extérieur n'est pas valable pour les pays sous-développés. Ceci pour les mêmes raisons qui rendent la théorie du multiplicateur keynésien — dont elle est issue — fausse dans l'hypothèse du sous-développement. Un solde positif de la balance commerciale n'a d'effets « bienfaisants » que si l'épargne a tendance à être surabondante, dans l'hypothèse du surdéveloppement. Alors l'excédent des exportations engendre une demande secondaire qui crée son offre. Ailleurs la théorie n'est pas valable et un solde — positif ou négatif — de la balance commerciale n'entraîne pas d'« effets secondaires ».

Par ailleurs l'état de la conjoncture n'a pas un effet parfaitement défini sur la balance commerciale. La prospérité entraîne la croissance parallèle des exportations et des importations. Son effet sur la balance est variable, parfois amélioration, parfois détérioration. S'il est vrai que la balance des paiements (et non celle des marchandises) a tendance à être positive pour les pays développés en période de dépression, c'est à cause de l'arrêt de l'exportation du capital beaucoup plus que par suite de l'améliora-

tion de la balance commerciale. De la même façon pour les pays sous-développés, c'est cet arrêt du flux des capitaux, non la détérioration de la balance commerciale, qui fait apparaître un solde négatif aux comptes extérieurs. C'est pour cette raison que l'alternance, parfaitement évidente au **XX^e** siècle d'une balance tour à tour déficitaire puis excédentaire selon l'état de la conjoncture, ne se retrouve pas au **XIX^e** siècle avant que le mouvement des capitaux ne prenne l'importance qu'il a acquise depuis. Or, même à cette époque, on n'a jamais vu qu'une prospérité en Europe entraîne, par suite de l'apparition d'un solde positif de la balance européenne (effet « pervers » mais fréquent), une dépression Outre-Mer. Ou inversement.

L'inexistence d'un cycle propre aux pays « sous-développés » même transmis de l'extérieur.

Le reproche le plus général qui doit être fait à toutes les théories du cycle transmis est d'avoir négligé le caractère fondamentalement différent des structures qui caractérisent les pays développés d'une part et les pays sous-développés d'autre part. Lorsque l'on prend en considération cette réalité essentielle on aboutit à un schéma profondément différent de ceux de Haberler et de Clark.

Les oscillations économiques que connaissent les pays sous-développés ressemblent alors très peu à un véritable cycle. Lorsque la conjoncture dans les pays développés est favorable, le niveau des exportations des pays sous-développés s'élève. Les revenus qui, dans ces pays, profitent en premier lieu de cette prospérité sont constitués pour l'essentiel par la rente foncière. L'essentiel des profits des entreprises de type capitaliste, supposées toutes

étrangères, est en effet réexporté ; les salaires peuvent être supposés assez stables. En revanche, le comportement élastique des rentes des propriétaires fonciers permet à ce revenu d'absorber le supplément engendré par le prix et le volume élevé des exportations des produits d'origine agricole. Les petits paysans profitent également, dans une certaine mesure, de cette prospérité (bien que moins que les propriétaires fonciers parce qu'ils doivent passer par l'intermédiaire de commerçants capables d'absorber une partie de l'excédent du revenu). Cette prospérité des rentes foncières se traduit par une forte élévation du niveau des importations de luxe et par une élévation sensible du niveau des importations de produits manufacturés bon marché achetés par les petits paysans.

Si, en sens inverse, la conjoncture est défavorable dans les pays développés, les produits de base se vendent à la fois peu et mal. Toute l'économie en pâtit mais les salaires, relativement rigides, en souffrent moins que les rentes. Quant aux profits, dont le volume a également diminué, ils sont toujours, par définition, exportés et n'intéressent donc pas le pays sous-développé. Mais si les exportations se sont effondrées, et avec elles les rentes foncières, les importations de luxe et celles des biens destinés à la paysannerie ne tardent pas à subir le même sort.

Le cycle ne semble donc nullement transmis par le canal de la balance des comptes. Celle-ci reste équilibrée tant en période de prospérité qu'en période de dépression puisque les exportations, les rentes et les importations varient dans le même sens. L'analyse de Haberler, qui garderait à la rigueur sa signification dans le cas de relations entre pays à structure capitaliste centrale (cela ne préjuge en rien de la critique fondamentale de cette théorie, critique qui se situe

sur un autre terrain, celui du formalisme des relations monétaires quantitativistes) n'en a aucune dans le cas de relations entre pays à structure aussi profondément différente.

Peut-on au moins dire que le cycle est transmis directement par le canal des fluctuations du volume des échanges ? A vrai dire non. Le propre de l'analyse du multiplicateur du commerce extérieur est de montrer que les fluctuations « primaires » du volume des échanges extérieurs (fluctuations dues à l'état de la conjoncture à l'étranger, ce qui constitue une donnée autonome sur laquelle on ne peut rien) engendrent des fluctuations internes, « secondaires », déterminées. Le propre de cette théorie est d'analyser les effets du cycle des échanges extérieurs sur le mécanisme interne de l'accumulation. Ici rien de semblable. C'est dans ce sens qu'on peut dire qu'il n'y a pas de véritable cycle dans les économies sous-développées.

Le fait que la rente constitue le revenu élastique dans les économies sous-développées signifie simplement que le multiplicateur ne fonctionne pas ici. Le pouvoir d'achat accru dans le pays sous-développé à la suite de l'augmentation de la valeur des exportations n'est pas principalement dépensé et partiellement épargné. Il est tout entier dépensé. D'un autre côté, la demande accrue n'entraîne pas ici d'investissements induits. L'accélérateur est transféré à l'étranger, avons-nous dit. Les investissements induits par cette demande accrue ont lieu à l'étranger, non pas dans l'économie sous-développée même. Il n'y a donc pas de cycle véritable, fût-il « transmis ». Il y a seulement une oscillation sinusoïdale du revenu global.

La littérature économique a très fortement mis l'accent, à tort à notre avis, sur les effets négatifs de cette « instabi-

lite conjoncturelle » des économies sous-développées. Cette thèse des effets négatifs de l'instabilité est fondée sur les trois démarches suivantes :

1. — En soi, la dépendance cyclique du revenu local global à l'égard de la conjoncture étrangère signifie qu'à chaque dépression dans l'économie dominante la capacité d'épargne des pays sous-développés s'effondre, sans que cela ne soit exigé par un quelconque mécanisme interne de l'économie⁶.

L'instabilité des marchés d'exportation des pays sous-développés aurait des effets très néfastes sur la formation de l'épargne locale. Les variations du volume des exportations de ces pays ne sont pas compensées par des variations inverses de leurs prix. Si les denrées alimentaires comme le thé, le café, le cacao, le sucre, etc., dont la consommation est relativement stable dans les pays développés, ont des prix relativement rigides, il n'en est pas de même pour les matières premières industrielles — minerais, textiles, caoutchouc, etc. — dont les variations des prix ont tendance au contraire à aggraver les fluctuations du volume des exportations. La dépression se traduit alors par une perte grave pour l'économie sous-développée. Ce problème a été étudié en détail par une commission de l'O.N.U.

Le résumé des conclusions révèle que les fluctuations des valeurs unitaires annuelles des prix à l'exportation des produits de base ont varié de 5 à 21 % selon les produits. L'ampleur de ces fluctuations a augmenté par étapes successives au cours des trois périodes de paix : 11 % par an pour 1901-13 ; 13 à 15 % de 1920 à 1939 et 18 % de 1946 à 1950. Les fluctuations cycliques des prix ont été en moyenne de 27 %. Les fluctuations annuelles du volume

des exportations ont été en moyenne de 19 %. Depuis 1945 elles sont de 24 %. Les fluctuations cycliques du volume des exportations ont été en moyenne de la même ampleur que celles des prix. Finalement les fluctuations des recettes d'exportation (effets cumulés des fluctuations des prix et des volumes) ont été de 22 % tant annuellement que cycliquement. Cette ampleur va en s'aggravant : 19 % de 1901 à 1913, 21 % de 1920 à 1939, 30 % de 1946 à 1950. Les variations en valeurs réelles (obtenues en divisant ces variations en valeurs nominales par l'indice des prix des exportations manufacturées britanniques) montrent que les variations en valeur réelle (13,5 % pour la période 1901-1950) sont les mêmes que les variations des valeurs nominales (13,7 %).

2. — Ces fluctuations de la valeur des exportations ne sont pas compensées par des fluctuations égales et de sens inverse du mouvement des capitaux. Au contraire, ces dernières oscillations viennent aggraver les premières. C'est pendant la dépression que les capitaux étrangers affluent le moins. Si donc les fluctuations de la valeur totale des exportations sont compensées par des fluctuations égales des importations (liées au mouvement de la rente foncière) les oscillations du mouvement des capitaux, qui viennent s'ajouter aux termes de la balance commerciale, déséquilibrent périodiquement, dans un sens puis dans l'autre, la balance des comptes extérieurs. Il est vrai que le mouvement de la sortie des bénéfices des capitaux étrangers atténue ce déséquilibre. C'est en effet en période de prospérité, alors que les capitaux étrangers affluent, que les bénéfices réexportés sont aussi les plus volumineux. Cependant l'ampleur de la fluctuation du mouvement des

capitaux l'emporte souvent sur celle du mouvement des bénéfices. D'autre part, normalement, les fluctuations des importations sont moins profondes que celles des exportations parce que le volant de la thésaurisation atténue l'intensité des oscillations de la consommation des classes riches comme celui de l'épargne réserve celle des paysans.

Ce déséquilibre cyclique de la balance extérieure des pays sous-développés dans un sens puis dans l'autre ne nous ramène-t-il pas à la thèse de Haberler ? En fait pas du tout puisque ce mouvement des comptes extérieurs n'est pas ici la cause de la transmission du cycle. Il en est au contraire la conséquence.

Toutefois ce déséquilibre — induit et non inducteur — favoriserait, dans les conditions des pays sous-développés, une tendance perpétuelle à la hausse des prix. Cette hausse des prix serait dans ces conditions néfaste à la formation de l'épargne locale. Durant les périodes de prospérité l'excédent de la balance extérieure, payé par l'étranger dans sa devise, facilite l'émission abusive de crédits. Ces crédits, à défaut d'influence sur la production dont le volume est déterminé plus par l'afflux des capitaux étrangers destinés à l'investissement réel à long terme que par l'afflux des capitaux à court terme, iront alimenter des circuits spéculatifs qui déclenchent des hausses artificielles des prix. Les banques ne peuvent, il est vrai, nourrir une spéculation que tant qu'elle demeure rentable pour celui qui s'y livre. C'est pourquoi tous les capitaux étrangers à court terme entrés dans le pays par le canal de l'excédent de la balance des comptes ne sont pas reversés dans le circuit économique. Une bonne part d'entre eux est « stérilisée ». Cette stérilisation se traduit par l'élévation

du rapport $\frac{\text{réserves monétaires finales}}{\text{crédits accordés}}$

Au contraire, durant les périodes de récession, le déficit extérieur pèse sur le niveau du change. Evidemment, lorsque le pays sous-développé est parfaitement intégré monétairement, il n'y a pas de modification d'un change qui en réalité n'existe pas. La balance des comptes peut être déficitaire indéfiniment sans qu'aucun mécanisme ne vienne modifier le niveau des prix. Mais lorsque le pays sous-développé jouit d'une monnaie indépendante la dévaluation finira par s'imposer. Cette dévaluation engendrera généralement la hausse générale des prix, non seulement parce que les biens importés reviennent plus cher à l'économie, mais également parce que la monnaie étrangère constitue la garantie de l'émission locale. D'autre part, cette dévaluation ne rétablit pas, en général, l'équilibre extérieur parce que les élasticités prix des exportations et des importations des pays sous-développés sont telles que des effets « pervers » de la dévaluation sont plus à craindre que des effets « normaux » correcteurs.

3. — Les conséquences de la transmission des fluctuations sur l'accumulation dans les pays sous-développés sont d'autant plus graves que toute politique anticyclique s'avère dans ces conditions impossible⁹. En effet c'est l'action sur l'investissement, facteur « dynamique » par excellence, qui se situe au cœur de la politique anticyclique (on ne préjuge pas ici de la validité de cette politique). Dans les pays sous-développés, le « facteur dynamique » serait le commerce extérieur. Or, les exportations ne peuvent être régularisées parce qu'elles ne dépendent pas de la situation dans les pays sous-développés mais de la situa-

tion dans les pays développés. De plus, on ne pourrait pas compenser les oscillations des exportations par une politique de « grands travaux ». Tout d'abord parce que la dépression ne libère par beaucoup de forces productives dans les pays sous-développés, on ne peut pas « transférer » facilement la main-d'œuvre agricole consacrée à la production des produits de base destinés à l'exportation vers l'activité industrielle. Ensuite parce que de tels travaux nécessitent des importations massives de matériel d'équipement. La balance des comptes aurait à subir un déficit trop grave. Ces deux raisons rendraient difficile et même inefficace toute action anticyclique dans les conditions du sous-développement. Prebish attribue l'échec de cette politique au fait que les grands travaux, en distribuant des revenus, engendreraient — à cause de la forte propension à importer — un déficit trop grave à la balance extérieure, les exportations restant clouées à un niveau très bas.

En réalité, si le transfert de main-d'œuvre, de l'agriculture exportatrice au secteur des grands travaux, était possible, aucune difficulté ne serait à craindre de ce côté. Ce ne serait, en effet, pas la rente foncière, dont la liaison avec les importations de luxe est manifeste (ce qui se traduit par la forte propension à importer), qui accaparerait l'accroissement de revenu. En profiteraient en premier lieu les salaires et les profits. Il est vrai qu'alors un besoin accru d'importer de l'outillage se ferait sentir. Mais une partie de la main-d'œuvre libérée de l'agriculture exportatrice pourrait être précisément consacrée à la production locale de cet outillage. On serait alors engagé en réalité, sous prétexte de combattre le cycle, dans une véritable politique de développement autonome conscient et planifié.

Dans le cas où l'on aurait partiellement recours au marché extérieur, le cycle pourrait alors se transmettre en sens inverse du pays sous-développé en développement vers le pays dominant. L'activité nouvelle dans les pays sous-développés se traduirait par une demande accrue de matériel d'équipement produit par les pays développés : la prospérité se généraliserait ainsi à ces pays. Au contraire, le développement envisagé dans le cadre de l'intégration internationale n'est pas capable d'aboutir à ce résultat, de renverser le sens de la transmission des fluctuations. C'est donc que, dans ce cadre, l'industrialisation des pays sous-développés demeure liée à l'exportation des capitaux des pays développés. Elle ne se réalise donc que durant les périodes de prospérité étrangère. Les pays sous-développés importent du matériel d'équipement durant ces périodes seulement, au moment où justement ces pays sont capables d'écouler leurs exportations. La demande d'outillage ne peut constituer la cause de la transmission de la prospérité des pays sous-développés aux pays développés.

III. — LA CONJONCTURE, PHENOMENE MONDIAL : LES ROLES RESPECTIFS DU CENTRE ET DE LA PERIPHERIE DU SYSTEME

Si l'application mécaniste de la théorie du cycle et de la conjoncture aux pays sous-développés s'avère infructueuse parce que la conjoncture n'est pas, dans ces pays, un phénomène autonome, il n'en demeure pas moins que l'optique particulière qui fait apparaître la conjoncture comme un phénomène transmis, où les pays sous-développés jouent un rôle purement passif, demeure su-

perficielle. En réalité, la conjoncture ne constitue pas un phénomène propre aux pays développés considérés en isolement puis transmis aux pays sous-développés mais un phénomène lié au fonctionnement même du capitalisme à l'échelle mondiale. Car les pays sous-développés font partie intégrante de ce marché capitaliste mondial. Il n'y a donc en réalité qu'un seul véritable cycle, le cycle mondial dans lequel les pays sous-développés jouent un rôle actif, mais différent de celui que jouent les économies capitalistes du centre développé.

1. — *Brève histoire de la conjoncture mondiale.*

L'analyse des rôles respectifs tenus par le centre et la périphérie dans le déroulement du cycle, ou plus généralement des oscillations conjoncturelles, doit partir de l'observation des réponses du commerce extérieur et des autres éléments de la balance des paiements aux fluctuations du niveau de l'activité. Bien que les données concernant les pays sous-développés soient dans ce domaine difficiles à réunir et à interpréter, nous avons tenté de faire une histoire de la conjoncture internationale, en mettant l'accent sur les relations centre-périphérie au cours de cette histoire¹⁰.

En ce qui concerne le comportement cyclique du commerce extérieur, celui-ci paraît différent au cours du XIX^e siècle de ce qu'il a été au cours de la crise de 1930 puis des fluctuations « mineures » de l'après-Seconde Guerre.

Au cours de la crise des années 30, les fluctuations du commerce de la périphérie ont été plus amples que celles du centre. Il en a été de même pour ce qui a été de la période postérieure à la Seconde Guerre. Les « récessions mineu-

res » (1949-50, 1954, 1958, 1961) ont été plus marquées dans le commerce des pays sous-développés que dans celui des centres développés ».

Pour l'ensemble du monde, la valeur des exportations des produits manufacturés tombe de 12 400 millions de dollars en 1921-29 à 5 130 en 1931-35, accusant une contraction de 58 %. En prix constants 1913 la contraction est moindre : de 7 688 à 5 591, ce qui signifie que le quantum de ces exportations a baissé de 27 %. Quant aux importations de ces produits, elles se sont réduites en valeur de 58 % et en quantités de 26 % également. En revanche, les exportations totales de produits de base ont diminué en valeur de 58 % (passant de 19 120 à 7 930 millions de dollars) et en volume de 5 % seulement (passant de 13 447 à 12 767 millions, aux prix de 1913).

En assimilant les pays développés à des exportateurs de produits manufacturés et les pays sous-développés à des exportateurs de produits de base on constate : une forte détérioration des termes de l'échange pour ces derniers pays en période de dépression, la détérioration de leur capacité d'importation, la relative stabilité de la balance commerciale des pays développés due à ce que l'essentiel des échanges de ces pays se fait avec d'autres pays industriels et qu'en conséquence le volume de la valeur globale des importations et des exportations varie dans le même sens et dans des proportions analogues. Si donc les termes de l'échange s'améliorent pour les pays développés cela ne peut provenir que de l'existence d'échanges entre ces pays et les pays sous-développés, non des relations des pays développés entre eux. Si de même la balance commerciale de ces pays tend à s'améliorer, c'est par suite d'une détérioration de celles des pays sous-développés provenant

d'une contraction des exportations de ces pays plus forte que celle des importations, non par suite des échanges des pays développés entre eux.

La contraction plus forte des exportations des pays sous-développés que celle de leurs importations s'expliquerait facilement, notamment grâce à la déthésaurisation des périodes de conjoncture difficile. Elle reste malgré tout secondaire par rapport au mouvement d'ensemble, qui est caractérisé par la contraction parallèle des exportations et des importations dans des proportions voisines.

Ainsi lorsqu'on passe de la prospérité à la dépression (et inversement quand on passe de la dépression à la prospérité) la balance commerciale des pays développés pris globalement s'améliore, celle des continents sous-développés se détériore. De plus l'amplitude de la variation de la balance commerciale des pays sous-développés est généralement plus forte que celle des pays développés.

Les expériences du XIX^e siècle conduisent à des résultats assez différents, tout au moins en ce qui concerne les expériences comparées des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Egypte concernant les quatre cycles qui occupent la période de 1880-1914 (récessions de 1886, 1894, 1901 et 1908) ².

Pour la Grande-Bretagne au cours de chacun de ces cycles respectifs, la baisse des exportations en valeur a été de 15 %, 17 %, 2 % et 12 % (moyenne : 11 %). Celle des importations de 18 %, 5 %, 0 et 8 % : cette dernière semble donc plus faible (8 % en moyenne). Deux fois seulement le volume des exportations a baissé (une fois de 6 % et l'autre fois de 8 %), deux fois au contraire il a augmenté. De même par deux fois seulement le volume des importations a baissé, une fois de 4 %, une fois de 3 %. Quant aux termes

de l'échange, outre qu'ils s'améliorent d'une façon continue sur la période, ils semblent l'être également à chaque dépression. Mais on ne saurait dire si cette amélioration est l'effet du trend général ou de la conjoncture.

L'expérience française conduit à des résultats extrêmement analogues. La valeur globale des exportations a fléchi successivement de 11 %, 19,2 et 9 % (10 % en moyenne). Celle des importations de 17,14, 6 et 9 %, c'est-à-dire d'une façon sensiblement analogue, légèrement plus faible (9 % en moyenne). Trois fois le volume des exportations a baissé : une fois de 3 %, l'autre de 13 %, la troisième de 3 % (en moyenne 5 %). Une seule fois le volume des importations a baissé : de 8 %. Ici aussi les termes de l'échange s'améliorent à chaque crise. Le résultat est d'autant plus convaincant que sur l'ensemble de la période les termes de l'échange se sont très largement détériorés.

L'expérience des Etats-Unis en 1907-1908 n'est pas différente. La valeur des exportations diminue très peu (1 %), celle des importations davantage (16 %). Le quantum des exportations augmente, celui des importations diminue de 5 %, les termes de l'échange s'améliorent.

Ainsi on serait tenté de tirer les conclusions suivantes : 1°) les fluctuations en valeur du commerce extérieur sont assez faibles, incomparables à celle de la période 1929-1932 et 2°) cette faiblesse des fluctuations est due à la fois à la stabilité relative des prix et à la faiblesse des fluctuations des quantités échangées. Très souvent même le quantum des exportations s'élève pendant la dépression, ce qui donne l'idée que la crise est partiellement surmontée par la conquête de nouveaux débouchés à l'étranger.

Si nous observons maintenant le déroulement du cycle du côté des pays sous-développés, par exemple en Egypte

de 1880 à 1914, on constate que les phénomènes que l'on peut observer ici sont typiques : les fluctuations du prix des exportations, moins violentes qu'au xx^e siècle, le sont toutefois beaucoup plus que celles des exportations des pays industriels : 13, 33, 10 et 20 %, soit en moyenne 20 % contre respectivement 13, 12,5 et 4 %, soit en moyenne 9 % pour le prix des exportations anglaises. Quant à la valeur globale des exportations, elle ne diminue qu'une fois (de 30 %) et augmente trois fois (de 6 %, 1 %, 1 %). Cela grâce au trend montant, manifeste, des quantités exportées. Malgré la crise et la détérioration des termes de l'échange, le trend ascendant du quantum des exportations est si fort que le quantum des importations s'élève également.

De ces expériences comparées on serait tenté de conclure que le modèle est profondément différent de celui du xx^e siècle. On a, en effet, ici l'impression que chaque crise au centre est surmontée partiellement par la conquête de nouveaux débouchés extérieurs situés dans les colonies. La baisse parallèle des importations des pays développés nous fait penser qu'il ne peut s'agir de débouchés situés dans ces pays. Au contraire, l'augmentation des importations des pays sous-développés en temps de crise montre que la désintégration plus poussée des marchés précapitalistes s'accélère en période de dépression. Comme l'expansion des exportations suit celle des importations on retrouve le trend ascendant du commerce extérieur des pays sous-développés, plus rapide que celui des pays développés.

Les données concernant la première partie du siècle — de 1830 à 1880 — sont plus rares, et pratiquement inexistantes en ce qui concerne les pays sous-développés¹³.

Pour la Grande-Bretagne à l'occasion des crises de 1857,

1866 et 1875 la valeur globale des exportations est tombée successivement de 5,5 et 9 % (6 % en moyenne), celle des importations de 12,6 et 0 % (6 % en moyenne). Ces chiffres, inférieurs à ceux de la période 1880-1914, s'expliqueraient par la concurrence nouvellement apparue après 1880 (France, Allemagne, Etats-Unis) concurrence qui a enlevé à l'Angleterre sa position privilégiée sur le marché mondial. Par contre le fait que dès cette époque le commerce, et notamment les exportations vers les colonies ait moins souffert des crises que le commerce avec l'étranger montre le rôle joué par ces pays dans le mécanisme de la reprise. Les importations de l'étranger baissent de 11 %, celles des colonies de 16 %, les exportations vers l'étranger baissent de 8 %, celles destinées aux colonies augmentent de 6 %.

Pour la France l'étude des crises de 1825, 36, 47, 57, 66 et 1875 est révélatrice. La valeur des exportations a diminué successivement de 11, 16, 19, 16, 12 et 18 % (moyenne 15 %) entre 1828 et 1830, 1836 et 1837, 1846 et 1848, 1860 et 1861, 1866 et 1868, 1875 et 1878.

Le cycle de la balance semble donc avoir été plus grave pour la France à cette époque qu'à la fin du siècle. On remarquera que la France ne possédait pas alors de colonies. Peut être faudrait-il trouver là encore une preuve supplémentaire du rôle des pays sous-développés dans le mécanisme de la reprise dans les économies qui les dominent.

Si le mouvement de la balance commerciale paraît s'être modifié au cours de l'évolution et être différent au ^{xx} siècle de ce qu'il a été au ^{xix} siècle, celui des capitaux et du reflux des profits qui s'y surajoutent vient encore compliquer les choses. En ce qui concerne l'expérience des années 30 l'image d'un cycle dans lequel la balance des

pays sous-développés serait tour à tour positive et négative tandis que celle des pays développés serait au contraire tour à tour négative et positive ne correspond pas à la réalité ¹⁴.

Pour la Grande-Bretagne par exemple, si l'on compare les périodes de 1925-29 et 1930-34 la balance des principaux flux réels (balance commerciale, exportations de capitaux à long terme, rapatriements de bénéfices) s'est améliorée en période de dépression grâce à la diminution du surplus des importations sur les exportations et à l'arrêt de l'exportation des capitaux, les deux facteurs étant plus importants que la diminution du revenu des investissements à l'étranger. Dans ces conditions ne nous étonnons pas qu'à une période d'importation d'or en quantités inférieures aux exportations (période de prospérité 1926-29 : exportations nettes de 21 millions) ait succédé une période d'importation nettes d'or (313 millions entre 1930 et 1934). La différence a été également payée grâce au mouvement des capitaux à court terme (passant de 4 millions à + 21 millions) qui n'a pas été perturbateur comme il le fut souvent mais stabilisateur.

Pour les Etats-Unis aux mêmes périodes, cette même balance réelle s'est améliorée durant la dépression grâce à l'arrêt de la sortie des capitaux à long terme et malgré la légère détérioration de la balance commerciale qui reste positive. Dans ces conditions les Etats-Unis ont reçu de l'or pendant la dépression, en ont exporté pendant la prospérité. Ajoutons qu'ici les mouvements de capitaux à court terme semblent avoir été perturbateurs.

En France au contraire, toujours pour les mêmes périodes comparées, la balance s'est détériorée durant la dépression (à peu près équilibrée dans la première période :

balance des quatre premiers postes . — 0,6 milliards et fortement déficitaire dans la seconde : — 19 milliards). Aussi l'exportation d'or aurait dû compenser le déficit. La force considérable de l'afflux des capitaux flottants tant dans la première période (mouvements de rapatriement des capitaux français ayant fuit antérieurement) que dans la deuxième (afflux de capitaux à court terme de l'étranger) ont permis une importation continue et croissante d'or bien connue.

D'une façon générale pour les pays développés si la balance commerciale s'améliore en période de dépression et qu'en plus suivant les schémas traditionnels l'exportation du capital à long terme cesse, alors la balance totale doit s'améliorer, l'or et les devises étrangères affluer (cas de la Grande-Bretagne). Si au contraire la balance commerciale se détériore et que l'exportation des capitaux cesse alors, la balance totale s'améliore ou se détériore suivant la force relative des deux mouvements. En fait, elle s'est presque toujours améliorée (comme le montrent les exemples déjà vus des Etats-Unis et de la France et ceux des pays suivants : Hollande, Suisse, Canada). Exceptionnellement la persistance de l'exportation du capital en période de dépression détériore la balance comme le montre l'exemple de la Suède. De toute façon le mouvement du capital l'emporte sur celui des marchandises. Si donc la balance des pays développés s'améliore en période de dépression c'est à cause de l'arrêt des exportations de capital (phénomène général), non à cause de l'amélioration (exceptionnelle) de la balance commerciale.

Pour les pays sous-développés la détérioration générale de la balance des paiements en période de dépression est également davantage attribuable à l'arrêt de l'importation

du capital qu'à la détérioration de la balance des marchandises. Bien souvent celle-ci s'améliore, néanmoins l'arrêt du flux d'entrée des capitaux l'emporte largement sur ce mouvement, comme le montre l'exemple de la Chine et du Chili, toujours au cours de l'entre-deux-guerres. La situation est évidemment aggravée lorsque à l'arrêt du flux d'entrée des capitaux s'ajoute une détérioration de la balance courante (cas de l'Inde ou de Cuba par exemple). Mais parfois la baisse brutale des intérêts à payer a plus que compensé la détérioration de la balance (cas de Cuba).

Lorsque le capital étranger a continué à affluer, il ne l'a généralement pas fait dans des proportions suffisantes pour compenser la détérioration de la balance courante (voir par exemple les expériences des Indes néerlandaises et de l'Argentine pendant les années 30). C'est que l'afflux du capital entraîne souvent un reflux des profits extrêmement rapide, presque simultané lorsque cet afflux alimente des grands travaux d'infrastructure.

Ainsi donc, c'est le mouvement des capitaux qui est le grand responsable de la détérioration de la balance des pays sous-développés. Ce mouvement subit, en effet, des fluctuations cycliques très profondes. Aussi, la détérioration de la balance n'est-elle pas particulière aux pays sous-développés. On retrouve un phénomène analogue dans les pays développés « débiteurs » — qui reçoivent des capitaux étrangers. Non seulement l'exemple du Danemark et de l'Australie pendant l'entre-deux-guerres confirme cette analyse, mais aussi celle de l'Allemagne et du Japon, véritables grands pays capitalistes (et non spécialisés dans l'agriculture d'exportation comme le Danemark et l'Australie). Provisoirement devenus débiteurs, ces deux pays, malgré la forte amélioration de leur balance

commerciale, se sont vus placés dans la situation de pays à balance évoluant dans un sens négatif.

Ainsi donc, ce sont les pays débiteurs qui sont en mauvaise posture durant les dépressions cycliques, non les pays sous-développés. Il est vrai que tous les pays sont débiteurs. Mais c'est à ce caractère, au mouvement du capital étranger, et non par suite d'une dissociation entre le mouvement des exportations et celui des importations, que l'évolution de leur situation est due. Partout exportations et importations évoluent parallèlement. Ce que seule la théorie du transfert du pouvoir d'achat explique. Ajoutons enfin que le mouvement du capital à court terme, très souvent pervers, a aggravé la situation comme aux Etats-Unis, en France, au Canada (dans le sens positif) ou en Suède, dans l'Inde, aux Indes néerlandaises, en Allemagne et au Japon (dans le sens négatif). Le mouvement a été « normal » dans trois cas seulement : la Grande-Bretagne (dans le sens positif), le Danemark et l'Australie (dans le sens négatif).

Le résultat est que la balance s'améliore pour les pays développés, pris globalement, se détériore pour l'ensemble des pays sous-développés en période de dépression. Ainsi entre 1929 et 1932 les réserves or et devises de six grands pays créanciers ont augmenté, celles de dix-huit pays débiteurs ont diminué. De même au sein de la zone sterling les avoirs sterling des banques centrales de quinze pays subissent un mouvement cyclique évident. Quant aux avoirs des banques commerciales ils affectent le même mouvement comme le montre l'évolution des fonds détenus à Londres par ces banques. Or, ce mouvement cyclique de la balance ne saurait être attribué au mouvement des marchandises, qui s'est amélioré entre 1929 et 1931

pour ces quinze pays. La responsabilité en incombe au seul arrêt des exportations de capitaux des pays développés comme le montre d'ailleurs la statistique de la balance des paiements de dix pays de cette zone.

Pour ce qui est de l'expérience du XIX^e siècle on ne dispose guère de balances de paiements détaillées, mais seulement des soldes. On a étudié le mouvement de ces soldes durant chacune des huit périodes alternatives de prospérité et de dépression (4 cycles) qui occupent la période 1880-1914.

Pour la France en général, durant la dépression on constate un afflux d'or à un rythme supérieur à celui de la période antérieure ou ultérieure de prospérité : il semble bien que la balance soit donc meilleure à chaque dépression comme elle l'a été après 1930. Quant à la balance commerciale pour ces différentes périodes, elle accuse les soldes négatifs suivants (en milliards) : 1,5 - 0,8 - 0,6 - 0,5 - 0,3 - 0,6 - 1,5. On ne saurait tirer de conclusion bien certaine de ces chiffres : en passant de la dépression à la prospérité la balance s'améliore deux fois, se détériore une fois. Ainsi donc on retrouve ici le modèle du XX^e siècle : quelle que soit l'évolution de la balance commerciale durant le cycle, le mouvement des capitaux est suffisamment fort pour rendre la balance toujours meilleure en période de dépression par suite du ralentissement de l'exportation du capital. Sauf pour la crise de 1901-03 et la prospérité de 1910-13, l'exportation est plus forte durant la prospérité que la dépression. Remarquons néanmoins que l'exportation du capital, qui se poursuit, pendant la période de dépression, le plus souvent à un rythme ralenti c'est vrai, mais qui se poursuit quand même, laisse entendre que la crise est partiellement surmontée par l'exportation de

l'épargne, parfois à un rythme accru (1901-1903). De toute façon ce maintien du flux des capitaux pendant la dépression rend les fluctuations totales de la balance assez faibles.

Pour la Grande-Bretagne, au contraire, la balance extérieure semble s'être détériorée à chaque période de dépression du XIX^e siècle. Quant à la balance commerciale, qui présente un solde négatif croissant — ce phénomène traduisant l'évolution du pays qui devient un pays prêteur de plus en plus « mûr » — elle masque le phénomène cyclique. Mais là aussi le mouvement des capitaux dépend largement du niveau de l'activité. Il y a cependant deux exceptions : lors du passage de la dépression à la prospérité en 1897 le flux du capital diminue, lors du passage à la dépression de 1908 il s'intensifie. Là encore la conquête de débouchés extérieurs à l'épargne locale a pu aider à surmonter la crise. En Angleterre donc, en général la détérioration de la balance à chaque dépression a lieu malgré le ralentissement de l'exportation du capital. C'est donc que la balance commerciale se détériore assez profondément, ce que nous avons déjà eu l'occasion d'affirmer (en moyenne les exportations ont baissé de 11 % contre 7 % pour les importations tandis que pour la France les deux pourcentages sont : 10 % pour les exportations, 9 % pour les importations). Ceci s'expliquerait par les difficultés particulières rencontrées par la Grande-Bretagne à la fin du siècle ayant leur source dans l'apparition de nouveaux concurrents.

Le schéma du XIX^e siècle est donc assez différent de celui du XX^e siècle. On ne saurait parler avec certitude d'une amélioration de la balance des pays développés durant la dépression. Ajoutons que les mouvements de l'or en

eux-mêmes ne constituent pas des baromètres très sûrs de l'évolution de la balance dont le solde était largement réglé par des mouvements de capitaux à court terme sur lesquels nous n'avons malheureusement aucun renseignement statistique.

Au sujet du mouvement des balances des pays sous-développés on n'a guère de statistiques. Néanmoins le cas de l'Argentine a été étudié pour cette période. A chaque dépression la balance se détériore. Mais le mouvement semble imputable à l'arrêt du flux des investissements étrangers en 1891 plus qu'au mouvement de la balance commerciale qui, s'adaptant à celle des capitaux, paraît assez peu régulière : le flux des capitaux, faible pendant les années 1883-1886 (dépression), s'intensifie entre 1887 et 1891, s'arrête totalement de 1891 à 1896 puis reprend faiblement (cette balance des capitaux ne reflète pas tout à fait le phénomène à cause du reflux des bénéfices qu'elle contient).

Il n'y a guère d'autres études disponibles sur la balance des pays sous-développés au XIX^e siècle. On pourrait au contraire se reporter à celles faites sur les pays débiteurs (Canada, Australie, Etats-Unis) d'un comportement analogue à ce point de vue d'autant plus qu'ils sont exportateurs de produits de base. On aboutirait aux mêmes conclusions.

Peut-on essayer de pousser l'analyse historique plus loin et mesurer directement l'ampleur des fluctuations du revenu ? On dispose d'un indice de l'activité manufacturière, année par année, de 1875 à 1939, pour les principaux pays ¹⁶.

Au XIX^e siècle, les oscillations pour le monde entier ont été successivement de 3, 4, 3, 0,8 % (crises de 1874, 1883,

1892, 1900, 1907) soit en moyenne de 4 %. Elles ont été en moyenne pour la Grande-Bretagne de 5 % (3, 9, 5, 2, 6 %). Il n'y a aucune comparaison entre ces chiffres et ceux du ^{xx}e siècle qui ont été pour le monde de 13,30 et 7 % (crises de 1920, 29 et 37) soit en moyenne 17 %, et pour la Grande-Bretagne de 40,12 et 8 % (moyenne : 20 %). D'une façon générale au ^{xix}e siècle la moyenne des indices des années de dépression était supérieure à celle des années de prospérité immédiatement antérieures. Le développement du capitalisme était rapide.

Pour l'Inde les oscillations cycliques y sont moins profondes. De 1896 à 1914 la production ne cesse d'augmenter, sauf pendant la récession mineure de 1910 (3 %). En 1920 la récession ne dépasse pas 5 %, en 1930 8 %. Assurément l'importance de la production artisanale moins soumise que la production industrielle au rythme cyclique fait ici sentir ses effets. Pour le Chili, la crise de 1929 paraît profonde (indice passant de 156,7 à 116,3 soit une diminution de 26 %). Il s'agit là d'un pays minier très lié à la demande mondiale.

La comparaison de ces séries suggère le schéma suivant : dans les pays le cycle de la production industrielle oscillait au ^{xix}e siècle d'environ 5 % dans l'entre-deux-guerres l'ampleur est nettement plus profonde (30 % pour le monde entier en 1930). Dans les pays sous-développés dans la mesure où la production industrielle est destinée à l'exportation (extraction minière), le cycle est au moins aussi profond que dans les pays développés. Lorsque cette production est destinée au marché local l'ampleur de ses oscillations dépend de l'importance relative du commerce extérieur dans le revenu du pays. Si ce commerce est important (cas de l'Egypte par exemple) les fluctuations du

pouvoir d'achat tiré de l'exportation agissent sur la demande interne. Si, au contraire, ce commerce est peu important (cas de l'Inde par exemple) les fluctuations des exportations n'agissent que très peu sur la demande des millions de paysans qui au surplus s'adressent à une production plutôt artisanale que manufacturière.

L'absence de renseignements statistiques empêche de faire une enquête systématique sur ce terrain. Néanmoins quelques faits viennent confirmer cette analyse. Tout d'abord l'évolution du chômage dans la population non agricole, dont les fluctuations paraissent du même ordre de grandeur pour les pays développés et pour les pays exportateurs de produits de base (à défaut d'exemple de pays sous-développés on peut recourir à ces pays dont le comportement est sur ce terrain assez voisin). De même l'évolution du profit global est assez caractéristique.

En France entre 1929 et 1935 le profit global (revenu des valeurs mobilières et revenu des entreprises industrielles et commerciales) est passé de 57 milliards (soit 23 % du revenu national) à 36 mlds (soit 21 % du revenu), accusant une contraction de 36 %. En Allemagne entre 1929 et 1932 l'ensemble des revenus des entreprises industrielles et commerciales, des dividendes et des intérêts (profit global) est passé de 14,9 milliards (soit 20 % du revenu national) à 8,2 mlds (soit 18 % du revenu) accusant une contraction de 44 %. En Grande-Bretagne le revenu national se contracte de 4 384 mil. de livres à 3 844 entre 1929 et 1932, c'est-à-dire de 12 %, la part du salaire s'élevant légèrement (de 76,9 % à 80,4 %), celle du profit s'abaisse donc d'un peu plus de 12 %. Aux Etats-Unis la contraction du revenu global atteint 51 % (le revenu passe de 81,92 milliards à 39,49 entre 1929 et 1930), la part des salaires augmente de

68,3 à 85,4 %. La contraction du profit se situe sans doute autour de 75 %. L'indice des profits de soixante-cinq sociétés anonymes égyptiennes (capital total : 31 millions de livres égyptiennes) accuse une fluctuation violente, passant de 130 en 1929 (base 100 sur la période 1929-1938) à 89 en 1933, se contractant donc de 31 %. Quant à l'indice des profits industriels en Inde il accuse également une fluctuation importante passant de la base 100 en 1928 à l'indice 27,8 en 1931, se contractant donc de 72 %. L'ampleur de la fluctuation de cet indice en opposition avec la faiblesse de l'oscillation de celui de l'activité manufacturière tend à prouver que dans le secteur industriel étranger (l'indice des profits est calculé sur la base de grandes entreprises très souvent exportatrices), les oscillations sont amples tandis que dans celui de la petite production destinée au marché local (artisans et petite industrie) elles ne le sont pas.

Par ailleurs, les fluctuations du revenu agricole dans les pays sous-développés dépendent de la nature de cette production. Lorsqu'il s'agit d'une production d'exportation ses oscillations sont extrêmement amples comme le montre l'exemple égyptien où la valeur brute des récoltes passe de l'indice 145 pour la moyenne des années 1924-1928 (base 100 en 1939) à l'indice 75 en 1931 accusant une contraction de 48 %. En supposant que l'agriculture constitue 50 % du revenu du pays et que les autres activités n'aient pas souffert de la crise, rien que de ce chef le revenu national aurait subi une contraction de 24 %, c'est-à-dire supérieure à celle de la Grande-Bretagne voisine de celle des autres grands pays industriels (Allemagne, etc.).

Dans ces conditions on serait tenté d'affirmer que les fluctuations du revenu sont plus violentes dans les pays sous-développés que dans les pays développés, tout au

moins pour les pays intégrés internationalement, c'est-à-dire dont le volume des exportations représente un pourcentage élevé du produit national brut. On serait tenté de mesurer ces fluctuations par celles des exportations.

On dispose d'évaluations directes des fluctuations du revenu national pour quelques pays sous-développés (Inde, Chili) ou producteurs de produits de base non sous-développés (Australie, etc.). Ces évaluations directes tendent à montrer que l'amplitude de l'oscillation cyclique du revenu national des pays sous-développés dépend du degré de leur intégration internationale mesurée par l'importance des exportations dans la production brute du pays. Pour le Chili, pays très intégré au marché international (comme pour l'Australie, pays non sous-développé mais spécialisé dans l'exportation de produits de base et se comportant de ce point de vue comme un pays sous-développé), la contraction est au moins aussi forte que dans celui des pays développés où elle le fut le plus. Pour l'Inde, moins intégrée, la contraction demeure faible.

Ce résultat, que l'on pouvait prévoir, laisse conclure à une profonde absence de similitude entre le cycle des pays développés et celui des pays sous-développés. L'amplitude de l'oscillation du revenu réel des pays industriels se situe en 1930 autour de 25 %. Au XIX^e siècle il semble que cette oscillation ait été de l'ordre de 5 % comme en témoigne l'évolution cyclique de l'indice de la production industrielle en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et aux Etats-Unis. Cette oscillation ne saurait dans aucun cas être attribuée à la contraction des exportations. Dans un pays où environ 1/4 du revenu national provient de l'exportation, une contraction du quantum de cette dernière de

10 % ne produit qu'une contraction de 2 % du revenu réel global. Or, en 1929, le quantum des exportations de produits manufacturés du monde (analogue en gros au quantum des exportations totales des pays développés) a baissé de 27 % seulement. Ce qui ne pouvait engendrer guère qu'une contraction de l'ordre de 7 % du revenu réel, non de 25 %. Quant au XIX^e siècle, le quantum des exportations semble y demeurer stable pendant les cycles, la valeur globale, seulement variant — assez peu d'ailleurs — par suite des fluctuations des prix. La crise est donc provoquée essentiellement par la contraction de la demande interne, non par celle de la demande extérieure, bien que cette dernière puisse, le cas échéant, venir aggraver l'effondrement de la demande globale.

C'est à l'investissement interne que doit être attribuée la responsabilité du cycle. La contraction primaire de la demande constituée par l'affaiblissement du volume des investissements et celui des exportations entraîne une contraction secondaire, etc.

Essayons de chiffrer le mouvement pour les Etats-Unis : l'investissement net représente environ 10 % du revenu pendant les périodes de prospérité. Son effondrement signifie donc une contradiction primaire de la demande de 10 %. L'affaiblissement du quantum des exportations dans une proportion de 50 % signifie une autre contraction primaire de la demande égale à environ 2,5 % du revenu national (puisque la part des exportations dans le revenu national égale environ 5 % aux Etats-Unis). La contraction primaire est de l'ordre de 12,5 % du revenu. La contraction finale étant de 25 %, on peut évaluer à 2 la valeur du multiplicateur réel de la demande.

2. — *Vers une théorie du cycle et de la conjoncture mondiale.*

L'expérience de l'histoire conduit aux sept conclusions suivantes :

1. — Il n'y a pas de règles bien précises du comportement de la balance commerciale ni des pays développés, ni des pays sous-développés parce que les exportations et les importations varient dans le même sens et dans des proportions voisines. Il y a quand même une certaine tendance des importations des pays sous-développés à se contracter moins violemment que leurs exportations.

2. — La contraction du commerce des pays développés provient surtout de celle du volume de leurs exportations et de leurs importations. Celle du commerce des pays sous-développés provient essentiellement de la baisse des prix des exportations de la détérioration des termes de l'échange qu'elle traduit et de l'affaiblissement de la capacité réelle d'importer qui s'ensuit.

3. — Le mouvement cyclique incontestable de la balance des paiements est dû à celui des capitaux beaucoup plus qu'à celui de la balance commerciale.

4. — Les fluctuations du revenu national ont augmenté brutalement après 1914, tant dans les pays développés que dans les pays sous-développés, comme celles des exportations et des importations d'ailleurs et comme celles des prix. Après la Seconde Guerre mondiale les fluctuations ont perdu leur caractère cyclique régulier pour laisser la place à une conjoncture mouvante dont l'amplitude des mouvements est limitée.

5. — Les fluctuations de la production industrielle des pays sous-développés dépendent de la destination de cette

production et du degré de dépendance du pays à l'égard du commerce extérieur.

6. — Les fluctuations du revenu agricole dans les pays sous-développés dépendent des mêmes facteurs.

7. — Les fluctuations du revenu réel global des pays sous-développés sont souvent plus faibles que celles qui caractérisent les pays développés. Les fluctuations du revenu en prix courants sont au contraire nettement plus amples à cause de la grande volatilité des prix dans ces pays.

De ces conclusions nous tirons les quatre thèses suivantes :

1. — Le cycle ne paraît pas « transmis » par le canal des fluctuations de la quantité de monnaie. Bien qu'il soit exact que la balance des paiements étant excédentaire pour les pays sous-développés en période de prospérité et vice versa en période de dépression, ces pays voient leurs ressources de liquidités internationales tour à tour croître et décroître, la circulation interne demeure « neutre », c'est-à-dire proportionnelle au revenu monétaire (revenu réel \times niveau des prix)¹⁷.

2. — Le cycle ne paraît pas davantage « transmis » par la balance commerciale grâce au fonctionnement du multiplicateur. Le comportement de la balance commerciale est en effet extrêmement variable, on l'a vu, tant au cours du temps que de pays à pays. Ajoutons que même lorsque la balance représente un solde positif dans un pays sous-développé on n'assiste pas à une vague d'investissements « induits », « secondaires » engendrés par ce solde.

3. — Le cycle paraît être alors tout simplement l'aspect cyclique du mouvement du revenu des agriculteurs vivant de l'exportation, lequel prend la forme d'une détérioration cyclique des termes de l'échange pour leurs produits d'ex-

portation. Cette oscillation a des effets secondaires sur la production industrielle destinée au marché local, sur l'ensemble des « services », etc., mais ces effets sont très réduits. Le cycle des pays sous-développés n'est guère plus que le cycle de la capacité d'importer de ces pays.

4. — Dans le cycle international, les pays sous-développés jouent un rôle important au moment de la reprise par le fait qu'ils offrent aux exportations des pays développés des débouchés supplémentaires dans la désagrégation possible des milieux précapitalistes. En période de récession, le commerce entre pays développés et pays sous-développés s'effondre souvent moins que celui entre les pays développés entre eux, très souvent même les importations des premiers augmentent pendant la dépression (cas très général au XIX^e siècle).

C'est à partir de ces thèses qu'une théorie de la conjoncture internationale qui attribuera à la périphérie un rôle spécifique particulier dans le mécanisme de l'accumulation peut être élaborée. Ce rôle spécifique est particulièrement visible à l'occasion de la reprise, mais il se manifeste également durant les autres phases du mouvement de la conjoncture au centre.

3. — *Le rôle de la périphérie dans le mécanisme de la reprise.*

La périphérie joue un rôle qui n'est pas négligeable dans le mécanisme de la reprise internationale¹⁸. C'est qu'en effet la dépression, si profonde soit-elle, parce qu'elle est plus superficielle, peut prendre fin plus rapidement dans les économies sous-développées que dans les économies capitalistes centrales. Durant la dépression dans les pays développés une masse considérable de main-d'œuvre

est mise en chômage. La contraction touche tous les revenus : les profits en premier lieu mais également la masse des salaires. D'autre part, durant la période de prospérité, des entreprises nouvelles ont été équipées. Elles fonctionnent maintenant au ralenti. Le poids de la capacité de production inutilisée pèse lourd. La reprise en est d'autant plus difficile.

En revanche, dans les pays sous-développés, si les oscillations du revenu dominant — la rente — s'avèrent extrêmement amples, il n'en est pas de même des revenus mixtes de la majeure partie de la population. Certes les artisans et les paysans de ces pays pâttissent de la conjoncture mondiale défavorable. Un certain nombre d'entre eux sont ruinés, perdent leur situation économique et sont réduits au chômage. Mais la grande masse de ces classes sociales ne souffre pas de ce mal au même degré que la masse ouvrière dans les pays développés. Tout le secteur de la production vivrière en vue de l'autoconsommation reste en dehors de la portée des effets de la dépression comme il était resté hors du champ d'action de la prospérité.

Par ailleurs, dans ces pays, si durant la prospérité, des capitaux étrangers ont afflué et ont permis l'équipement d'entreprises nouvelles et si cet équipement reste définitivement acquis, ceci n'est vrai qu'à un degré moindre que dans les pays développés. Dans les pays de la périphérie les capitaux marquent largement une préférence pour l'investissement « tertiaire » et pour l'investissement léger.¹⁹ Or l'investissement tertiaire est bien souvent un investissement purement « financier » : achat en vue de la revente de constructions immobilières, de marchandises destinées

à l'exportation, de titres, etc. Cette masse énorme de « capitaux » non matériellement productifs est détruite par la dépression sans laisser derrière elle une capacité de production qui pèse lourd et freine la reprise. Cette destruction des capitaux fictifs appauvrit le pays au profit de l'étranger. Elle lui laisse une charge sans équivalent. D'autre part, tout chose égale par ailleurs, l'investissement léger laisse derrière lui une capacité de production inutilisée relativement moins volumineuse et moins pesante sur le marché que l'investissement lourd.

Si donc la crise se traduit par l'effondrement du niveau des échanges extérieurs des pays sous-développés, c'est dans la mesure seulement où les exportations ayant entraîné la rente foncière dans leur chute, les importations de luxe cessent. Mais une fois ces activités exportatrices endormies, le niveau des échanges avec l'extérieur se stabilise parce que le revenu du secteur indigène n'est que faiblement touché par les fluctuations dictées par le mode capitaliste de production. Au contraire, dans les pays développés la dépression peut s'aggraver davantage. Après avoir liquidé les profits elle s'attaque aux salaires. C'est pourquoi pendant la dépression le volume des échanges des pays développés entre eux s'effondre en général dans une proportion plus grande que le volume des échanges entre les pays développés et les pays sous-développés.

A partir d'un certain moment la relative rigidité des marchés sous-développés peut donc constituer un motif de reprise. L'existence de relations d'échange entre la périphérie et le centre du système offre à ce dernier la possibilité de trouver facilement de nouveaux débouchés extérieurs dans la désintégration du secteur artisanal indigène. Les capitaux étrangers qui, durant la phase de prospérité,

trouvaient un placement plus lucratif dans d'autres activités, se contentent maintenant de ce débouché. Il y avait suffisamment mieux au centre pendant la prospérité pour que la création d'entreprises, rivalisant avec l'artisanat de la périphérie, intéressât. En effet, au cours du développement du cycle, le taux de la rémunération des capitaux accuse des fluctuations plus violentes dans les pays développés que dans les pays sous-développés. L'activité boursière et les fluctuations très amples des valeurs mobilières, tour à tour dévaluées puis surévaluées — que cette activité spéculatrice engendre fatalement — amplifient, dans les pays capitalistes évolués, la chute comme la hausse de l'efficacité marginale du capital. La violence de ces fluctuations de la rentabilité des capitaux dans les pays développés permet donc à certaines activités de devenir suffisamment lucratives en période de dépression.

La désintégration plus poussée de la production primitive indigène à la fin de la dépression se traduit par une vague nouvelle d'exportations des pays développés. De ce côté les mécanismes de la monétarisation vont se mettre en branle. L'accroissement des revenus monétaires dans les pays sous-développés, consécutif à cette désintégration plus poussée de l'économie de besoin, se traduit par la constitution d'une épargne locale qui se porte immédiatement vers les circuits spéculatifs dont la renaissance est d'autant plus aisée qu'ils n'ont laissé derrière eux aucune capacité de production inutilisée qui pèserait lourdement sur la reprise de l'accumulation.

Ces phénomènes multiplicatifs du côté sous-développé sont profondément différents de ceux qui caractérisent le déroulement des mécanismes de la prospérité dans les pays développés. Il s'agit seulement d'un développement des

revenus monétaires dans les pays sous-développés. En fait, généralement, ce développement s'opère simplement au détriment du revenu en nature. Cette désintégration accélérée des économies primitives à partir du commerce extérieur aggrave la situation dans ces pays où une masse supplémentaire d'artisans ruinés se portent candidats au chômage permanent ²⁰. Cependant cette désintégration, qui se traduit par un nouveau développement du capitalisme dans ces pays, permet l'accélération de la formation de revenus de type capitaliste, et en conséquence la constitution d'une épargne monétaire nouvelle. C'est cette épargne qui va alimenter les circuits spéculatifs dont il a été question. Par ailleurs cette désintégration plus poussée de l'économie indigène se traduit par le renforcement de la position de la rente foncière. Elle porte donc en germe le développement futur des importations. C'est pourquoi l'ouverture de nouveaux débouchés extérieurs ne constitue pas une solution définitive du problème. En théorie, cette ouverture n'est d'ailleurs nullement nécessaire à la reprise dans les pays développés ²¹. Cette reprise provient très largement, d'ailleurs, d'un approfondissement du marché intérieur consécutif à la généralisation d'une technique nouvelle plus intense en capital. Cependant on constate, après chaque dépression au centre, l'ouverture de nouveaux débouchés à la périphérie. Les pays d'Outre-Mer jouent donc un rôle actif dans le mécanisme de la reprise internationale.

q

4. — *La fonction de la périphérie dans le déroulement du cycle — L'« ajustement structurel » de la périphérie aux exigences du centre.*

Mais ce n'est pas seulement dans le mécanisme de la

reprise internationale que les pays sous-développés jouent un rôle actif dans le cycle international. Durant tout le processus cumulatif qui caractérise la prospérité ils jouent également un rôle actif qui n'est pas négligeable. Le développement de la prospérité, caractérisé par la croissance du revenu global, se traduit par l'augmentation de la part des profits et par conséquent par l'accroissement du volume relatif de l'épargne qui s'accumule. De son côté, la part relative des salaires décroît. La capacité de consommation s'éloigne donc de plus en plus de la capacité de production. L'équipement nouveau créé par l'investissement de l'épargne supplémentaire ne va pas tarder à jeter sur le marché une masse de biens de consommation qui ne pourront pas être absorbés. Le jeu de l'accélérateur entretient pendant un certain temps l'illusion de la rentabilité de l'équipement nouveau rendu nécessaire par l'accroissement du volume absolu de la consommation. Il y a donc surproduction de biens de consommation puisque le pouvoir d'achat distribué et destiné à l'achat de ces biens (essentiellement les salaires) est inférieur à la valeur globale de cette production. Cette surproduction, traduite chez Harrod par la décroissance du multiplicateur (la croissance de la propension à épargner), est longtemps masquée par le jeu de l'accélérateur dont les effets sont inverses.

Il faut remarquer que cette surproduction n'est pas due à une propension à épargner trop forte en moyenne. Quel que soit le niveau de cette propension on peut imaginer une division de la production globale entre la production de biens d'équipement et celle de biens de consommation qui lui corresponde, et où donc toute l'épargne puisse être investie. Cette possibilité constitue la signification même

de la croissance économique (lorsque l'on fait abstraction du cycle) : dans un revenu global en augmentation le niveau de l'épargne s'élève, ce qui permet un développement de la production de biens d'équipement plus rapide que celui des biens de consommation. Ce développement plus rapide de la production de biens d'équipement, qui traduit l'élévation du niveau de la productivité, permet à son tour la croissance ultérieure du revenu global.

Si ce développement doit épouser la forme d'une sinusoïde autour d'un trend ascendant c'est parce que la propension à épargner, quelle que soit sa valeur moyenne au cours d'un cycle entier, s'élève trop vite. Le mécanisme s'emballe. C'est cet emballement, qui est dû essentiellement à la grande élasticité des profits, qui fait le cycle. Ceci ne signifie nullement qu'il faudrait que la propension à épargner demeure stable. Au contraire, le développement exige l'élévation de cette propension et en même temps la rend possible. Il faudrait seulement que cette propension s'élève plus lentement ou plus vite.

C'est qu'en effet à la surproduction des biens de consommation s'oppose une véritable sous-production de biens d'équipement, un pouvoir d'achat relativement croissant (les profits épargnés) se porte candidat à l'achat de biens d'équipement dont la production semble toujours insuffisante. Autrement dit, la prospérité est caractérisée par un déséquilibre croissant entre la production de biens d'équipement et celle de biens de consommation. Ce déséquilibre croissant est masqué pendant un certain temps, on l'a dit, par le jeu antagoniste de l'accélérateur et du multiplicateur.

Le commerce entre les pays développés et les pays sous-développés continue, lui aussi, à masquer ce déséqui-

libre, c'est-à-dire à allonger les périodes de prospérité. L'échange entre pays développés et pays sous-développés ne constitue nullement la solution à une prétendue surproduction générale des pays capitalistes. Le développement des pays capitalistes est tout à fait possible quand même il n'y aurait pas de milieux « précapitalistes » à désintégrer. Si le commerce extérieur se développe parallèlement au développement du capitalisme ce n'est donc pas pour cette raison, mais simplement parce que le capitalisme porte en lui la tendance à l'élargissement des marchés.

Cependant le commerce entre pays développés et pays sous-développés joue un rôle actif dans le développement capitaliste.

Les pays développés, qui ont toujours de l'avance sur leurs coéchangistes arriérés, prennent, si l'on peut dire, « l'offensive » de l'exportation²². Ce n'est qu'ultérieurement que la structure des pays sous-développés se modifie, s'adapte à l'évolution de la production des pays avancés pour permettre l'exportation des produits de base. Le déséquilibre est donc permanent dans les relations commerciales entre le centre et la périphérie du système. Ce déséquilibre permanent est cependant toujours corrigé. Il ne joue donc, dans le développement des pays les plus avancés, que le rôle modeste d'un catalyseur semblable au crédit.

Ici il s'agit d'aller plus loin : il s'agit de saisir le mécanisme par lequel la structure des pays sous-développés s'ajuste aux exigences de l'évolution de la production des pays développés. Les pays développés ont l'avantage sur les pays sous-développés dans toutes les branches de la production. Ce sont donc les produits en surproduction tendancielle durant la phase de prospérité qui sont les

premiers à chercher, et donc à trouver, un débouché dans les économies de la périphérie. Ce sont donc les produits manufacturés de consommation, dont on sait qu'ils deviennent de plus en plus abondants durant cette phase, qui sont exportés le plus massivement. A l'opposé la demande croissante, durant la phase de prospérité, des pays développés en produits qui manquent relativement le plus permet l'ajustement de la structure des pays sous-développés aux besoins des économies les plus avancées. Les économies sous-développées se spécialisent dans la production de biens dont l'offre est tendanciellement inférieure à la demande dans les pays développés durant la phase de prospérité : elles se spécialisent dans la production de produits de base qui contribuent à l'équipement des pays développés : essentiellement matières premières agricoles et produits miniers.

L'échange des biens de consommation, pour lesquels l'offre est supérieure à la demande contre des biens intermédiaires pour lesquels, au contraire, c'est la demande qui est supérieure à l'offre, facilite le mouvement ascendant dans les pays développés. Dans la même mesure cet échange aggrave — pour le secteur capitaliste de la production des pays sous-développés — le déséquilibre entre la production de biens de consommation et celle de biens intermédiaires. C'est pourquoi ces pays, où la production de matières premières se développe plus vite que la production des industries manufacturières utilisant ces matières premières, se trouvent tout au long du développement cyclique toujours davantage liés par le commerce extérieur. Encore une fois la spécialisation internationale ne revêt aucun caractère qui puisse aspirer à une quelconque rationalité du point de vue de la société.

On comprend alors mieux la place réelle de la périphérie dans la conjoncture mondiale. Bien que l'extension du mode de production capitaliste à la périphérie ne soit pas essentielle à l'intelligence du mécanisme de l'accumulation, cette extension joue le rôle d'un catalyseur et d'un accélérateur de la croissance au centre. Elle peut donc être importante. Mais elle n'est pas la seule force qui agisse dans ce sens de l'accélération de la croissance au centre. Elle peut même n'être qu'un élément secondaire de ce point de vue.

Ainsi en est-il par exemple dans la période contemporaine depuis 1945²³. Le capitalisme vit, on le sait, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une période de croissance extrêmement brillante. Or dans ce phénomène l'extension du mode de production capitaliste au « tiers monde » n'a joué qu'un rôle très secondaire, presque négligeable. La modernisation de l'Europe occidentale — son « américanisation » — a été l'élément essentiel de ce « miracle ». Modernisation, c'est-à-dire approfondissement (et non extension) du marché capitaliste, solution toujours « possible » (comme Marx et Lénine l'on souvent déclaré), mais devenue réelle par suite de la conjonction d'éléments se situant sur divers plans (politiques notamment : crainte du « communisme », etc.), ce qui interdit toute interprétation « économiste » mécaniste. Le Marché commun européen et l'afflux en Europe de capitaux américains constituent les manifestations les plus évidentes de ce phénomène.

Néanmoins, si au cours de cette période l'extension du capitalisme à la périphérie n'a pas joué un rôle important, cela ne signifie pas qu'il en a toujours été ainsi, ni qu'il doive toujours en être ainsi à l'avenir. Dans le passé,

l'extraordinaire vague d'extension du marché capitaliste aux « colonies » au cours du XIX^e siècle a très certainement joué un rôle important dans le déroulement relativement paisible de l'accumulation au centre. Cette première vague a déterminé une première série de formes de la spécialisation internationale entre le centre et la périphérie, cette dernière s'adaptant évidemment aux exigences du centre. Ces formes d'adaptation impliquaient à partir d'un certain niveau un blocage relatif du mécanisme de l'extension du capitalisme ; l'extension du capitalisme à la périphérie dans ces formes commençait donc à épuiser ses possibilités, d'où la violence particulière de la crise de 1930.

Il semble bien que le type de croissance que le monde capitaliste a connu depuis 1945 — fondé sur l'américanisation de l'Europe de l'Ouest — tende à son tour à épuiser ses possibilités. La crise monétaire internationale et le regain de « tendances déflationnistes » chroniques en seraient les manifestations. Quels seront les relais possibles ? Nous en voyons trois. Premièrement, l'intégration progressive des pays de l'Est européen (Russie et satellites) dans le marché mondial et leur modernisation à leur tour. Deuxièmement, la révolution scientifique et technique contemporaine qui, avec l'automation, la conquête de l'atome et celle de l'espace, peuvent ouvrir des possibilités importantes à l'approfondissement du marché. Enfin, troisièmement, une nouvelle vague d'extension du capitalisme au « tiers monde », fondée sur un nouveau type de spécialisation internationale que précisément la révolution technique contemporaine rend possible. Dans ce cadre les pays du centre se « spécialiseraient » dans les activités ultra-modernes tandis que des formes de l'industrie classique qui leur étaient jusqu'ici réservées seraient attribuées à la

périphérie. Encore une fois en « s'adaptant » aux exigences du centre, la périphérie aura alors joué un rôle important dans le mécanisme de l'accumulation à l'échelle mondiale.

RESUME DES CONCLUSIONS.

1^{re} Les fluctuations de la conjoncture — qu'elles revêtent une allure cyclique régulière comme ce fut le cas jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ou non comme c'est le cas depuis — sont les manifestations de la contradiction interne entre la capacité de produire et celle de consommer propre au mode de production capitaliste, contradiction sans cesse surmontée par l'approfondissement et l'élargissement du marché capitaliste. La théorie économique courante parvient exceptionnellement à rendre compte de cette dynamique de la contradiction, bien qu'en termes « économistes » du jeu combiné du « multiplicateur » et de l'« accélérateur » qui masquent l'origine de la contradiction du système, lorsqu'elle sait s'élever au-delà des apparences monétaires des phénomènes. Elle retrouve alors, mais dans une version mécaniste et simplifiée, l'analyse de Marx.

2^{de} La loi historique de cette contradiction inhérente au mode de production capitaliste est qu'elle tend à s'aggraver (comme le prouve l'ampleur exceptionnelle de la crise de 1930). Mais cette loi tendancielle ne conduit pas à un « effondrement catastrophique spontané » du système parce que celui-ci peut toujours réagir par l'organisation des monopoles et de l'intervention étatique en vue de l'absorption du surplus grandissant. Les conditions historiques dans le cadre desquelles se déroule l'accumulation à

l'échelle mondiale sont de ce point de vue essentielles. La révolution scientifique et technique contemporaine ainsi que l'intégration progressive de l'Europe de l'Est dans le système capitaliste mondial vont probablement modifier considérablement dans l'avenir prévisible les conditions de l'accumulation à l'échelle mondiale. L'extension du capitalisme à la périphérie, l'ajustement de la structure de la périphérie aux exigences de l'accumulation au centre (c'est-à-dire les formes de la « spécialisation internationale » entre le centre et la périphérie) doivent occuper également une place importante dans l'analyse de la conjoncture.

3° La théorie économique courante — qui assimile les pays « sous-développés » aux pays « développés » à un stade antérieur de leur développement — ne parvient pas à rendre compte des phénomènes conjoncturels propres à la périphérie. Elle se réfugie dans une théorie mécaniste de la conjoncture « transmise » des « pays développés » aux « pays sous-développés » soit par le canal des mécanismes monétaires, soit par celui du multiplicateur du commerce extérieur. En réalité les économies de la périphérie du système ne connaissent pas de véritables phénomènes conjoncturels propres, fussent-ils « transmis » de l'extérieur, parce qu'elles n'ont pas de dynamisme interne propre.

4° La périphérie occupe, cependant, une place qui peut être importante dans le déroulement du cycle — ou des fluctuations de la conjoncture — à l'échelle mondiale. Elle offre en effet un terrain d'extension possible du mode de production capitaliste au détriment des « milieux précapitalistes ». Bien que cette extension du mode de production capitaliste ne soit pas essentielle à l'intelligence du méca-

nisme de l'accumulation, elle joue le rôle d'un catalyseur et d'un accélérateur de la croissance au centre. Elle a très certainement occupé de ce point de vue une place importante aux premières époques de la colonisation. Elle semble avoir perdu cette importance au cours de la période contemporaine. Mais elle peut la retrouver à l'avenir dans le cadre d'une nouvelle structure de la « spécialisation internationale ».

NOTES

1. Voici dans l'ordre où nous les abordons les principales œuvres analysées : Lufftala, *Communication au meeting de Washington* 1947, (*Econometrica* janv. 48) ; Lescure, *Des crises générales et périodiques de surproduction*, Paris 1938 ; Aftalion, *Les crises périodiques de surproduction*, Paris 1913 ; Kaldor, *A model of the trade cycle* (*Ec. Jour.* 1940) ; Kalecki, *Studies in economic dynamics*, Londres 1943 ; Angell, *Investment and the business cycle*, 1941 ; Harrod ; *Towards a dynamic economics*, 1948 ; Marx, *Le capital*, livre II, chap. 21 ; *L'accumulation et la reproduction élargie*, livre II, chap. 20, *Le remplacement du capital fixe* ; Dobb, *Political economy and capitalism*, Londres 1937 ; L. Sartre, *Esquisse d'une théorie marxiste des crises périodiques*, Paris 1937 ; Duret, *Le marxisme et les crises*, Paris 1933 ; Sweezy *The theory of capitalist development*, New York 1949 ; Hicks, *The trade cycle*, Oxford 1950 ; voir également les articles consacrés à ces auteurs dans *Les fluctuations économiques* (La théorie économique du temps présent, Paris 1950) et dans H. Guitton, *Les fluctuations économiques*, Paris 1951.

2. Pour la théorie de la maturité, voir chap. I. Egalement : P. Sweezy et P. Baran, *Le capitalisme monopoliste*, Paris 1967.

3. Voir chapitre III.

4. Voir C. Gruson, *Origines et espoirs de la planification française*, Paris, 1968.

5. A. Barrère, *Théorie économique et impulsion keynésienne*, Paris 1952, p. 86.

6. Haberler, *Prosperité et dépression*, S.D.N. 1939.

7. Belshaw, *The stabilization in a dependant economy* (*Ec. Rec.* avril 1939) ; Byé, *La transmission internationale des fluctuations économiques*

(Cours de doctorat 1952-53) ; C. Clark and J. Crawford, *The national income of Australia*, Londres 1938 (p. 93) ; O.N.U., *Mesures pour assurer la stabilité économique internationale* ; S.D.N., *Economic stabilization in post war world* ; Prou, *Origines et formes récentes de la théorie du multiplicateur d'investissement*, thèse Paris 1948 ; Thomas, *India in the world depression* (Ec. J. Sep. 1935).

8. Bauer and Paish, *The reduction of fluctuations in the incomes of primary producers* (Ec. J. déc. 1952) ; Belshaw, *Stabilization in a dependant economy* (Ec. Record av. 1939) ; Black and Tsou, *International commodity arrangements* (Q.J. Ec. août 1944) ; Brown, *Should commodity prices be stabilised* (District B.R. déc. 1953) ; Davis, *Expériences under inter-gouvernemental commodity agreements 1902-45* (J. P.E. juin 1946) ; F.A.O., *A reconsideration of the economics of the international wheat agreement*, Rome 1952 ; Johnson, *The destabilising effect of international commodity agreements* (Ec. J. sep. 1950) ; Morgan, *The approach to international commodity problems* (Three B.R. mars 59) ; O.N.U., *Instabilité des marchés d'exportation des pays insuffisamment développés*, 1952-11-A-1 ; Porter, *Buffer stocks and economic stability* (Oxford, E. P. jan 50) ; Rieffer, *A proposal for an international buffer stock agency* (J. Pol. Ec. déc. 1946) ; Rowe, *Markets and men*, Cambridge 1936 ; Schumann, *Aspects of the problem of full employment in South Africa* (S. Af. J. Ec. juin 1948) ; S.D.N. *Economic stability in post war world*, Genève 1945 ; Tyszyński, *Economics of the wheat agreement* (Economica fév. 1949) ; Whittlesey, *The Stevenson plan* (J. Pol. Ec. 1931) ; Yates and Lamartine, *Commodity control*, Londres 1943.

9. Corea, *Overall budgetary policy in an export economy* (Cey. Ec. nov 1950) ; O.N.U. (Prebisch), *The economic development of Latin America and its problems*, chap. 7.

10. Voir Samir Amin, thèse pp. 514 à 537.

11. Les statistiques utilisées sont empruntées aux ouvrages suivants : S.D.N., *Industrialisation et commerce extérieur*, pp. 187-188 ; O.N.U., *Commerce des produits de base et développement économique*, p. 11 ; S.D.N., *L'expérience monétaire internationale*, p. 103. Voir également : Visine, *La transmission des fluctuations économiques par le commerce extérieur*, Thèse Nancy ; l'auteur donne une reproduction des *Tableaux du commerce international de 1890 à 1938* de Bunle et Rist (Sirey 1950) ; S.D.N., *Aperçu du commerce mondial*, 1931. Pour la Grande-Bretagne de 1929 à 1932 la balance commerciale s'est améliorée (passant de - 391 millions de livres à - 215), pour la France entre ces dates elle s'est

détériorée (passant de - 1 milliard de francs à - 10), de même que pour les Etats-Unis, entre 1929 et 1933 (de + 819 millions de dollars à + 214). Au contraire elle s'est améliorée pour l'Egypte (passant de - 3 millions L.E. en 1929 à 0 en 1932) ; elle s'est détériorée pour l'Inde, passant de 1 010 millions de roupies en 1928-1929 à 370 en 1933-1934 (Anstey, op. cit. p. 330). Il n'y a donc pas de règles très précises relatives au comportement de la balance commerciale, importations et exportations subissant des fluctuations du même ordre de grandeur. Ce qui est certain c'est que le prix des exportations des pays sous-développés baisse plus que celui des exportations des pays développés. Voir par exemple : Iversen, op. cit., pp. 413 et 379. De même en ce qui concerne l'évolution des termes de l'échange durant le cycle noir : S.D.N., *L'expérience monétaire internationale*, p. 234 (le prix des exportations de l'Argentine baisse de 40 %, celui des importations de 3 % de 1928 à 1932) ; O.N.U., *The economic development of the Middle East 1945 to 1954*, pp. 13-15 (amélioration des termes de l'échange pendant le boom coréen) ; Royal Inst. for Int. Affairs, *The problem of international investment*, p. 288 (déclin des prix or des exportations de différentes marchandises 1929-1934). C'est le déclin des prix des exportations des pays sous-développés beaucoup plus que celui de leur quantum qui est responsable de l'affaiblissement de la capacité d'importation des pays sous-développés. Voir : O.N.U., *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés*, pp. 130-132 (quantum des exportations et des importations de l'Argentine, du Brésil et du Mexique : 1925-1929 à 1930-1934) ; H. Durand, *Essai sur la conjoncture de l'Afrique noire*, Paris 1957 ; Triantis, *Cyclical changes in the balance of merchandise trade of countries exporting chiefly primary products* (A.E.R. mai 1952) ; Chang, op. cit. (chapitres consacrés à la balance du Chili et de l'Australie).

12. Les statistiques relatives à la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis sont construites à partir des chiffres fournis par l'*Annuaire statistique de France* (pour la valeur des exportations et des importations) et par Iversen (op. cit. pp. 365, 355 et 421). La statistique égyptienne est empruntée à Barrawi pour ce qui est des exportations, construite à l'aide des chiffres de l'*Annuaire statistique de France* et d'Iversen pour ce qui est des importations. On peut vérifier notre thèse également sur les *Tableaux* de Rist et Bunle (période 1897-1914) qui donnent l'évolution des indices de la valeur et du volume des exportations et des importations par continent. On constate d'ailleurs que le comportement de la balance commerciale n'est pas très net : en 1900 les balances de l'Angleterre et de la Chine tendent au déficit quand la crise fut déclenchée tandis qu'elle tend à l'excé-

dent pour l'Allemagne, les Etats-Unis, la France, l'Argentine et l'Inde. De même en 1907 celles de l'Angleterre et de l'Inde tendent au déficit, celles de la Chine, de l'Argentine, des Etats-Unis et de la France à l'excédent (Visine, op. cit. p. 127). On vérifie également la thèse sur l'exemple de l'Algérie. Le quantum des importations (obtenu en divisant la valeur des importations donnée par l'*Annuaire statistique de France* par l'indice des prix de gros français fourni par le même annuaire) augmente de 7 % lors de la crise de 1900, de 21 % lors de celle de 1907. De même les importations de l'Indonésie augmentent régulièrement de 1876 à 1914, comme celles de l'Inde. Ce qui fait contraste avec la période 1918-1938 (Boeke, op. cit. p. 199 pour l'Indonésie, Anstey, op. cit. p. 330 et Jathar and Beri, op. cit. p. 129 pour l'Inde). Voir également : Tinbergen, *Business cycles in the United Kingdom 1870-1914*, Amsterdam 1951 ; Tsuru, *Economic fluctuations in Japan 1868-1893* (R. Ec. Sta. nov. 1941) ; Barret, op. cit. tome 3 ; Simkin, *The instability of a dependent economy ; Economic fluctuations in New Zealand 1840-1914*, Londres 1951.

13. Les statistiques sont calculées d'après les chiffres des *Annuaire statistiques de France* et des *Statistical abstracts of the United Kingdom*. Voir aussi : Legoyt, *La France et l'étranger - Etudes de statistique comparée*, Paris 1870, tome 1, p. 156 (pour le commerce entre la Grande-Bretagne et les colonies en 1857-1858) ; Matthews, *A study in trade cycle history - Economic fluctuations in Great Britain 1833-1842*, Cambridge 1954 ; Gayer, Rostow and Schwartz, *The growth and fluctuation of the british economy : 1790-1850*, Oxford 1953.

14. Sources : Chang, op. cit. (pour la Grande-Bretagne, le Canada, le Chili et l'Australie) ; O.N.U., *Les mouvements internationaux de capitaux entre les deux guerres*, pp. 26 et suiv. et pp. 46 et suiv. (pour la Hollande, la Suisse, la Suède, la Chine, l'Inde, les Indes Néerlandaises, l'Argentine, le Danemark, l'Allemagne, le Japon) ; Wallich, op. cit. pp. 330 et suiv. (Cuba) ; Roy, Inst. For Int. Af., op. cit. p. 174 (Etats-Unis), 200 (France) et 282 (nouveaux investissements extérieurs) ; S.D.N., *L'expérience monétaire internationale*, p. 45 (réserves monétaires des créanciers et des débiteurs), pp. 62 à 67 (balances sterling etc.).

15. Sources : pour la France et la Grande-Bretagne : Iversen, op. cit. pp. 71 - 350 - 361 ; Cairncross, *Home and foreign investment 1870-1913*, Cambridge 1953, p. 180 ; pour l'Argentine, l'Australie, le Canada et les Etats-Unis : Iversen, op. cit. pp. 427-402-382-441, (d'après les travaux de Williams, Wood, Viner et Graham). Pour l'Australie entre 1883 et 1913 on constate que le comportement de la balance commerciale (moyenne an-

nuelle pour chaque période de prospérité et de dépression) ne suit pas de règles très précises. Mais le lien étroit entre l'afflux du capital étranger et la conjoncture (sauf pour la période de prospérité 1905-1907 le flux du capital est plus puissant durant les périodes de conjoncture élevée) détermine une alternance parfaite dans la balance extérieure : excédent en période de boom, déficit en période de dépression. Pour le Canada entre 1900 et 1913 le trend ascendant du flux du capital étranger masque le phénomène cyclique. Néanmoins la balance (réduite à la balance commerciale et à celle des transactions en capitaux et en intérêts) se détériore en 1904 puis entre 1908 et 1909, s'améliore durant les autres périodes (de conjoncture meilleure). Il en est de même pour les Etats-Unis entre 1866 et 1878 : le flux du capital étranger très puissant entre 1869 et 1873 s'effondre avec la crise de 1873 et la dépression qui suit de 1874 à 1876.

16. Sources : S.D.N., *Industrialisation et commerce extérieur*, pp. 158 et suiv. ; C. Clark, op. cit. p. 70 (chômage industriel). Pour le calcul des fluctuations du profit : France et Allemagne : chiffres de *L'application du concept de revenu national (L'actualité écon. et financière à l'étranger*, juin 1946) ; Grande-Bretagne : C. Clark, op. cit. pp. 497 et 412, p. 397 ; Etats-Unis : idem, p. 48 (chiffres de Kutznets) ; Egypte : Issawi, op. cit. p. 80 ; Inde : Anstey, op. cit. pp. 520 et 637 ; C. Clark, op. cit. p. 397 et Kutznets, *National income and its composition*, tome 1 p. 269.

17. Chapitre III.

18. Blanchard, *La crise en Egypte* (Egypte Cont. 1931), et *La deuxième phase de la crise en Egypte* (Eg. Cont. 1932) ; Ellsworth, *Chili, an economy in transition*, New York 1945 ; Gayer, Homan and James, *The sugar economy of Puerto Rico*, New York 1938 ; Gamil Osman Ghaleb : *Les capitaux étrangers en Egypte* (Thèse Paris, y voir l'étude de la crise de 1907).

19. Chapitre II.

20. Chapitre II.

21. Voir plus haut.

22. Chapitre I.

23. Voir E. Luas, *Problèmes actuels du marché capitaliste*, Front, sept., oct., nov. 1969.



CHAPITRE V

L'AJUSTEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS EXTERIEURS DE LA PERIPHERIE

SOMMAIRE

Introduction.

I. — Les éléments constitutifs de la balance extérieure.

II. — La théorie des mécanismes du réajustement
« spontané » de la balance extérieure.

1° La théorie classique des effets prix

La critique de la théorie des effets prix.

Les élasticités prix.

L'influence des prix des importations sur ceux des produits domestiques.

2° La théorie de l'effet change.

3° La théorie de l'effet revenu.

4° Conditions et signification du « taux de change d'équilibre naturel ».

Le pair change d'équilibre des monnaies convertibles.

La disparition du taux de change « normal » dans l'hypothèse de l'inconvertibilité.

Le taux de change d'équilibre taux de domination du centre sur la périphérie.

III. — L'ajustement structurel de la périphérie du système capitaliste mondial aux exigences de l'accumulation au centre du système.

1° La théorie de l'ajustement structurel international

2° La thèse de R. Prebisch.

3° L'analyse de Kindleberger.

IV. — Brève histoire de la balance des paiements des pays capitalistes de la périphérie.

1° La thésaurisation et la balance des paiements.

2° La réduction des avoirs extérieurs de la périphérie et les cycles de dévaluations.

3° La leçon de l'histoire : de l'étalon devise étrangère à l'illusion de l'« indépendance monétaire ».

Le fonctionnement historique de l'étalon devise étrangère.

La solution alternative : l'indépendance monétaire.

Résumé des conclusions.

INTRODUCTION

Un coup d'œil sur les manuels d'« Economie Internationale » en usage un peu partout dans les universités nous apprend que l'on enseigne qu'un déséquilibre éventuel de la balance des paiements extérieurs d'un pays doit se résorber de lui-même, comme un coup d'œil sur les cours de « politiques de développement » ou « d'analyse de projets » qu'il est recommandé aux pays sous-développés d'adopter pour le calcul de la « rentabilité sociale » des projets un « taux de change d'équilibre ». Or, nous voulons démontrer ici que les variantes successives de la théorie des mécanismes de réajustement de la balance extérieure — théorie classique des effets prix, théorie post-keynésienne des effets revenus, théorie du change — reposent toutes soit sur des fondements fondamentalement erronés, mais tenaces dans la théorie courante (comme le quantitatifisme monétaire) parce que l'on ne sait pas comment les remplacer sans abandonner la sacro-sainte théorie subjective de la valeur, soit sur des analyses courtes et superficielles procédant d'une méthode empi-

riste. La théorie contemporaine s'embourbe chaque jour dans une série de faux problèmes ou dans la recherche d'impossibles réponses à des problèmes mal posés (parce qu'on ne veut pas dépasser l'empirisme) et refuse de voir l'essentiel. Cet essentiel est que l'équilibre des balances de paiements — qui n'est au mieux que tendanciel — a pour condition un ajustement permanent des structures internationales. Or, ces structures sont — en ce qui concerne les relations entre le monde développé et le monde « sous-développé » — celles de la domination asymétrique du centre du système mondial sur sa périphérie. L'équilibre extérieur — l'ordre international — n'est possible que parce que les structures de la périphérie sont façonnées conformément aux exigences de l'accumulation au centre. Autrement dit l'équilibre n'est possible que si le développement du centre engendre et entretient le sous-développement de la périphérie. Ce refus de voir l'essentiel trahit le caractère idéologique de la théorie économique courante, sa construction tout entière étant fondée sur le postulat religieux d'une harmonie universelle qui ne peut être l'objet d'une mise en cause, donc d'une critique scientifique. C'est à ce prix seulement que la théorie peut voir les apparences, mais ne pas voir l'essentiel. Elle se condamne alors à ne comprendre ni la nature du « sous-développement », ni la dynamique de l'accumulation à l'échelle mondiale, ni celle de la balance des paiements, particulièrement en ce qui concerne les relations entre le monde développé et le monde « sous-développé ».

Le chapitre fera d'abord la critique externe des théories en cause de l'ajustement « spontané » de la balance extérieure — après avoir brièvement rappelé les éléments constitutifs de cette balance — puis essayera d'aller en

profondeur dans la direction d'une théorie de l'ajustement structurel de la périphérie du système capitaliste mondial aux exigences de l'accumulation au centre (qui est la direction d'une réponse à la véritable question) et tentera de confronter ces éléments de réponse à l'histoire des relations extérieures du monde « sous-développé ».

1. — LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA BALANCE EXTERIEURE.

Lorsqu'on parle de balance des comptes une certaine équivoque plane sur l'expression employée. En effet, que faut-il inclure dans la balance des comptes ?

Il y a certains éléments qui doivent y figurer sans contestation. Ces éléments constituent la contrepartie monétaire des opérations courantes de nature proprement commerciale : exportations et importations de marchandises, paiement des services commerciaux (frêt et assurances). On doit également inclure dans cette balance les dépenses des touristes, les envois des émigrés et les autres mouvements de fonds d'une nature analogue. Mais doit-on inclure dans cette balance des comptes tous les mouvements de capitaux ?

L'objection que l'on doit faire à une inclusion brutale de tous ces éléments c'est que l'ensemble de la balance des opérations courantes et de la balance des opérations en capital est toujours équilibré par définition. Il faut bien en effet que toutes les opérations soient réglées. Le passif que l'on pourrait dégager de la considération de la balance des transactions volontaires est contrebalancé par un crédit équivalent. Ce crédit de l'étranger peut d'ailleurs être lui-

même volontaire ou forcé. Doit-on alors exclure de la balance des comptes tous les mouvements de capitaux ?

Les intérêts et les profits des capitaux étrangers investis dans le pays constituent une masse profondément distincte des autres éléments du mouvement des capitaux. Ils proviennent des investissements étrangers antérieurs. C'est pourquoi aucune contestation n'est possible à ce sujet. L'inclusion de ces sommes dans la balance des comptes fait si peu l'objet de discussions que l'on classe le mouvement des intérêts parmi les opérations courantes. Parmi les autres éléments constituant la balance des opérations en capital, il est nécessaire de donner une place particulière à l'investissement à long terme. Ici, l'opération de change n'est, en effet, qu'un moyen nécessaire, non le contenu essentiel de l'opération de transfert de capital.

Les mouvements de capitaux à court terme et les prêts « forcés » à court terme sont d'une nature profondément différente. Sous le même vocable de mouvement de capitaux à court terme on groupe de nombreuses opérations différentes par leur nature économique. Il y a ici côte à côte les opérations d'achat et de vente de devises guidées par l'intention de tirer un profit des variations du change lui-même, les transferts momentanés qui trouvent leur raison profonde dans les mouvements du taux de l'escompte (les capitalistes qui disposent de liquidités momentanées cherchent à les placer à court terme dans les pays où le taux de l'argent est le plus élevé) et, enfin, les fameux mouvements « erratiques » (« hot money ») dictés par des considérations extraéconomiques, le plus souvent politiques. Tous ces mouvements ont ceci de particulier qu'ils sont volontaires. En revanche les institutions qui centralisent les devises sont parfois obligées, en l'absence d'un équilibre « na-

turel » entre les mouvements volontaires d'entrées et de sorties, d'accorder à l'étranger des crédits à court terme. Ces crédits sont évidemment « forcés ». A l'époque où la liberté la plus absolue régnait dans les relations internationales une telle obligation n'existait pas parce que l'on pouvait toujours, en y mettant le prix, trouver des devises étrangères. L'organisme du contrôle des changes doit aujourd'hui équilibrer dans la courte période les entrées et les sorties de fonds. S'il vient à être à court de fonds il ne peut que refuser purement et simplement de délivrer les devises au commerçant qui en a besoin. Le correspondant étranger recourra alors à un organisme de garantie du commerce extérieur comme il s'en est créé un peu partout. Cet organisme réglera la dette de l'étranger au national dans sa propre monnaie. Cet organisme, qui a acquis une créance sur le commerçant du pays à court de devises étrangères, ouvre donc un crédit à court terme — il y est bien obligé à l'étranger.

Là même où n'existe pas de contrôle extérieur, le seul abandon des changes flexibles au profit d'un système caractérisé depuis la création du F.M.I. en 1945 par des changes rigides rend l'opération d'achat de devises étrangères (achat à taux relativement fixe nécessairement) pas toujours possible, puisque à ce taux il peut n'y avoir pas d'offre de devises suffisante pour combler le déficit.

Les transferts d'or ne constituent pas davantage une catégorie homogène au sein de la balance des opérations en capital. On accepte de l'or comme moyen de règlement d'une dette, on achète de l'or pour spéculer sur les fluctuations de sa valeur ou pour satisfaire un besoin durable de thésaurisation. Ce dernier besoin détermine parfois une

forte importation d'or dans les pays sous-développés comme dans les pays développés.

Les éléments qu'il faut prendre en considération pour se faire une idée de l'état de la balance des comptes sont donc les opérations commerciales et les transferts de revenus assimilables, les réexportations de bénéfices, les mouvements de capitaux à long terme et finalement les transferts d'or destinés à satisfaire le besoin de la thésaurisation locale¹.

Ce sont, en effet, ces postes qui groupent les éléments qui, dans les transactions internationales, correspondent à des forces économiques réelles. Les mouvements à court terme, même s'ils sont « voulus », répondent au jeu de forces momentanées. Bien que ces mouvements aient une influence certaine sur le change, et par là sur les conditions économiques générales, leur évolution dans la longue période ne présente aucune tendance suffisamment générale pour pouvoir être prise en considération.

Ajoutons qu'il est nécessaire de distinguer la balance des comptes réels ainsi définie de la balance des mouvements de capitaux bancaires. Cette distinction est rendue nécessaire par le fait que souvent des succursales de banques commerciales étrangères fonctionnent sur des territoires sous-développés à qui elles fournissent des liquidités monétaires. Les importations et les exportations de fonds par ces banques doivent être soigneusement distinguées des importations et des exportations de capitaux destinés à l'investissement bien que leur effet sur le change, s'il existe, soit analogue. Cette distinction est capitale dans les pays sous-développés intégrés dans des zones monétaires fortement centralisées, comme aujourd'hui encore la zone

franc et la zone escudo. Ici l'ensemble du système bancaire est constitué d'agences ou de succursales de grandes banques métropolitaines et la liberté absolue des transferts, garantie à taux fixe, permet aux banques d'importer ou d'exporter des liquidités selon l'état des besoins en instruments monétaires de l'économie locale².

Aftalion refuse d'intégrer les investissements internationaux à long terme dans la balance des comptes parce que « si on fait intervenir les placements nouveaux on ne voit pas comment on pourrait établir des distinctions entre eux et il faudrait les faire intervenir tous. De la balance des comptes on passerait à la balance des règlements, laquelle, par définition, se présente toujours en équilibre »³. La raison invoquée ne nous semble cependant pas convaincante. Il s'agit, en effet, ici de se livrer non pas à une étude statistique mais à une étude théorique qui nécessite que l'on distingue clairement les investissements internationaux des transferts de fonds erratiques. Ajoutons d'ailleurs que l'appréciation des postes de la balance des opérations commerciales est — du point de vue de la statistique — parfois aussi inexacte que celle des opérations en capital. Aftalion signale bien l'inexactitude des documents douaniers qui négligent les fluctuations du change qui ont eu lieu au cours de l'année pour ne retenir qu'une moyenne qui déforme la réalité⁴. Il est vrai que la balance de l'endettement international n'a qu'un sens financier, non réel⁵. Il est impossible statistiquement de savoir dans quelle mesure la contrepartie des droits de créance sur l'étranger est constituée par un investissement réel et dans quelle mesure cette contrepartie est constituée par ce que l'on appelle un « capital liquide », c'est-à-dire une somme monétaire conservée à l'étranger. D'ailleurs la valeur de l'investissement à

l'étranger telle qu'elle ressort de cette balance est elle-même fictive dans une grande mesure puisque le portefeuille des valeurs étrangères subit des fluctuations liées à la conjoncture. De plus la comptabilité extérieure financière elle-même ne révèle pas tous les mouvements de capitaux. Elle néglige les bénéfices réinvestis sur place, les réserves non distribuées. Il serait donc naïf de vouloir tirer des conclusions valables au sujet de l'investissement international sur la base du seul examen de la balance extérieure.

Il n'en demeure pas moins que la balance des comptes est une réalité économique. On doit normalement considérer que cette balance est en équilibre lorsque le solde des postes correspondant à des forces économiques réelles est nul.

Les questions que nous nous posons sont les suivantes :

1^o) Existe-t-il un mécanisme qui fasse tendre la balance « réelle » (c'est-à-dire exclusion faite des mouvements d'or monétaire, de devises et de crédits « compensateurs » et — dans le cas de pays dont le système bancaire est constitué d'agences de banques métropolitaines — inclusion faite des mouvements correspondant à des flux de liquidités nécessités par le fonctionnement du système monétaire) vers un équilibre « spontané » ? 2^o) Si un tel mécanisme existe, et que par conséquent un taux de change dit « d'équilibre » (on pourrait ajouter « naturel ») existe également, quelle est la nature de l'équilibre structurel qui lui correspond ? 3^o) Particulièrement dans les relations entre les centres développés et la périphérie sous-développée quelle est la nature de cet « ajustement structurel » ?

II. — LA THEORIE DES MECANISMES DU REAJUSTEMENT « SPONTANE » DE LA BALANCE EXTERIEURE.

Un déficit momentané de la balance des comptes d'un pays, quelle que soit sa cause, passagère ou structurelle, est-il capable de se résorber de lui-même en agissant sur le niveau du change s'il y a lieu, des prix et de l'activité économique autrement ? La théorie économique répond encore affirmativement à cette question bien que l'analyse du mécanisme du réajustement ait été révolutionnée par les contemporains.

A. Smith faisait intervenir le seul mécanisme des prix dans la construction de l'équilibre international. Il reprenait la très vieille tradition mercantiliste de Bodin, Petty, Locke et Cantillon qui avaient constaté à leur époque que le déséquilibre de la balance commerciale était compensé par les mouvements de l'or. Il reprenait d'autre part la tradition quantitativiste qui affirmait que le mouvement de l'or devait à son tour déterminer celui du niveau général des prix. Le déséquilibre devait dès lors se résorber de lui-même. De là à affirmer que la seule cause possible du déséquilibre extérieur était « l'inflation intérieure », il n'y avait qu'un pas que les Bullionistes devaient, sous la conduite de Ricardo, franchir au début du XIX^e siècle. Les arguments de Bosanquet qui attribuait le déséquilibre de la balance à des causes non monétaires (les difficultés de l'exportation dues à la guerre jointes au paiement de subsides à l'étranger), malgré leur force logique très grande, ne devaient pas convaincre les contemporains. Il en était ici comme dans la controverse sur le quantitativisme qui devait opposer un peu plus tard Tooke à Ricardo. On détrui-

sait la théorie ricardienne sans rien proposer de positif à mettre à la place.

C'est à Wicksell que revient le mérite d'avoir mis en relief à la fin du XIX^e siècle, la place des mutations de la demande dans le mécanisme de l'équilibre international. Le déficit de la balance s'analyse comme un transfert de pouvoir d'achat. Ce pouvoir d'achat supplémentaire permettra à l'étranger d'augmenter tôt ou tard ses importations tandis que le pays déficitaire devra tôt ou tard réduire les siennes. L'équilibre international est atteint sans aucune modification de prix. Cet apport profondément révolutionnaire a été repris par Ohlin qui prétendait, sur cette base, que les réparations allemandes pouvaient être payées. On peut se rendre compte cependant à quel point la théorie classique des effets prix (liée au quantitativisme) demeurerait puissante, puisqu'un esprit aussi éminent que celui de Keynes se refusait à abandonner l'optique ancienne. S'il prétendait que l'Allemagne ne pouvait pas payer les réparations, c'est uniquement parce qu'il croyait que le jeu des élasticités-prix des exportations et des importations allemandes entraînerait un effet « pervers » plutôt qu'un effet « normal ». Il a fallu attendre longtemps avant que l'optique revenue ne s'impose. Ce n'est pas Keynes lui-même, mais seulement les post-keynésiens qui ont introduit dans la théorie de l'équilibre international l'essentiel de la méthode inaugurée par Bosanquet et reprise par Wicksell et par Ohlin.

On présente souvent les deux optiques prix et revenu comme mutuellement exclusives. L'étude de Chang⁶ par exemple laisse le lecteur conclure que l'analyse des réponses du commerce extérieur aux variations des revenus est suffisante pour décrire et expliquer l'état des échanges

internationaux. La réponse critique de Viner⁷, qui affirme que plus la période d'observation est longue, plus l'élasticité prix paraît grande, en sorte que les calculs pessimistes de Chang sont mal fondés, reste trop attachée à la tradition qui refuse de voir la demande dépendre d'autre chose que des prix.

Pourtant, il y a là incontestablement deux aspects du même phénomène : la demande. La demande dépend-elle des prix ou du revenu ? Une longue controverse sur le terrain des faits nous a valu de nombreux calculs économétriques⁸. Toute la construction de l'équilibre général de Walras reste fondée sur la loi de l'offre et de la demande. C'était dans l'intention de remplacer la théorie de la valeur travail par la théorie de la valeur utilité que les premiers analystes du marché, en particulier Say, avaient mis en avant la loi de la demande. Les réponses de la demande et de l'offre aux variations des prix sont alors expliquées par l'utilité marginale décroissante des biens. L'équilibre est obtenu sans intervention d'éléments étrangers à ces réponses. Mais en réalité, cette construction reste très fragile, incapable de remplacer tout le contenu de l'analyse ricardienne puis et surtout marxiste. Cette faiblesse provient de ce que Say et Walras ignorent dans leur analyse l'élément fondamental de la demande que constitue le revenu. Ils font dire à la loi de l'offre et de la demande plus qu'elle ne peut donner. La loi de l'utilité décroissante des biens peut bien expliquer que la demande baisse quand le prix s'élève mais ceci à condition que le niveau des revenus reste inchangé. Or, la distribution des revenus est, dans la théorie de l'équilibre général, fonction des prix relatifs des biens. Toute modification des prix modifie les revenus. Par la suite, on a eu recours à l'analyse de période pour sortir

du cercle vicieux marginaliste. Les prix d'aujourd'hui dépendent des revenus d'hier et ceux-ci des prix d'avant-hier. Ce recours à l'histoire constitue une véritable capitulation théorique, l'aveu d'impuissance fondamentale du marginalisme.

Or, les analyses des élasticités-prix du commerce extérieur sont de la même nature que les anciennes analyses de l'offre et de la demande. Elles supposent stables les revenus nationaux des coéchangistes et par là même perdent toute valeur explicative des mouvements réels du commerce international.

L'introduction des réponses de l'offre et de la demande aux variations du revenu en général et des réponses du commerce extérieur aux variations du revenu national en particulier a été une véritable révolution⁹. Mais il faut souligner le caractère descriptif de ces études : on constate que le niveau des revenus en présence étant à telle époque de tant, le niveau des échanges de tel produit était de tant. On constate qu'à une époque ultérieure les revenus, les prix et les quantités échangées sont différents. On fait alors l'hypothèse que la demande dépend du prix et du revenu. On exprime cette hypothèse par une équation linéaire à trois variables : deux indépendantes : le prix et le revenu, la troisième liée : la demande. Une analyse de corrélation partielle permet de déterminer le rôle respectif des deux variables indépendantes dans la détermination de la variable dépendante. Telle est la méthode de Chang. Elle repose sur le test d'analyse de la variance. On peut toujours en économie exprimer une quantité en relation linéaire avec deux autres et on trouvera toujours des coefficients rendant cette relation statistiquement significative. Ce qu'on peut en conclure, c'est qu'effectivement les trois

grandeurs sont liées mais non que la liaison supposée est la seule possible ou même la plus intéressante. On obtient par cette méthode une description plus ou moins bonne mais rien de plus. Telle est la faiblesse de la méthode qui permet de contrôler la plausibilité d'une hypothèse mais non de faire le choix entre des hypothèses également plausibles. Pour faire ce choix la seule méthode valable reste l'analyse économique abstraite. Et pour cela, il faut aborder de front les problèmes fondamentaux de l'économie : la nature de la valeur, celle de la monnaie, etc. problèmes fondamentaux qu'aucune méthode inductive statistique ne permet d'éluder.

1^o *La théorie classique des effets prix*¹⁰.

Cette théorie a été élaborée au début du XIX^e siècle dans le cadre d'hypothèses correspondant à la réalité d'alors (étalon or) et sur la base de la théorie quantitative de la monnaie. Tout importateur ayant le choix entre l'achat de devises étrangères (pièces d'or étrangères) et l'envoi d'or à l'étranger (sous forme de lingots) le déficit de la balance des comptes ne saurait déprécier le change national dans des proportions suffisamment amples pour agir sur les termes de l'échange et favoriser les exportations. Aussi, le déséquilibre ne peut-il se traduire finalement que par une hémorragie d'or. La baisse générale des prix internes consécutive à cette hémorragie (et partant de ceux des exportations), comparativement à la stabilité des prix étrangers (et partant de ceux des importations), décourage ces dernières, favorise les premières et permet de rétablir l'équilibre. C'est la détérioration des termes de l'échange qui rétablit l'équilibre.

L'analyse quantitativiste dans les relations internatio-

nationales avait été « figiolée » au XIX^e siècle, notamment par Goschen " qui prétendait que la réaction naturelle de la banque centrale faisant face à une menace de diminution de l'encaisse or suffisait à rééquilibrer la balance extérieure. En élevant le taux de l'escompte cet organisme attire les capitaux étrangers à court terme et comble par conséquent le déficit en devises étrangères. On est alors en plein dans l'idéologie des harmonies universelles qui aveugle l'analyste au point de lui faire commettre des fautes de raisonnement banales. Car Goschen va ici beaucoup trop loin. La hausse éventuelle du taux de l'escompte n'est susceptible d'attirer les capitaux étrangers à court terme que tant qu'elle dure. Au bout d'un certain temps l'encaisse or étant reconstituée la banque centrale abaissera ce taux et par conséquent le déséquilibre de la balance des comptes devra apparaître à nouveau.

Bien que construite dans l'hypothèse de l'étalon or, cette théorie peut facilement être étendue aux pays « sous-développés » à change stable, c'est-à-dire aux pays à étalon devise étrangère. C'est ce qui fut fait d'ailleurs par les auteurs modernes. Un déséquilibre de la balance des comptes entraîne ici une sortie de devises. La déflation de crédits internes qui s'ensuit agit sur les prix dans un sens permettant le rééquilibre.

Ajoutons que dans le cas d'une intégration bancaire de ces pays s'ajoutant à leur intégration monétaire, c'est l'ensemble de la balance des comptes réels et des mouvements bancaires qui tend à s'équilibrer dans cette optique. Une sortie de devises, qu'elle soit due à un déséquilibre des comptes réels (arrêt du flux des investissements, solde déficitaire plus important de la balance commerciale...) ou à une exportation par les banques étrangères de liquidités

excédentaires, agit de la même façon sur le crédit et les prix. En définitive, c'est cet équilibre de la balance globale qui fait conclure que la circulation interne est payée en exportations¹². De la même façon que dans un pays à étalon or où l'importation de métal pour les besoins de la circulation doit être payée en exportations.

La liaison logique entre cette théorie « classique » des effets prix et le quantitativisme monétaire est profonde. La théorie n'a de sens que si la quantité de monnaie détermine le niveau des prix. Dans le cas de l'intégration bancaire, elle impose que l'on imagine que les flux de liquidités bancaires, eux aussi, doivent être inclus dans la balance en équilibre « spontané ». Partant de cette affirmation nécessaire pour sauver la théorie, on n'essayera plus d'examiner pourquoi il en serait ainsi, mais on dira seulement que, « puisqu'il en est ainsi », la balance réelle détermine le volume de la circulation monétaire interne. On est encore une fois en pleine idéologie des harmonies universelles nécessaires¹³.

C'est seulement si le pays sous-développé est monétairement indépendant (étalon papier) que la théorie ne serait plus valable, comme pour les relations entre pays développés d'ailleurs. Car, alors, le déséquilibre de la balance agit sur le change dans des proportions suffisamment importantes pour modifier les conditions de l'échange international.

La critique de la théorie des effets-prix.

Les élasticités prix¹⁴.

Ce n'est que récemment que l'on s'est aperçu que la modification des termes de l'échange — attribuée à tort ou

à raison soit au mouvement interne des prix dû au flux d'or ou de devises, soit à la dévaluation ou à l'évaluation du change qui ont des effets analogues de ce point de vue — qui d'un côté favorisait (ou défavorisait) les exportations, en abaissait (ou en relevait) le prix unitaire. La hausse interne des prix (ou l'évaluation du change) comme la baisse (ou la dévaluation) peut améliorer ou aggraver l'état de la balance selon le niveau des élasticités. De même, et en sens inverse, pour les importations.

L'analyse des effets des différentes combinaisons des élasticités prix est devenue banale de nos jours. La meilleure formulation se trouve chez J. Robinson qui tient compte des quatre élasticités : celle de l'offre nationale d'exportation, de l'offre étrangère d'importation, de la demande nationale d'importation, de la demande étrangère d'exportation. Pour être juste, il faut rappeler que Nogaro, bien avant les économistes keynésiens, avait sérieusement critiqué la théorie du change d'Augustin Cournot. Cette théorie supposait ce qu'il fallait démontrer : que les élasticités prix sont telles que la dévaluation permet la résorption du déficit.

L'influence du prix des importations sur ceux des produits domestiques.

Si l'économie est parfaitement intégrée, une modification de prix des importations doit entraîner une modification proportionnelle de tous les prix internes et partant de celui des exportations. Là encore la critique a été faite à partir des effets des modifications du change (et par lui du prix des importations) sur les prix internes. Mais il en est de même d'une modification des prix internes, dans l'hy-

pothèse d'un change stable (d'une baisse par exemple des *prix internes*). Le prix relativement plus élevé des importations ne doit-il pas agir sur l'ensemble des prix vers la hausse ? Aftalion a montré que le niveau du change agissait lui-même, dans certains cas, sur celui des prix internes. Il ne faudrait pas croire que le change n'agit que sur les prix des marchandises importées par le canal des variations de coût et que la dévaluation n'agit finalement sur le prix des autres marchandises que dans la mesure où des produits importés entrent dans leur fabrication. Aftalion montre par quelques exemples historiques que le change agit parfois sur tous les prix par le canal de l'augmentation des revenus monétaires. L'action d'une modification du change sur le revenu des importateurs à raison des marchandises en magasin acquises et payées antérieurement, sur le revenu des détenteurs de titres étrangers, sur le revenu des exportateurs et des producteurs pour l'exportation, sera-t-elle toujours capable de déterminer une hausse ou une baisse générale des prix proportionnelle aux variations du change¹³ ? Si cette action est suffisamment profonde, si les fluctuations du revenu monétaire ne sont pas compensées par des fluctuations de la thésaurisation, si enfin tout le revenu monétaire se porte sur le marché, il en sera probablement ainsi. Dans ce cas, la situation de la balance des comptes, après que la dévaluation eut épuisé ses effets, sera exactement analogue à la situation de la balance extérieure antérieurement à cette dévaluation. Le déséquilibre chronique, provisoirement résorbé, réapparaît. Il n'y a aucune tendance à l'équilibre de longue durée.

On trouve de nombreux exemples de mécanismes de ce type dans l'histoire, notamment dans l'histoire monétaire de l'Amérique latine. On assistait au XIX^e siècle (en particu-

lier en Argentine) à des dévaluations successives. Ces dévaluations étaient inopérantes dans la longue période parce qu'elles étaient suivies d'une hausse générale et proportionnelle des prix. Nous avons montré comment le mécanisme de cette hausse générale était étroitement lié au comportement du revenu dominant : la rente foncière¹⁶. Ces expériences prouvent que l'on ne peut pas résoudre un déséquilibre réel de la balance extérieure, dû à des désajustements structurels profonds, par des manipulations monétaires. Ces expériences prouvent également que la valeur interne et la valeur externe de la monnaie ne sauraient demeurer longtemps différentes. En dépit de l'existence réelle de biens domestiques ne faisant pas l'objet d'un échange international, le secteur « domestique » finit par subir l'influence des prix étrangers. Cette influence s'exerce par le canal des revenus. Des expériences plus récentes confirment largement nos affirmations. A titre d'exemple la dévaluation du franc malien en 1967, qui devait, selon les experts français, rééquilibrer la balance du Mali, s'est soldée par une hausse proportionnelle et quasi immédiate de tous les prix, malgré le blocage des salaires. Il y a là un exemple extrême qui montre comment la structure des prix dominants s'impose à l'économie dominée, qui mériterait d'être méditée.

A contrario certes, dans l'histoire du XIX^e siècle européen, l'étalon or et la politique monétaire compensatrice de manipulation des taux de l'escompte (politique fondée sur la théorie de Goschen) ont été efficaces. Mais s'il en a été ainsi n'est-ce pas seulement parce que dans la longue période la balance des comptes était équilibrée ? Parce que les déséquilibres n'étaient jamais que momentanés (notamment conjoncturels) ? Si le déséquilibre avait été struc-

turel et tenace, la méthode n'aurait-elle pas fait faillite plus tôt ?

2° *La théorie de l'effet-change*."

L'effet-prix direct est fondé sur le quantitativisme. C'est là le fondement de l'erreur.

Dans l'hypothèse de monnaies inconvertibles, l'existence d'un taux de change capable de variations amples au gré de l'état de la balance des comptes (de l'ensemble de la balance des comptes réels et de celle des mouvements bancaires dans l'hypothèse d'un pays sous-développé où fonctionnent des banques commerciales étrangères), ne ramène-t-il pas à l'effet prix sans intervention du quantitativisme ? Dans ce cas, en effet, la modification du change entraîne celle du prix des importations, mais il n'y a aucune raison pour que le prix des biens domestiques et celui des exportations, qui doit rejoindre celui des prix internes, se modifient. Parce que la quantité de monnaie reste stable, disent les quantitativistes. Parce que le change n'agit pas toujours nécessairement sur les prix internes, disent les autres.

Là aussi, l'analyse doit être complétée de la même façon que précédemment. D'une part, selon les élasticités-prix, la modification du change peut avoir des effets « normaux » ou « pervers ». D'autre part le prix des importations peut ici aussi agir sur le niveau des prix internes et partant sur celui des exportations et ceci de la même façon ; par le canal des coûts, par celui du comportement du revenu dominant et par la transmission des structures de prix.

Là aussi, le mouvement des capitaux à court terme peut éviter la modification du change (et des prix) comme na-

guère il évitait le mouvement de l'or (et des prix): Si la banque centrale relève le taux de l'intérêt elle attire les capitaux étrangers à court terme comme dans un système or et pour la même raison. En cas de déficit temporaire de la balance elle peut ainsi éviter la dévaluation (et la hausse des prix consécutive) comme dans un système or elle pouvait éviter la fuite de l'or (et la baisse des prix consécutive). Mais cette action rencontre la même limite que naguère. Si le déficit est structurel, chronique, profond, l'afflux des capitaux étrangers sera incapable de le neutraliser. D'autant plus que la perspective de perte au change en cas de dévaluation n'attire guère les spéculateurs en quête d'un profit assez faible dû à une élévation du taux de l'intérêt. De toute façon, une fois le taux de l'intérêt relevé, l'afflux de capitaux à court terme finira par cesser.

Finalement, que conclure de l'analyse des effets-prix ? Tout d'abord qu'il n'y a pas d'effets-prix mais seulement un effet-change. Le déséquilibre de la balance extérieure n'agit pas directement sur les prix par le canal du quantitative monétaire. Ce déséquilibre agit sur le change qui agit à son tour sur tous les prix. Il en résulte que les modifications du change ne peuvent jamais — et ceci quelles que soient les élasticités prix — résoudre les difficultés d'un déséquilibre structurel puisqu'on se trouve au bout d'une certaine période dans la même situation qu'au départ. Ensuite, il faut savoir que — même dans la période transitoire — les fluctuations du change n'améliorent pas forcément la situation de la balance extérieure, à cause de l'existence d'élasticités-prix critiques.

Si l'on songe que dans les pays de la périphérie l'élasticité de la demande des importations est particulièrement faible à cause de l'absence de substitution possible entre la

production locale et la production étrangère, que dans ces pays, les revenus des exportateurs tiennent une place d'autant plus importante que l'intégration internationale de ces pays est grande, qu'à l'action de ces revenus sur la demande s'ajoutent des considérations psychologiques décisives qui lient la valeur interne de la monnaie à sa valeur externe, qu'il existe un mécanisme de transmission de la structure des prix de l'économie dominante à l'économie dominée, alors on peut conclure que dans neuf cas sur dix la dévaluation ne résoud en rien le déséquilibre chronique de la balance des comptes, ni à courte échéance, ni à plus forte raison à longue échéance, mais qu'au contraire cette dévaluation aggravera à courte échéance la situation extérieure.

3° *La théorie de l'effet-revenu.*

La théorie nouvelle chez Ohlin :

Chez Wicksell et chez Ohlin le mécanisme de l'effet revenu était présenté sous une forme très simple : le déficit de la balance extérieure est, comme on le sait, réglé par un transfert de pouvoir d'achat à l'étranger. Ce pouvoir d'achat nouveau doit permettre à l'économie qui en bénéficie d'importer davantage. Ce transfert oblige d'autre part l'économie déficitaire à réduire sa demande, notamment sa demande d'importation. Ohlin part donc d'une position fondamentalement correcte, tandis que l'analyse des effets prix partait d'une position quantitativiste, c'est-à-dire qu'elle construisait son schéma sur une base fondamentalement erronée.

Quant au transfert d'or dans le système de l'étalon or, il sert de support au transfert de pouvoir d'achat, pas plus. Evidemment, dans l'hypothèse d'un abandon de la conver-

tibilité et de changes flexibles, le déséquilibre, qui est transfert de pouvoir d'achat d'un côté, agit d'un autre côté sur le change (dans le cas où le déséquilibre n'aurait pas été compensé par un transfert de monnaie internationale quelconque : or ou devises, c'est-à-dire après que les stocks de cette monnaie eurent été épuisés). Ces effets seconds du déséquilibre sur le change peuvent gêner le mécanisme du rééquilibrage en annulant par exemple le transfert de pouvoir d'achat par une hausse des prix. Mais le mécanisme reste pour l'essentiel de même nature que précédemment.

La grande supériorité de la théorie d'Ohlin sur la théorie ancienne est qu'elle permet d'expliquer le rééquilibrage de la balance quelle que soit l'évolution des termes de l'échange. Dans la théorie classique c'est la modification de ces termes dans un sens défini qui rétablit l'équilibre. Or, l'expérience a prouvé maintes fois que le rééquilibrage a eu lieu malgré une évolution perverse des termes de l'échange. Ce qui s'explique fort bien dans une optique revenu : le déficit est un transfert de revenu à l'étranger qui augmente ses importations (nos exportations) quels que soient les termes de l'échange : meilleurs (effets normal) ou plus mauvais (effet pervers).

La théorie du transfert de pouvoir d'achat a également le mérite de faire ressortir le caractère seulement tendanciel du rééquilibrage. Rien n'est moins certain que l'augmentation du pouvoir d'achat consécutif à un excédent de la balance se portera entièrement sur la demande d'importation. Dans une optique keynésienne, Federici¹⁹ prétend qu'un revenu payé à l'étranger, non seulement lui transfère un pouvoir d'achat mais encore crée automatiquement dans le pays payeur un revenu et une production supplémentaire — par le mécanisme du multiplicateur. Lorsque

la Grande-Bretagne achète à l'Argentine, elle fournit des livres. Ces livres ne pourront, après un circuit plus ou moins long, servir qu'à acheter des marchandises en Angleterre, ce qui est possible. Cette critique suppose le problème précisément résolu. Il n'est justement pas certain que ceux qui disposent des livres veuillent — compte tenu des prix — acheter en Grande-Bretagne.

Cette tendance à l'équilibre est valable dans tous les cas, que la monnaie soit stable (étalon or, étalon change or, étalon devise étrangère) ou non (étalon papier), bien que dans ce cas un effet change s'y surajoute. Par ailleurs, ce qui tend à l'équilibre c'est la balance des comptes réels, non l'ensemble des balances des comptes réels et des flux de capitaux bancaires. Une importation de capital destiné à l'investissement augmente le revenu du pays, une importation de liquidités par une banque étrangère pour faire face à un besoin accru de monnaie n'augmente aucun revenu. Dans ces conditions on comprend pourquoi les pays sous-développés n'ont pas payé en exportations réelles l'augmentation de leur circulation monétaire²⁰.

La théorie nouvelle chez les post-keynésiens²¹

La pensée keynésienne, en mettant au premier plan les effets multiplicatifs d'une augmentation primaire de revenu, devait permettre la mise au point finale de la théorie. Ce fut l'œuvre des post-keynésiens notamment de Metzler et de Machlup.

Réduit à sa plus simple expression, le mécanisme est le suivant : un solde positif de la balance extérieure se comporte comme un investissement autonome ; il détermine par le jeu du mécanisme multiplicatif une augmentation

plus grande du revenu national, qui, étant donné la propension à importer, permet le réajustement de la balance extérieure. Inversement, un solde négatif de la balance extérieure détermine une contraction du revenu global permettant la réduction des importations, ce qui contribue à rééquilibrer la balance.

L'exemple le plus simple du fonctionnement du mécanisme est donné par Haberler. Les facteurs susceptibles de « causer des troubles » (investissement autonome I et solde de la balance extérieure $X - M$) sont au multiplicande. Le multiplicateur n'est autre que l'inverse de la propension à épargner (mesure la propension à consommer). On a donc :

$$Y = (I + X - M) \frac{1}{1 - c}$$

On a cherché ultérieurement à améliorer la formule en précisant les facteurs autonomes et les facteurs induits propres aux échanges extérieurs. Ces recherches ultérieures n'ont pas modifié l'essence du raisonnement.

La première formule de Colin Clark :

$$Y = (I + X) \frac{1}{1 - c + m}$$

majoré le multiplicande par la suppression de $(-M)$, mais minore le multiplicateur de la propension à importer m . Elle permet de distinguer partiellement les effets induits des effets autonomes. Celle de Harrod introduit une optique réelle en distinguant les importations selon leur destination réelle : importations destinées à l'investissement interne ou à la production de biens d'exportation ultérieure. Les autres formules de Colin Clark permettent une distinction plus précise entre les effets induits et les

effets autonomes (deuxième formule : *Economic Journal* 1938) et introduisent l'élément temps dans le schéma (multiplicateur dynamisé de Clark).

Le modèle proposé par Machlup (modèle à injections successives) permet de tenir compte à la fois des effets des variations de la balance du pays A sur le pays B et des effets réciproques de la balance de B sur celle de A. Il en est de même du modèle de multiplicateur horizontal de Metzler. Remarquons tout de suite que Metzler signale un cas très intéressant : celui dans lequel la baisse du revenu national chez le « payeur » et chez le « receveur » est telle que le pays endetté est incapable de régler sa dette. La possibilité de l'équilibre international dépend donc des valeurs des propensions à consommer et à investir dans les deux pays. Ce « cas » est particulièrement intéressant, car il aurait dû faire mettre le doigt sur le problème : il démontre, en effet, que l'équilibre de la balance extérieure ne traduit qu'un ajustement structurel des économies en présence dont il met en relief les exigences.

Ces théories post-keynésiennes ont fait l'objet de nombreuses critiques. On a reproché à ces théories le caractère symétrique attribué à l'augmentation et à la réduction du revenu. Kindelberger a remarqué que, dans un pays « sous-développé », l'effet de « démonstration » de Duesenberry se traduisait par le fait que les importations supplémentaires successives à la prospérité devenaient durables et ne pouvaient plus être réduites lorsque les exportations s'effondrent en période de dépression²². On a reproché également à ces théories d'avoir supposé les propensions marginales stables, d'avoir supposé les prix, le change et le taux de l'intérêt rigoureusement stables.

Ce sont là, à vrai dire, des reproches secondaires. La

critique essentielle que l'on doit faire à toutes les formules du multiplicateur du commerce extérieur rejoint celle que l'on peut faire aux analyses du multiplicateur en général²³. Si la demande crée son offre c'est ici comme précédemment par l'intermédiaire de la production dont le développement exige l'investissement de l'épargne. Ce que l'on doit prendre en considération ce n'est donc pas la propension à épargner, mais la propension à thésauriser (la thésaurisation keynésienne « forcée » et non la thésaurisation précapitaliste des valeurs réelles). Que devient alors la formule de Haberlet du multiplicateur du commerce extérieur ?

Dans les pays développés où la propension à thésauriser keynésienne n'est pas nulle, cette formule garde un sens et avec elle le multiplicateur du commerce extérieur. Ici un excédent de la balance se comporte effectivement comme un investissement. Un « don » — même provisoire — à l'étranger, rend à l'activité économique une certaine animation. Cette propension à thésauriser keynésienne n'est d'ailleurs que l'aveu d'une contradiction entre la capacité de produire et celle de consommer de la société capitaliste développée²⁴.

Mais dans les pays « sous-développés » où cette propension est nulle, la valeur du deuxième membre de la formule devient infinie. Le multiplicateur perd sa signification propre. Si dans les pays « sous-développés » un investissement réellement productif augmente le revenu global et en conséquence permet des importations supplémentaires ultérieures, en revanche un simple excédent n'est pas productif ; comme la production n'est pas, dans les pays sous-développés, limitée par la capacité de consommer mais qu'elle l'est par la capacité de production, un « don »

n'arrange en rien les choses, ne permet nullement l'enrichissement de la société. Au contraire, ce don à l'étranger constitue une perte pure et simple qui diminue d'autant le revenu national.

Par ailleurs, la question de savoir ce que sont les diverses « propensions », la réponse à la question concernant la stabilité des propensions à importer ou au contraire les modifications qui les affectent n'est pas une question de « fait empirique », mais une question théorique fondamentale. Car que signifie l'ajustement structurel qui conditionne l'équilibre des paiements extérieurs ? Cet ajustement se manifeste précisément par des modifications des propensions, notamment à importer. Nous ne sommes donc nullement autorisés à imaginer des « modèles » différents, caractérisés par des variations différentes de ces propensions. Cette attitude empiriste ne nous avance à rien. Car les propensions changent, et pas n'importe comment ; et il faut savoir comment et pourquoi elles changent. Les modèles bâtis sur ces effets revenus du déséquilibre extérieur ne peuvent donc pas, pour cette raison, fondamentale, éclairer le problème de la balance extérieure des pays de la périphérie.

A partir de la constatation de la volatilité des prix dans les pays sous-développés, volatilité incompatible avec l'analyse du multiplicateur du commerce extérieur, on a rejeté l'effet revenu comme moyen de rééquilibre dans ces pays. C'est qu'en effet Ohlin avait été dépassé par les post-keynésiens, et la théorie « moderne » est devenue celle du multiplicateur, non plus celle d'« International and Interregional Trade ». C'était aller trop loin. Nous rejetons l'analyse du multiplicateur pour les raisons de

fond que nous avons invoquées. Mais nous pensons que l'analyse d'Ohlin reste valide.

En rejetant l'analyse du multiplicateur, les auteurs modernes sont, en général, retournés à l'effet prix traditionnel. Ils avaient rejeté l'effet revenu à cause de la « faible propension à l'épargne » des pays sous-développés et de la faiblesse du multiplicateur qui s'ensuit, à cause de la volatilité des prix dans ces pays. Et comme on constate dans ces pays des fluctuations de prix indépendamment du change on en revient à l'effet prix brutal²⁵. Durant la dépression les prix des exportations s'effondrent, alors même que la monnaie locale reste solide (intégration monétaire). Il en est inversement en période de prospérité. Ne doit-on pas en conclure que l'analyse faite précédemment, où l'on niait l'existence d'effets directs de la balance extérieure sur les prix pour ne retenir que les effets immédiats de cette balance sur les prix par le canal du change, est inexacte ? Ne doit-on pas croire que les pays sous-développés prouvent la possibilité d'un effet prix direct ? Que dans ces pays les fluctuations de la balance des comptes entraînent des fluctuations des prix par l'intermédiaire des mouvements internationaux de monnaie ?

En fait il n'en est rien. Les prix fluctuent au gré de la demande dans les pays sous-développés comme dans les pays développés. Si les prix des exportations des pays sous-développés s'effondrent, par exemple en période de dépression, ce n'est nullement à cause du déficit de la balance extérieure, mais à cause de l'affaissement de la demande de ces marchandises, demande essentiellement étrangère. Le volume et le prix des exportations s'effondrent en même temps et pour la même raison. Le déficit de

la balance n'est pour rien dans cet effondrement. Il en est au contraire la conséquence. D'ailleurs le schéma quantitative est ici pris en flagrant délit, si l'on peut dire. Le déficit de la balance extérieure devrait, d'après la théorie classique, entraîner une sortie de moyens de paiement qui engendrerait elle-même la baisse des prix (processus cumulatif). Dans le cas où la monnaie locale est indépendante, l'épuisement des stocks locaux de devises et d'or n'est nullement la cause de la baisse des prix, mais la conséquence de cette baisse, qui a contribué, avec l'effondrement du volume des exportations, à rendre la balance extérieure déficitaire. Cet épuisement conduit — non pas à une baisse ultérieure des prix intérieurs — mais à la dévaluation et par là à la hausse du niveau des prix. Cette hausse générale et proportionnelle réduit à néant les effets de la dévaluation. Ces effets provisoires n'avaient, en l'occurrence, rien de positif. La dévaluation, dans les conditions de la dépression, ne permettait pas, en effet, de relever le volume des exportations. Le déficit extérieur était donc provisoirement aggravé puisque le prix unitaire en monnaie étrangère avait baissé.

Les conclusions auxquelles nous aboutissons, en ce qui concerne la théorie du réajustement de la balance des paiements, sont donc tout à fait négatives. Premièrement, l'effet « prix », malgré les apparences, ne fonctionne en réalité pas plus dans les pays sous-développés que dans les économies développées. Deuxièmement, l'effet « change » ne tend pas au rééquilibre. Les modifications du change n'agissent souvent, particulièrement dans les pays sous-développés, que pendant une période provisoire (jusqu'à ce que la hausse interne soit générale et proportionnelle à la baisse du change) et souvent dans un sens

pervers (à cause des élasticités prix). Troisièmement, l'effet « revenu » n'est que tendanciel et implique un ajustement structurel qui constitue précisément l'essence du problème. ~

Il n'existe donc pas de mécanisme rééquilibrant automatiquement la balance extérieure. Tout ce que l'on peut assurer, c'est que l'importation, en général, transfère à l'étranger un pouvoir d'achat sous une forme monétaire précise. Ce transfert tend naturellement à permettre une exportation ultérieure. Cette tendance est très générale. Elle est analogue à celle qui fait que, dans l'économie de marché, tout achat rend possible — si d'autres conditions sont remplies — une vente ultérieure. Mais de même que l'existence de cette tendance profonde ne justifie pas la loi des débouchés, de même elle ne justifie pas la construction d'une théorie de l'équilibre international automatique.

Pourtant la balance extérieure fut grossièrement maintenue en équilibre pendant un siècle. On doit en conclure que la structure des pays sous-développés était alors parfaitement conforme aux besoins des pays dominants. Tout le problème provient de ce que cette « harmonie structurelle » n'est pas exempte de contradictions internes. Au contraire, ces contradictions s'aiguisent parce que l'« équilibre » correspond, pour la périphérie dominée du système, à une « transition bloquée ». Alors sa nature vraie apparaît et la spécialisation internationale sur laquelle elle est fondée insupportable. Le déséquilibre extérieur se manifeste et oblige ses victimes à réagir. Cette réaction, si elle ne va pas jusqu'à remettre en cause les fondements du système de la spécialisation internationale, se manifeste sur des plans seconds, non essentiels, par

exemple en conduisant à des transformations du système monétaire. C'est ainsi que les pays sous-développés ont souvent brisé la dépendance monétaire rigide qui, en évitant que les fluctuations momentanées de la balance extérieure ne modifient les conditions internes de l'économie sous-développée, facilitait justement l'ajustement structurel capable d'équilibrer grossièrement cette balance. Aujourd'hui, dès lors que ces fluctuations momentanées de la balance extérieure viennent modifier les conditions internes de l'économie sous-développée, l'ajustement structurel devient plus difficile.

La politique nouvelle de l'exportation des capitaux reflète la conscience, dans les pays développés, de cet état de choses. La BIRD, les consortiums financiers n'ignorent pas que le réajustement structurel « naturel » ne fonctionne plus comme au XIX^e siècle. Ces organismes en concluent à juste titre que l'on ne peut investir de capitaux que là où leur utilisation dégage immédiatement un surplus de devises capables de payer la réexportation des bénéfices. Le déséquilibre chronique est ainsi résolu par la contraction du degré de l'intégration internationale, par la réduction du flux des capitaux étrangers. Mais l'économie sous-développée reste dans sa structure profonde ce qu'elle était : une économie capitaliste périphérique, c'est-à-dire dont le procès de l'accumulation capitaliste est fondé à l'origine non sur l'élargissement du marché interne, mais sur la demande externe. La demande extérieure et le flux des capitaux étrangers demeurant dans ces conditions la source essentielle du développement du capitalisme dans les économies sous-développées ce développement se trouve lui-même freiné par le déséquilibre extérieur. C'est le phénomène de la transition bloquée.

4° Conditions et signification du « taux de change d'équilibre naturel »

Le pair change d'équilibre des monnaies convertibles.

On vient de voir que les données réelles caractérisant deux systèmes économiques en contact peuvent être telles que la balance des comptes ne puisse être équilibrée dans le cadre de la liberté des échanges. Les mécanismes automatiques ne fonctionnant pas, il semble bien alors qu'il n'existe point, dans cette situation, de taux de change « d'équilibre ». Le déséquilibre structurel est si profond que, quel que soit le taux de change, la balance extérieure demeure déficitaire pour l'un, excédentaire pour l'autre.

Ce que l'on appelle, en effet le taux de change d'équilibre c'est un taux qui permet l'équilibre de la balance des comptes sans restrictions portant sur les importations et sur les mouvements « naturels » des capitaux à long terme. Dire que les mécanismes réajusteurs des revenus ne sont que tendanciels revient à affirmer simplement qu'un tel taux n'existe pas toujours. Plus précisément, les mécanismes du change se situant dans le court terme et le réajustement structurel dans le long terme, il n'y a pas toujours de change d'équilibre, encore moins « naturel » et « spontané ».

On a pourtant l'impression qu'un taux d'équilibre a existé tout au long du XIX^e siècle. Assurément, au cours de ce siècle dernier, le « pair » constituait, d'un certain point de vue, le taux « normal » du change entre deux monnaies convertibles en or. L'achat et la vente d'or par les banques d'émission à prix fixe et en quantités illimitées contenaient les fluctuations du change entre les limites étroites des gold points.

Est-ce à dire que le pair constituait un taux vers lequel tendait effectivement le taux du marché ? Aftalion a bien montré que les mécanismes du change ne sont pas de nature différente que les monnaies soient convertibles ou qu'elles ne le soient pas. Dans les deux cas les variations du change sont déterminées par les mêmes forces : l'état de la balance des comptes, l'appréciation de la valeur future de la monnaie à l'intérieur de l'économie, les mouvements spéculatifs des capitaux. La seule différence — elle est ici, il est vrai, de taille — est que le système de la convertibilité contenait les fluctuations du change dans d'étroites limites.

Dans l'hypothèse d'un déséquilibre structurel international, la balance des comptes d'une des parties eût été constamment déficitaire, celle de la partie adverse constamment excédentaire. Le taux de change eût été maintenu stable au niveau du gold point de sortie. Ce taux aurait entraîné la « fuite » continue de l'or du pays déficitaire vers le pays excédentaire. Un tel état de choses n'est assurément pas durable. La banque centrale aurait été amenée à combattre la fuite de l'or par le relèvement du taux de l'escompte. Si le déséquilibre structurel avait été trop profond, cette politique n'aurait pas tardé à se révéler inefficace.

Néanmoins, le pair aurait constitué, dans ce cas, un taux d'équilibre. Le déséquilibre chronique de la balance signifie que la tendance est à « trop importer », c'est-à-dire que la demande globale se porte trop sur la demande d'importations, pas assez sur celles des biens domestiques. Une distorsion des prix doit finalement apparaître, ces derniers devant s'affaiblir. Revient-on donc à l'effet prix ? Pas du tout. Il ne s'agit pas ici d'une action de la quantité de

monnaie sur le niveau général des prix, mais d'une action du revenu sur les prix relatifs. La baisse des prix internes, et donc de ceux des exportations, signifie la détérioration des termes de l'échange et l'affaiblissement du revenu des exportateurs locaux, c'est-à-dire du revenu du pays, ce qui amènera la chute des importations. Le mécanisme durera tant que l'équilibre n'est pas rétabli. La convertibilité donne au système suffisamment de solidité pour que le mécanisme revenu puisse épuiser ses effets, c'est-à-dire rééquilibrer finalement la balance.

Qu'arrive-t-il, par contre, si la convertibilité est suspendue ? On peut se demander alors ce que devient la théorie du change.

La disparition du taux de change « normal » dans l'hypothèse de l'inconvertibilité.

La théorie du change s'étant fixé pour objectif d'expliquer le rapport qui existe entre la valeur de deux monnaies, il est bien évident que la conception générale que l'on a de la valeur de la monnaie détermine finalement la conception que l'on se fait de la nature profonde du change. C'est pourquoi le marginalisme, qui définit la valeur de la monnaie comme son pouvoir d'achat, avait abouti, en matière de change, à la théorie de la parité des pouvoirs d'achat. Et de même que le marginalisme avait débouché sur le quantitatifisme dans le domaine interne, de même il devait aboutir à une théorie quantitative internationale, déterminant une répartition internationale de l'or capable d'assurer l'équilibre des changes au niveau des pouvoirs d'achat²⁶.

Dans notre analyse²⁷, où l'on rejette le quantitatifisme, on doit, lorsqu'il s'agit de déterminer la valeur interne de la monnaie, distinguer le cas de la convertibilité de celui de

l'inconvertibilité. Dans le cas de la convertibilité, c'est le coût réel de production de l'or qui limite en dernière analyse les variations de la valeur de la monnaie. En ce sens le pair constituait le taux du change normal. Lorsque la convertibilité est abandonnée, la banque centrale n'achetant plus et ne vendant plus d'or en quantités illimitées et à prix fixe, ce prix lui-même peut être entraîné dans le mouvement de hausse générale, si bien que l'on perd de vue l'enchaînement des mécanismes qui semblent alors parfaitement réversibles. De même qu'il n'y a plus de niveau normal des prix, il n'y a plus de niveau normal du change.

Aftalion a étudié les variations du change dans de telles situations (dans l'Europe de 1914-1925). C'est lui qui a établi le fonctionnement de ce mécanisme. Etudiant de très près le déroulement des expériences françaises et étrangères, Aftalion a montré que si, d'une part, le pouvoir d'achat de la devise constituait effectivement un élément de sa demande, d'autre part les fluctuations du change elles-mêmes pouvaient, dans un monde d'inconvertibilité, entraîner les prix (par le double canal des coûts et des revenus), de sorte que la théorie de la parité du pouvoir d'achat perdait tout son contenu. Il s'est livré dans son ouvrage à une étude minutieuse des mécanismes psychologiques de la spéculation. Et puisque le « garde-fou » que constituait la convertibilité a été abandonné, la spéculation entraîne le change, celui-ci détermine le niveau des prix internes et celui de l'or. Finalement, l'expression même de change normal a perdu toute signification réelle. L'existence d'un écart trop grand, pendant une longue période, entre le cours officiel du change et la capacité d'achat de la monnaie, amenuisée par l'inflation, rend les exportations difficiles, augmente le passif de la balance. Les économies qui

sont dans cette situation sont alors obligées de se résoudre à dévaluer leur monnaie pour en adapter la valeur externe au pouvoir d'achat interne. Cette dévaluation peut provoquer à son tour une nouvelle vague d'inflation qui en annule tous les effets. Il n'est pas même ici nécessaire de faire intervenir la spéculation. Cette spéculation se fonde, en effet, sur la réalité. On spéculé à la baisse parce que l'expérience a prouvé qu'une situation analogue à la situation actuelle contient en elle les germes d'une dévaluation future. C'est cette situation réelle qui est la cause de la dévaluation, non la spéculation qui précipite les événements.

Or toutes les conditions pour qu'une telle situation réelle s'épanouisse sont contenues dans le déséquilibre structurel international. Le déficit chronique de la balance des comptes qui traduit ce déséquilibre structurel profond oblige les Etats à dévaluer leur devise. La dévaluation de la monnaie inconvertible engendre à son tour une vague d'inflation qui ramène à la situation antérieure. Encore une fois, il apparaît que le déséquilibre chronique ne peut plus alors être évité autrement que par le contrôle du commerce extérieur et des mouvements de capitaux, par l'action directe sur les mouvements réels. Quand la monnaie est devenue inconvertible, le système n'a plus la solidité suffisante pour attendre que l'effet revenu ait épuisé ses effets et que l'équilibre soit rétabli. Le déséquilibre tendanciel entraîne une instabilité permanente.

Le taux de change d'équilibre et le plein emploi.

Les économistes modernes, Nurske²⁸ en particulier, im-

posent à la définition du change d'équilibre une condition supplémentaire : assurer le plein emploi.

C'est J. Robinson²⁹ qui a établi un lien entre le niveau de l'emploi et le taux du change, ce lien est, au fond, extrêmement artificiel. Il procède d'une simplification presque caricaturale de l'analyse keynésienne. J. Robinson lie le niveau du revenu national au taux de l'intérêt d'une façon mécanique, en sorte qu'il existe toujours, d'après elle, un niveau de l'intérêt assurant le plein emploi, alors que Keynes s'était justement évertué à montrer que le chômage pouvait devenir un problème insoluble. J. Robinson lie ensuite d'une façon également artificielle le mouvement international des capitaux au taux de l'intérêt, alors que ces mouvements sont dictés par le volume absolu et relatif des revenus de la propriété dans les pays développés et les perspectives de rentabilité des investissements dans la métropole et Outre-Mer (perspectives largement indépendantes des fluctuations du taux de l'intérêt). Munie de ces relations mécanistes et artificielles, J. Robinson montre comment à chaque niveau de l'intérêt (et donc de l'emploi) correspond un niveau du change équilibrant la balance des paiements. Cette façon de considérer dans un ensemble de variables que l'une d'elles peut toujours être fixée arbitrairement parce que les autres s'ajustent alors à cette valeur arbitraire est typique de la méthode employée par les analystes de l'« équilibre général ». Elle encourt toutes les critiques que l'on peut faire à la méthode empiriste en économie. Elle est fondamentalement formaliste. Elle nie l'existence de relations causales profondément irréversibles. C'est pourquoi le taux du change d'équilibre ne peut sans doute pas être lié au problème du volume de l'emploi autrement que d'une façon très artificielle et très irréaliste.

*Le taux de change d'équilibre
taux de domination du centre sur la périphérie.*

En réalité, un tel niveau du change peut très bien être — et même est sûrement dans les relations entre pays développés et pays sous-développés — un change de « domination ». A chaque niveau du change correspond une certaine distribution de la profitabilité relative des investissements dans les différents secteurs. Mais ce n'est pas le change qui détermine le volume d'absorption des capitaux étrangers par le pays sous-développé. C'est justement le contraire qui est vrai : les capitaux affluent dans la mesure où les pays développés disposent de capitaux libres et où les conditions générales « réelles » rendent ces investissements à l'extérieur rentables ; et, en pesant sur la balance des paiements, ils déterminent un niveau « d'équilibre » du change, c'est-à-dire un niveau qui permet le paiement des intérêts des capitaux importés et le paiement du volume d'importation déterminé par le degré d'intégration des pays sous-développés dans le marché international, c'est-à-dire déterminé par la demande de biens étrangers que le volume des exportations (lié à ce degré d'intégration) permet. Autrement dit, le mécanisme du change permet l'ajustement de la structure du pays sous-développé à celle du pays dominant. Dans ce sens, un équilibre « meilleur », c'est-à-dire permettant une modification de cette structure, nécessite des restrictions sur les importations. Evidemment, là encore, lorsque le garde-fou que constitue l'étalon-or est supprimé, une modification passagère des conditions du commerce ou du mouvement des capitaux entraîne une modification du taux de change qui, en déterminant une répartition différente de la profita-

bilité relative des différents secteurs de l'économie sous-développée, agit sur l'orientation des investissements étrangers et, partant, sur les conditions de la domination. Mais il y a toujours ajustement de la structure sous-développée à la structure développée.

III. — L'AJUSTEMENT STRUCTUREL DE LA PERIPHERIE DU SYSTEME CAPITALISTE MONDIAL AUX EXIGENCES DE L'ACCUMULATION AU CENTRE DU SYSTEME.

1° *La théorie de l'ajustement structurel international.*

Les économies sous-développées ne sont pas des économies précapitalistes, ni même des économies « dualistes »³⁰ caractérisées par la juxtaposition de deux systèmes autonomes, l'un « capitaliste », l'autre non. Ce sont des économies capitalistes périphériques, c'est-à-dire caractérisées par la domination du mode de production capitaliste. Mais ce mode de production, fondé ici sur le marché extérieur, ne tend pas à devenir exclusif, comme il tend à le devenir là où il a été fondé dès l'origine sur le marché intérieur, là où la désagrégation des modes de production précapitalistes a préludé à son triomphe.

Il n'est donc pas étonnant que lorsque l'on aborde, pour ces pays, un grand problème économique quelconque, on débouche toujours sur la balance des comptes extérieurs. Toutes les modifications économiques importantes qui peuvent avoir lieu au cours du développement de ces pays agissent sur les différents éléments de la balance des comptes. Pourrait-on en dire autant des pays développés ? Ici aussi on ne conçoit guère de grand changement qui n'agisse

sur les conditions des relations entre l'économie nationale et les pays étrangers. Mais, en fait, les deux problèmes sont qualitativement différents. On peut construire valablement le modèle du développement de l'économie capitaliste sans introduire de relations internationales dans le schéma de ce développement. Ce modèle théorique est parfaitement correct parce que l'économie capitaliste forme un ensemble cohérent se suffisant logiquement à lui-même. Un tel modèle est impensable pour un pays sous-développé qui, par définition, ne peut être isolé du marché international. Les formes de son intégration internationale conditionnent le rythme et l'orientation de son développement. L'économie sous-développée ne constitue pas un tout cohérent par elle-même. Elle ne se comprend pas hors du marché capitaliste mondial qui la façonne.

Le problème n'est donc pas de savoir s'il existe des mécanismes qui assurent l'équilibre « spontané » de la balance extérieure, en général et en particulier dans les relations entre le centre développé dominant et la périphérie dominée sous-développée. Il est évident que de tels mécanismes n'existent pas, tout au moins sous une forme qui assurerait un équilibre « automatique ». Seul le caractère idéologique de la science économique courante, sa volonté de découvrir à tout prix les mécanismes des « harmonies universelles » (et, sous sa forme la plus franche, la « main de Dieu » qu'on n'ose plus invoquer), permet d'affirmer le contraire, en faisant feu de tout bois : une théorie fondamentalement erronée — le quantitativisme —, une analyse courte des élasticités — pleine de bévues —, un recours à l'empirisme et un refus d'analyse — notamment de la signification des « propensions ».

Le problème est de savoir pourquoi, malgré l'absence de

tels mécanismes, le système fonctionne-t-il. Il fonctionne et assure un équilibre relatif dans les relations entre pays capitalistes développés, comme dans les relations entre ceux-ci et les pays de la périphérie du système. Si, en ce qui concerne les relations entre pays développés, le système fonctionne, c'est bien entendu en s'exprimant à travers des crises répétées qui constituent l'histoire du développement du capitalisme : crises cycliques classiques du XIX^e siècle et du premier tiers du XX^e, crises monétaires et politiques extérieures des Etats, et — dernière en date — crise de « faim de dollars » de l'après-Seconde Guerre mondiale, puis crise actuelle du système monétaire international. L'ajustement structurel permanent constitue la toile de fond de cette histoire. Un ajustement caractérisé toujours par l'inégalité, l'asymétrie, la domination, hier de la Grande-Bretagne, aujourd'hui des Etats-Unis.

En ce qui concerne les relations entre le centre et la périphérie qui nous préoccupent davantage, l'ajustement, fondamentalement inégal, se fait à travers une tendance permanente au déficit extérieur des pays sous-développés, tendance d'ailleurs marquée par des « difficultés » de paiements extérieurs des pays sous-développés de plus en plus chroniques.

Cette tendance profonde n'est autre que l'expression des forces qui rendent les exportations des pays capitalistes plus « nécessaires » (tendance inhérente à exporter) que pour les économies sous-développées et qui en même temps en facilitent l'écoulement. Le dynamisme des économies capitalistes et l'avantage absolu croissant qui le traduit dans la production industrielle permettent aux exportations de ces pays d'être toujours en avance sur celles des pays sous-développés. Cette tendance constante, ren-

forcée lorsque les économies capitalistes deviennent « surdéveloppées », l'est encore davantage — au cours du cycle — au moment de la reprise. A l'opposé, le développement du capitalisme périphérique, à partir de l'élargissement de l'échange extérieur et de l'investissement du capital étranger, reste impulsé de l'extérieur. Il n'a donc pas de dynamisme agressif propre qui l'oblige à s'ouvrir de nouveaux marchés. Il s'adapte seulement au marché qui lui est ouvert par le dynamisme du centre capitaliste.

Certes ce déséquilibre chronique est sans cesse surmonté par l'adaptation de la structure sous-développée aux besoins des pays développés. Ce réajustement structurel s'opère grâce à celui de la structure des prix relatifs qui est telle que les productions d'exportation qui intéressent le centre sont à chaque étape les plus « rentables ». La généralisation des circuits monétaires au sein de l'économie de besoin permet la réorientation de la production locale en fonction de la rentabilité capitaliste. Cette réorientation permet aux activités exportatrices de se développer davantage. Le capital étranger lui-même, lorsqu'il apparaît, s'oriente en fonction de la rentabilité immédiate, vers les activités liées au marché extérieur.

Mais cette spécialisation internationale ne parvient à se frayer son chemin qu'à travers une lutte permanente contre des obstacles grandissants. C'est que le capitalisme périphérique ne détruit pas radicalement les modes de production précapitalistes. Au contraire il renforce les structures précapitalistes. Ainsi en est-il du renforcement du capitalisme agraire, caractéristique du sous-développement. Dans presque tous les pays sous-développés le capitalisme agraire a constitué la forme principale du développement du capitalisme. Sur sa base des

classes sociales de propriétaires — latifundistes ou paysans riches selon le cas — se sont constituées, qui jouent un rôle historique déterminant³¹. Ce type de développement a renforcé la position dominante de la rente foncière³². Ce renforcement se traduit par une forte propension à importer des produits de luxe fabriqués dans les pays les plus avancés. Cette importation est elle-même d'autant plus forte que la conjoncture est favorable. Ce renforcement de la rente se traduit également par une intensification de la thésaurisation, intensification dont la satisfaction exige une importation accrue d'or qu'il faut acheter à l'étranger. Le caractère spécifique de ce développement, en laissant à la rente foncière une position dominante, oriente partiellement l'investissement des capitaux étrangers et nationaux vers la production « tertiaire » inexportable par définition. Cette rentabilité exceptionnelle des activités improductives attire les capitaux étrangers vers des secteurs incapables de dégager le surplus d'exportation nécessaire pour payer les profits de l'investissement.

Le mécanisme même de la spécialisation internationale porte en lui sa propre contradiction. Car il signifie pour le pays sous-développé un rétrécissement de la gamme de sa production (de l'offre) au moment même où la demande s'élargit — consécutivement à la croissance du revenu que la mise en valeur coloniale implique — c'est-à-dire se porte sur une gamme plus variée. L'équilibre de l'offre et de la demande n'est alors possible qu'à la condition que les importations puissent croître très vite, plus vite que la production. Telle est la signification de l'augmentation de la propension à importer. Un tel mécanisme ne peut fonctionner que si les exportations peuvent aussi croître très vite, c'est-à-dire pendant les périodes de mise en place du

système de la spécialisation internationale. Or, pour l'ensemble de la périphérie et sur une longue période, la demande du centre en produits de la périphérie ne peut croître qu'au rythme de la croissance du centre. Aussi l'histoire de la périphérie apparaît-elle nécessairement comme une histoire éternelle de « miracles » — périodes courtes de croissance très forte lors de la mise en place du système — suivis de blocages, stagnations, voire régressions, de « miracles sans lendemains », de « démarrages ratés ».

La spécialisation elle-même doit sans cesse trouver des formes nouvelles. Au cours de sa longue histoire — trois siècles pour l'Amérique latine, plus d'un siècle pour l'Orient et l'Asie, quatre-vingts ans pour l'Afrique noire — la périphérie a rempli successivement diverses fonctions dans cette spécialisation au service de l'accumulation capitaliste au centre. A l'époque du capitalisme mercantiliste elle a fourni les surprofits du grand commerce maritime : l'Afrique fournissant la main-d'œuvre (traite des esclaves), l'Amérique le produit (sucre, etc.), le consommateur « féodal » européen le moyen de réaliser ce surprofit. A l'époque du capitalisme industriel la spécialisation internationale a d'abord revêtu la forme principale d'échanges commerciaux — économie de traite caractérisée par l'échange des produits agricoles (dont le développement est précisément à l'origine du capitalisme agraire périphérique) contre des produits manufacturés de consommation. Puis, avec l'investissement du capital étranger à partir de la fin du XIX^e siècle ce fut l'économie minière. Ensuite la mise en place par ce capital d'ensembles industriels légers. L'intégration internationale qui oblige alors les pays sous-développés à se spécialiser dans la production légère exige l'importation complémentaire de

biens lourds. Par ce canal le niveau de la propension à importer est relevé. A l'époque tout à fait contemporaine une nouvelle spécialisation internationale se dessine : le centre développé se spécialisera dans les productions automatisées qui exigent un travail très hautement qualifié, la périphérie dans les productions « classiques » — y compris lourdes — de la période industrielle, n'exigeant que du travail simple.

A cette contradiction permanente et grandissante fondamentale de la spécialisation se superpose celle de la dynamique de l'investissement étranger. L'intégration des pays sous-développés dans le marché des capitaux pèse directement sur la balance des comptes par la sortie de fonds qu'elle engendre. Le paiement à l'étranger des bénéfices des capitaux investis antérieurement grandit très vite. Le reflux des bénéfices tend à devenir plus fort que le flux des capitaux. Un calcul très simple d'intérêts composés montre que — quel que soit le rythme de croissance du flux de l'investissement étranger nouveau — le reflux des profits doit l'emporter très vite. Ainsi la périphérie passe-t-elle du stade d'emprunteur jeune à celui d'emprunteur vieux. Le caractère monopoliste des capitaux étrangers investis dans la périphérie aggrave l'ampleur de cette ponction. En même temps l'exportation des bénéfices des capitaux étrangers réduit à néant les effets multiplicatifs du jeu de l'accélération. Le transfert à l'étranger du lieu de fonctionnement de l'accélération se traduit lui-même par l'élévation du niveau de la propension à importer³³.

L'intégration monétaire et bancaire qui a accompagné cette organisation hiérarchisée de la spécialisation internationale facilite la fuite de l'épargne locale et son placement au centre. Le mécanisme fonctionne comme un puissant

centralisateur de capitaux au centre. Les pays sous-développés ne sont pas — comme l'image fausse de la théorie courante tend à les présenter — des pays qui reçoivent des capitaux parce qu'ils en manquent, mais des pays qui en fournissent au centre.

A l'époque contemporaine les difficultés grandissantes de la spécialisation internationale généralisent la crise des finances publiques à la périphérie. Car l'Etat doit prendre en charge les coûts sociaux de cette spécialisation — notamment les coûts d'infrastructure qui impliquent des dépenses « récurrentes » de fonctionnement très lourdes. A son tour la dépense publique, grandissante en termes absolus et relatifs, entraîne l'élévation de la propension à importer, car cette dépense a, directement et indirectement, un contenu d'importations très élevé³⁴.

Le déficit chronique était surmonté sans cesse au XIX^e siècle par un ajustement structurel de ce type que facilitait largement la solidité de l'étalon métal. Pour les pays à monnaie indépendante (notamment en Amérique latine), les cycles de dévaluations répétées ne gênaient pas la réadaptation structurelle. Aujourd'hui on évite cette dévaluation. La rigidité du change fixé officiellement tend à devenir la règle. Cette rigidité a pour résultat que les entrées de devises ne suffisent pas à couvrir les besoins. Les capitalistes étrangers sont donc toujours menacés de voir leurs bénéfices « bloqués ». Le coefficient « risque » de l'investissement étranger prend une importance plus grande. Le débit du flux des nouveaux capitaux étrangers s'abaisse ou devient chaotique. Cette réduction du rythme des importations de capitaux étrangers aggrave la situation puisqu'elle réduit l'une des deux sources essentielles de devises. Tôt

ou tard il faudra que les autorités adoptent la seule solution possible : la réduction des importations.

De leur côté les institutions du centre se chargent d'orienter les investissements vers les secteurs « immédiatement rentables », c'est-à-dire dégagant dans le produit de leur activité même un excédent de devises. L'exemple des matières premières est ici frappant. L'investissement étranger ne craint ici aucune mesure des autorités publiques puisque le produit lui-même est de toute façon destiné en totalité à l'exportation. Quand bien même le gouvernement local déciderait-il que les bénéfices de l'investissement étranger resteraient gelés que les capitalistes étrangers pourraient facilement rapatrier les profits de leur entreprise. Il suffirait pour cela de vendre à une filiale les matières premières un peu meilleur marché. Quelle que soit la législation locale sur le change et sur l'exportation des bénéfices l'entreprise demeure lucrative. Il n'en est pas de même pour les capitaux investis dans d'autres activités notamment celles qui écoulent leurs produits sur place. Ces activités sont menacées par les mesures que les autorités locales peuvent être conduites à adopter pour résorber le déficit extérieur.

L'équilibre obtenu de la sorte par les autorités de la périphérie par des mesures de contrôle sans que l'orientation fondamentale — la spécialisation internationale — ne soit remise en cause est en vérité seulement un ajustement vers le bas, par le freinage du processus de l'intégration au marché mondial.

Ainsi, l'ajustement structurel de la périphérie aux exigences de l'accumulation au centre signifie-t-il avant tout un transfert grandissant de capitaux de la périphérie vers le centre. L'échange inégal³³, c'est-à-dire la dégradation sé-

culaire des termes de l'échange ou encore l'échange de quantités de travail total (direct et indirect) de plus en plus inégales, a pris des proportions extraordinaires. Après Emmanuel, nous avons démontré comment l'inégale rémunération du travail (les proportions de la valeur de la force de travail allant de 1 à 20 pour des productivités allant de 1 à 5) jointe à la loi de la péréquation internationale des profits, pouvait signifier un transfert de valeur de l'ordre de 22 milliards de dollars. Si le commerce de la périphérie représente 20 % de son produit, cela signifie que 15 % de ce produit sont ainsi transférés.

Il est absurde dans ces conditions d'attribuer au « change d'équilibre » qui facilite ces mécanismes de centralisation de la richesse à l'échelle mondiale une quelconque valeur « naturelle ». Seule l'idéologie des harmonies universelles permet de ne pas voir la nature de cet ajustement structurel. Les « politiques de développement » qui préconisent l'adoption d'un « taux réaliste de change » qui assurerait cet équilibre de la balance extérieure, tout au moins comme taux de calcul de « rentabilité sociale » des différents projets possibles (taux de change de référence)³⁶, sont en réalité des politiques de développement du sous-développement.

Ce mécanisme de l'ajustement structurel n'a jamais été systématiquement étudié par la théorie économique courante. La crise — qui se manifeste par celle des paiements extérieurs d'un nombre grandissant de pays sous-développés à l'époque contemporaine — s'impose néanmoins. La théorie économique courante cherche alors à expliquer cette crise, non comme l'aboutissement d'un mécanisme fondamental du marché mondial, mais comme un phénomène particulier à notre époque.

Raul Prebisch et Kindleberger ont attaché leur nom à cette dernière analyse. Le premier pense qu'il s'agit là d'un phénomène nouveau au xx^e siècle, dû au mouvement continu de baisse de la propension à importer du nouveau « centre » (les Etats-Unis). Le second attribue le phénomène à la « maturité » des pays industriels. Les deux auteurs restent descriptifs, n'analysant pas le phénomène comme la manifestation de la transition bloquée.

2° *La thèse de R. Prebisch*³⁷.

La thèse que R. Prebisch défend pour expliquer le déficit chronique des pays sous-développés (la tendance de l'or à fuir ces pays) se rattache au mouvement décroissant de la propension à importer du « centre » du xx^e siècle : les Etats-Unis.

Au xix^e siècle les fluctuations du revenu sont supposées avoir été plus amples dans les pays développés (essentiellement la Grande-Bretagne) que dans les pays sous-développés. Pendant la dépression la chute du revenu national, relativement plus importante en Grande-Bretagne que dans les pays d'Outre-Mer, entraînait un effondrement des importations du centre dominant d'alors relativement plus fort que celui des importations des pays d'Outre-Mer. La Grande-Bretagne attirait alors l'or de ces pays puisque la balance (supposée en équilibre sur le cycle entier) était, durant la dépression, défavorable aux pays sous-développés. Mais au contraire, durant les périodes de prospérité, la symétrie du phénomène faisait refluer l'or vers les pays peu développés : le gonflement relativement plus ample du revenu national de la Grande-Bretagne entraînait une élévation du niveau des importations britanni-

ques relativement plus forte que celle des importations des pays sous-développés.

Au xx^e siècle, prétend Prebisch, le phénomène a perdu sa symétrie parce que la propension à importer des Etats-Unis s'affaiblit sans cesse tandis que celle de la Grande-Bretagne demeurait stable. Pour que le phénomène demeurât symétrique il aurait fallu que le rapport

fluctuation du centre

fluctuation de la périphérie

croisse régulièrement dans la mesure où la propension à importer du centre décroît. Or cela n'est pas le cas. Il en résulte que le volume de l'or qui fuit des pays sous-développés vers les pays développés pendant la dépression dépasse le volume du mouvement en sens inverse durant la prospérité.

Remarquons que la proposition que R. Prebisch établit, à savoir que la balance des pays sous-développés était équilibrée dans la longue période au xix^e siècle et est déficitaire chroniquement de nos jours, n'est pas fondée sur la taille relative des fluctuations du « centre » et de la « périphérie » du système, ni sur la taille absolue des propensions à importer, mais uniquement sur le mouvement de la propension à importer du centre.

Expliquons-nous. Supposons le monde entier divisé en deux pays : le « centre » développé et la « périphérie » sous-développée. Supposons les fluctuations plus amples au centre. En période de dépression les importations du centre baissent de 50 %, celles de la périphérie (qui sont les exportations du centre) de 10 % par exemple. La balance se détériore pour la périphérie, s'améliore pour le centre. If en est inversement en période de prospérité. Sur un cycle entier la balance extérieure reste équilibrée. On aurait pu

supposer l'inverse, c'est-à-dire les fluctuations plus amples à la périphérie, ou également amples. Le résultat eût été le même. L'ampleur relative des fluctuations explique qui profite de la prospérité, le centre ou la périphérie et qui souffre de la dépression. Elle ne saurait expliquer une quelconque asymétrie dans la balance, un déficit chronique pour l'un des deux partenaires.

Quant aux propensions à importer, elles expliquent l'ampleur relative des fluctuations. Supposons la propension à importer faible au centre, forte à la périphérie. Une certaine fluctuation (dans un sens ou l'autre) du revenu du centre produit une fluctuation plus ou moins forte à la périphérie selon la taille relative des deux revenus. Ici une faible fluctuation du centre produit une fluctuation plus forte à la périphérie. Inversement une forte fluctuation de la périphérie n'a qu'un effet faible sur le centre. Les fluctuations du centre sont plus faibles que celles de la périphérie. Normalement il doit en être ainsi parce que le monde étant divisé en deux pays, les propensions à importer des deux pays sont inverses de leur revenu (les importations des deux pays étant égales) et que le revenu du centre doit être plus important.

Introduisons maintenant un mouvement de la propension à importer du centre. Lors de la dépression les importations du centre, dont les fluctuations sont supposées plus amples par exemple, baissent de 50 %, celles de la périphérie de 10 %. Le centre a un excédent dans sa balance, la périphérie un déficit. Vient la prospérité. Entre-temps la propension à importer du centre ayant décru, au lieu d'augmenter de 50 % les importations du centre n'augmentent que de 20 %. Celles de la périphérie de 10 %. La balance de la périphérie est excédentaire mais

moins qu'elle ne fut déficitaire lors de la dépression. Il y a déficit chronique. Il en serait de même si les fluctuations étaient plus amples à la périphérie. En dépression les importations du centre baissent de 10 %, celles de la périphérie de 50 %. Il y a excédent dans la balance de la périphérie. Dans la prospérité qui suit les importations du centre augmentent de 20 %, celles de la périphérie de 50 %. Il y a déficit plus important que l'excédent ne le fut pour la périphérie.

On peut donc accepter ou non les hypothèses de Prebisch (fluctuations plus amples du centre au XIX^e siècle) son raisonnement reste juste ; si la propension à importer du centre décroît régulièrement il faut, pour que le phénomène demeure symétrique, que parallèlement le quotient

fluctuation du centre

fluctuation de la périphérie

s'accroisse dans la proportion où la propension décroît.

Nous pensons qu'au XIX^e siècle les fluctuations furent d'une ampleur sensiblement équivalente au centre et à la périphérie (nos calculs indiquent même qu'elles furent peut-être un peu plus amples au centre). Au XX^e siècle — du moins jusqu'à la Seconde Guerre mondiale — elles semblent plus amples tant au centre qu'à la périphérie, mais surtout à la périphérie. Le quotient en question a donc probablement décru, ce qui a aggravé l'effet de la décroissance de la propension à importer.

Là est l'essentiel. Ce que l'on peut reprocher à Prebisch c'est d'avoir choisi, pour preuve de la baisse de la propension des pays développés à importer des pays sous-développés, les chiffres de la propension générale à importer des Etats-Unis (passés de 5,9 % en 1919 à 3.0 % en 1948). Ce qui explique le phénomène, en effet, ce n'est pas

l'évolution de la propension à importer, c'est l'évolution de la propension des pays développés pris globalement à importer des pays sous-développés pris également globalement. Or, la propension générale à importer des pays développés s'accroît régulièrement à cause du commerce grandissant des pays développés entre eux. La propension à importer des pays sous-développés (et ces pays ne commerçant pas entre eux cette propension est égale à leur propension à importer des pays développés) a de son côté augmenté également. Au total la propension des pays sous-développés à importer des pays développés a augmenté plus que celle des pays développés à importer des pays sous-développés, ce qui reflète simplement que le rapport $\frac{\text{revenu du centre}}{\text{revenu de la périphérie}}$ a augmenté.

Ce ne serait donc pas la baisse de la propension du centre à importer qui aurait créé ces difficultés mais son augmentation moins rapide que celle de la périphérie. Remarquons que cette propension semble avoir effectivement diminué pour les Etats-Unis puisque la propension générale de ce pays à importer a diminué (quoiqu'il se pourrait que la propension de ce pays à importer des pays sous-développés ait augmenté). Mais pour l'ensemble du monde développé ce n'est pas vrai.

Il est vrai que parallèlement l'ampleur des fluctuations relatives de la périphérie a augmenté au moins jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Mais très peu. D'un autre côté la propension des pays sous-développés à importer des pays développés, de nulle au départ, a atteint sensiblement 30 % (un peu moins que la propension générale à importer de ces pays). Celle des pays développés à importer des pays

sous-développés, de nulle également au départ, a atteint environ 7,5 % (3/10^e de la propension générale à importer de ces pays d'après nos calculs). Le rapport

propension du centre à importer de la périphérie

propension de la périphérie à importer du centre

voisin de 1 au départ est aujourd'hui de $\frac{7,5}{30} = 25\%$ (la

proportion inverse est voisine de 4).

Ainsi donc la propension à importer des pays développés pris globalement a effectivement moins augmenté que celle des pays sous-développés pris globalement également.

Que signifie alors la thèse de Prebisch ? Tout simplement que le développement du centre est fondé sur le marché intérieur (celui de l'ensemble des pays développés) tandis que celui de la périphérie est fondé sur le marché extérieur (celui des pays développés). C'est cette asymétrie de structure fondamentale qui explique l'évolution du rapport des propensions à importer. Mais alors le mouvement n'est pas nouveau, particulier au XX^e siècle. Il est permanent depuis l'intégration de la périphérie au marché mondial. Comment expliquer alors que le déficit tendanciel chronique de la balance extérieure de la périphérie semble n'être apparu que tardivement ? En faisant intervenir l'élément que Prebisch néglige dans son analyse : le mouvement des capitaux. Car Prebisch ne prend en considération que la balance commerciale, négligeant les autres postes de la balance des comptes. La tendance chronique de la balance commerciale des pays sous-développés à être déficitaire peut-être compensée par l'afflux du capital étranger. Cet afflux à certaines périodes du cycle seulement (la prospé-

rité) peut bien rendre les fluctuations de la balance de ces pays plus amples, il contribue néanmoins à égaliser sur un cycle entier les excédents et les déficits. Il est vrai que ce flux contient en germe le reflux des profits qui doit finalement l'emporter. Ce sera alors ce reflux des profits devenant relativement de plus en plus important qui serait finalement, avec le mouvement de la balance commerciale, analysé plus haut, le responsable du déficit chronique de la balance des pays sous-développés de nos jours. Au XIX^e siècle le flux croissant du capital étranger plus fort que le reflux des profits compensait la détérioration progressive de la balance commerciale. Au XX^e siècle le reflux croissant des bénéfices plus fort que le flux du capital nouveau s'ajoute à la détérioration progressive de la balance commerciale pour accentuer celle de la balance des comptes. Ce sont ces éléments et d'autres que Kindleberger fait intervenir dans son schéma.

3° *L'analyse de Kindleberger*³⁰.

Ce n'est pas à partir du problème des relations entre les pays sous-développés et les pays développés que Kindleberger a conduit son analyse mais à partir du problème de la « faim de dollars » et des relations entre l'Europe et les Etats-Unis dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Ce problème a entraîné une discussion économique dont les principaux participants furent Harrod d'une part et Kindleberger d'autre part.

Harrod, défenseur des intérêts britanniques, attribuait la « faim de dollars » à la politique des Etats-Unis, en particulier à la surévaluation du dollar par rapport à l'or et au tarif douanier américain jugé trop élevé, Kindleberger fut alors amené à répondre à l'auteur anglais dans les termes

d'une théorie générale. Kindleberger part donc d'une constatation : le mécanisme qui fait des pays sous-développés les victimes de la conjoncture dans toutes les phases est semblable au mécanisme qui joue aujourd'hui dans les relations entre l'Europe et les Etats-Unis. On sait qu'en 1949 une récession mineure aux Etats-Unis a entraîné l'effondrement des exportations européennes vers l'Amérique dans des proportions voisines de 50 %. Kindleberger juge que pour que les effets d'une variation du revenu national aux Etats-Unis et en Europe sur les relations économiques internationales soient symétriques cinq conditions doivent être remplies : 1°) il faut que le degré de dépendance d'une région par rapport à l'autre (mesuré par le rapport exportations-revenu national dans chacun des deux pays) soit du même ordre de grandeur, 2°) il faut que les pressions inflationnistes et les pressions déflationnistes jouent dans le même sens dans les deux pays, 3°) il faut que les élasticités prix jouent autant pour les exportations des deux, 4°) il faut que les innovations ne trouvent pas toujours leur origine dans le même pays, 5°) il faut, enfin, que dans les deux pays les réponses de l'offre aux sollicitations de la demande soient analogues.

Or, justement dans les relations entre les Etats-Unis et l'Europe, de même que dans les relations entre les pays développés en général et les pays sous-développés, ces cinq conditions ne sont pas remplies. Il y a donc « asymétrie dans la balance des paiements ».

Au sujet du premier point on doit faire la même remarque que celle qui a été faite lorsque l'on a exposé l'analyse de Prebisch : le degré de dépendance à l'égard du commerce extérieur détermine le sens de la transmission des fluctuations. Il ne peut expliquer un déficit chronique. Ainsi la

forte dépendance des pays sous-développés à l'égard de leurs exportations vers les pays développés, la faible dépendance inverse des pays développés à l'égard de leurs exportations vers les pays sous-développés, signifient simplement qu'une fluctuation faible du centre engendre une fluctuation forte de la périphérie, tandis qu'une forte fluctuation de la périphérie n'est pas susceptible d'avoir un effet important sur le centre. Ce qui compte ce n'est pas le niveau des propensions, c'est leur mouvement.

Notons au passage que cette proposition juste ne signifie pas que les fluctuations du centre soient plus faibles que celles de la périphérie. Car l'ampleur des fluctuations ne dépend pas seulement de celle des exportations et de la place des exportations dans le revenu. Elles dépendent aussi des fluctuations de la demande interne (de l'investissement). L'importance de ce dernier élément est tellement décisive qu'en fait les fluctuations du centre furent souvent plus amples que celles de la périphérie".

Le second point de l'analyse de Kindleberger mérite plus d'attention car il est nouveau et ouvre des perspectives intéressantes. Par tendance « déflationniste » Kindleberger entend la tendance de l'épargne à être surabondante. La tendance « déflationniste » du centre de nos jours recouvre donc la situation de « maturité ». Kindleberger lui oppose la tendance « inflationniste » de la périphérie où l'épargne est insuffisante. On peut regretter ici la confusion qui est faite entre l'investissement désiré d'un point de vue social et l'investissement exigé par le fonctionnement du système. Certes, l'épargne est insuffisante dans les pays sous-développés si l'on se place du point de vue du développement désirable de ces pays. Mais l'épargne ne peut être « insuffisante » du point de vue du fonc-

tionnement du système. Toujours est-il qu'elle n'est pas surabondante. Par ailleurs, nous n'approuvons pas l'usage des termes inflationniste et déflationniste puisque la tendance dite déflationniste des pays surdéveloppés est en fait accompagnée d'une véritable tendance inflationniste (c'est-à-dire d'une tendance de l'émission monétaire à être surabondante et par conséquent d'une tendance des prix à la hausse continue). La voie ouverte est cependant fructueuse. Cette tendance dite déflationniste signifie que la dépression est au centre surdéveloppé plus forte qu'ailleurs, que la prospérité y est moins grande⁴⁰.

Ainsi en période de dépression les importations du centre baissent de 50 % par exemple, celles de la périphérie de 10 %. La balance de la périphérie est déficitaire. Mais lorsque vient ensuite la prospérité les importations du centre n'augmentent pas de 50 % au-dessus de la moyenne, mais de 20 % par exemple, celles de la périphérie de 50 %. La balance de la périphérie reste déficitaire. Le déficit est chronique.

Quant aux élasticités prix elles renforcent cette tendance au déficit chronique. Les prix des pays développés sont inélastiques, ceux des pays sous-développés sont hyperélastiques. En période de dépression, alors que le quantum des importations du centre baisse de 50 %, les prix de ces exportations de la périphérie baissent également (de 50 % par exemple). La valeur des importations du centre baisse au total de 125 %. Par contre, les importations de la périphérie, qui diminuent de 10 % en volume, ne changent pas de prix. L'excédent de la balance du centre est plus grand en valeur qu'en quantum. Inversement en période de prospérité le prix et le volume des importations du centre augmentent, le premier de 50 %, le second de 20 %, de sorte

que la valeur de ces importations augmente de 80 %. L'excédent en quantum de la balance du centre est devenu un déficit en valeur. Mais la compensation n'est que partielle. La grande élasticité des exportations des pays sous-développés aggrave le déficit chronique. En quantum le déficit de la balance de la périphérie était de 70 % du commerce moyen total de cette fraction du globe (durant la dépression le déficit de la périphérie était de 40 % : diminution des exportations de 50 % et diminution des importations de 10 %, durant la prospérité ce déficit était de 30 % : augmentation des exportations de 20 % et augmentation des importations de 50 %. au total de 70 %). En valeur par contre le déficit devient en période de dépression de $125 - 10 = 115$ %, l'excédent en période de prospérité de $80 - 50 = 30$ %, le déficit total de 85 %.

L'analyse de Kindleberger, intéressante, reste néanmoins cantonnée au domaine de la balance commerciale. C'est donc de la même façon que celle de Prébisch qu'elle doit être complétée. Par ailleurs cette analyse reste, comme celle de Prebisch, descriptive. Pourquoi, en effet, la propension à importer des pays développés est-elle ce qu'elle est, celle des pays sous-développés ce qu'elle est, les élasticités prix, les réponses de l'offre aux sollicitations de la demande, etc., ce qu'elles sont ?

La réponse s'impose : c'est la place du marché extérieur dans le développement du capitalisme périphérique qui explique le mouvement de ces propensions. C'est ainsi que le degré de dépendance à l'égard du commerce extérieur est le produit d'un mouvement historique dont nous avons retracé les étapes ; les pressions dites déflationnistes s'expliquent par l'état de « maturité », les élasticités prix par le degré de monopolisation de l'économie :

la production industrielle monopolisée résiste à la baisse des prix mieux que la production agricole restée concurrentielle. Quant aux innovations, elles doivent provenir des pays développés, non des pays sous-développés évidemment. Ces innovations et « les effets de démonstration » qu'elles engendrent dans les pays sous-développés renforcent la propension à importer en détournant la demande du marché local pour l'orienter vers la demande d'importations. Enfin, l'offre est fortement élastique dans la structure capitaliste où l'entrepreneur dynamique devance la demande; faiblement élastique dans celle où l'entreprise suit la demande (elle-même externe). Cette situation accentue l'effet du degré différent de la monopolisation de la production sur l'élasticité relative des prix.

Ni l'analyse de Prebisch, ni celle de Kundleberger ne peuvent donc dispenser de faire la théorie de l'ajustement structurel de la périphérie aux exigences de l'accumulation au centre.

IV. — BREVE HISTOIRE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DES PAYS CAPITALISTES DE LA PERIPHERIE

La balance des comptes peut donc être en déséquilibre chronique en cas de mal ajustement structurel international profond. Déséquilibre chronique toujours surmonté finalement par l'effet revenu, mais dans un espace de temps qui peut être considérable. Déséquilibre tendanciel serait donc une formulation plus exacte du phénomène.

Dans l'hypothèse d'un change stable (étalon or ou étalon devise étrangère), le déficit tendanciel est sans cesse surmonté par le ralentissement de la croissance potentielle. Il

est très difficile de repérer statistiquement ce phénomène qui joue comme une tendance profonde et qui ne se révèle pas par des symptômes extérieurs apparents. Par contre lorsque le change peut fluctuer librement le déséquilibre tendanciel se traduit sans cesse par la dévaluation de la monnaie. Il est donc plus facile de repérer le phénomène, encore que la dévaluation puisse avoir été causée par l'inflation interne, non par le déséquilibre de la balance extérieure. Mais la connaissance de l'histoire de l'émission permet de faire le partage des responsabilités avec une meilleure assurance. On peut également essayer de déceler le phénomène par le mouvement des réserves internationales (or et devises) des pays sous-développés.

1° *La thésaurisation et la balance des paiements.*

Il reste qu'il est dangereux de croire pouvoir déceler une tendance profonde d'un système, comme la tendance au déficit de la balance des paiements de la périphérie par la seule observation du mouvement de ses réserves internationales. Une fois encore l'empirisme, s'il permet de découvrir l'apparence superficielle des choses, ne peut dispenser d'analyse.

C'est qu'en effet le mouvement de la monnaie internationale n'est pas automatiquement déterminé par la balance des comptes qui serait déterminée à son tour par des forces réelles. Ce mouvement n'est pas seulement induit, il est aussi parfois inducteur. C'est que la « monnaie internationale » n'est pas seulement monnaie internationale mais également moyen de thésaurisation (en or et en devises), couverture de la monnaie locale et marchandise (or industriel). Or, la thésaurisation et le besoin monétaire interne sont déterminés par des forces réelles, non par l'état de la

balance . La monnaie internationale thésaurisée passe à son tour des personnes privées au système bancaire et vice versa, ce qui rend le mouvement des réserves de la banque centrale déterminé par d'autres forces que celles analysées jusqu'ici comme déterminant la balance des comptes.

Quelles forces déterminent finalement le mouvement international de l'or ? La balance des comptes réels d'une part et le besoin d'or pour la circulation monétaire interne et la thésaurisation d'autre part. Pour le démontrer on conduira le raisonnement en deux étapes. Première étape : les balances ainsi définies des deux pays entre lesquels on partage le monde (centre développé et périphérie sous-développée) sont supposées équilibrées. Deuxième étape : on introduit le déséquilibre de ces balances.

Il est aisé de démontrer dans la première étape de notre raisonnement que l'or est distribué entre le centre et la périphérie selon le besoin monétaire et le besoin réel de thésaurisation. Faisons abstraction de l'or industriel qui est une véritable marchandise comme les autres. Considérons d'abord le besoin monétaire interne. Supposons d'abord que l'or soit la seule monnaie interne. Il existe un mécanisme par lequel l'or va des pays producteurs vers les pays non producteurs. En A la production de l'or coûte en termes réels cher (les prix or sont bas). En B au contraire, l'or est bon marché (les prix or sont élevés). A exporte et B importe des marchandises. L'or va de B en A. Néanmoins B, le producteur d'or (l'Afrique du Sud par exemple) n'importe pas des marchandises de tous les pays du monde. Il s'adresse, parmi les non-producteurs d'or, aux plus développés capables de lui fournir ce qu'il désire. Y aura-t-il mauvaise distribution de l'or entre l'Angleterre et l'Inde

par exemple ? L'Angleterre exporte en Afrique du Sud, l'Inde n'exporte pas quoiqu'elle ait besoin d'or pour sa circulation monétaire. la balance Angleterre-Inde est-elle alors équilibrée sans mouvement d'or ? Pas du tout, car interviennent alors les banques. Elles émettent des billets convertibles en Inde pour satisfaire le besoin de monnaie. Pour avoir une couverture or suffisante il suffit à la Banque Centrale de l'Inde d'acheter de l'or à l'Afrique du Sud, c'est-à-dire de fournir à des producteurs d'or des billets indiens (convertibles). Muni de ce pouvoir d'achat transféré de l'Inde à l'Afrique du Sud, ce pays devra finalement importer davantage. L'effet revenu va rééquilibrer la balance des comptes indiens dans laquelle l'entrée d'or est non pas induite mais inductrice.

La suppression de la convertibilité ne modifie pas le schéma sauf que, sous l'effet du déséquilibre primaire de la balance, successif à l'importation d'or, le change va fluctuer

Introduisons maintenant le besoin d'or pour la thésaurisation. Le thésaurisateur indien vend et n'achète pas, il retire sans cesse de l'or de la circulation. Son action a pour effet que le besoin monétaire se fait sentir de plus en plus fort. La banque importe de l'or pour compenser cette hémorragie continue.

De son côté, enfin, la balance des comptes détermine un mouvement induit de l'or. Le déficit de cette balance signifie que les Indiens achètent à l'étranger plus qu'ils ne lui vendent. Ils paient avec leur or qui fuit le pays. La banque sert ici d'intermédiaire mais ce n'est pas son or, mais celui des particuliers, qui fuit le pays

L'inconvertibilité ne change rien à ces processus sauf que le besoin d'or est désormais déterminé essentiellement

par celui des thésaurisateurs qui achètent à la banque l'or qu'ils désirent. La banque, qui doit assurer le paiement des dettes du pays à l'étranger en or, importe du métal jaune pour compenser les retraits de thésaurisateurs.

Dans tous les raisonnements précédents on peut remplacer le mot or par or et devises étrangères. Par ailleurs les banques étrangères peuvent toujours importer ou exporter librement leurs devises en faisant varier le compte de leur siège central.

Les mouvements internationaux de l'or et des devises ne sont donc pas du tout nécessairement réguliers comme ceux de la balance des comptes. Considérons un pays sous-développé dont la balance se détériore en période de dépression. Une déthésaurisation parallèle accentue le mouvement de sortir du métal (le simple arrêt de la thésaurisation lui-même et avec lui l'arrêt des importations d'or pour cet usage jouent le même rôle relatif). Si, par contre, la balance s'améliore en dépression, les deux mouvements en sens contraire peuvent se compenser partiellement ou totalement. Ajoutons que le besoin monétaire interne d'or et de devises, plus faible en période de dépression (contraction du revenu et des prix), accentue la sortie d'or ou tout au moins freine l'entrée du métal. Inversement, en période de prospérité.

Ajoutons, enfin, qu'il est dangereux pour estimer la thésaurisation d'examiner l'évolution de la distribution mondiale de l'or. L'Inde peut avoir absorbé moins d'or que l'Angleterre relativement, et cependant le besoin d'or monétaire étant plus grand en Angleterre, ce fait peut être compatible avec une forte thésaurisation indienne et une faible thésaurisation anglaise.

Finalement, il vaut mieux mesurer l'évolution de la ba-

lance des comptes à partir de la statistique des flux réels : marchandises, capitaux à long terme, bénéfices rapatriés, services commerciaux, qu'à partir du mouvement des réserves monétaires internationales. Cela n'est malheureusement pas toujours possible pratiquement.

Cependant, la thésaurisation et le besoin monétaire accentuent le déficit tendanciel de la balance des comptes des pays sous-développés. C'est à la mesure de ces deux nouvelles forces réelles non prises en considération jusqu'ici que le développement qui suit est consacré.

La thésaurisation de l'or et des devises, dans la mesure où la thésaurisation des années de prospérité est plus forte que la déthésaurisation des années de dépression, constitue une force réelle déséquilibrante.

Le besoin monétaire croissant est lui-même la seconde force déséquilibrante. Ce besoin, qui s'accroît en période de prospérité et décroît en période de dépression, augmente lui aussi dans la longue période. On distingue couramment le besoin monétaire interne du besoin de monnaie internationale. Ce dernier, lui-même, augmente dans la longue période pour les pays sous-développés à cause de l'ampleur de plus en plus grande des fluctuations de la balance extérieure.

Le besoin monétaire interne est satisfait par l'importation de l'or (étalon or), l'émission locale non couverte (monnaie indépendante) ou intégralement couverte par de l'or et des devises (étalon devise étrangère). C'est dans la mesure seulement où la circulation interne est couverte par la monnaie internationale que le besoin monétaire agit sur la balance. Encore devons-nous préciser qu'il n'agit que si les banques locales doivent importer cette couverture, c'est-à-dire la payer (en monnaie locale qui devient dans

les mains de l'étranger un pouvoir d'achat supplémentaire). Si ce sont des banques étrangères qui « importent » ces fonds, c'est-à-dire les transfèrent du siège central à la succursale, il n'y a en réalité aucun achat, aucun transfert de revenu, un simple transfert de liquidités⁴. Il en est de même pour le besoin de monnaie internationale.

Nous avons tenté d'évaluer ce mouvement autonome de l'or (et des devises) pour la thésaurisation et le besoin monétaire (interne et externe, les deux besoins ne pouvant pas être dissociés pratiquement bien qu'ils doivent l'être conceptuellement) sur une longue période, pour quelques pays sous-développés : l'Inde, l'Égypte et la Chine.

De 1835 à 1913 l'Inde⁵ a absorbé en moyenne annuelle nette 4,1 millions de livres d'or. Ce chiffre mesure à la fois le besoin autonome d'or et le mouvement induit de la balance des comptes après 1898. Le mouvement autonome est déterminé par le seul besoin de la thésaurisation. En effet, la circulation interne or est inconnue alors. C'est l'argent (importation de 1835 à 1884 : 257 millions de livres, frappe : 270 grâce à la reffrappe d'anciennes pièces pour la différence) qui circule seul dans le pays (monométallisme argent). Quant à la monnaie internationale il n'en est pas besoin jusqu'à la fin du siècle. Jusqu'en 1898 l'argent est échangé contre de l'or pour payer le déficit (ce sont donc les fluctuations de l'importation de l'argent qui révèlent la situation de la balance). Après cette date l'importateur indien verse des roupies argent à la Banque Centrale qui paie à Londres en or. En cas de déficit chronique cette banque doit acheter de l'or. Il y a donc un besoin monétaire d'or pour un usage externe. Remarquons au passage que le système est défavorable à l'Inde. En cas de déficit elle doit acheter de l'or sur le marché international avec sa mon-

naie, c'est-à-dire des pièces d'argent dépréciées ! On comprend que les banques commerciales anglaises aient répugné à financer une opération aussi coûteuse et que ce fut le gouvernement indien qui dut supporter les frais de la stabilité de son change. La statistique montre que la dépendance cyclique du mouvement n'est pas nette. Avant 1898 le mouvement représente la seule fluctuation du besoin autonome de thésaurisation. Il y a une certaine tendance des fluctuations à suivre le cycle, néanmoins le trend ascendant masque souvent cette tendance de la thésaurisation des périodes de dépression à être inférieure à celle des années de prospérité. Après 1898 le trend ascendant s'accélère nettement. C'est qu'au besoin autonome de thésaurisation s'ajoute désormais celui d'une réserve d'or pour les échanges extérieurs. Le trend masque totalement la dépendance cyclique, si elle a eu lieu.

Pour l'Egypte et la Chine⁴⁴, qui ont absorbé 2,7 millions de livres d'or en moyenne annuelle de 1890 à 1913, le trend ascendant masque le cycle qui existe néanmoins : l'importation d'une année de dépression est plus petite que celle de la prospérité qui suit, non de celle qui précède. Pour la Chine, le mouvement traduit seul celui de la thésaurisation (la circulation interne est argent), pour l'Egypte le double mouvement autonome (de la thésaurisation et du besoin interne) et induit (de la balance).

En ce qui concerne l'Egypte⁴⁴ le trend ascendant révélé par le mouvement de l'importation totale d'or (car le besoin monétaire interne est couvert par de l'or importé puis réexporté) est net. Le cycle de l'importation nette l'est tout autant. Il s'agit ici aussi du mouvement autonome de la thésaurisation et du mouvement induit de la balance. Après 1914 le trend s'affaiblit par suite de la disparition du

besoin interne d'or. Néanmoins la thésaurisation demeure très forte. Elle finit par devenir plus forte que l'ancien besoin d'or pour la circulation interne (après 1945). On remarque également la forte déthésaurisation des années 30. Il apparaît enfin une corrélation élevée entre l'importation nette d'or et le niveau de la rente foncière globale. La rente constitue en effet un pourcentage relativement stable des exportations du pays. C'est qu'en effet rente et exportations globales varient avec la quantité et le prix du coton exporté. Nos calculs montrent que cette relation est relativement stable. Cette hypothèse permet de calculer la part de la rente foncière, thésaurisée en or de 1887 à 1950. L'évolution de cette part est caractéristique. Avant 1914 son élévation continue reflète l'enrichissement de la propriété foncière. Après la Première Guerre mondiale les usages modernes ont remplacé en grande partie la thésaurisation de l'or par celle des billets et des comptes en banque. La dépendance cyclique de la thésaurisation reste néanmoins évidente. L'augmentation du pourcentage après la Seconde Guerre traduit à la fois l'enrichissement continu de la propriété foncière et le retour partiel à la thésaurisation de l'or, l'inflation continue ayant enlevé en partie à l'accumulation des trésors sous forme de billets et de dépôts l'attrait qu'il avait connu entre 1920 et 1940.

Ainsi donc la thésaurisation de l'or dans les pays sous-développés constitue une force considérable qui pèse lourdement sur la balance des comptes. Cette conclusion générale est bien connue. Kitchin⁶ estime que 25 % de l'or nouvellement extrait entre 1920 et 1929 a été absorbé par la thésaurisation de l'Inde, 50 % ayant été consacré à des usages monétaires et 21 % à des usages industriels. Il est vrai que tout au long du XIX^e siècle ce sont surtout les pays

développés qui ont absorbé de l'or. De 1835 à 1889 la thésaurisation indienne n'a pas absorbé plus de 13 % de la production de ce métal précieux (contre 16 % entre 1890 et 1929)⁴⁷.

Il est vrai aussi que l'absorption de l'or par les centres développés a été considérable, de 1870 à 1913. Pour l'Angleterre, qui a absorbé 3,2 millions de livres par an à cette époque⁴⁸, la dépendance cyclique, qui n'est pas très nette, peut très bien provenir du besoin monétaire interne (trend croissant). La France⁴⁹, entre 1880 et 1913, a absorbé 5 564 millions de francs or, soit 163 millions par an. La France a donc absorbé plus d'or que l'Inde d'une façon absolue. La Grande-Bretagne environ la moitié de ce que l'Inde importait, donc beaucoup plus relativement (par habitant par exemple). Mais il ne s'agissait pas ici d'or thésaurisé, c'est le besoin monétaire qui s'accroissait à ce rythme. Ce besoin était considérablement plus puissant que celui des économies sous-développées. Il est remarquable que la France, où l'usage du chèque était moins répandu, a dû importer plus d'or que la Grande-Bretagne.

La thésaurisation a fait son apparition en Occident après 1929 d'une façon endémique (entre 1914 et 1929 d'une façon épisodique). L'accumulation de l'or s'est développée lorsque la valeur or de la monnaie a été abandonnée. Parallèlement, la profondeur de la dépression de 1929 a entraîné, Outre-Mer, une déthésaurisation et ceci pour la première fois (au XIX^e siècle cette thésaurisation diminue pendant les dépressions mais devient rarement négative). Pendant les années 30, les propriétaires, les paysans indiens, égyptiens, etc. liquidèrent leurs fonds thésaurisés. Ils vendirent leur or aux banques, qui l'échangèrent à Londres contre des livres (dévaluées). Ce qui a permis à la

Grande-Bretagne de soutenir le cours de sa devise. Ce mouvement a été très profond, comme le montre le tableau de la provenance et de l'affectation de l'or entre décembre 1930 et septembre 1937³⁰. Après la Seconde Guerre mondiale la pratique de la thésaurisation de l'or dans les pays développés s'est renforcée, notamment en France, pour des raisons contingentes.

2° La réduction des avoirs extérieurs de la périphérie et les cycles de dévaluations³¹.

A partir de quelle date approximative la balance des paiements de la périphérie est-elle devenue chroniquement déficitaire ? Il est très difficile de le dire, car le retournement de la situation paraît s'être fait à des époques différentes suivant les pays. Il semble bien que la balance des comptes réels de Cuba, des colonies françaises et anglaises d'Afrique, par exemple, ait été longtemps excédentaire d'une façon chronique, ce qui a fait dire à certains, à tort, que l'importation de liquidités monétaires devait être payée par des exportations réelles. Mais déjà au XIX^e siècle le change de presque tous les Etats d'Amérique latine est régulièrement abaissé. Dans l'exemple du Brésil, le déficit de la balance extérieure a eu à ce sujet autant de responsabilité que l'émission inflationniste de papier-monnaie. Il en avait été de même en Argentine entre 1880 et 1900. C'est dire que sans doute la balance extérieure de ces pays — les grands fournisseurs de produits de base d'alors qui étaient déjà plus intégrés au marché international que les pays d'Afrique et d'Asie généralement encore fraîchement colonisés — était déjà chroniquement déficitaire au XIX^e siècle.

Pour le XX^e siècle il n'y a aucun doute. La valeur or des

différentes monnaies avait partout baissé entre 1929 et 1937 (à la veille de la crise). Néanmoins elle a diminué nettement plus pour les pays sous-développés que pour les pays développés. Si certains pays sous-développés ont conservé leur taux de change avec la métropole inchangé (colonies françaises, belges, portugaises, espagnoles, anglaises et membres « coloniaux » de la zone sterling) ce n'est nullement parce qu'ils n'éprouvaient aucune difficulté à équilibrer leur balance. C'est plutôt malgré ces difficultés que les métropoles ont agi ainsi, afin de laisser le mécanisme revenu épuiser ses effets comme naguère. Aussi a-t-on vu que leurs réserves devises (qui remplacent l'or comme monnaie internationale pour ces pays) étaient inférieures en 1937 à ce qu'elles avaient été en 1929. Ce qui montre bien que le déficit tendanciel était chronique. La situation de l'Amérique latine reflète également ce déficit chronique. Car, même aux taux dépréciés que ces pays ont adoptés, le déficit persistait, comme le prouve la baisse des réserves centrales d'or monétaire entre 1927 et 1937 (un cycle entier), ainsi que celles de l'ensemble de leurs réserves monétaires. Par contre, pour les pays développés, toutes ces réserves ont augmenté pendant la même période.

Après la Seconde Guerre mondiale un système de taux relativement rigides a remplacé les changes fluctuants d'autrefois. Les dévaluations ont quand même été très fréquentes dans les pays sous-développés, avec l'accord et même la recommandation du F.M.I. Ces dévaluations ont parfois été nécessitées par l'inflation interne préalable, mais souvent elles ont été « nécessaires » à cause du déficit extérieur chronique⁵², ce dernier ayant seulement été renforcé par l'inflation. Parallèlement les réserves interna-

tionales de la périphérie ont diminué⁵³. Il est vrai que l'après-guerre immédiat est aussi caractérisé par le déficit extérieur de nombreux pays développés (l'Europe de l'Ouest) : le système fonctionnait alors — pendant la période de la reconstruction — au bénéfice presque exclusif des Etats-Unis. Le centre (Etats-Unis, Europe, Japon) ne reprendra dans son ensemble sa place traditionnelle qu'une fois cette première étape passée (l'étape de la « faim mondiale de dollars »), non d'ailleurs sans poser des problèmes de réajustement entre les pays développés eux-mêmes particulièrement graves (la crise actuelle des liquidités internationales).

3^e La leçon de l'histoire : de l'étalon devise étrangère à l'illusion de l'« indépendance monétaire ».

Le fonctionnement historique de l'étalon devise étrangère.

Au départ, les économies précapitalistes disposaient d'un stock monétaire adapté à leur besoin. Leur intégration dans le marché mondial s'est traduite par le développement croissant des relations d'échanges extérieurs, d'abord commerciales, puis financières. La balance des comptes extérieurs, réalité nouvelle, était tendancielle-ment constamment déficitaire pour les raisons profondes analysées.

Si ces économies avaient disposé d'une organisation financière évoluée, leur banque centrale aurait d'abord essayé de combattre l'hémorragie d'or par le relèvement du taux de l'escompte et par une politique d'achat de métal jaune. Constatant l'inefficacité de ces mesures, les autorités centrales auraient été finalement amenées à établir un système de contrôle quantitatif sur les mouvements réels de marchandises et de capitaux. A moins évidemment

qu'elles se soient soumises à l'évolution « naturelle » des choses. Elles auraient alors laissé les réserves or du système bancaire s'épuiser. Après quoi on aurait abandonné l'étalon or pour adopter un système inconvertible et un change instable, ou bien on aurait laissé la croissance se ralentir jusqu'à ce que l'équilibre se rétablisse.

Mais n'est-ce pas une utopie que de parler de pays sous-développés disposant d'une organisation financière évoluée ? Les économies précapitalistes, dont la structure profonde se passait du crédit et des banques, ignoraient en fait tout de l'organisation financière moderne. Dans la mesure où, à la suite du développement des relations internationales, la balance extérieure, cette réalité nouvelle, était constamment déficitaire, l'or émigrail alors vers les pays développés, tout simplement pour payer le déficit.

Lorsque l'économie locale — qui disposait au départ de stocks métalliques suffisants — fut vidée de ses réserves monétaires, comment les opérations commerciales intérieures furent-elles financées ? Elles furent financées par l'importation des pièces de monnaie d'or par le système bancaire étranger. Les banques tiraient leur profit de l'opération parce que cette monnaie or importée n'était, bien sûr, pas mise gratuitement à la disposition de l'économie locale mais prêtée à des individus qui en avaient besoin contre paiement d'un intérêt. Ainsi les banques étrangères, en Egypte, importaient chaque année d'Europe des souverains et des francs or qu'elles prêtaient à intérêt aux commerçants. Dans ce sens le déséquilibre de la balance extérieure imposait à l'économie locale des frais supplémentaires. L'économie locale ne pouvait en effet plus, pour se procurer ses moyens de paiement, utiliser les réserves

monétaires locales, entièrement liquidées, mais devait compter sur les crédits de l'étranger.

Cette situation ne dura pas. Elle fut généralement suivie de l'intégration monétaire parfaite des économies sous-développées. Le nouveau système enlevait une partie de sa réalité à la balance des comptes. Le change rigide et illimité permettait à l'économie sous-développée de se procurer les devises nécessaires pour payer un déficit extérieur quelconque.

L'intégration monétaire complète de certains pays sous-développés élimine les difficultés qui peuvent provenir d'un déséquilibre même persistant de la balance des comptes⁵⁴. Cependant, à la longue, ce déséquilibre doit se résorber par le fonctionnement du mécanisme revenu. La balance des comptes réels tend à s'équilibrer. Dans ce sens les pays sous-développés n'ont pas à payer leur circulation monétaire importée par un excédent d'exportation, bien qu'ils doivent payer en termes réels l'usage de cette monnaie.

L'adoption de l'étalon devise étrangère permet donc au système de se rééquilibrer par le ralentissement de la croissance du pays sous-développé, grâce à l'adoption d'un change de domination qui facilite le réajustement structurel. Inutile de souligner à quel point ce mode de réajustement de la balance extérieure est négatif du point de vue de la formation locale de capital. Directement, d'une part, puisque le rééquilibrage se fait par réduction du revenu local (détérioration des termes de l'échange). Indirectement, d'autre part, puisque ce mécanisme permet le réajustement structurel dans un sens conforme à la spécialisation croissante au détriment d'une croissance autocentrée.

La solution alternative : l'indépendance monétaire :

La fuite originelle des stocks monétaires du pays sous-développé est très gênante pour un pays indépendant. L'Etat ne parvient que de plus en plus difficilement à couvrir ses besoins. Les Etats d'Amérique latine eurent, pour cette raison, recours au papier-monnaie inconvertible. A l'époque on ignorait jusqu'à la possibilité d'un contrôle des changes. C'est pourquoi sans doute le système qui s'est établi un peu partout a été celui de la liberté des changes, c'est-à-dire de leur dévaluation permanente.

Ainsi donc, au XIX^e siècle, déjà certains Etats politiquement indépendants refusaient d'adopter la technique de l'intégration monétaire parfaite du système des « Currency Boards » du change à taux fixe et en quantités illimitées. Ils auraient certainement désiré établir chez eux un système monétaire convertible. Ils n'ont pas pu le faire. N'est-ce pas là une preuve supplémentaire de la justesse de la théorie du déséquilibre international esquissée ci-dessus ? Si l'Argentine avait contrôlé dès le début ses relations avec l'étranger ne serait-elle pas parvenue à établir un système monétaire stable ? N'a-t-elle pas préféré sacrifier les avantages de ce système à ceux de la liberté absolue du commerce international et des mouvements de capitaux ? Cette liberté elle l'a payée d'abord par l'épuisement de ses stocks initiaux de moyens de paiement internationaux, puis par l'institution d'une monnaie locale toujours instable, régulièrement dépréciée. L'instabilité de la monnaie locale inconvertible reflète simplement le déséquilibre permanent de la balance extérieure.

Il n'y a donc finalement que deux solutions possibles pour ces pays à monnaie indépendante : ou bien on préfère conserver les « avantages » de la liberté des échanges

internationaux. On sacrifie alors l'équilibre monétaire. Ou bien on abandonne la liberté des relations avec l'extérieur. L'équilibre monétaire est assuré, mais seulement au prix d'une réduction de la croissance des échanges extérieurs.

L'option « libérale » facilite les mécanismes de la spécialisation internationale croissante, éventuellement l'investissement du capital étranger, le développement du capitalisme périphérique étranger et national. Mais elle ne garantit en aucune manière la stabilité du change. Car dans ce cas on a déjà dit que la valeur de la devise étrangère dominante déterminait la valeur de la monnaie locale gagée sur cette devise. Cette influence directe s'opère par l'appréciation que les catégories économiques dominantes portent sur l'avenir de la valeur de la monnaie. La hausse désirée des prix est rendue possible précisément par l'absence de convertibilité et la complaisance du système bancaire. Ce mécanisme est indépendant de l'état de la balance extérieure. S'y juxtapose celui par lequel les fluctuations de la balance des comptes, en déterminant, indépendamment du taux du change, le volume des réserves monétaires, agissent sur la production, les prix et l'accumulation. Par ailleurs, le déficit de la balance extérieure agit sur le change et celui-ci sur les prix et sur l'accumulation. On a déjà vu que les économies sous-développées étaient particulièrement sensibles au jeu de ce mécanisme décrit par Aftalion.

Il y a donc là une cause supplémentaire de hausse permanente des prix et d'inflation continue dans les pays sous-développés. Cette hausse continue, qui n'est pas exigée par le fonctionnement des mécanismes internes de l'économie mais déterminée par l'état des relations extérieures, peut bien favoriser l'accumulation dans les pays

développés mûrs. Elle ne présente, au contraire, que des inconvénients dans des économies qui ne souffrent pas d'insuffisance chronique de la demande relativement à la production mais qui souffrent d'une insuffisance de la production elle-même.

En fait, l'accumulation du capital local est considérablement gênée par les désordres monétaires de cette espèce. La liberté absolue des relations avec l'extérieur freine donc le développement d'un capitalisme indigène, même périphérique.

Toujours est-il que cette liberté facilite éventuellement l'importation des capitaux étrangers. Cette importation n'est en effet pas gênée par le risque de dévaluation. Les capitaux étrangers à la recherche d'un refuge provisoire, les capitaux des spéculateurs, risquent effectivement ici de graves pertes au change. Aussi ces capitaux fuient-ils de tels pays. Mais les capitaux destinés à l'investissement à long terme n'ont rien à craindre de ce côté. En effet, ils ne viennent pas avec l'intention de repartir mais pour rester. Ce qui doit repartir ce sont les profits de ces capitaux ; mais de ce côté rien à craindre : les profits sont proportionnels à la valeur réelle de l'investissement, non à sa valeur financière ultérieure ; ils évoluent donc avec le change⁵⁵.

Toujours est-il que cette importation constituait une source essentielle du développement du capitalisme périphérique au sein de l'économie sous-développée. Autour de ce développement, un capital local peut également se constituer. Bien que les mécanismes multiplicateurs ne fonctionnent, dans les conditions du sous-développement, que dans une mesure faible, il est évident que la vitesse de l'accumulation capitaliste locale dépend, dans ces condi-

tions de stabilité structurelle, de l'importance du flux des capitaux étrangers, du degré de l'intégration internationale.

Cependant le développement capitaliste demeure, dans ces conditions, périphérique. Il se fait dans le cadre d'une spécialisation internationale accrue. Il ne détruit pas radicalement la structure précapitaliste indigène. Au contraire, il renforce la structure sous-développée, sa situation d'économie dominée. Le change variable, toujours dévalué, reste donc ici aussi fondamentalement un change de domination, bien que sa situation soit instable, toujours menacée.

Il est bon alors de distinguer ici deux possibilités. Ou bien l'excédent de la balance, en période de prospérité, est équivalent au déficit des années difficiles (équilibre tendanciel de la balance) ou bien ne l'est pas (déséquilibre chronique).

Dans le premier cas⁵⁶ le change demeure stable, plus exactement est tour à tour dévalué puis réévalué. C'est ainsi que le change de l'Argentine, de la Bolivie, de la Colombie et du Pérou, qui s'était abaissé en 1920 avec la baisse du prix des matières premières et le déficit conséquent de la balance, s'est relevé entre 1922 et 1925. Le phénomène est assez général. Il y a une forte corrélation entre le prix du pétrole, celui du café, celui de l'étain, et le change du Venezuela, du Brésil et de la Colombie, de la Bolivie. Dans ce cas il est possible que le pays sous-développé dispose d'un volant de monnaie internationale suffisant pour éviter ces fluctuations du change. Une intervention de l'Etat pour éviter ces fluctuations est possible. Le système est de toute façon coûteux puisque le stock de

cette monnaie est d'autant plus important que les fluctuations de la balance sont amples.

Mais si le déficit est tendanciel, c'est-à-dire plus fort durant la dépression que l'excédent ne l'est durant la prospérité, alors la dévaluation est fatale. C'est donc ce qui a eu lieu en 1920 comme en 1929 : la réévaluation des années 1922-1925 a été inférieure à la dévaluation de 1920, celle de 1929 n'a pas été suivie d'une réévaluation entre 1935 et 1937. Un fonds de stabilisation des changes, incapable dans un pays développé de lutter contre la tendance profonde (ses réserves étant épuisées) l'est encore davantage dans un pays sous-développé, comme le montre l'exemple de la Bolivie en 1941.

C'est pourquoi on tend, dans les pays sous-développés, à s'orienter de plus en plus vers l'autre solution. De plus en plus on est amené à devoir envisager, comme seule solution aux difficultés de l'équilibre extérieur, le contrôle des changes⁵⁷.

Si ce contrôle, comme c'est très généralement le cas, est envisagé seulement comme un pis-aller, une « triste nécessité », que l'orientation fondamentale du type de développement envisagé n'est pas remise en cause, que l'on continue à ne penser ce développement qu'en termes de spécialisation internationale croissante, c'est-à-dire de développement prioritaire des productions pour l'exportation sur le marché mondial, alors il est bien évident que l'équilibre extérieur est obtenu seulement au prix d'un freinage du développement, fût-il périphérique. Ce freinage ne peut apporter une solution définitive, même au seul problème de l'équilibre extérieur. Les tendances profondes au déséquilibre continuent à opérer et le contrôle devient un jour ou l'autre inefficace : il faut dévaluer. L'histoire contem-

poraine des pays sous-développés est pleine d'expériences de ce genre. Elles démontrent que l'« indépendance monétaire » — assortie même des contrôles des relations extérieures les plus efficaces — est illusoire si la stratégie de l'intégration au marché mondial n'est pas remise en cause, si un retrait de ce marché — condition d'un développement non plus périphérique mais autocentré — n'est pas sérieusement envisagé.

RESUME DES CONCLUSIONS

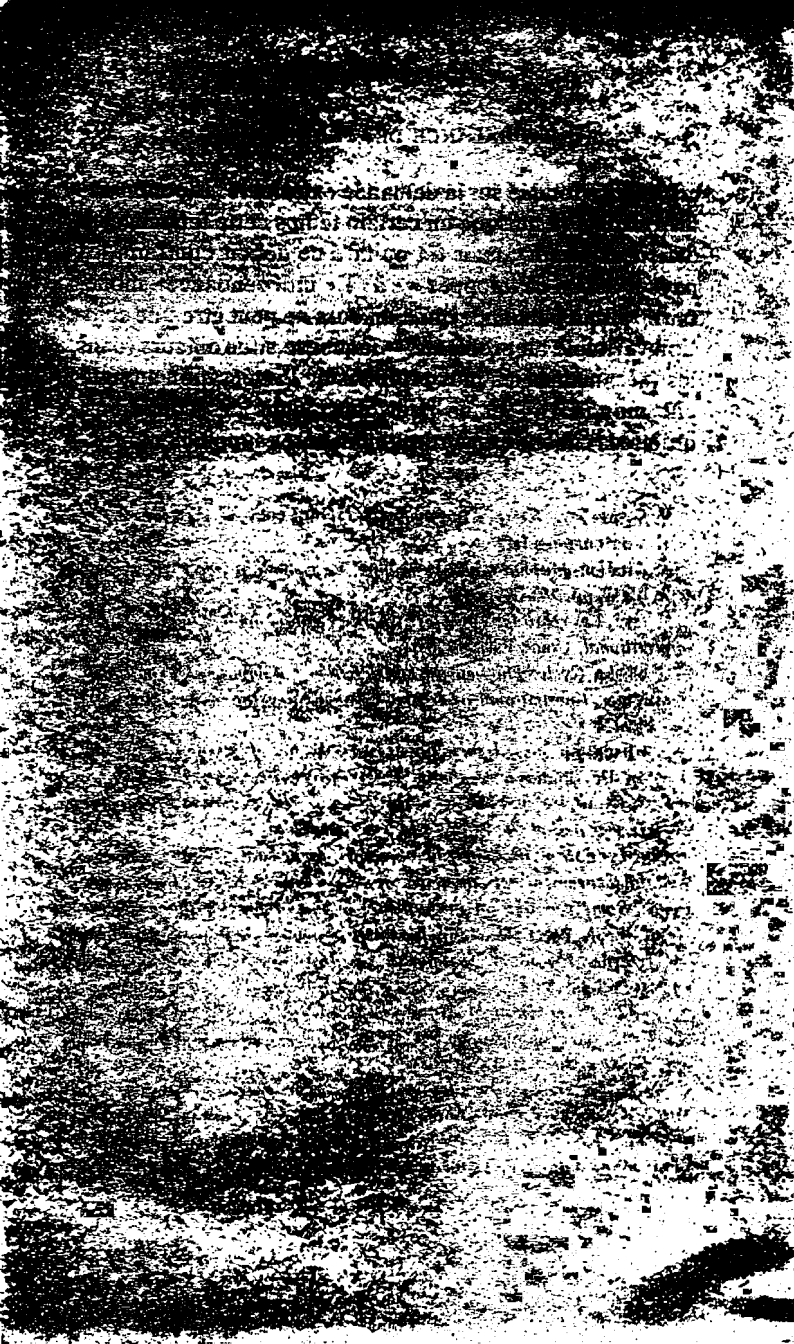
1. — Les prétendus mécanismes qui assureraient l'équilibre extérieur automatique sont de la nature de la « loi des débouchés » : une tautologie vide ou une théorie fausse.

L'affirmation de l'existence de tels mécanismes (effet-prix, effet-change, multiplicateur du commerce extérieur) est d'ailleurs fondée sur une théorie monétaire fausse (le quantitativisme) et sur une analyse myope des « élasticités » et des « propensions » qui suppose implicitement ce qu'elle cherche à démontrer. La théorie économique courante élude, de cette manière, le vrai problème, qui est de savoir pourquoi les « élasticités » et les « propensions » sont ce qu'elles sont, différentes au centre et à la périphérie du système, comment elles évoluent. On ne peut s'empêcher de voir dans cette orientation de la théorie économique courante un souci apologétique relevant — ici comme pour la « loi des débouchés » — de l'idéologie des harmonies universelles. Comme pour la loi des débouchés on ne peut parler ici d'une tendance générale à l'équilibre.

2. — Mais cette « tendance » à l'équilibre traduit un mécanisme d'ajustement structurel. C'est là l'essentiel du problème, que la théorie économique courante élude précisément. Dans les relations entre le centre et la périphérie du système cet ajustement structurel est asymétrique : c'est la périphérie qui est façonnée conformément aux exigences de l'accumulation au centre, les structures des prix et la distribution des rentabilités relatives étant façonnées de manière telle que le développement du capitalisme à la périphérie reste périphérique, c'est-à-dire fondé essentiellement sur le marché extérieur. L'ajustement s'accompagne alors nécessairement d'une tendance chronique au déficit de la balance extérieure de la périphérie. Les tentatives d'expliquer ces phénomènes d'asymétrie de la balance des paiements sans faire appel à l'ajustement structurel (c'est-à-dire au mécanisme de la « spécialisation internationale ») ne peuvent au mieux qu'être partielles et descriptives. C'est le cas des explications tant de Prebisch que de Kindleberger qui décrivent l'état et le mouvement des « élasticités » et des « propensions », état et mouvement qui sont ce qu'ils sont précisément parce qu'ils expriment les mécanismes les plus profonds de l'ajustement structurel.

3. — L'histoire de la balance des paiements de la périphérie révèle la succession rapide de deux phases : une première phase caractérisée par l'excédent de cette balance, — qui correspond à la mise en valeur coloniale, la mise en place de l'économie « sous-développée », le « développement du sous-développement » — à laquelle succède une phase de déficit tendanciel chronique — qui correspond à la crise de ce système, au « blocage » de la

croissance fondée sur la demande extérieure. L'étalon devise étrangère masque un certain temps cette tendance au déficit extérieur ; mais tôt ou tard ce déficit contraint les pays « sous-développés » à l'« indépendance monétaire ». Indépendance qui d'ailleurs ne peut être une solution véritable au problème — lequel se situe ailleurs (dans les mécanismes les plus profonds de l'intégration au marché mondial) — et ne peut donc, dans ces conditions, qu'être la cause de désordres monétaires supplémentaires.



NOTES

1. Meade, *The balance of payments*, Oxford 1951.
2. Voir chapitre III.
3. Aftalion, *Monnaie, prix et change*, Paris 1935, p. 256.
4. Idem, pp. 253-255.
5. Byé, *Les relations entre les structures nationales et l'investissement international*, Cours Paris 1950-51.
6. Chang, *Cyclical movements of the balance of payments*, Cambridge.
7. Viner, *International trade and economic development*, Oxford 1953 pp. 24-27.
8. Chang, op. cit. ; *International comparisons of demand for imports* (Rev. of Ec. Studies n° 34-45-46) ; *A statistical note on world demand for imports* (R. of Ec. and Stat. mai 1948) ; *The british demand for imports in the interwar period* (R. of Ec. and Stat. juin 1946).
9. *A further note on the british balance* (Economica août 1946) ; Tinbergen, *Some measurements of elasticities of substitution* (Rev. of Ec. Sta. août 1946) ; *Some remarks on the problem of \$ scarcity* (Econometric Soc Meet., Wash. 1947) ; Machlup, *Elasticity pessimism in international trade* (Ec. Internaz. fév. 1950) ; Malinvaud, *Les élasticités prix* (J. Soc. de Sta. de Paris, mai-juin 1950).
10. Ohlin, *International and interregional trade*, 1933 ; et avant lui : Londfield, Torrens et Joplin (cités par Viner : *Studies in the theory of international trade*, 1937, p. 297).
11. Mosak, *General equilibrium theory in international trade*, New York 1944 ; Schiff, *Direct investment, the terms of trade and the balance of payments* (Q.J. Ec. fév. 1942) ; il existe de nombreuses tentatives de vérification statique de la théorie. Voir entre autres : Bresciani Turrone,

Inductive verification of the theory of international payments, Le Caire 1933 ; Chang, *The british balance 1924-1938* (Ec. Jour. Déc. 1947) ; Duncan, *South African capital imports* (Can. J. of. Ec. and Pol. So. fév. 1948) ; Mac Dougall, *Britain's foreign trade problem*, (Ec J. mars 1947) ; Pandit, *India's balance of indebtedness 1898-1913*, Londres 1937, Phelps, *The international economic position of Argentina*, Philadelphia 1938. Iversen (*Aspects of the theory of international capital movements*, Part II-B : Facts) s'est attaché à la critique de l'explication « classique ». Etudiant l'exemple canadien Viner (*Canada's balance of international indebtedness 1900-1913*, Cambridge 1924) avait cru découvrir une réponse élastique du système bancaire à l'afflux de l'or déterminant la hausse interne des prix et l'amélioration des termes de l'échange qui permet de rééquilibrer la balance. Iversen explique le déroulement du processus par la théorie du revenu. L'exemple de l'Australie étudié par Wood (*Borrowing and business in Australia*, Oxford 1930) et Wilson (*Australian capital imports 1871-1930*, Ec. Rec. 1930-1931 et *Capital imports and the terms of trade*, Melbourne 1931) est franchement négatif : les termes de l'échange ne se sont pas comportés conformément à la théorie classique. L'histoire des Etats-Unis entre 1880 et 1914 (Taussig, *International trade*, New York 1928, pp. 284 et suiv.) n'est pas meilleure. Pas plus que l'expérience des grands pays créanciers : la France (White, *The French international accounts 1880-1913*, Cambridge 1933) où il n'y a pas de corrélation entre la situation de la balance et le mouvement de l'or, ni entre celui-ci et celui du crédit, ni enfin entre ce dernier et les termes de l'échange ; la Grande-Bretagne (Taussig, op. cit. pp. 236 et suiv. et *The change in Great Britain's foreign terms of trade after 1900*, Ec. J. 1925) ; les Etats-Unis après 1920 (Taussig, op. cit. pp. 318 et suiv.).

11. Goschen, *Foreign exchanges*, Londres 1861.

12. Conclusion que nous avons rejetée. Voir chap. III.

13. C'en est pas ici la place de reprendre les raisons pour lesquelles nous rejetons le quantitativisme. Voir chapitre III.

14. Voir les articles cités plus haut. En outre : J. Robinson, *The foreign exchange in Essays in the theory of employment*, Oxford 1953 ; Nogaro, *La valeur logique des théories économiques*, chapitre 6.

15. Aftalion, *Monnaie, prix et change*. Paris 1935, pp. 152-153.

16. Voir Samir Amin, thèse, chap. I.

17. Marco Fanno, *Transferimenti anormali dei capitali*, Torino 1935 ; Kindleberger, *International short term capital movements*, New York 1937. A ces trois critiques : élasticité prix, action du prix des importations

sur celui des biens domestiques, portée des mouvements de capitaux à court terme, doit être ajoutée la critique fondamentale du quantitativisme. C'est parce que la quantité de monnaie en circulation dépend du besoin et non de la volonté de la Banque Centrale qu'il n'y a jamais eu de corrélation entre le mouvement des avoirs internationaux de la Banque Centrale (or et devises) et celui des avoirs nationaux comme le montre la statistique de Nurske, construite sur 26 pays de 1922 à 1938 (S.D.N., *L'équilibre monétaire international*, pp. 77 et suiv.) : sur 382 observations, 121 seulement sont conformes à la théorie classique.

18. Boudeville, *Commerce extérieur, revenu national et dévaluation* (R. Eco oct. 1950) ; Day, *Devaluation and the balance of payments* (Económica nov. 1950), Hirschman, *Devaluation and trade balance* (R. of. Ec. and St. nov. 1945) ; Polak and Chang, *Effects of exchange depreciation* (I.M.F. Staff papers fév. 1950), Zakaria, *Change, commerce extérieur et équilibre économique interne* (Thèse Paris 1950). Là encore Iversen a montré comment l'effet revenu s'est superposé à l'effet change. L'expérience de l'Argentine (1880-1900) a été étudiée par Williams (*Argentine international trade under inconvertibility*, Cambridge 1920). Si on élimine le trend ascendant de la prime de l'or dû à l'inflation interne on découvre une bonne corrélation entre le prix de l'or (qui joue le rôle de change) et l'état de la balance extérieure. D'autre part on découvre que non seulement le prix des exportations (on n'a pas de donnée sur celui des importations) fluctue avec le change mais encore que le salaire lui est lié. Ce qui laisse entendre que tous les prix y compris ceux des biens domestiques (auxquels sont liés les salaires) se fixent d'après le niveau du change qui joue un rôle décisif. Pour les Etats-Unis (1860-1879), voir Graham, *International trade under depreciated paper, the U.S. 1862-1879* (Q.J. of. Eco. 1922). Ici aussi l'état de la balance explique les fluctuations du prix de l'or autour d'un trend descendant (déflation). Mais à la différence de l'Argentine, l'évolution des prix internes (prix de gros, salaires, prix domestiques) est régulière, indépendante de celle du change. Seul le prix des importations dépend du change qui n'influe les prix internes que dans une faible mesure. Ces prix dépendent du niveau de l'équilibre intérieur pour l'essentiel.

19. Federeci, *On the validity of the principle of foreign trade multiplier* (Ec. internazionale, août 1950).

20. Voir chap. III.

21. Metzler, *The transfer problem reconsidered* (J. Pol. Ec. 1942) ; Machlup, *International trade and the national income multiplier*, New York 1943, Gendarme, *Le multiplicateur du commerce extérieur* (R. Ec. oct.

1950) ; Barnerias, *Nouveaux aspects de la théorie de l'équilibre international* (Thèse, Paris 1950) ; Enke et Salera, *International economics*, ch. 12, 1951 ; Haberler, *Prosperité et dépression*, Genève ; C. Clark and J.C. Crawford, *The national income of Australia*, Londres 1938, C. Clark, *Determination of the multiplier from national income statistics* (Econ. Journal 1938) ; Harrod, *International economics* (Camb. Ec Handbooks) ; Byé, *La transmission internationale des fluctuations*, Cours 1952-1953.

22. Kindelberger, *International monetary stabilisation in Postwar economic problems*, New York 1943 ; *Foreign trade multiplier and balance equilibrium* (AER mars 1949) ; Duesenberry, *Essays in honour of Hansen in Income, saving and the theory of consumer behaviour*, Cambridge 1949.

23. Voir chap. II.

24. Voir Paul Sweezy, *The theory of capitalist development*, New York 1942 et P. Baran et P. Sweezy, *Le capitalisme monopoliste*, Paris 1969.

25. Wallich, *The monetary problems of an export economy*, Cam. 1950, pp. 210-211 et p. 198.

26. Aftalion, *L'or et sa distribution mondiale*, Paris 1932.

27. Voir chap. III ainsi que Henri Denis (*La Monnaie*, Paris 1951) dont nous avons repris ici textuellement la formulation de la critique du quantitative.

28. Nurske, *International monetary equilibrium* (Essays in international finance, 1945).

29. J. Robinson, *The foreign exchange* (Essays in the theory of employment, 1947).

30. Ce n'est pas ici la place de développer ces idées fondamentales (voir chapitre I). Voir à ce sujet entre autres : André Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Paris 1968. La littérature courante non marxiste n'aborde jamais ce problème sauf par certains de ses aspects très secondaires. A ce titre entre autres : Akerman, *Le problème de l'équilibre international dans les économies en voie de développement* (Bull. Int. Sc. Soc. print. 1951) ; Balogh, *Static models and current problems in international economics* (Oxf. Ec. pap. juin 1939) ; *The international equilibrium and U.S. private investments* (O.U.I.S. Bull. Ag. 1951) ; The Banker, *South Africa hot money problem* (juin 1948) ; Bruton, *Growth models and underdeveloped countries* (J.F. Ec. 1952) ; Buchanan, *International investment and domestic welfare*, New York 1946 ; Domar, *The effect of foreign investment and underdeveloped countries* (J. Pol Ec. fév. 1953) ; Institut International de Finances publiques, *Aspects financiers, fiscaux et budgétaires du développement des pays sous-développés*, Londres 1951 ;

Marquez, *Notes on balance of payments problems in relation to economic development of Latin America* (Inter Am. Ec. Af. sept. 1947) ; Sacchetti, *Bilancia dei pagamenti dei paesi in sviluppo* (l'Industria 1950, n° 4) ; Salant, *The domestic effects of capital export under the point 4 Program* (AER mai 1950) ; Singer, *The distribution of gains between investing and borrowing countries*, (AER mai 1950).

31. Voir Samir Amin, *Le développement du capitalisme en Afrique noire*, in *En partant du « Capital »*, Anthropos, Paris 1968.

32. Voir chap. II.

33. Voir chap. II.

34. A titre d'exemple voir le cas des pays africains de la zone franc, analysé, pour ce qui est des Etats de l'ex-AEF et du Cameroun de 1960 à 1968, in Samir Amin, *Pour un aménagement du système monétaire des pays africains de la zone franc*, le Mois en Afrique, mai 1969.

35. Voir chap. I. L'ouvrage décisif ici est celui d'A. Emmanuel, *L'échange inégal*, Paris 1969.

36. Voir notamment à ce sujet la littérature abondante de la BIRD, notamment les *Cours d'analyse de projets* de son Institut.

37. In ONU, *The economic development of Latin America and its problems*, chap. 4.

38. Kindleberger, *The dollar shortage*, Londres 1950 ; *International economics*, 1953 ; *L'asymétrie dans la balance des paiements*, (R. Eco. mars 1954) ; Harrod, *The dollar*, Londres 1953.

39. Voir chap. IV.

40. Le phénomène est plus complexe d'ailleurs. Voir à ce sujet la dynamique du surplus à l'époque contemporaine, in P. Baran et P. Sweezy, *op. cit.*

41. Voir chap. II.

42. Voir chap. III.

43. Sources : S.D.N., *Documents sélectionnés sur la distribution de l'or* et O. Haupt, *L'Histoire monétaire de notre temps*, Paris 1886, pp. 249-253 et pp. 243 et suiv. (pour l'argent).

44. S.D.N., *Documents sélectionnés...*

45. *Annuaire du commerce extérieur de l'Egypte*, et nos propres calculs (thèse de statistiques, ISUP, 1954).

46. S.D.N., *Premier rapport provisoire de la délégation de l'or à la commission financière de la S.D.N.*, Annexe 7 p. 59.

47. S.D.N., *Rapport provisoire de la délégation de l'or*.

48. Caincross, *Home and foreign investments 1870-1913*, Cambridge 1953.

49. Iversen, Op. cit. p. 350.

50. S.D.N., *L'expérience monétaire internationale*, pp. 10 et suiv. S.D.N., *Aperçu de la situation monétaire 1937-1938*, tome I, p. 14.

51. Voir à ce sujet : S.D.N., *Mémoire sur les banques commerciales*, p. 119 ; *L'expérience monétaire internationale*, pp. 57-62 et annexe IV pp. 270-271 ; O.N.U., *The economic development of Latin America and its problems*, p. 31 ; Spiegel, *Brazil : sporadic industrialization and chronic inflation* ; Bower, *The balance of payment of Nigeria in 1936*, Oxford 1949 ; Bresciani-Turroni, *Egypt's balance of trade* (J. Pol. Ec. juin 1934) Central African Statis. Office, *The balance of payments of Southern Rhodesia 1946-1952*. Salisbury 1953 ; Conan, *Balance of payments of the colonies* (The Banker, avril 1949) ; *India's balance of payments problem* (The Banker, décembre 1949) ; Franklin, *South Africa's balance of payments 1939-1950* (Ec. Jour. juin 1951) ; Sweeny, *The Mexican balance of payments 1947-1950* (IMF Staffpapers, av. 1953) ; Brown, *The international gold standard reinterpreted*, New York 1940 ; Einzig, *International gold movements*, Londres 1931 ; Denis Lambert, *Les inflations sud-américaines*, Paris 1959. Le détail de l'analyse des faits retracés ci-dessous peut être retrouvé dans notre ouvrage, Samir Amin, thèse, chap. X.

52. Margaret G. de Vries, *The magnitudes of exchange devaluations*, in Finance and development, n° 2, 1968. De 1948 à 1967, les monnaies européennes ont perdu, par rapport au dollar, 5,2 % de leur valeur ; celles du Moyen-Orient 38,4 %, celles de l'Asie (Japon exclu) 66,1 % ; celles de l'Afrique 47,6 % et celles d'Amérique latine 62,2 %.

53. Voir à titre d'exemple l'étude consacrée à l'Afrique 1958-1965 par Eli Löbel, *Liquidités internationales et éléments d'une politique monétaire de l'Afrique*, le Mois en Afrique, mai 1969. Les exceptions à la règle sont ici — en dehors des producteurs pétroliers (qui font également exception sur les autres continents) — très peu nombreuses.

54. Théoriquement tout au moins, car pratiquement la persistance d'un déficit amènerait la métropole à prendre l'initiative d'une révision du système de l'étalon devise étrangère. Voir à ce sujet, pour les pays africains de la zone franc, Samir Amin art. cit., le Mois en Afrique, mai 1969

55. S.D.N., *L'expérience monétaire internationale*, p. 151.

56. Les faits qui suivent sont empruntés à l'ouvrage cité de la S.D.N. pp. 15, 152 et 162.

57. S.D.N., *Rapport sur le contrôle des changes*, Genève ; *Enquête sur*

les accords de clearing, Genève ; O.N.U., *Mesures prises par les gouvernements en matière de chômage, d'inflation et de balance des paiements 1951-52 ; Tendances et politiques des balances des paiements 1950-51* ; S.D.N., *L'expérience monétaire internationale*, pp. 185-212.

POSTFACE A LA DEUXIEME EDITION

La première édition, épuisée en moins d'un an, le vœu que nous avions exprimé que l'ouvrage suscite la discussion et la critique a été amplement exaucé. Nous avons beaucoup appris de cette discussion, et l'ouvrage, s'il devait être réécrit, ne le serait certainement pas exactement de la même manière. D'une part, certaines de nos insuffisances nous apparaissent plus clairement aujourd'hui d'autre part, certaines positions que nous rejetons toujours ont été reformulées depuis, qui nous invitent, à notre tour, à aller plus loin dans notre argumentation.

Deux questions font principalement l'objet des discussions : la question de « l'échange inégal » et celle de l'avenir des formations du capitalisme périphérique. Bien que ce soit la première de ces deux questions qui ait fait couler le plus d'encre en France, celle-ci nous paraît mineure et subordonnée à la seconde. Ailleurs, notamment en Amérique latine où l'analyse porte beaucoup plus loin,

c'est la question majeure qui préoccupe : quelles sont les raisons pour lesquelles l'accumulation dans les formations de la périphérie n'a pas débouché jusqu'ici sur un développement du capitalisme autocentré achevé ? Quelles sont les perspectives du système mondial : va-t-on vers une dichotomie grandissante centre-périphérie ? ou bien n'est-ce là qu'une étape de l'évolution et le système, dans ce cas, tend vers une sorte de formation capitaliste mondiale homogène. C'est évidemment dans ce cadre qu'il faut replacer *tous* les problèmes du monde contemporain, ceux de la lutte des classes comme les problèmes « nationaux » qui, d'ailleurs, pour cette raison, s'enchevêtrent au point de ne former qu'une seule question dont les aspects sont indissociables.

Nous donnerons notre opinion sur ces questions dans cette postface. Mais préalablement, il nous faut débattre certains aspects du problème de la méthode.

1 - L'histoire ne s'est arrêtée ni en 1880, ni en 1917, ni en 1945. A chaque décennie, des faits nouveaux apparaissent qui traduisent des évolutions nouvelles *insoupçonnées aux étapes antérieures*. L'histoire n'est pas davantage linéaire aujourd'hui qu'il y a cinq siècles. De même que le schéma pseudo-marxiste des « cinq étapes » (communisme primitif, esclavage, féodalité, capitalisme, socialisme) procède d'une vision mécaniste (analogue, dans son genre, à celle de Rostow !), de même toute tentative visant à réduire les évolutions contemporaines aux soi-disant « prévisions » de Marx, Lénine ou Trotskÿ procède du dogmatisme religieux. L'inégalité dans le développement reste la seule règle, qui déroute toujours les esprits devins. Par ailleurs, l'issue des luttes politiques détermine à chaque moment de nouvelles alternatives imprévues et imprévisibles. Il faut

donc, à chaque étape, intégrer d'une manière sérieuse les faits nouveaux dans l'analyse. Cela paraît bien banal. Et pourtant il y aura toujours des individus à la recherche de certitudes absolues qui s'y refuseront, contraints par là d'ignorer les faits ou de tenter de les faire entrer à tout prix dans un schéma qui ne les avait pas prévus.

Un exemple clair de la divergence fondamentale qu'il y a entre cette dernière manière d'analyser et la nôtre est fourni par la discussion concernant l'ouvrage de Baran et Sweezy¹. Nous continuons à penser qu'il s'agit là d'un apport important qui intègre des faits nouveaux essentiels relatifs à la manière dont le système surmonte, à notre époque, en son centre, la contradiction fondamentale, permanente et grandissante entre la capacité de produire et celle de consommer. Ainsi avons-nous montré que la loi tendancielle à la hausse du surplus, qui est le résultat de la politique de l'Etat et des monopoles à l'époque du capitalisme monopoliste contemporain, n'est nullement en contradiction avec la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ; au contraire, elle en est l'expression dans le système de notre époque. Pourtant, certains commentateurs se sont insurgés contre l'apport de Baran et Sweezy. Pourquoi ? Parce qu'il est gênant, puisqu'il démontre que le système *peut* fonctionner (et pourtant quoi de plus évident). On préfère la vision religieuse et rassurante de la catastrophe apocalyptique et de l'âge d'or réalisé miraculeusement d'un seul coup à celle, inquiétante, des conditions perpétuellement changeantes qui obligent à se renouveler sans cesse.

D'ailleurs, le procédé utilisé par Ernest Mandel pour « réfuter » Baran et Sweezy est caractéristique. Au lieu de faire l'analyse interne du système critiqué pour en décou-

vrir, s'il y a lieu, les incohérences, Mandel se contente de qualifier nos auteurs américains de « keynésiens »² ! Et cela parce qu'ils prennent au sérieux la critique de Keynes, parce qu'ils ont vu que l'apparition de Keynes traduisait la nécessité pour la théorie courante de trouver une explication à des faits importants. Or, en faisant précisément la critique approfondie de Keynes — et, après l'exemple de Baran et Sweezy, nous l'avons fait dans de nombreuses pages de cet ouvrage — on découvre à la fois le problème (celui de l'absorption du surplus à l'époque des monopoles) et la réponse à cette question ; on découvre que la théorie keynésienne de la liquidité masque le vrai problème, celui de la contradiction entre la capacité de produire et celle de consommer, qui ne peut être saisie qu'à partir de la théorie du mode de production capitaliste ; qu'il faut donc chercher dans une direction autre que celle de Keynes pour savoir comment le système surmonte cette contradiction, ce qu'ont fait Baran et Sweezy et qui les a amenés à l'analyse des méthodes d'absorption du surplus. En se refusant à ce type de critique, Mandel se condamne à devenir véritablement inintéressant : il en est alors réduit, ayant éludé les problèmes *nouveaux* qui se posent, à se contenter de vulgariser Marx. C'est pourquoi sans doute son « Manuel » ressemble comme un frère à celui de l'Académie soviétique : la seule différence est que là Mandel juxtapose à la vulgarisation du *Capital* une diatribe contre la bureaucratie soviétique tandis qu'ici les auteurs russes juxtaposent de la même manière, au même type de vulgarisation, l'apologie de leur propre système. Le trotskisme est riche d'attitudes de ce genre, c'est pourquoi il est le vrai frère jumeau de l'idéologie soviétique officielle : tout également dogmatique.

2 - Il y a donc toujours beaucoup à apprendre en partant de la critique de la théorie courante. C'est même à proprement parler la seule méthode scientifique qui permette de progresser réellement. L'économisme comme idéologie constitue une menace permanente, parce que l'évolution du système économique recrée à chaque étape les conditions de nouvelles illusions éconômistes qui pénètrent le mode de penser d'une manière nouvelle et subtile. Il ne suffit donc pas de proclamer une fois pour toutes et définitivement son refus de l'économisme. La paresse de la critique dans ce domaine conduit presque toujours à un mouvement de pendule oscillant sans cesse entre un économisme plat et un idéalisme volontariste qui proclame d'une manière absurde que « l'économie ne compte pas », préparant ainsi le retour à l'économisme. Nous en avons hélas des exemples fréquents et notamment dans l'un des domaines importants abordé dans cet ouvrage, le domaine du choix des branches et des techniques de l'industrie.

Il y a dix ans encore, les « progressistes » se rangeaient sans hésitation dans le camp des partisans du choix systématique des industries de base modernes, tandis que les « libéraux » et les paternalistes conservateurs prônaient pour les pays sous-développés le choix de techniques et d'industries légères. Aujourd'hui, il apparaît clairement que les uns et les autres se situaient sur le terrain de l'économisme : la recherche de l'accélération maximale de la croissance ou celle de la rentabilité individuelle immédiate.

La recherche de la croissance maximale à *tout prix* trouve sa traduction dans le mot d'ordre de l'époque de Staline : « rattraper puis dépasser les Etats-Unis dans tous les domaines de la production ». Ainsi formulé, tant

au plan de la théorie qu'à celui de la pratique en question, l'objectif ignore délibérément le *contenu* de cette croissance économique mesurable. Or, la critique des concepts de la comptabilité nationale nous apprend que les agrégats mesurés n'appréhendent que les grandeurs marchandes, celles qui intéressent le mode de production capitaliste. L'esprit fixé sur le *produit intérieur brut*, on oublie que la croissance de cette grandeur peut être obtenue par la destruction des forces productives en dernier ressort : l'homme et les ressources naturelles. Car celles-ci ne sont que des *moyens* dans le mode de production capitaliste, la seule fin était la maximalisation du profit. En jargon économique : « le calcul de la rentabilité de la firme intériorise les économies externes » — ces économies externes qui proviennent précisément de la destruction des forces humaines et des ressources naturelles. C'est pour cette raison que le mode de production capitaliste recèle une capacité de croissance — croissance au sens économiste qui la définit, c'est-à-dire dans un sens relatif et limité — supérieure non seulement à celle de tous les modes de production antérieurs, mais aussi sans doute également à celle du socialisme — si celui-ci rétablit la finalité de l'homme à la place du profit. La « découverte » des « problèmes de l'environnement » — bien que l'expression soit exécrationnelle et oblige à distinguer environnement humain, pour parler de destruction des hommes, et environnement physique, pour décrire le gaspillage des ressources naturelles — aujourd'hui à la mode, traduit cette prise de conscience du caractère relatif des grandeurs économiques. Elle conduit à la critique fondamentale du calcul de rentabilité : rappelle l'horizon temporel très court du calcul marchand — 20 ans au grand maximum ² — horizon très inférieur à celui

de toute société qui maîtrise son propre destin ; fait apparaître le caractère artificiel des tentatives d'élargir le calcul de rentabilité qui ne sortent pas du domaine de l'économisme (comme le démontre l'analyse coûts-bénéfices établie en soi-disant « termes sociaux » ⁴). En faisant de la maximalisation de la croissance l'objectif ultime — une valeur absolue — on réduisait donc la science sociale à l'économisme. Mais la découverte, ces dernières années, à l'occasion de la critique de l'expérience soviétique, que le taux de croissance maximal ne devait pas être recherché à *n'importe quel prix*, a brusquement rendu sympathiques les techniques « labour intensive », grâce à un mélange d'idéologie hippie, de retour au mythe de l'âge d'or et du bon sauvage, et de critique de la réalité du monde capitaliste. C'est sur ces fondements erronés que certains se sont cru autorisés à interpréter à leur manière quelques aspects de la politique chinoise, isolés de leur contexte d'ensemble et de la perspective dans laquelle ils s'inscrivent.

Le projet socialiste ne se définit certes donc pas en termes économistes, mais il intègre l'économie, il ne le nie pas, sous peine d'impuissance. Le socialisme achevé sera donc nécessairement fondé sur une économie moderne, à haute productivité. Il n'y a pas de conflit entre la modernité et le socialisme ; tout au contraire, le socialisme ne peut être que plus moderne que le capitalisme. Penser le contraire c'est croire que le mal vient de la technique et non du système social dans le cadre duquel s'exprime actuellement cette technique. Au contraire, c'est le mode de production capitaliste qui est en conflit avec la modernisation et en déforme les potentialités. Cette affirmation est-elle gratuite ? On a beaucoup écrit concernant les effets destructeurs du travail industriel parcellaire et monotone,

quel que soit le système social. Mais la vérité de ces constatations a fait oublier la perspective. Car cette forme de travail parcellaire apparaîtra, avec le recul du temps, comme propre au mode de production capitaliste, qui aura rempli une fonction historique — celle de l'accumulation — et préparé ainsi son propre dépassement. La révolution technique contemporaine — sur laquelle nous avons volontairement beaucoup insisté dans cet ouvrage — remplacera le travail parcellaire non qualifié — qui est la forme principale du travail depuis les débuts du machinisme — par l'automation. Elle permettra à la fois de dégager du temps disponible de non-travail et donnera au travail des formes nouvelles, hautement qualifiées. Or, comment le système actuel réagit-il devant cette perspective ? Il n'y voit pas l'aube de la libération de l'humanité, mais la « menace » d'un *chômage* massif, d'une *marginalisation* croissante d'une partie de l'humanité (notamment de celle de la périphérie) par rapport à un système n'intégrant que la minorité. C'est la pente naturelle du calcul de rentabilité fondé sur la finalité du profit, de l'aliénation économiste qui ne voit dans les hommes que de la *main-d'œuvre*. C'est dans ce cadre qu'il faut replacer, à notre avis, la vague de néomalthusianisme en matière de population. Nous y ajoutons le caractère raciste évident de cette opération : on oublie de rappeler qu'en 1800 les peuples qui constituent aujourd'hui le monde développé représentaient une proportion plus faible encore de la population totale du monde qu'en 1970. On déplace le problème, en faisant d'une question réelle mais subalterne (celle des rapports croissance démographique-croissance économique dans la phase de l'accumulation, qui est une phase de transition) un absolu premier. C'est donc en débarrassant la société

des limites que le mode de production capitaliste lui impose que l'humanité peut se dégager de l'aliénation économique en libérant simultanément les forces productives. Il n'y a donc pas de conflit entre la croissance et le développement de forces sociales consciemment socialistes, l'invention d'une civilisation socialiste planétaire. Chaque fois qu'il semble y avoir conflit, c'est que le problème est mal posé, qu'en réalité il est posé en termes économistes ou sous la forme de leur négation absolue, qui n'est autre que le revers de la même médaille.

Cette perspective, essentielle, ne doit pas être confondue avec le problème des étapes et de la stratégie de la *transition*. Et dans ce domaine, nous insisterons ici sur les thèses que nous avons défendues dans ce livre. Car s'il y a un problème, c'est bien un problème de la *transition* et non de la perspective. C'est dans la mesure où les changements politiques qui rendent possible la perspective socialiste s'opèrent dans des pays qui ne sont pas des pays capitalistes centraux achevés qu'il existe un problème particulier de définition des étapes. L'essentiel est ici de ne jamais perdre de vue la nécessité du renforcement de la cohésion socialiste de l'ensemble de la nation. Car il s'agit bien d'une *transition vers le socialisme*, la fin (le socialisme) ne peut être sacrifiée au moyen (l'accumulation). Le succès d'un système de transition ne se mesure donc pas uniquement par le taux de croissance réalisé mais par sa capacité d'assumer *simultanément* l'accumulation et le progrès des formes d'organisation et de conscience propres au projet socialiste. Si cet objectif est abandonné, en fait la transition ne l'est plus : elle devient mise en place d'une économie capitaliste, fût-elle d'un type différent des précédents historiques.

Cette exigence n'exclut pas la mise en place d'industries modernes, contrairement à ce qui est parfois trop vite affirmé. Elle exclut que l'on se *limite* à cette mise en place, qu'on la réalise de la *même manière* que le capitalisme l'eût fait, c'est-à-dire en lui soumettant les autres secteurs de la société, en les réduisant au rôle passif de fournisseurs de main-d'œuvre à bon marché, ce à quoi contraint « l'économisme », c'est-à-dire le respect des « lois du marché ». La pratique chinoise tente de résoudre le problème pratiquement. Nous avons vu à cet égard que cette pratique se rapprochait beaucoup par certains aspects du contenu implicite du modèle élaboré par Mahalanobis pour l'Inde. Mais ce modèle n'a jamais été mis en pratique parce qu'il heurtait les objectifs des classes dirigeantes de ce pays, d'où sa « naïveté ».

Dans les conditions d'une politique socialiste de transition, la mise en place d'industries modernes n'a donc pas les mêmes effets qu'elle a dans celles des formations du capitalisme périphérique. Ici, ce qui est à mettre en cause ce n'est pas le « choix moderniste » mais 1) en général le caractère extraverti exclusif des secteurs sur lesquels il porte et 2) toujours la soumission des autres secteurs aux exigences de l'accumulation dans ce cadre, qui est celui du système mondial. Si une politique d'ensemble ne remet pas en cause les types de relations propres au capitalisme qui soumettent le reste de la société au secteur moderne auto-centré, qu'il faut mettre en place, alors les « pôles de développement » deviennent des « pôles de développement du sous-développement ». Telle est la thèse sur laquelle nous avons insisté dans cet ouvrage.

Sur quelques aspects de ce problème, notre analyse a progressé depuis. On commence à ignorer moins la littéra-

ture latino-américaine sur le thème de la *marginalité*, qui est la conséquence de cette implantation de secteurs modernes dans les conditions du capitalisme périphérique. Il est évident que la croissance très rapide du chômage dans les villes du tiers monde résulte de l'interaction de ce choix de techniques modernes et des bas salaires. Notre théorie du blocage de la croissance, comme la critique de la politique de substitution d'importations développée en Amérique latine, se rattachent d'une manière évidente à ce problème. Cependant, la solution de cette difficulté ne réside pas dans une renonciation à la modernisation ou à un quelconque plaidoyer idyllique en faveur de l'agriculture ou des techniques artisanales inefficaces du passé. La solution consiste à organiser autrement l'articulation du secteur moderne avec les secteurs moins modernisés. Cet aspect important du problème, sur lequel nous n'avons pas suffisamment insisté (il est seulement esquissé ci-dessus) ouvre d'ailleurs la problématique des perspectives du capitalisme périphérique, sur laquelle on reviendra.

La révolution culturelle a mis le doigt sur ces problèmes, sur les aspects politiques de cette articulation nouvelle à élaborer d'abord, mais aussi sur d'autres aspects qui nous avaient échappé et notamment sur la nécessité absolue d'une autonomie de la recherche scientifique et technologique dans les pays de la périphérie qui permette de sortir du faux dilemme : techniques modernes copiées de l'Occident actuel ou techniques anciennes qui correspondent aux conditions de l'Occident d'il y a un siècle, qui ne sont pas celles de la périphérie actuelle. Il y a lieu d'insister sur ce thème où seuls les Chinois font preuve d'imagination pratique.

Ici, nous avons été insuffisants. La raison en est que

nous avons tendance à voir la technologie comme une donnée extérieure au problème, une « variable indépendante ». Dans ce cadre borné, il est évident que le choix moderniste, qui s'impose, se réduit à copier la technologie de l'Occident actuel, comme le Japon et la Russie l'ont fait en leur temps. Or, on commence à savoir que la recherche technologique est orientée conformément aux besoins du système et donc que la technique n'est pas une donnée extérieure. Là encore c'est l'analyse des problèmes du sous-développement qui a constitué le point de départ d'une critique de la théorie économique générale. La domination exercée par le centre sur la périphérie à travers son monopole technologique, mise en évidence, notamment dans des travaux concernant l'Amérique latine, par l'étude des problèmes de « transfert de technologie », est venue rappeler que l'hypothèse économiste de l'autonomie de la technologie avait pour fonction d'éluder le problème. Car il s'agit d'orienter la recherche pour inventer des techniques *modernes* mieux adaptées aux problèmes. Il ne s'agit donc pas, en ce qui concerne les pays sous-développés, de « couper la poire en deux » en choisissant des « techniques intermédiaires » déjà connues, situées à mi-chemin entre la technologie désuète de l'Europe de 1840, aujourd'hui inefficace, et la technologie ultra-moderne des Etats-Unis de 1970. mais de définir les caractéristiques économiques d'une technique tierce *moderne*. Une illustration de ce que seraient les caractéristiques économiques de cette technologie a été élaborée⁵.

3 - Nous continuerons donc de penser que l'on doit partir, pour toute analyse scientifique des problèmes, non de l'exégèse de textes sacrés, mais de la réalité et de la manière dont cette réalité trouve son reflet dans la théorie

et l'idéologie de la société où elle se situe. C'est donc à partir de cette position que nous reprendrons l'état de la discussion concernant les deux questions fondamentales posées plus haut.

Dans cette manière d'analyser, nous sommes partis de la critique de la théorie de l'échange international en précisant que « la critique de l'échange international, qui est le point de départ nécessaire de la formulation du problème, conduira nécessairement à en dépasser le termes ». Nous n'ignorons pas que, si échange inégal il y a, c'est parce que les formations sociales du centre et celles de la périphérie sont différentes. Nous le démontrons précisément. Mais on découvre beaucoup mieux les problèmes en partant précisément de l'analyse des relations de domination — d'inégalité — qu'entretiennent ces deux types de formations intégrées dans un même système mondial.

La thèse de l'échange inégal a déclenché contre son auteur, Emmanuel, une révolte généralisée⁶. Cela ne doit pas surprendre, au contraire. Trois types de critiques ont été faites à Emmanuel. La première critique, celle de Bettelheim, a consenti à se situer dans le cadre du raisonnement de l'auteur de *l'Echange inégal*. Mais Bettelheim s'abstient de tirer la conclusion logique de l'extension (qu'il accepte) des modèles de Marx de transformation des valeurs en prix de production au domaine des relations internationales, et de sa propre hypothèse (fausse), que le taux de la plus-value serait plus élevé au centre, car cette conclusion est que ce sont les pays développés qui seraient alors les victimes de l'échange inégal ! Une seconde série de critiques ont affirmé que les salaires sont plus élevés au centre parce que la productivité du travail y est plus forte, ce qui « justifierait » cette inégalité. Doit-on répéter ici,

avec Emmanuel, que ces commentateurs se situent sur le terrain de la tautologie marginaliste, oubliant que, chez Marx, la valeur de la force de travail est indépendante de sa productivité ? Plus subtile en apparence est l'attitude du troisième groupe de critiques qui veulent nier que l'expression même d'échange inégal ait un sens, en refusant à Emmanuel le droit de se servir des modèles de transformation de la valeur. Ces modèles n'auraient de signification, d'après eux, que dans le cadre du mode de production capitaliste et ne sauraient être étendus aux relations entre formations différentes⁷. Cette affirmation rendrait la critique invulnérable. Mais à quel prix ? Au prix de nier l'existence d'un système capitaliste mondial *unique*, c'est-à-dire en définitive de nier l'impérialisme lui-même ! Certes, les modèles de transformation ne peuvent pas être étendus à toutes les situations. Par exemple, il ne saurait être question d'en étendre l'emploi à l'analyse des relations commerciales de la Grèce antique avec la Perse. Seule l'économie marginaliste, qui tente d'élaborer un système universel, peut se permettre des fantaisies absurdes de ce genre. Mais tel n'est pas le cas, car tout de même centre et périphérie font partie du même système capitaliste mondial.

Marx fait la théorie du mode de production capitaliste et définit abstraitement trois conditions de ce mode de production : la généralisation de la forme marchandise des produits (le marché généralisé), la généralisation de la forme marchandise de la force de travail (l'existence d'un marché, évidemment unique, du travail), la généralisation de la concurrence des capitaux (l'existence d'un marché, également unique, du capital, qui s'exprime par la péréquation du taux de profit). Ces trois conditions ne tombent pas

du ciel de l'imagination, elles traduisent abstraitement la réalité du mode de production capitaliste que Marx étudie et dont l'Angleterre du milieu du siècle dernier est le modèle concret. Le système capitaliste mondial est un autre plan de la réalité qui doit être également défini abstraitement si on veut en faire l'analyse théorique. Or, à ce niveau d'abstraction légitime, le système mondial s'exprime par l'existence d'un marché mondial des marchandises et la mobilité internationale du capital. Puisqu'il y a marché mondial des marchandises, *il y a un problème des valeurs à l'échelle internationale*. Et puisqu'un tel problème existe, on *doit* (et non seulement on peut) utiliser les modèles de transformation des valeurs. La seule question qui se pose est de savoir si on les utilise correctement ou non (valeur des hypothèses sous-jacentes, etc.). Sur ce plan, nous renvoyons donc nos lecteurs aux développements de cet ouvrage auxquels nous n'avons rien à ajouter.

Ce n'est certes pas l'échange inégal qui est *la cause* de l'inégalité des salaires ; c'est le contraire. Pourquoi donc les salaires sont-ils plus élevés au centre ? C'est bien entendu parce que les formations sociales du centre sont différentes de celles de la périphérie. Mais dire cela sans plus revient à répéter la même proposition dans une forme différente sans avancer d'un pouce. Il est évident que dans une économie capitaliste fermée (le mode de production capitaliste central, autocentré, étudié par Marx), il existe une relation entre le niveau global de la productivité (le niveau de développement des forces productives) et celui du salaire. Car, si le salaire descend en dessous d'un certain niveau, la capacité de produire du système dépasse sa capacité de consommer, et la production doit se contracter (le phénomène est un peu plus compliqué si la baisse du

salaire induit un recul vers des techniques moins efficaces). Nous avons consacré de nombreuses pages de l'ouvrage à démontrer cette relation, en faisant la critique nécessaire de la théorie marginaliste de l'équilibre général et du taux de l'intérêt. C'est en ces termes que l'on peut établir la raison théorique pour laquelle le taux de la plus-value dans le modèle pur du mode de production capitaliste ne peut pas augmenter indéfiniment ; c'est ainsi *seulement* que l'on peut établir la valeur scientifique de la loi de la baisse tendancielle du taux du profit, puisque c'est ainsi *seulement* que l'on peut démontrer que la tendance l'emporte nécessairement sur les contre-tendances. Cette démonstration, fondamentale, explique le fait constaté de la part relativement stable des salaires et des profits dans le revenu national. Ce fait, dont Joan Robinson essaie de rendre compte autrement (en faisant intervenir le taux de l'intérêt), reste en définitive inexpliqué par la théorie marginaliste de l'équilibre général⁸. On ne peut évidemment voir tout cela que si l'on étudie sérieusement « l'économie bourgeoise » et que l'on tente d'en faire une critique approfondie, car cette critique permet de voir des problèmes qui échappent si l'on se contente simplement de répéter que la valeur de la force de travail n'est pas indépendante du niveau de développement des forces productives. La critique de la théorie de l'équilibre général permet de saisir le sens de cette relation en contraignant à refaire le chemin que Marx a parcouru du réel concret à l'abstraction théorique. La paresse, qui s'exprime par la formulation répétitive de ces abstractions théoriques, conduit à faire du marxisme une philosophie dogmatique, alors qu'il est une méthode.

Mais nous avons montré aussi, et parallèlement, que

pour les économies capitalistes extraverties de la périphérie, cette liaison nécessaire disparaissait. Le salaire à la périphérie pourra dès lors se bloquer à des niveaux très bas sans gêner le procès de développement extraverti. C'est là le centre de notre démonstration que le mode de production capitaliste, s'il est autocentré, tend à devenir exclusif, tandis que l'extraversion le « bloque » dans son développement et par conséquent l'empêche de devenir exclusif. Cette démonstration, essentielle, explique pourquoi le système mondial n'engendre pas à la périphérie les mêmes formations qu'au centre. Sur ce plan, l'apport latino-américain des dernières années nous rejoint entièrement.

Que signifie, dans ces conditions, le couple économie autocentrée-économie extravertie ? Que dans l'économie autocentrée, il existe une relation organique entre les deux termes de la contradiction sociale : bourgeoisie et prolétariat, que l'un et l'autre sont *intégrés* dans une même *réalité* qui est la *nation*. Que par contre dans une économie extravertie, on ne peut pas saisir cette unité des opposés dans le cadre national, que cette unité est brisée et ne se retrouve qu'au niveau mondial.

L'analyse différentielle des lois essentielles du fonctionnement du système mondial et du mode de production capitaliste conduit donc nécessairement à des résultats importants. Comment s'étonnerait-on que ces résultats doivent remettre en question toute la problématique de l'avenir du capitalisme ? On ne saurait en effet réduire la portée de ces résultats au seul domaine de l'économique, leur enlever toute signification politique, sans renoncer du même coup au rôle déterminant de la structure des rapports de production en *dernière instance* pour tomber dans l'éclectisme positiviste ou structuraliste. Cette remise en

question n'est désagréable que pour ceux qui sont à la recherche de certitudes immuables.

Le premier de ces résultats, qui se situe au plan de l'économique immédiat, c'est l'échange inégal, qui signifie transfert de valeurs, rien de moins et rien de plus. Dire que cela n'a pas de sens parce qu'il s'agit de relations différentes devrait conduire à considérer comme absurde l'analyse que Marx fait de l'accumulation primitive qui, elle aussi, concerne des relations entre formations différentes. Faire dire à la théorie de l'échange inégal qu'elle signifie que les « ouvriers du centre exploitent ceux de la périphérie » c'est, au sens propre, dérailler, car seule la propriété du capital permet l'exploitation. Ce genre de balivernes ne démontre rien, ni pour, ni contre l'échange inégal. C'est aussi admettre une relation mécaniste entre le niveau de vie et les attitudes politiques et réduire ainsi, d'une manière infantile, la dialectique infrastucture-superstructure à des déterminations économistes immédiates. Faire dire à cette théorie de l'échange inégal qu'elle signifie aussi que la bourgeoisie de la périphérie a, comme son prolétariat, intérêt à la libération de la domination du centre, c'est oublier que cette bourgeoisie s'est constituée dès le départ dans le sillage de celle du centre, c'est encore une fois réduire la vie sociale à quelques propositions économistes simplistes. L'objet de l'ouvrage n'est pas de débattre tous ces problèmes. Nous laisserons donc les amateurs de polémiques futilles poursuivre ce genre de débats. »

En allant plus profond, l'échange inégal signifie que le problème de la lutte des classes doit nécessairement être envisagé à l'échelle mondiale et que les problèmes nationaux ne peuvent pas être considérés comme des épiphé-

nomènes qui se juxtaposent au problème essentiel de la « pure » lutte des classes. Et, au fond, c'est la raison pour laquelle la théorie en question gêne tellement. Car elle signifie que la bourgeoisie (du centre, la seule qui existe à l'échelle du système mondial) exploite les masses prolétaires et prolétarisées partout, au centre et à la périphérie, mais qu'elle exploite ces dernières plus violemment, plus brutalement ; que cela est possible parce que le mécanisme objectif sur lequel se fonde l'unité qui la lie à son prolétariat (du fait du caractère autocentré de l'économie nationale dont elle provient), qui limite son exploitation au centre, ne fonctionne pas à la périphérie extravertie.

Notre analyse s'est arrêtée à ce point parce que son objet n'est pas de faire l'histoire concrète de la périphérie au cours des deux derniers siècles, encore moins de faire quelques prophéties concernant l'avenir. Car le système mondial ainsi analysé révèle qu'au centre *comme* à la périphérie il contient à la fois les éléments de sa remise en question socialiste *et* des éléments antithétiques qui s'y opposent. Aucune « prophétie » — même attribuée à Marx, à Lénine ou à Trotsky — ne peut se substituer à la dialectique réelle de l'histoire.

La constitution d'un système mondial, caractérisé comme il l'est, n'a pas seulement « rendu possible » le développement de courants socialistes à la périphérie. *Jusqu'à présent*, elle a conduit au déplacement du noyau principal des forces du socialisme du centre vers la périphérie. Ce n'est là l'expression d'aucune « théorie tiers-mondiste », mais seulement la constatation plate du *fait* que les transformations dans un sens socialiste n'ont *jusqu'à présent* ouvert les brèches qu'à la périphérie du système. Ce fait doit être expliqué, comme tous les faits, et

il le peut évidemment. Une manière d'éluder la question consiste à nier le caractère socialiste des transformations en question, soit en voyant dans l'histoire des révolutions de la périphérie le résultat « d'accidents historiques », soit en les réduisant à des « jacqueries paysannes », comme le prétendent les trotskistes. Cette manière de nier les changements du système à l'échelle mondiale — en définitive de nier l'existence d'un système mondial — a pour fonction de sauvegarder le caractère sacré donné à l'analyse du mode de production capitaliste de Marx, d'en faire non le point de départ de l'analyse mais la totalité d'une science finie. Car c'est oublier qu'intégrée au système mondial, la périphérie est très largement *prolétarisée*, phénomène essentiel sur lequel nous avons insisté dans cet ouvrage. Peut-on continuer à considérer le monde développé isolé de sa périphérie ? C'est oublier que la troisième puissance économique mondiale est constituée par les firmes américaines de l'extérieur, que donc les prolétaires qui produisent de la plus-value pour le capital nord-américain sont autant à l'étranger qu'aux Etats-Unis. En reconnaissant ce fait, Bettelheim revient récemment à une formulation correcte du problème qui reprend presque mot pour mot notre formulation ; il écrit en effet : « Je crois aussi très important de tracer, comme il est fait dans l'article, une ligne de démarcation extrêmement nette entre les conceptions de Mao Tsé-Toung et les tendances tiers-mondistes qui voient dans les prétendus pays sous-développés des laissés-pour-compte du développement ou des pays en retard, alors qu'ils sont le *produit* de la domination impérialiste qui les a *transformés et intégrés* au système impérialiste mondial, au sein duquel ils remplissent une fonction bien déterminée, celle d'une réserve de ma-

tières premières et de main-d'œuvre à bon marché. C'est cette fonction qui rend les *masses* de ces pays mûres pour la révolution, que ces masses soient des masses *prolétariennes*, au sens rigoureux du terme, ou qu'elles soient des masses *prolétarisées*, et par là capables d'être les agents d'une politique prolétarienne ». Par là-même Bettelheim abandonne les positions confuses que nous avons qualifiées de « préléningistes », qu'il avait adoptées dans sa querelle avec Emmanuel, en niant l'échange inégal.

Bien sûr les mécanismes de la prolétarianisation à la périphérie n'ont pas été conduits à leur terme, précisément à cause du caractère extraverti du développement à la périphérie. Un fait de cette envergure a des conséquences sérieuses. A la périphérie le mouvement perd sa pseudo-« pureté » théorique : il est à la fois anticapitaliste et national. Les seuls succès du socialisme — jusqu'à présent — se situent précisément là où cette fusion des objectifs socialistes et nationaux est la plus totale (Chine et Viêt-nam). Le caractère semi-prolétarisé des très larges masses engendre certes toutes sortes de tendances spontanées et de « déviations » possibles : tendance à la renaissance du capitalisme agraire notamment, tendance à la constitution d'un capitalisme d'Etat aussi, tendance au « nationalisme » enfin. Cette analyse n'a rien à voir avec celle du Fanonisme, qui nie que les masses prolétarisées de la périphérie soient disponibles pour le socialisme — sous prétexte d'illusoires « avantages matériels » — au profit des seuls groupes paysans ; et seule une polémique confuse permet de les confondre. Ne peuvent s'offusquer de tout cela que ceux qui auraient souhaité que l'histoire restât « pure », conforme à un schéma établi une fois pour toutes par la « Révélation sacrée » de 1867. L'impuissance à agir et

transformer la réalité, qui caractérisé le trotskisme, est à l'origine de cette protestation vaine contre la réalité.

La distinction que nous opérons entre masses prolétariennes, semi-prolétarisées, prolétarisées et en voie de prolétarianisation, l'insistance avec laquelle nous invitons à analyser d'une manière précise les mécanismes de la prolétarianisation à la périphérie et la conscience que nous avons du caractère inachevé de ces processus répondent *par avance* à tous les coupeurs de cheveux en quatre qui, en définitive, se contentent de rappeler que le mode de production capitaliste se définit au niveau des rapports de production, non des rapports d'échange. Ce rappel *ad nauseum* d'une platitude conduit hors du sujet puisqu'il s'agit du système capitaliste mondial, non du mode de production capitaliste. De telles analyses, qui ne parviennent pas à rendre compte du *fait* (pourquoi les brèches dans le système n'ont-elles été faites jusqu'à présent qu'à la périphérie ?) sont donc parfaitement stériles.

Il faut même aller plus loin. Le « nationalisme » de l'Orient n'est pas un produit de son « immaturité », il est l'écho des échecs de l'Occident, de l'ajournement de la solution socialiste dans les pays développés. Si cet ajournement devait se prolonger, et c'est là un possible historique, il n'est même pas exclu que le socialisme (fût-il alors partiel) coexiste encore très longtemps avec le nationalisme (fût-il « prolétarien »).

Mais l'alternative qui s'est dessinée jusqu'à présent n'est certainement pas la seule possible. Rien n'interdit de concevoir des transformations socialistes au centre et aucun argument économiste simpliste concernant l'*intégration* des masses ouvrières dans le système ne paraît décisif, car cette intégration, même si elle est un fait (partiel) n'est

pas un fait irréversible (qu'elle serait si elle était totale). Il n'est pas question pour nous de nier ce fait de l'intégration (partielle), sans lequel l'ajournement de la solution socialiste en Occident ne se comprendrait pas, sauf à recourir à des arguments subjectivistes et anecdotiques (l'attitude des « dirigeants » syndicaux et ouvriers, etc.). Ce fait explique aussi le dérapage de la « contestation » socialiste du prolétariat « traditionnel » vers des milieux marginaux, et le reflet de ce dérapage dans l'idéologie, comme en témoignent les écrits de Marcuse. Doit-on préciser ici, pour éviter encore des interprétations polémiques déplacées, que l'alternative de transformations sociales en Occident exige que la remise en cause du système dépasse ces milieux marginaux pour mettre en mouvement précisément de larges masses, non seulement du prolétariat ouvrier « traditionnel », mais encore des couches nouvelles prolétarisées, notamment les « cols blancs » et les « techniciens » dont l'importance numérique augmente et augmentera encore davantage avec l'automatisation ?

Entre ces deux possibles et l'infinité de leurs combinaisons, l'histoire seule tranchera ; et toute prophétie restera illusoire.

Finalement, la critique de l'échange inégal révèle l'étonnante force de l'eurocentrisme. On aurait aimé que le prolétariat du centre héritât de sa bourgeoisie le rôle moteur dans l'histoire ; qu'il héritât des aspects « positifs » du développement du capitalisme sans avoir à hériter de ses aspects « négatifs ». Malheureusement le développement est inégal et implique le transfert du rôle moteur dans l'histoire d'une civilisation à l'autre. La civilisation grecque n'a pas survécu à l'esclavage. Le capitalisme ne cédera la place au socialisme que si la civilisation européenne cède

le pas à une véritable civilisation planétaire. La vision du prolétariat « avancé » d'Occident apportant le socialisme en « cadeau » aux masses « arriérées » de la périphérie n'est pas « insupportable » : elle est simplement démentie par l'histoire jusqu'à présent.

L'échange inégal appelle aussi notre attention sur le fait — qui est fort important — que la dominance dans le système capitaliste mondial se déplace vers la politique. Nous n'y faisons qu'une allusion brève. Pourtant là est l'essentiel lorsqu'on aborde le problème sous son aspect principal : celui de la dynamique et des perspectives des formations périphériques.

4 - Nous sommes en accord fondamental avec tout le courant de pensée qui analyse la genèse du sous-développement comme conséquence du développement du capitalisme à l'échelle mondiale et repousse, par là même, toutes les billevesées produites par l'assimilation du concept de sous-développement à celui de « traditionalité ». Pour nous, développement et sous-développement constituent les deux pôles antithétiques d'une unité dialectique. Ce type d'analyse est maintenant celui de toute l'école — ou les écoles — latino-américaine, à laquelle la théorie contemporaine doit l'essentiel de ses résultats. Les différences à l'intérieur de ce courant nous paraissent le plus souvent mineures et traduisent le fait banal que l'accent est mis par tel ou tel groupe sur tel ou tel aspect du problème en relation étroite avec une réalité nationale étudiée, laquelle est variée à l'extrême — et rarement sur des divergences théoriques fondamentales.

C'est ainsi que — Egyptien — nous avons mis l'accent sur le rôle de la rente foncière — accaparée par la classe des propriétaires fonciers « bénéficiaires » de l'intégration de

leur pays dans le système capitaliste international — dans la genèse de la crise agraire dans les pays de la périphérie et du blocage — à un niveau très bas dans ces pays — des salaires et des rémunérations du travail des petits paysans. De nombreux auteurs latino-américains ont mis l'accent sur la responsabilité du caractère extérieur du marché dans ce processus de blocage du salaire. Nous sommes là bien d'accord et avons établi la liaison étroite entre tous ces phénomènes en de nombreux endroits de notre ouvrage. La critique des résultats de la politique de substitution d'importations, où encore une fois l'Amérique latine a produit les analyses les plus systématiques, inaugurées par Raul Prebisch, Celso Furtado et Maria Conceição Tavares¹⁰, rejoint également la nôtre.

Cela dit, le problème de l'avenir reste l'objet de débats non seulement possibles, mais également nécessaires. Ce n'est pas le goût de la futurologie qui nous pousse à cette affirmation. Et notre intention n'est pas de jouer à notre tour les prophètes que nous avons critiqués. S'il est nécessaire d'étudier ce qui se développe, c'est seulement avec la modestie qui s'impose pour réviser ses analyses, à chaque étape, à la lumière de l'évolution de la réalité elle-même.

Au cours des dernières années, l'accent a été mis sur le rôle grandissant des grandes entreprises multi ou transnationales dans le façonnement du système mondial ; et notre analyse propre est dans ce domaine insuffisante et vieillie¹¹. Qu'il nous soit néanmoins permis de nous demander si l'on n'exagère pas le rôle de ces entreprises quand on y voit l'amorce d'un *processus productif capitaliste mondial*. Si néanmoins on accepte d'anticiper beaucoup sur la réalité, où pourrait conduire le développement de ce pro-

cessus mondial ? Nous avons, dans cet ouvrage, remis en question l'analyse de Marx sur la perspective coloniale de son époque, sans la moindre peur de commettre un « sacrilège hérétique » dont nous laissons la crainte aux dogmatiques (voir première partie). Mais à notre tour, nous devons accepter que notre perspective reste fondée sur les tendances actuelles et peut à son tour, dans l'avenir, perdre sa valeur. Car, si une solution socialiste n'est pas apportée à la contradiction grandissante que révèlent les tendances actuelles de la polarisation pays développés-pays sous-développés, le système mondial lui-même apportera sa « solution » en évoluant dans des directions imprévues.

Dans cet esprit n'a-t-on pas le droit de se poser quelques questions concernant les pays « semi-industrialisés », notamment en Amérique latine, le Brésil et le Mexique ? Là, *l'effet de taille* jouant (qu'il faudrait étudier d'une manière beaucoup plus systématique et qui est pratiquement absent dans notre ouvrage), la perspective d'un développement capitaliste autocentré doit-elle être exclue ? Cette perspective ne doit pas être ramenée au problème ancien du capitalisme national. Comme le Canada, le Mexique (ou le Brésil ?) ne peut-il pas devenir peu à peu une province des Etats-Unis pleinement développée, au sens que les phénomènes de *marginalité* actuellement visibles diminueraient jusqu'à disparaître ? Ce développement autocentré serait assumé non par le capital national, mais par celui des Etats-Unis, auquel bien sûr le premier serait associé à titre mineur, comme il en est pour le Canada. Dans ce cas, il est visible que la contradiction se déplacerait du champ de l'économique à celui du culturel-politique. Nous retrouvons là le problème du déplacement de la dominance dans

le système de l'économie vers le politique, auquel nous avons fait allusion.

Il n'est pas question dans cette postface de répondre à cette question qui exigerait des travaux nouveaux considérables. Mais elle doit amener à réfléchir. Car nous avons défini dans cet ouvrage trois *sympômes* du sous-développement (ce que nous avons appelé les « caractéristiques structurelles ») : l'inégalité sectorielle des productivités, la désarticulation et la domination. Il est déjà évident que la désarticulation ne se présente pas de la même manière au Brésil et en Afrique tropicale. Dans le cas des pays « semi-industrialisés » d'Amérique latine (Brésil, Mexique, Argentine...) il existe *déjà* un ensemble industriel intégré. Cet ensemble même tend à *s'autocentrer*, bien que d'une manière particulière. Car il n'est pas fondé sur un marché interne large, englobant toute la population, comme dans les pays développés, mais seulement un marché interne partiel, constitué de la fraction « riche », « intégrée », de la population. De cette manière l'industrie autocentrée intégrée de ces pays laisse hors du marché une population *marginale* qu'elle n'intègre pas, qui constitue la majeure partie de la population rurale ainsi que son prolongement, celle des bidonvilles. Ce phénomène provient du fait que l'agriculture, mise en valeur à une étape antérieure de l'intégration dans le système mondial, reste extravertie et, pour cette raison, souffre d'une rémunération de son travail très basse et stagnante. La désarticulation, qui ne se manifeste pas à l'échelle de l'industrie, s'exprime au niveau national entre l'agriculture et l'industrie. Comme on le voit clairement dans l'exemple du Brésil, ce phénomène se traduit par une structure particulière du commerce extérieur, les exportations ayant l'allure de celles d'un pays

sous-développé « classique » (prédominance des produits primaires, notamment agricoles), les importations celles d'un pays développé (prédominance de l'énergie, des semi-finis, des biens d'équipement et des produits alimentaires et non des produits manufacturés de consommation). Cette observation invite à considérer plus en profondeur le problème des relations agriculture-industrie dans le développement. Elle invite également à se demander si la forme « classique » de la désarticulation, que nous avons décrite dans notre ouvrage (en pensant surtout à l'Asie et à l'Afrique), constituait seulement un premier *stade* du sous-développement, ou si les pays « semi-industrialisés » présentaient dès l'origine des caractéristiques spécifiques qui ont permis ce type d'évolution.

Allant plus loin, on doit se demander si — au cas où la désarticulation devait s'estomper progressivement par l'intégration des secteurs encore marginalisés — le sous-développement disparaîtrait ? Ce ne sont là que des supputations, mais il reste à craindre que la domination ne subsiste, en s'exprimant notamment dans le domaine de l'initiative technologique. Il reste que, dans cette hypothèse même, le sous-développement aurait des allures très différentes de celles qu'on lui connaît généralement à l'heure actuelle. L'accent, mis en Amérique latine sur la *dépendance* plutôt que la *désarticulation*, traduit ces préoccupations.

Qu'il nous soit cependant permis d'avancer que rien ne prouve que la tendance actuelle soit à la réduction progressive des secteurs marginaux et à leur intégration. Au Mexique, par exemple, la population « marginale » représente encore la moitié de la population totale et déjà la croissance économique se ralentit — à un niveau inférieur à 300 dol-

lars par tête ! Il nous semble que la prodigieuse modernisation de ce pays entre 1910 et 1960, qui a alimenté cette illusion sur la résorption progressive de la marginalité, a été possible grâce à la révolution agraire de 1910 et au nationalisme des années du régime de Cardenas (1939-1940). C'était là la première édition d'un courant qui s'est développé beaucoup plus tard ailleurs dans le « tiers monde » (Inde, Egypte, etc.). Jusqu'à preuve du contraire, ce type de nationalisme « bourgeois » (ou « petit-bourgeois »), parce qu'il ne peut rompre avec le système mondial, ne parvient guère à aller au-delà. Et n'est-il pas caractéristique que la poursuite de la croissance économique au Mexique se fonde de plus en plus sur l'exportation de main-d'œuvre aux Etats-Unis (déjà plus de 7 millions de saisonniers pour une population totale de 50 millions d'habitants) et le tourisme, qui témoignent d'autres tendances — celles de l'avenir — significatives des formes nouvelles de la dépendance et du sous-développement ?

L'intérêt de l'analyse de perspectives ne doit donc pas faire oublier la réalité actuelle. Jusqu'ici la tendance dominante du système mondial est à l'aggravation de l'écart centre-périphérie, non à sa réduction. Dans ce sens l'*impérialisme* continue à constituer le seul problème vrai. La perspective du *Rapport Pearson*¹² en témoigne éloquemment. Et toute tentative de masquer cette réalité essentielle fait perdre à l'analyse son caractère scientifique pour verser en définitive dans l'idéologie apologétique, fût-elle subtile. Les tendances ultra-modernes à une nouvelle spécialisation internationale *inégaie*, si embryonnaires soient-elles, nous paraissent un terrain plus important de la recherche à venir. C'est pourquoi nous avons beaucoup insisté sur ces tendances dans cet ouvrage. Dans le sys-

tème actuel, en tout cas, comme dans ce système nouveau qui s'amorce, la question de l'échange inégal reste à l'ordre du jour puisqu'il s'agit de division internationale du travail (donc d'échanges) inégale. La place de cette question n'est pas *essentielle* puisque l'échange reste le *phénomène* par lequel s'exprime l'inégalité au plan des *apparences immédiates*. L'*essence* du problème c'est, comme nous l'avons souligné dans l'ouvrage, le couple contradictoire dialectique autocentré /extraverti (ou développé /sous-développé).

Qu'en se limitant au plan des apparences au lieu de le considérer seulement comme le point de départ de l'analyse, on risque de glisser sur la pente de l'empirisme positiviste, cela est bien normal. Dans ce genre, on peut signaler les discussions sur la péréquation du taux du profit à l'échelle mondiale, qui n'est qu'une tendance, laquelle se heurte à la contre-tendance (inégalité entre les monopoles, interférence du domaine de la politique nationale des Etats, etc.). Il en est de même de la discussion relative à la dynamique du marché du travail. Le taux de la plus-value, plus élevée à la périphérie pour les raisons que nous avons étudiées dans ce livre, signifie transfert de valeur au bénéfice du centre. Mais parallèlement se constitue — il est encore très embryonnaire — un *marché mondial du travail*, que les migrations intercontinentales amorcent. Le « brain-drain » a inauguré cette tendance après la Seconde Guerre mondiale pour les qualifications supérieures. Comme toujours, le travail est mis à la disposition du capital là où celui-ci l'exige, et non l'inverse. Mais si ces migrations venaient à prendre une place essentielle dans cette perspective, il reste que les différences culturelles nationales pourraient être exploitées par le capital, comme

le démontre très amplement l'expérience actuelle du statut inégal des travailleurs immigrés dans le monde développé. A la limite, ce transfert massif de la main-d'œuvre risque de créer une « colonisation interne », par opposition à la colonisation externe d'aujourd'hui. Le modèle qui fut celui de l'Amérique latine, qui est celui des États-Unis et de l'Afrique du Sud, où les Noirs constituent une colonie interne, nous rappelle malheureusement que cette alternative de racisme et d'apartheid généralisée doit être prise au sérieux. Là encore, le politique devient dominant et « l'échange inégal », en s'intériorisant à la société « développée », disparaît comme forme de l'échange international.

5 - Cette seconde édition n'apporte que des corrections mineures par rapport à la première. Un nombre très grand de coquilles et de fautes d'impression ont été corrigées. Le style, parfois trop lourd, n'a pas été modifié, trahissant l'origine orale du cours dont l'ouvrage est sorti ; des longueurs trouvent leur justification dans l'utilité pédagogique et dans la volonté de l'auteur d'être compris de la masse des étudiants en sciences sociales, même non spécifiquement économistes. Il nous a paru, par exemple, plus explicite de parler de l'évolution comparative des termes de l'échange marchands et des productivités plutôt que d'aborder directement le même problème dans le jargon économiste en analysant l'évolution des termes de l'échange factoriels doubles. Il ne nous a pas paru davantage nécessaire d'actualiser les références, souvent anciennes, puisqu'une grande partie des idées défendues ici avaient déjà été exprimées par nous il y a une quinzaine d'années. Ce n'est là ni paresse, ni snobisme de l'ancien, mais simplement que les textes plus récents concernant les

sujets abordés nous ont paru n'apporter rien de nouveau. On peut penser qu'il est inutile de faire la critique des étapes de la croissance à la mode il y a dix ans : Rostow n'est plus pris au sérieux. Mais il reste qu'il fut conseiller d'un Président des Etats-Unis et que la politique économique de bien des gouvernements reste fondée sur des hypothèses qui sont celles de la pseudo-théorie des étapes. La pauvreté culturelle des « technocrates » se satisfait de cette sorte de « science sociale ». Par ailleurs, les intellectuels et les universitaires qui aujourd'hui sourient en citant Rostow l'ont pris au sérieux il n'y a pas si longtemps et n'ont pas osé encore, le plus souvent, aller au-delà de la critique négative pour faire la théorie du développement du sous-développement. La grande période de l'économie universitaire contemporaine nous paraît se situer autour de Keynes et du keynésianisme des années 40 et 50. Par la suite, le courant technocratique - économétrique - positiviste triomphant n'a fait que traduire dans le domaine appliqué les idées keynésiennes et post-keynésiennes. Ce courant, malgré les renouvellements apparents que la mode changeante permet, dans ce domaine comme dans celui des produits de consommation, a épuisé aujourd'hui ses potentialités. Le renouveau véritable s'opère à partir de la critique des idées fondamentales qui ont été à son origine.

C'est pourquoi la critique fondamentale des fondements de la théorie économique marginaliste-subjectiviste nous a paru, et continue à nous paraître, essentielle dans ce domaine. La critique du marginalisme de Piero Straffa¹⁹ sonne en fait le glas de la théorie subjective de la valeur. Straffa a redécouvert, après Ricardo puis Marx, que la macro-économie était à l'origine, que les rapports de force

sociaux qui déterminent le partage de classe du revenu entre le prolétariat et la bourgeoisie déterminent toutes les conditions de l'équilibre économique général, que le calcul de la rentabilité n'avait aucune rationalité qui dépasse ce rapport de force social. Nous croyons donc qu'il est nécessaire d'aller chaque fois, concernant la théorie du sous-développement, aux sources de l'idéologie des harmonies universelles, en faisant la critique de la théorie subjectiviste de la valeur. L'expérience de la pédagogie universitaire en tout cas nous en a convaincu. Le rôle décisif du taux de la plus-value, et conséquemment le rôle limité et subalterne du taux de l'intérêt, est essentiel dans le domaine de l'économie du développement et du sous-développement (chapitre II, 2e section). Cette insistance théorique nous a renvoyé à de multiples endroits à la place décisive que joue la contradiction entre la capacité de production et celle de consommation : les « transferts » des mécanismes multiplicatifs de la périphérie vers le centre ne se comprendraient pas sans cette analyse. Cependant, nous nous étions arrêtés dans l'ouvrage à ce niveau. Il va sans dire qu'un autre ouvrage, écrit dans une autre perspective — celle de la critique fondamentale de la théorie subjective — devrait aborder d'autres problèmes, notamment ceux de la transformation des valeurs en prix ¹⁴.

Il fallait, cette critique fondamentale faite, aborder dans cet esprit des problèmes seconds théoriquement, mais non moins importants pratiquement. Les illusions concernant « l'indépendance monétaire », les ambiguïtés relatives aux mouvements de la conjoncture et à leur perspective, particulièrement dans le domaine des relations internationales, l'empirisme positiviste concernant les théories et les manipulations du change, doivent être réexaminés à partir

de la critique de la théorie du développement et du sous-développement et de celle de la valeur subjective qui la sous-entend. C'est pourquoi on est sans cesse renvoyé à cette critique, au prix même de quelques redites.

Bien entendu, l'ouvrage, faisant la critique d'une théorie, celle de l'économie du développement et du sous-développement, appelle une œuvre positive, que le lecteur ne trouvera pas ici : une théorie des formations sociales du capitalisme, à peine esquissée, et même une théorie plus générale des formations précapitalistes et des « faits de civilisation »¹⁵.

Un dernier mot s'impose. Très certainement, la première édition n'a pas suffisamment rappelé la dette que nous devons, comme toute l'économie non-apologétique du sous-développement, à l'Amérique latine¹⁶. C'est à Raul Prebisch que revient ici l'initiative ; et nous avons montré dans cet ouvrage que la théorie de l'échange inégal avait été fondée par lui, même si le cadre conjoncturel dans lequel il la situe, dans sa première version, a perdu sa signification. C'est aussi à la C.E.P.A.L. — la commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine — qu'il a animée que l'on doit l'essentiel de la théorie critique à laquelle nous appartenons, car c'est la C.E.P.A.L. qui a eu l'initiative de toutes les réflexions dont sont sortis les courants actuels d'Amérique latine : la critique de la politique de substitution d'importations comme la théorie de la dépendance.

L'étonnant retard de l'Asie et surtout de l'Afrique, où la confusion entre croissance et développement est encore monnaie courante, témoigne, par opposition, de l'importance de l'apport de l'Amérique latine. Une incursion dans le domaine des raisons de ce retard incite immédiatement à

réfléchir au rôle des universités. Car, dès les années 20, les universités d'Amérique latine s'ouvrent massivement aux classes moyennes, parfois à des rythmes en avance sur ceux du monde développé. La vieille culture patricienne, juridique et positiviste, subit les assauts de la science sociale. Or, si aux Etats-Unis cet élargissement s'est opéré sans contretemps grave, grâce au dynamisme économique, on sait que les pays européens attardés qui accèdent maintenant seulement à cette étape, parviennent mal à surmonter la crise (comme en témoigne l'exemple français). En Amérique latine, le système ayant toujours été incapable de digérer cette transformation que le capitalisme périphérique n'exigeait pas, une longue incubation a contribué à créer une véritable *intelligentsia* et a débouché sur une floraison d'une exceptionnelle qualité. En Asie et en Afrique, le système de la colonisation directe a évité que puisse se manifester cette *contradiction motrice*. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la politique actuelle de *destruction systématique* des universités dans le « tiers monde », particulièrement en Afrique francophone, qui a pour objet de réduire l'éducation à la formation de techniciens d'exécution et d'étouffer la formation d'intellectuels véritables capables de réfléchir au sous-développement.

La critique du sous-développement joue donc un rôle important dans le renouvellement, non seulement de l'économie, mais de la science sociale. La « première décennie du développement » (les années 60), au cours de laquelle l'accent a été mis sur la croissance économique, avec toutes les illusions de la « rentabilité » et de l'économétrie, s'est soldée par un échec visible. A tel point que, pour la « seconde décennie », les Nations Unies elles-

mêmes constatent au départ que « croissance n'est pas développement ». La critique de l'économiste encourt dès lors les risques de la *mode*, c'est-à-dire le risque de dilution dans l'anodin pseudo-synthétiste, en définitive confus. Le *structuralisme*, en se refusant à rechercher la contradiction motrice dans les systèmes, facilite l'opération¹⁷. C'est que la critique de la théorie du sous-développement conduit à celle du système et qu'il n'y a pas de place pour la diplomatie en matière de recherche sociale¹⁸.

S.A

Juillet 1971

NOTES

1. P. Baran et P. Sweezy, *Le capitalisme monopoliste*, Paris, 1968.
2. E. Mandel, « La théorie de la valeur-travail et le capitalisme monopolistique », in *Critique de l'économie politique*, N. 1, 1970.
3. On trouvera une analyse exemplaire des conséquences désastreuses pour les nations de l'horizon « court » du calcul de rentabilité in Michael Tanzer, *The Political Economy of International Oil and the Underdeveloped Countries*, Londres, 1970, notamment p. 32 et sq.
4. Cette critique de l'analyse coûts-bénéfices a été amorcée par Ignacy Sachs, in *Environmental quality management and development planning*, Contribution à la conférence des Nations Unies sur l'environnement, Genève, 1971, doc. ronéoté.
5. Urs Muller-Plantenberg, « Technologie et dépendance », in *Critiques de l'économie politique*, N. 3, 1971.
6. A. Emmanuel, *L'échange inégal*, Paris, 1969. On trouvera un écho de cette controverse dans le *Monde* (11 nov. 1969, articles d'A. Emmanuel et Ch. Bettelheim), *Politique Aujourd'hui* (1969-70, articles d'A. Emmanuel, H. Denis, A. Granou, G. Dhoquois et C. Bettelheim), et *L'Homme et la Société* (N. 12, 15, 18 et 19, 1969-71, articles d'A. Emmanuel et C. Palloix).
7. Cette critique absolument irrecevable est celle d'E. Chatelain (« Où mène la thèse de l'échange inégal ? » in *Critiques de l'économie politique*, N. 3, 1971). La position de P. Florian (*Emmanuel chez les Philistins*, même source) est beaucoup plus nuancée ; en reconnaissant qu'il y a un transfert international de plus-value (p. 103), Florian admet en fait l'échange inégal, comme il le reconnaît explicitement par ailleurs (J. Bailly et P. Florian, *L'exacerbation des contradictions dans les économies semi-industrialisées*, même source, p. 39). Sa polémique porte donc en définitive sur les thèmes relatifs aux conclusions politiques hâtivement tirées par les uns et les autres, qui n'ont rien à voir avec la thèse de l'échange inégal.
8. Cette insuffisance de la critique de J. Robinson par rapport à la nôtre trouve un reflet clair dans l'article de J. Bailly et P. Florian cité plus haut.

9. C. Bettelheim, « A propos du « Marxisme de Mao », lettre à Rossana », mars 1971, in *Il Manifesto*, Paris, 1971, p. 243.

10. Celso Furtado, *Development and Stagnation in Latin America : a Structural approach*, Yale 1965 ; Maria Conceição Tavarès, « Auge y declinación del proceso de substitución de importaciones en el Brasil », *Bol. Ec. de America latina*, 1964.

11. La littérature dans ce domaine est très abondante. Signalons ici au moins : G. Arrighi, « Società multinazionali, aristocrazie del lavoro e Sviluppo economico nell'Africa tropicale », in *Sviluppo economico e Sovrastuttura in Africa*, Einaudi, 1969 ; M. de Cecco, *The Influence of Multinational corporations on the economic policies of underdevelopment countries* (Tilburg Conf., doc. ronéoté) ; S. Hymer, « Excerpt on mercantilism III, The Age of Multinational Corporation » (doc. ronéoté, Conf. Tilburg, 1970) ; *The Multinational corporation and its allies* (New Statements, N. 1, 1971) ; *The efficiency of multinational corporations* (doc. ronéoté, à paraître) ; S. Hymer and S. Resnick, *International Trade and Uneven Development* (in Kindleberger Festschrift, à paraître) ; M. Kidron, *Western Capitalism since the War*, Penguin, 1970 ; C. A. Michalet, *L'entreprise pluri-nationale* (Dunod, 1969) ; R. E. Miller and P. R. Carter, *The modern dual economy, a cost-benefit analysis of Lamco Cy* (Conf. Planning, Monrovia, 1971, doc. ronéoté) ; Rowthorn, *Capitalism Since the War* (doc. ronéoté, conf. Tilburg, 1970) ; O. Sunkel, « Intégration capitaliste transnationale et désintégration nationale en Amérique latine », in *Politique étrangère*, N. 6, 1970) ; B. Sutcliffe, *Outlook for capitalism in the seventies : the peripheral capitalist countries* (doc. ronéoté, conf. Tilburg, 1970) ; M. Tanzer, *op. cit.*

12. *Partners in Development*, New York, 1969 ; voir notre critique de ce rapport in *The Widening Gap, development in the 1970's*, éd. by Barbara Ward, Leonore d'Anjou and J. D. Runnals, New York, 1971.

13. Piero Straffa, *Production of Commodities by Means of Commodities*, Cambridge, 1960.

14. Ce problème, soulevé pour la première fois par Bortkiewicz en 1907, a alimenté une longue controverse à laquelle ont participé Nathalie Moszkowska, Hilferding, Boudin, etc. Cette discussion a été reprise par Sweezy (*The Theory of Capitalist Development* New York, 1942, chap. VII) et le dossier ouvert à nouveau par Emmanuel (*L'Homme et la Société*, N. 18, 1970). On a vu à cette occasion un « échec » de la théorie de la valeur-travail, et certains ont tenté une « synthèse » entre celle-ci et la théorie subjective. Le travail de Straffa démontre, à notre avis, l'erreur de cette dernière perspective et rétablit pleinement la signification de la valeur

travail. Nous n'avons évidemment pas ici la possibilité de discuter ces thèses sérieusement.

15. Voir à ce sujet l'excellente introduction à cette problématique que constitue l'ouvrage d'A. Pelletier et J.-J. Goblot, *Matérialisme historique et histoire des civilisations*, Ed. Sociales, 1969 ; et, concernant le monde arabe, l'article de A. El Kodsy, « Nationalism and Class Struggles in the Arab World » *Monthly Review*, N. 22, 1970.

16. La bibliographie ici pourrait être très longue. Il faudrait citer au moins les noms de Pablo Gonzalez Casanova (*La démocratie au Mexique*, Anthropos, 1969) ; Fernando Henrique Cardoso (*Politique et Développement dans les sociétés dépendantes*, Anthropos, 1971 ; et *Sociologie du développement en Amérique latine*, Anthropos, 1969) ; Ricardo Cibotti, Enzo Faletto (F. H. Cardoso y E. Faletto, *Dependencia y desarrollo en America latina*, I.L.P.E.S., Santiago, 1967) ; Aldo Ferrer (*La economia argentina, las etapas de su desarrollo y problemas actuales*, Mexico, 1965) ; André Gunder Frank ; Celso Furtado (*Les Etats-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*, Paris, 1970) ; Gino Germani (*Politica y sociedad en una epoca de transición : de la sociedad tradicional a la sociedad de masas*, Buenos Aires, 1965) ; Franz Hinkelammert et autres (*Dialectica del desarrollo desigual*, CEREN, N. 6, 1970, Santiago) ; Octavio Ianni (*Estado e capitalismo, estrutura social e industrialização di Brasil*, Rio de Janeiro, 1965) ; Marcos Kaplan ; Jose Martos Mar ; Ruy Mauro Marini (*Subdesarrollo y revolucion*, Mexico, 1969) ; Luciano Martins ; Nícia Vilelaluz (*A luta pela industrialização de Brasil 1808-1930*, Sao Paulo, 1961) ; Hector Silva et José Michelena ; José Dominguez Noceto et autres (*El proceso economico del Uruguay*, Montevideo, 1969) ; Ricardo M. Ortiz (*Historia economica de la Argentina*, Buenos Aires, 1955) ; Anibal Pinto ; Anibal Quijano ; Theotonio Dos Santos (*Dependencia y cambio social*, CESO, Santiago, 1970 ; *Socialismo o fascismo dilema latino americano*, Santiago, 1969) ; Rodolfo Stavenhagen (*Les classes sociales dans les sociétés africaines*, Anthropos, 1969) ; Osvaldo Sunkel ; Maria Conceição Tavarès ; Torcuato Di Tella (*Una teoria sobre el primer impacto de la industrialización*, Buenos Aires, 1964) ; Claudio Veliz ; Francisco Welfort (Cardoso y Welfort, *Sociologia de la dependencia*, Santiago, 1971) ; Marshall Wolfe et bien d'autres dont nous ignorons malheureusement encore les travaux.

17. On doit citer ici au moins Gunnar Myrdal (*Asian Drama, an inquiry into the poverty of nations*, Penguin, 3 vol. 1968) ; Arthur Lewis (*The Development Process*, 1971) ; Hans Singer (*Distribution of Gains from*

Trade and Investment, revisited, I.D.S., Brighton, 1971, doc. ronéoté), enfin l'équipe de l'U.N.R.I.S.D. qui travaille sur « l'approche unifiée aux problèmes du développement » (U.N.R.I.S.D., Genève, travaux en cours). L'approche de Myrdal, la plus systématique, reste structuraliste et, en refusant aux rapports de production la détermination *en dernière instance* sa critique de *l'économisme* ramène au psychologisme. Si la tentative d'Arthur Lewis ne va pas au-delà de la juxtaposition éclectique des plans « économique », « social », etc., par contre l'autocritique courageuse de Hans Singer tente d'intégrer véritablement la domination et l'impérialisme dans l'analyse économique.

18. Comme l'a proclamé Gunnar Myrdal.

TABLE DES MATIERES

Tome 1

| | |
|--|------------|
| Introduction | 9 |
| I La spécialisation internationale inégale et les flux internationaux de capitaux | 73 |
| II Les formations du capitalisme périphérique | 235 |
| I La transition au capitalisme périphérique, modes de production et formations précapitalistes..... | 241 |
| II Le développement du capitalisme périphérique : le développement du sous-développement.... | 289 |

Tome 2

| | |
|--|------------|
| III. - Les Formations sociales de la périphérie..... | 9 |
| III. - Les Mécanismes monétaires à la périphérie et le système monétaire mondial .. | 69 |
| IV. - Le Rôle de la périphérie dans la conjoncture mondiale | 225 |
| V. - L'Ajustement de la balance des paiements extérieurs de la périphérie | 313 |
| Postface à la deuxième édition | 407 |